



Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
16 novembre 2011
Français
Original: anglais

Comité des droits de l'enfant

Examen des rapports soumis par les États parties an application du paragraphe 1 de l'article 12 du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

**Deuxième rapport périodique des États parties attendu en
2010 et réponses aux recommandations formulées par le
Comité dans ses observations finales du 25 juin 2008* ****

États-Unis d'Amérique

[25 janvier 2010]

* Conformément aux informations communiquées aux États parties concernant le traitement de leurs rapports, le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction de l'Organisation des Nations Unies.

** Les annexes peuvent être consultées aux archives du secrétariat.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction.....	1–6	6
Première partie – Rapport périodique des États-Unis	7–510	7
I. Directives générales	7–12	7
II. Données.....	13–35	8
A. Incidence de la prostitution des enfants, de la pornographie mettant en scène des enfants et d’autres atteintes sexuelles	14–26	9
B. Incidence de la vente d’enfants.....	27–35	12
III. Mesures d’application générales	36–108	14
A. Lois applicables	37–44	14
B. Coordination.....	45–74	18
1. Coordination interorganismes au niveau fédéral	47–56	19
2. Coordination entre l’État fédéral et les États fédérés	57	21
a) Ministère de la justice	58–70	21
b) Ministère de la sécurité intérieure	71–73	24
c) Service fédéral des huissiers de justice	74	25
C. Formation.....	75–87	25
1. Ministère de la justice	76–80	25
2. Ministère de la sécurité intérieure	81–84	27
3. Ministère de la défense.....	85	28
4. Ministère des affaires étrangères.....	86–87	28
D. Collecte de données concernant l’application du Protocole facultatif	88	28
E. Budget alloué aux activités visant à honorer les obligations découlant du Protocole facultatif.....	89–96	29
F. Stratégie nationale	97	30
G. Médiateurs et autres institutions publiques autonomes analogues.....	98–108	31
IV. Prévention de la vente d’enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants	109–155	34
A. Réduction de la demande.....	109–115	34
B. Protection des plus vulnérables.....	116–123	36
C. Sensibilisation.....	124–125	38
1. Ministère de la justice	126–133	39
2. Ministère de la santé et des services sociaux.....	134–137	40
3. Ministère de la sécurité intérieure	138–146	41
4. Ministère des affaires étrangères.....	147–152	43

5. Ministère de l'éducation.....	153–155	45
V. Interdiction et questions connexes (art. 3; 4, par. 2 et 3; 5; 6 et 7).....	156–321	45
A. Infractions à la législation réprimant la vente d'enfants	157–179	46
1 a) Vente d'enfants aux fins de leur exploitation sexuelle: échelon fédéral.....	158–164	46
1 b) Vente d'enfants aux fins de leur exploitation sexuelle: autres juridictions des États-Unis.....	165–166	47
2 a) Vente d'enfants aux fins du transfert d'organes à titre onéreux: échelon fédéral	167–168	47
2 b) Vente d'enfants aux fins du transfert d'organes à titre onéreux: autres juridictions des États-Unis	169	48
3 a) Vente d'enfants aux fins de leur soumission au travail forcé: échelon fédéral	170–175	48
3 b) Vente d'enfants aux fins de leur soumission au travail forcé: autres juridictions des États-Unis.....	176	49
4. Vente d'enfants par obtention induite, en tant qu'intermédiaire, du consentement à l'adoption d'un enfant, en violation des instruments juridiques internationaux relatifs à l'adoption.....	177	50
5. Enlèvement et lois s'y rapportant.....	178–179	50
B. Infractions à la législation réprimant la prostitution des enfants.....	180–183	50
1. Prostitution des enfants: échelon fédéral	181–182	50
2. Prostitution des enfants: autres juridictions des États-Unis.....	183	51
C. Infractions à la législation réprimant la pornographie mettant en scène des enfants.....	184–195	51
1. Pornographie mettant en scène des enfants: échelon fédéral.....	184–193	51
2. Pornographie mettant en scène des enfants: autres juridictions des États-Unis.....	194–195	54
D. Lois applicables aux membres des forces armées des États-Unis.....	196–204	54
E. Sanctions pénales.....	205–211	56
1. Jeunes délinquants	206–209	56
2. Peines prévues pour tentative d'infraction et complicité d'infraction	210–211	57
F. Délais de prescription	212–214	57
1. Délais de prescription: échelon fédéral	212–213	57
2. Délais de prescription: autres juridictions des États-Unis	214	58
G. Enquêtes, poursuites et condamnations	215–237	58
H. Examen de la législation	238	63
I. Responsabilité pénale des personnes morales.....	239	63
J. Adoption	240–294	64

1.	Instruments juridiques internationaux relatifs à l'adoption	240–242	64
2.	Mesures juridiques et autres mesures destinées à prévenir les adoptions illégales	243–245	64
3.	Accréditation des entités fournissant des services d'adoption: adoptions visées par la Convention de La Haye et relevant de l'IAA	246–258	65
4.	Honoraires	259–261	69
5.	Interdiction de l'obtention induite du consentement	262–268	70
6.	Modification de la législation sur l'immigration	269–271	74
7.	Autres aspects de l'application de la Convention de La Haye	272–284	75
8.	Prévention des tentatives induites faites pour convaincre des mères ou des femmes enceintes de donner leur enfant à adopter.....	285–287	77
9.	Activités visant à empêcher les personnes ou organismes non autorisés de faire la publicité de services ayant trait à l'adoption	288	77
10.	Prévention du vol de jeunes enfants et de l'enregistrement frauduleux de leur naissance	289	78
11.	Dérogation à la règle du consentement parental.....	290–292	78
12.	Adoptions internes et adoptions internationales non visées par la Convention de La Haye	293–294	78
K.	Publicité des infractions.....	295–297	79
L.	Compétence	298–306	80
M.	Extradition, entraide judiciaire et confiscation de biens	307–321	82
1.	Extradition.....	307–313	82
2.	Entraide judiciaire internationale	314–317	84
3.	Confiscation de biens	318–321	85
VI.	Protection des droits des victimes (art. 8 et 9, par. 3 et 4).....	322–423	86
A.	Droits des enfants victimes	322	86
B.	Protection des enfants dans le système de justice pénale.....	323–343	86
1.	Échelon fédéral.....	323–336	86
2.	Autres juridictions des États-Unis	337–343	89
C.	Enquête dans le cas où l'âge réel de la victime n'est pas connu.....	344	89
D.	Formation juridique, psychologique et autre des personnes qui travaillent avec des enfants victimes d'infractions proscrites par le Protocole facultatif.....	345–346	90
E.	Permettre aux entités et aux particuliers de travailler sans craindre les pressions ou les représailles.....	347–348	90
F.	Droit des accusés à un procès équitable et impartial.....	349	90
G.	Programmes visant à fournir des prestations aux enfants victimes.....	350–423	91
1.	Programmes de prestations sous forme de services.....	351	91

	a) Ministère de la santé et des services sociaux.....	352–391	91
	b) Ministère de la justice	392–400	102
	c) Ministère de la sécurité intérieure	401–406	104
	2. Prestations en matière d'immigration.....	407–418	106
	3. Comparaison entre l'aide fournie aux enfants étrangers et celle fournie aux enfants de nationalité américaine.....	419–420	109
	4. Indemnités pouvant être accordées aux enfants victimes	421–423	110
VII.	Assistance et coopération internationales (art. 10).....	424–510	110
	A. Coopération internationale.....	424–510	110
	1. Coopération, formation et assistance technique en matière de détection et de répression et d'assistance aux victimes	425–457	111
	a) Ministère de la sécurité intérieure	430–441	112
	b) Ministère de la justice	442–457	115
	2. Engagement diplomatique des États-Unis et évaluations de la performance des gouvernements des pays étrangers	458–478	120
	3. Subventions internationales pour lutter contre la traite	479–510	126
	a) Ministère du travail	480–482	126
	b) Ministère des affaires étrangères	483–484	128
	c) Agence des États-Unis pour le développement international	485	131
	B. Coopération internationale visant à remédier aux causes profondes, en particulier la pauvreté et le sous-développement	486–510	133
	Deuxième partie – Réponses des États-Unis aux recommandations spécifiques du Comité	1–55	139

Annexes

Annexe 1:	Récapitulatif des principales lois citées dans le rapport périodique des États-Unis sur le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants
Annexe 2:	Étude globale et bilan et analyse statistiques biennaux des formes aggravées de traite, de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et du commerce illégal du sexe aux États-Unis
Annexe 3:	Fonds engagés par le University System of Georgia (USG) pendant l'exercice 2008 au titre de projets relatifs à la lutte contre la traite des personnes
Annexe 4:	Lettre d'envoi et note d'information du Ministère de l'éducation
Annexe 5a:	Lois sur la vente d'organes et lois connexes
Annexe 5b:	Lois sur la vente, l'enlèvement et la traite aux fins d'adoption et lois connexes
Annexe 6:	Communication présentée par les États-Unis au troisième Congrès mondial

Introduction

1. Le Gouvernement des États-Unis se félicite de cette occasion de présenter au Comité des droits de l'enfant, conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (Protocole facultatif), et au paragraphe 47 des observations finales du Comité en date du 25 juin 2008 (CRC/C/OPSC/USA/CO/1), à la suite de l'exposé oral présenté par les États-Unis, son rapport sur les mesures qu'il a prises pour donner effet aux dispositions dudit protocole.

2. Les États-Unis ont présenté leur rapport initial (CRC/C/OPSC/USA/1) au Comité le 10 mai 2007. Ils ont fourni des informations supplémentaires, comme le Comité le leur avait demandé, le 13 mai 2008 (CRC/C/OPSC/USA/Q/1/Add.1) et le 23 mai 2008 (CRC/C/OPSC/USA/Q/1/Add.2), et ont présenté leur exposé oral au Comité le 22 mai 2008. En conséquence, le présent rapport périodique se propose de compléter et de mettre à jour les informations pertinentes, conformément aux Directives révisées du Comité concernant les rapports initiaux (CRC/C/OPSC/2).

3. La présente communication soumise au Comité comprend deux parties. La première partie présente le rapport périodique des États-Unis. La deuxième partie répond aux recommandations dont sont assorties les observations finales du Comité.

4. Dans le présent rapport, les États-Unis se sont employés à répondre aux demandes d'information du Comité de la façon la plus complète possible. À cet égard, ils signalent l'analyse des réserves et déclarations interprétatives qu'ils ont formulées à l'égard du Protocole facultatif qui figure aux paragraphes 7, 20, 29 et 50 de leur rapport initial.

5. Les États-Unis sont devenues partie au Protocole facultatif en vertu du par. 2 de son article 13, selon lequel le Protocole facultatif «est soumis à la ratification ... de tout État qui est Partie à la [Convention relative aux droits de l'enfant (Convention)] ou qui l'a signée». Les États-Unis ont signé la Convention en février 1995, mais ne l'ont pas ratifiée. En conséquence, ils ont précisé dans leur instrument de ratification du Protocole facultatif qu'ils «considèrent qu'ils n'assument aucune obligation au regard de la Convention relative aux droits de l'enfant en devenant partie au Protocole». Ni les dispositions de la Convention ni les interprétations de celle-ci qui figurent dans les observations générales du Comité n'ont d'incidences sur l'obligation des États-Unis en matière d'établissement de rapports, et les États-Unis n'adoptent, dans le présent rapport, aucune position quant aux dispositions de la Convention et aux observations générales visées dans les directives et leur annexe. Dans un esprit de coopération, ils ont fourni autant d'informations que possible sur d'autres questions soulevées, sans se limiter à celles qui se rapportent directement aux obligations qui leur incombent en vertu du Protocole facultatif.

6. Les États-Unis étudient actuellement plusieurs instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels ils ne sont pas partie, et l'administration a l'intention d'étudier la Convention relative aux droits de l'enfant pour déterminer si elle est en mesure de la ratifier.

Première partie

Rapport périodique des États-Unis au Comité des droits de l'enfant

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

I. Directives générales

7. Pour établir le présent rapport, le Ministère des affaires étrangères a mis à contribution les compétences techniques des Ministères fédéraux de la justice, de la sécurité intérieure, de la santé et des services sociaux, du travail, de l'éducation et de la défense, et de l'Agence pour le développement international des États-Unis. Par ailleurs, les États-Unis ont invité des organisations sans but lucratif ayant des intérêts communs dans ce domaine à formuler des observations, et ont eu largement recours aux informations disponibles auprès d'un certain nombre de sources gouvernementales et non gouvernementales.

8. Le cadre juridique et de politique générale dans lequel les États-Unis s'acquittent des engagements pris en vertu du Protocole facultatif n'a pas été sensiblement modifié depuis le rapport initial.

9. Comme l'indique le paragraphe 3 du rapport initial, au moment de la ratification du Protocole facultatif par les États-Unis, la législation fédérale et celle des États fédérés étaient conformes aux dispositions fondamentales du Protocole facultatif. Aucune nouvelle loi d'application n'a donc été nécessaire pour mettre les États-Unis en conformité avec les obligations de fond qu'ils assument au regard du Protocole facultatif, encore qu'ils aient dû, en raison d'une considération d'ordre technique et juridique, formuler une réserve concernant les infractions commises à bord d'un navire ou d'un aéronef enregistré aux États-Unis. Le présent rapport aborde les cas où une loi a été adoptée qui renforce l'application du Protocole facultatif par les États-Unis à d'autres égards ou qui énonce des mesures conformes aux objectifs du Protocole facultatif sans que celui-ci les exige.

10. La réserve qui accompagnait l'instrument de ratification des États-Unis était ainsi libellée:

[D]ans la mesure où le droit interne des États-Unis ne donne pas à ceux-ci compétence pour connaître d'une infraction visée au paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole si l'infraction est commise à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé aux États-Unis, l'obligation concernant la compétence pour connaître de ladite infraction ne s'applique pas aux États-Unis tant que les États-Unis n'ont pas notifié au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies que leur droit interne satisfait pleinement aux prescriptions du paragraphe 1 de l'article 4 du Protocole.

Aux termes du paragraphe 1 de l'article 4, tout État Partie «prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3, lorsque ces infractions ont été commises sur son territoire ou à bord de navires ou d'aéronefs immatriculés dans cet État». Les États-Unis ont expliqué lors de communications présentées antérieurement au Comité que, bien que leur législation comprenne un large éventail de textes en vertu desquels le

pays peut exercer sa compétence pour connaître des infractions visées par le Protocole lorsque ces infractions ont été commises «à bord de navires ou d'aéronefs immatriculés [aux]» États-Unis, cette compétence n'est pas énoncée de manière uniforme pour connaître de toutes les infractions visées par le Protocole et n'est pas non plus toujours subordonnée à l'«immatriculation» aux États-Unis. La portée de la compétence des États-Unis ne coïncide donc peut-être pas exactement avec celle que prescrit l'article 4. Il s'agit d'une divergence technique mineure et il est improbable, dans la pratique, qu'une infraction ne puisse pas être poursuivie par défaut de compétence d'une juridiction à l'égard d'une zone maritime ou d'un aéronef. Les États-Unis ont donc décidé de ne pas différer la ratification du Protocole et d'émettre une réserve en vue de suspendre leur obligation d'établir leur compétence pour connaître de toutes les infractions visées par le Protocole qui seraient susceptibles de bénéficier de cette divergence technique d'ampleur limitée. Aucune nouvelle loi n'ayant été promulguée depuis, les États-Unis ne sont pas en mesure de retirer leur réserve à ce stade car il subsiste un éventail restreint de situations dans lesquelles ils pourraient ne pas pouvoir remplir leurs obligations dans tous les cas où l'infraction aurait été commise à bord d'un navire ou d'un aéronef «immatriculé [aux]» États-Unis. Pour approfondir la question, on se reportera aux paragraphes 48 à 50 du rapport initial.

11. On trouvera dans les sections qui suivent des renseignements complémentaires sur les aspects de la mise en œuvre par les États-Unis du Protocole facultatif mentionnés dans les directives générales. Il importe de noter d'emblée qu'une bonne partie des dispositions législatives afférentes aux obligations incombant aux États-Unis en vertu du Protocole facultatif ont d'abord été édictées dans le cadre de la loi sur la protection des victimes de la traite de 2000 (TVPA). Cette loi a pour objectif explicite de «lutter contre la traite des personnes, qui est une manifestation contemporaine de l'esclavage dont les victimes sont essentiellement des femmes et des enfants, (de) garantir la punition juste et effective des trafiquants et (de) protéger leurs victimes». Les aspects du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (Protocole relatif à la traite) qui ont trait à la prévention et à la punition de la traite des enfants aux fins de leur exploitation, y compris leur exploitation sexuelle et leur soumission au travail forcé, et à l'assistance aux victimes coïncident largement avec les obligations incombant aux États-Unis en vertu du Protocole facultatif. Il s'ensuit que, bien qu'un certain nombre de lois, d'activités et de rapports des États-Unis utilisent les termes de «traite» et de «traite des personnes», ils permettent manifestement aux États-Unis de s'acquitter des obligations découlant du Protocole facultatif. En fait, le Protocole relatif à la traite n'exige pas l'élément «contre rémunération ou tout autre avantage» inclus dans la définition de la «vente» énoncée dans le Protocole facultatif. En conséquence, l'application de ce dernier protocole par les États-Unis va dans bien des cas au-delà des dispositions qu'il contient.

12. Un récapitulatif des principales lois des États-Unis figure à l'annexe II du rapport initial des États-Unis. L'annexe I du présent document est une mise à jour de cette liste.

II. Données

13. Aux États-Unis, on ne dispose pas de données globales car les responsabilités en matière de police et de justice et d'aide aux victimes sont assumées à la fois par les autorités fédérales, les autorités des États fédérés et les autorités locales. Un certain nombre d'activités de collecte de données ont été entreprises, comme on le verra dans la présente

section. On trouvera d'autres renseignements sur les activités de police et de justice dans les sections III.B. et V.G.

A. Incidence de la prostitution des enfants, de la pornographie mettant en scène des enfants et d'autres atteintes sexuelles

14. Un certain nombre d'études ont été réalisées sur les mineurs se livrant à la prostitution, mais une revue récente de la littérature a conclu que les estimations étaient très divergentes et qu'aucune n'était suffisamment étayée («How Many Juveniles are Involved in Prostitution in the U.S.?» (Combien de mineurs se livrent-ils à la prostitution aux États-Unis?), consultable à l'adresse http://www.unh.edu/ccrc/prostitution/Juvenile_Prostitution_factsheet.pdf). Le Bureau de la justice pour mineurs et de la prévention de la délinquance juvénile du Ministère de la justice prend des mesures pour remédier à ce défaut d'information en finançant une enquête nationale de prévalence qui pose deux questions principales: combien de mineurs ont-ils été victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales en 2008 aux États-Unis, et combien de victimes étaient-elles connues des autorités de police?

15. Le 1^{er} octobre 2009, le Ministère de la justice a transmis au Congrès la première Étude globale et bilan et analyse statistiques biennaux des formes aggravées de traite, de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et du commerce illégal du sexe aux États-Unis, établie par l'Institut national de la justice du Bureau des statistiques judiciaires du Ministère de la justice, qui figure à l'annexe 2 du présent rapport et dont il sera question aux paragraphes 27 à 30. Cette étude a relevé l'absence de données à caractère définitif sur le commerce illégal du sexe aux États-Unis en raison des difficultés dont sont émaillées les recherches sur une activité illégale le plus souvent occulte menées auprès d'une population qui, pour des raisons diverses, est peu coopérative.

16. Il est néanmoins ressorti de cette étude que certaines études de la prostitution menées avec la rigueur scientifique voulue et ciblant des petites zones géographiques, telles que des villes, avaient révélé le profil démographique des prostituées dans les zones en question. Nettement plus de la moitié des personnes sur lesquelles portait une étude réalisée à Chicago avaient commencé à se livrer à la prostitution avant leur dix-huitième anniversaire. Une étude réalisée à San Francisco a établi que 78 % des personnes se prostituant dans la rue avaient indiqué avoir commencé à le faire alors qu'elles étaient mineures, 60 % d'entre elles ayant commencé à l'âge de 16 ans ou plus jeunes. S'agissant des personnes qui avaient commencé alors qu'elles étaient mineures, 53 % avaient des membres de leur famille qui se prostituaient.

17. Les informations disponibles montrent que les enfants vulnérables ne sont pas uniquement les élèves des établissements d'enseignement secondaire: des études indiquent que les victimes des proxénètes n'ont parfois pas plus de 12 ans. Il a été indiqué que les trafiquants ciblent leurs victimes mineures en utilisant des lignes téléphoniques roses et des clubs téléphoniques, dans la rue et dans les centres commerciaux, et en utilisant des filles pour recruter d'autres filles dans les écoles et dans les programmes d'activités extrascolaires. La majorité des victimes américaines de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales sont des mineurs fugueurs ou abandonnés, qui vivent dans la rue et sont victimes de la prostitution. En général, ces enfants sont issus de familles où ils ont été maltraités ou qui les ont abandonnés, et en viennent souvent à se livrer à la prostitution pour subvenir à leurs besoins ou pour acquérir ce qui leur fait envie ou ce dont ils ont besoin (Richard J. Estes et Neil Alan Weiner, *Commercial Sexual Exploitation of Children in the U.S., Canada and Mexico*, University of Pennsylvania (2001)).

18. Dans d'autres cas, les mineurs sont recrutés à des fins de prostitution par le biais de l'enlèvement. Une fois recrutés à ces fins, ces enfants sont souvent forcés de se déplacer loin de chez eux et se trouvent alors isolés de leurs amis et de leur famille. Les enfants qui se trouvent dans cette situation sont souvent incapables de nouer des relations avec d'autres enfants de leur âge ou avec des adultes autres que la personne qui les persécute. Le mode de vie de la plupart des enfants se livrant à la prostitution est centré sur la violence, la consommation forcée de drogue, les menaces permanentes et diverses formes de victimisation.

19. Au 29 mai 2009, ce sont au total 2 312 victimes d'infraction de pédopornographie qui avaient été identifiées et un grand nombre avaient été libérées, dont plus de 1 000 depuis le lancement en 2006 du projet «Safe Childhood» grâce au renforcement de la coordination des services répressifs et aux activités du Centre national pour les enfants portés disparus et les enfants exploités (NCMEC). On reviendra sur ce projet aux paragraphes 63 à 68.

20. Une autre source d'information fournissant certaines indications sur l'incidence des infractions d'exploitation sexuelle est la ligne directe CyberTipline gérée par le NCMEC. Comme l'explique son site Web, CyberTipline est agréée par le Congrès et exploitée en collaboration avec le Federal Bureau of Investigation (FBI), le Service fédéral de l'immigration et du contrôle des douanes (ICE) du Ministère de la sécurité intérieure, le Service fédéral d'inspection des postes, les équipes spéciales de surveillance des infractions contre les enfants sur l'Internet, le Service secret, la Section de l'exploitation des enfants et de la pornographie infantile (CEOS) du Ministère de la justice, ainsi qu'avec d'autres entités internationales, étatiques et locales chargées de l'application des lois. Les indications confidentielles sont fournies par des particuliers et, comme l'exige l'article 2258A du titre 18 du Code des États-Unis, par des entités qui fournissent «un service de communication électronique ou ... un service de téléinformatique au public par le biais d'un centre de commerce interétatique ou extérieur». Ces indications renseignent sur la fréquence des cas, mais ne permettent pas de calculer le nombre d'incidents confirmés.

21. Le tableau ci-après présente les cas signalés pour la semaine du 20 avril 2009, à titre d'instantané, et les totaux cumulés pour la période allant du 9 mars 1998 au 20 avril 2009.

Type d'incident	Semaine du 20 avril 2009	Total depuis le 9 mars 1998
Pédopornographie	1 919	593 963
Prostitution des enfants	19	7 676
Tourisme pédophile (citoyen des États-Unis à l'étranger)	1	3 083
Maltraitance sexuelle d'enfants (en dehors de la famille)	34	16 023
Fait d'inciter des enfants en ligne à des actes sexuels	146	44 126
Matériel pornographique non sollicité adressé à un enfant	20	9 079 (depuis le 1 ^{er} septembre 2002)
Noms de domaine de nature à induire en erreur	9	9 079 (depuis le 20 avril 2004)
Mots/images numériques sur l'Internet de nature à induire en erreur	64	1 822 (depuis le 24 octobre 2008)
Nombre total de cas signalés	2 212	683 487

22. Le tableau ci-après présente des données comparatives du NCMEC sur les cas signalés par CyberTipline pour les années 1998-2008. Malgré des variations d'une année sur l'autre, la tendance générale à la hausse est manifeste. Le nombre d'incidents signalés en 1998 s'est élevé au total à 4 560, alors que le nombre total de cas signalés en 2008 a été de 102 029. Une nouvelle catégorie d'incidents signalés ajoutée le 24 octobre 2008 a fait apparaître 725 cas de mots ou d'images numériques sur l'Internet de nature à induire en erreur.

	<i>Pédopornographie (détention, fabrication, distribution)</i>	<i>Prostitution des enfants</i>	<i>Tourisme pédophile (citoyen des États- Unis à l'étranger)</i>	<i>Maltraitance sexuelle d'enfants (en dehors de la famille)</i>	<i>Fait d'inciter des enfants en ligne à des actes sexuels</i>	<i>Matériel pornographique non sollicité adressé à un enfant (à partir de 2002)</i>	<i>Noms de domaine de nature à induire en erreur (à partir de 2004)</i>
2008	85 301	1 117	392	1 945	8 787	1 306	2 456
2007	83 959	1 821	655	2 523	11 422	1 920	2 961
2006	62 480	1 098	566	2 156	6 384	1 799	2 101
2005	64 250	553	205	1 641	2 664	613	842
2004	106 119	559	248	1 466	2 605	533	487
2003	762 004	572	205	2 026	2 123	857	
2002	37 647	587	239	1 474	2 782	349	
2001	21 611	346	151	794	1 540		
2000	16 724	287	142	634	1 458		
1999	7 736	187	135	471	1 139		
1998	3 267	142	79	365	707		

23. Le NCMEC collabore étroitement avec les autorités policières et judiciaires dans la lutte contre l'exploitation des enfants. Les données fournies par son Programme d'identification des enfants victimes (CVIP) permettent de se faire une idée de l'ampleur de la pédopornographie aux États-Unis. Les autorités de police soumettent des images et des films d'enfants confisqués dans des affaires de pédopornographie au CVIP du NCMEC pour qu'il les examine. Ce programme a une double mission: 1) aider les procureurs à obtenir des condamnations en prouvant qu'un enfant réel est représenté sur des images pédopornographiques; et 2) aider les autorités de police à localiser les enfants victimes non identifiés. Les matériels soumis sont examinés au moyen du Système de reconnaissance et d'identification des enfants (CRIS), un logiciel spécialement conçu pour établir efficacement dans quels contenus confisqués apparaissent des enfants identifiés.

24. L'une des fonctions essentielles du CVIP est l'opération qui consiste à aider les autorités de police à arracher à leurs exploiters les enfants victimes représentés sur ces images. Ces enfants peuvent continuer d'être exploités aussi longtemps qu'ils ne sont pas localisés et identifiés. Lorsqu'ils examinent le matériel de contrebande, les analystes du CVIP étudient attentivement les images et les vidéos soumis par les autorités de police et recueillent tous indices pouvant permettre de localiser un enfant victime non identifié. Une fois qu'un enfant a été localisé, le service de police compétent peut ouvrir une enquête pour le libérer. La coopération entre le CVIP et les autorités de police a permis de faire cesser l'exploitation d'un grand nombre d'enfants.

25. Dans le tableau ci-après, la première colonne indique le nombre de cas dans lesquels les autorités de police ont demandé un examen à l'aide du CRIS et la deuxième le nombre de fichiers sur lesquels ont porté les examens demandés. L'augmentation du volume entre 2002 et 2008 est manifeste. La colonne 3 indique le nombre de séries d'images

pédopornographiques d'enfants identifiés ajoutées au système pour une année donnée à la suite d'enquêtes de police ayant permis d'identifier et de localiser un enfant. Le terme de série désigne une collection d'images du même ou des mêmes enfants que les exploiters échangent après leur avoir attribué un nom et une référence.

	1. Nombre de demandes d'examen à l'aide du CRIS	2. Nombre de fichiers examinés	3. Nombre de séries d'images d'enfants nouvellement identifiés ajoutées au système
Totaux	16 435	19 683 222	1 349
2002	122	45 055	73
2003	747	449 323	53
2004	1 227	551 528	64
2005	2 113	1 982 486	224
2006	3 300	3 032 401	182
2007	4 297	5 018 886	236
2008	4 629	8 603 432	517

26. Il existe 59 équipes spéciales de surveillance des infractions contre les enfants sur l'Internet (ICAC), décrites aux paragraphes 69 et 70, qui recueillent dans tous les États des États-Unis des données sur l'activité criminelle visant des enfants. Les données recueillies par ces équipes au sujet des plaintes pour infraction de pédopornographie et prostitution des enfants, dont il est question ci-après, fournissent d'autres indications quant à la prévalence de ces infractions. À cet égard, une plainte est une information qui doit être étudiée par les autorités de police afin de déterminer si une enquête en bonne et due forme est justifiée. Les plaintes peuvent être générées de plusieurs manières, parmi lesquelles une opération d'infiltration, des cas notifiés par les autorités de police, des indications confidentielles de CyberTipline et des appels adressés par des particuliers.

	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2008
Plaintes ICAC: Pédopornographie			
Total	12 120	12 030	22 001
Détention	5 578	6 398	9 087
Distribution	4 743	4 917	11 879
Fabrication/production	1 799	715	1 035
Plaintes ICAC: Prostitution des enfants	119	257	300

B. Incidence de la vente d'enfants

27. En vertu de l'article 201 a) de la loi TVPRA 2005 – *Trafficking Victims Protection Reauthorization Act 2005* – (loi publique n° 109-164), le Ministre fédéral de la justice est tenu de faire rapport tous les deux ans au Congrès sur le nombre et les caractéristiques démographiques des personnes se livrant à des «formes aggravées de traite des personnes», parmi lesquelles la traite des enfants et des adultes à des fins d'exploitation sexuelle ou économique, ainsi que sur le nombre d'enquêtes, d'arrestations, de poursuites et d'incarcérations dont ont fait l'objet des personnes se livrant à ce type d'activité, en ventilant les données par État et subdivision politique. Comme indiqué au paragraphe 15, le 1^{er} octobre 2009, le Ministère de la justice a transmis au Congrès le premier rapport établi

pour remplir cette obligation (Étude globale et bilan et analyse statistiques biennaux des formes aggravées de traite, de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et du commerce illégal du sexe aux États-Unis, document établi par l'Institut national de la justice du Bureau des statistiques judiciaires du Ministère de la justice (Rapport biennal, qui figure à l'annexe 2 du présent rapport)).

28. Le Rapport biennal a rendu compte de deux études dont le Congrès avait exigé l'établissement dans le cadre de la TVRPA 2005: 1) une étude globale et bilan et analyse statistiques des formes aggravées de traite des personnes, et 2) une étude globale et bilan et analyse statistiques des formes aggravées de traite à des fins d'exploitation sexuelle et du commerce illégal du sexe aux États-Unis (voir par. 15). Afin de mener à bien ces études, le Bureau des statistiques judiciaires a recueilli des données auprès d'équipes spéciales de lutte contre la traite financées par l'État fédéral et opérant dans l'ensemble du pays. De la même façon, l'Institut national de la justice a chargé des chercheurs de recueillir des données sur la traite à des fins d'exploitation sexuelle et les activités sexuelles à but lucratif illicites dans 60 comtés des États-Unis, choisis dans les zones du pays où aucune équipe spéciale de lutte contre la traite n'était à pied d'œuvre. Enfin, l'Institut a également procédé à un examen approfondi des publications de recherche concernant le commerce illégal du sexe et la traite à des fins d'exploitation sexuelle, et notamment des livres, articles, études et autres documents consacrés à ces questions. L'absence initiale de données et la difficulté du processus de collecte de ces données n'ont pu qu'allonger le délai d'établissement des études et aboutir à des résultats moins complets qu'escompté au départ. Comme le note le Rapport biennal, le Ministère de la justice élabore des stratégies visant à brosser à l'intention du Congrès des États-Unis un tableau plus complet de l'étendue de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et du commerce illégal du sexe aux États-Unis dans les études qui seront réalisées à l'avenir.

29. Le Rapport biennal a indiqué que les équipes spéciales de lutte contre la traite financées par l'État fédéral avaient signalé au total 1 442 victimes d'incidents présumés de traite des personnes entre le 1^{er} janvier 2007 et le 30 septembre 2008; ces données portent sur les victimes tant adultes que mineures de l'exploitation sexuelle ou économique. Sur ce nombre total de victimes, les équipes spéciales ont donné des renseignements sur les caractéristiques de 776 victimes de 429 incidents présumés de traite des personnes. Sur ces victimes, 27 % avaient moins de 18 ans. Trente pour cent des victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle avaient moins de 18 ans. Les victimes de la traite à des fins d'exploitation économique étaient généralement plus âgées que les autres victimes de la traite des personnes; près de 70 % avaient au moins 25 ans.

30. Le Rapport a fourni d'autres renseignements démographiques, mais sans les ventiler entre les adultes et les enfants. Plus de 90 % des victimes d'incidents présumés de traite des personnes étaient des femmes, qui étaient victimes de traite à des fins d'exploitation économique à raison de plus de 60 % et de traite à des fins d'exploitation sexuelle à raison de 99 %. Un peu plus de la moitié (55 %) des victimes de la traite des personnes étaient des citoyens des États-Unis, les autres étant soit des étrangers sans papiers (38 %), soit des étrangers remplissant les conditions pour demeurer aux États-Unis (6 %). Soixante-trois pour cent de l'ensemble des victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, contre 4 % des victimes de la traite à des fins d'exploitation économique, étaient des citoyens des États-Unis. Les étrangers sans papiers et les étrangers remplissant les conditions pour demeurer aux États-Unis représentaient 96 % des victimes de la traite à des fins d'exploitation économique.

31. Une grande partie des informations qui ont alimenté le Rapport biennal s'appuyaient sur des données recueillies par l'intermédiaire du système de notification d'informations sur la traite des personnes (HTRS). Le Bureau des statistiques judiciaires du Ministère de la justice a financé la mise en ligne du HTRS, qui recueille des données sur les incidents, les

victimes et les suspects auprès des équipes spéciales de lutte contre la traite financées par l'État fédéral dans l'ensemble du pays. Ces équipes, qui ont pour objectif de fournir un appui axé sur les victimes et de mettre en œuvre une approche multi-organismes pour ce qui est des enquêtes à ouvrir sur les incidents présumés de traite des personnes et des mesures à prendre pour y faire face, rendent compte chaque mois de la traite des adultes et des enfants à des fins d'exploitation sexuelle et économique pour ce qui est des incidents, des suspects et des victimes identifiées et faisant l'objet d'une enquête.

32. Le HTRS est un système de collecte de données axé sur les incidents, qui enregistre les plaintes pour traite des êtres humains ou toute enquête ouverte sur d'autres infractions ayant mis au jour des éléments de traite potentielle. Une fois qu'un incident est entré dans le système, il peut être ou ne pas être établi qu'il ressortit à la traite des personnes. Les données notifiées sont ventilées entre les enfants et les adultes pour ce qui est de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, mais ne le sont pas pour la traite à des fins d'exploitation économique. Il convient également de noter que les données notifiées par le HTRS n'englobent pas les zones géographiques qui ne relèvent pas de la compétence des équipes spéciales et ne portent pas sur les incidents répertoriés par des entités autres que ces équipes. Sans couvrir l'ensemble du pays, ces dernières n'en sont pas moins à pied d'œuvre dans un grand nombre de zones.

33. L'exploitation des données fournies par le HTRS pour l'année civile 2007 et les trois premiers trimestres de 2008 a permis au Bureau des statistiques judiciaires de publier le rapport intitulé *Characteristics of Suspected Human Trafficking Incidents, 2007–08* (Caractéristiques des incidents présumés de traite des personnes, 2007-2008), consultable à l'adresse <http://bjs.ojp.usdoj.gov/content/pub/pdf/cshti08.pdf>. Ce rapport a en partie inspiré le Rapport biennal susvisé.

34. Les États-Unis notent que le Comité demande la communication de données sur le nombre d'enfants adoptés par l'entremise d'intermédiaires utilisant des méthodes «incompatibles avec l'article 21 de la Convention [relative aux droits de l'enfant] ou d'autres normes internationales applicables». Les États-Unis ont adopté un grand nombre de mesures législatives et réglementaires afin de remplir les obligations qui leur incombent à cet égard en vertu de la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, comme l'explique la section V.J L'une de ces mesures a consisté à établir un registre des plaintes, qui n'a encore reçu aucune plainte faisant état d'une violation de l'interdiction de l'incitation induite visant à obtenir un consentement à l'adoption.

35. Les États-Unis ne disposent d'informations sur aucun incident concernant un transfert d'organes d'un enfant à titre onéreux dans quelque contexte que ce soit, y compris la vente d'enfants, et n'ont aucune raison de penser que de tels incidents se produisent dans le pays.

III. Mesures d'application générales

36. En sus des informations fournies dans la présente section, on se reportera à la section V pour la répression des infractions et aux sections IV et VI consacrées à la prévention et à la protection pour la fourniture de prestations et de services aux victimes.

A. Lois applicables

37. Les États-Unis s'acquittent des obligations découlant du Protocole facultatif par le biais d'une abondante législation et de programmes de grande ampleur. Les lois fédérales et

celles des États qui sanctionnent les infractions prosrites par l'article 3 sont présentées à la section V.

38. Ces dernières années, on a beaucoup légiféré contre l'exploitation sexuelle des enfants. En avril 2003, les États-Unis ont adopté la loi publique n° 108-21 de 2003 (loi PROTECT – Prosecutorial Remedies and Other Tools to end the Exploitation of Children Today) contre l'exploitation des enfants. Au moment de l'entrée en vigueur de cette loi, le Ministère de la justice l'a qualifiée de «tournant historique pour les enfants de notre pays» et a promis de «mobiliser l'intégralité des ressources de notre pays contre ceux qui s'en prennent à sa jeunesse» (Voir http://www.justice.gov/opa/pr/2003/April/03_ag_266.htm).

39. Entre autres dispositions, la loi PROTECT a:

- Créé le programme d'alerte appelé AMBER, qui prévoit la coordination nationale des programmes d'alerte AMBER étatiques et locaux, y compris la nomination d'un coordonnateur national AMBER et la mise au point d'indications pour émettre des alertes AMBER à l'intention du public;
- Permis aux autorités de police et de justice de mettre en œuvre les instruments juridiques existants contre tout l'éventail d'infractions sexuelles graves commises contre les enfants;
- Spécifié qu'il ne pouvait, dans pratiquement tous les cas, pas y avoir prescription pour les infractions d'enlèvement ou de maltraitance physique ou sexuelle d'enfants;
- Rendu plus difficile la libération sous caution des prévenus accusés d'infractions graves contre des enfants;
- Renforcé les lois sanctionnant les auteurs d'infractions de tourisme sexuel;
- Alourdi les sanctions pour enlèvement d'un enfant non membre de la famille;
- Alourdi les sanctions pour exploitation sexuelle d'enfants et pédopornographie;
- Requis la réclusion à perpétuité pour les personnes qui commettent deux infractions graves de maltraitance sexuelle contre un enfant;
- Révisé et renforcé la proscription de la pédopornographie «virtuelle»;
- Interdit tout matériel à caractère obscène qui représente des enfants, et a prévu des sanctions plus lourdes;
- Encouragé les fournisseurs de services Internet à signaler spontanément les matériels pédopornographiques présumés qu'ils trouveraient sur leurs systèmes.

40. La loi publique n° 109-248 (loi Adam Walsh sur la protection et la sécurité des enfants) a été promulguée en juillet 2006. Cette loi a:

- Créé un système à trois niveaux de classement des délinquants sexuels condamnés, basé sur la gravité de l'infraction; les délinquants ayant commis les infractions les plus graves, y compris les mineurs, doivent s'inscrire sur un registre leur vie durant;
- Créé une nouvelle infraction fédérale grave dont un délinquant sexuel se rend coupable en ne s'inscrivant pas sur un registre;
- Prévu que l'examen des matériels pédopornographiques par la défense doit avoir lieu, dans la plupart des cas, dans une institution publique;
- Institué de nouvelles obligations en matière d'enregistrement de l'âge des personnes représentées dans les matériels pornographiques;
- Imposé certaines conditions de libération sous caution pour certaines infractions dans le cas desquelles les victimes sont des mineurs;

- Alourdi les sanctions pour traite à des fins d'exploitation sexuelle d'enfants et infractions sexuelles commises contre des enfants;
- Rendu possible de prononcer une condamnation pour défaut d'enregistrement d'une infraction passible d'expulsion et imposé d'autres restrictions en matière d'immigration;
- Créé un registre national de la maltraitance d'enfants.

41. La loi publique n° 110-401 – Providing Resources, Officers, and Technology to Eradicate Cyber Threats to Our Children Act of 2008 (PROTECT Our Children Act of 2008) – sur la protection des enfants contre les menaces en ligne, promulguée le 13 octobre 2008, a notamment:

- Demandé au Ministre de la justice de formuler une stratégie nationale de prévention et d'interdiction de l'exploitation des enfants et de mettre en place un système national de données sur les infractions commises contre les enfants sur l'Internet;
- Reconduit le Programme national d'équipes spéciales de lutte contre les infractions commises contre les enfants sur l'Internet, qui regroupe les équipes spéciales des autorités de police étatiques et locales chargées de prendre des mesures efficaces d'intervention contre les activités des prédateurs sexuels qui incitent des enfants en ligne à des actes sexuels, et contre l'exploitation des enfants et les affaires d'attentat à la pudeur sur des enfants et de pédopornographie;
- Interdit la radiodiffusion en direct d'images d'enfants maltraités et l'adaptation ou la modification d'une image représentant un mineur identifiable aux fins de la production de matériels pédopornographiques;
- Demandé à l'Institut national de la justice d'établir un rapport en vue de recenser les facteurs susceptibles d'indiquer d'une manière fiable si une personne faisant l'objet d'une enquête pour exploitation d'enfants en ligne représente un risque élevé pour les enfants en question;
- Demandé aux fournisseurs de services de communications électroniques et aux fournisseurs de services de téléinformatique de fournir des informations supplémentaires à CyberTipline, gérée par le NCMEC, informations que celle-ci doit transmettre à un organisme chargé de l'application de la loi désigné et peut transmettre aux responsables ou organismes étatiques, locaux et étrangers chargés de l'application de la loi.

42. Comme indiqué au paragraphe 11, des lois supplémentaires se rapportant à l'exécution par les États-Unis des obligations découlant du Protocole facultatif ont été promulguées à compter d'octobre 2000. La pierre angulaire de la législation fédérale visant à éliminer la traite des personnes, y compris la traite des enfants à des fins d'exploitation économique et sexuelle, est la loi publique n° 106-386 de 2000 sur la protection des victimes de la traite (TVPA), modifiée tout récemment par la loi TVPRA 2008 – *Trafficking Victims Protection Reauthorization Act 2008* – (loi publique n° 110-457), qui est entrée en vigueur le 23 décembre 2008. La TVPA définit la traite des personnes comme étant «la traite à des fins d'exploitation sexuelle dans laquelle une activité sexuelle à but lucratif est provoquée par la force, des moyens frauduleux ou la contrainte, ou dans laquelle la personne amenée à accomplir un acte de ce genre a moins de 18 ans» ou «le fait de recruter, d'héberger, de transporter, de fournir ou de se procurer une personne dans le but d'en obtenir un travail ou des services, par le recours à la force, à des moyens frauduleux ou à la contrainte, en vue de la soumettre à la servitude involontaire, au péonage, à la servitude pour dettes ou à l'esclavage». (art. 7102(8) du titre 22 du Code des États-Unis). Cette définition s'applique aussi bien aux citoyens des États-Unis qu'aux ressortissants étrangers. La TVPA, qui a été conçue pour répondre aux besoins d'assistance des victimes étrangères

de la traite qui ne pouvaient pas bénéficier des programmes de protection sociale et des fonds pour les victimes d'infractions à la disposition des citoyens des États-Unis, a prévu diverses mesures de protection et d'assistance nouvelles à l'intention des victimes de la traite. Elle a créé de nouvelles infractions et alourdi les peines que les enquêteurs et procureurs fédéraux peuvent requérir contre les trafiquants; et elle a élargi la portée des activités que le Gouvernement des États-Unis mène au niveau international pour prévenir la traite des personnes.

43. En particulier, dans sa version initiale, la TVPA a:

- Prévu une aide aux victimes aux États-Unis en donnant aux victimes étrangères de la traite accès à des prestations et services financés ou administrés par l'État fédéral en matière de santé et autres; a chargé le Gouvernement des États-Unis de protéger les victimes étrangères de la traite et, le cas échéant, les membres de leur famille et de leur accorder un statut au regard de la législation sur l'immigration; a énoncé des garanties contre l'expulsion, y compris en accordant le statut de non-immigrant («visa T») aux victimes de la traite âgées de plus de 18 ans qui coopèrent avec les autorités de police et de justice dans le cadre d'enquêtes ou de poursuites liées à la traite (les victimes mineures ne sont pas tenues de coopérer pour bénéficier de prestations en matière d'immigration), et autorisé les titulaires d'un visa T à faire une demande de statut de résident permanent;
- Créé de nouvelles infractions et alourdi les peines pour les infractions existantes, y compris le travail forcé, la traite liée au péonage, l'esclavage, la servitude involontaire, la traite d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle, la traite d'adultes à des fins d'exploitation sexuelle par la force, des moyens frauduleux ou la contrainte, et la confiscation arbitraire de pièces d'identité; a érigé en infraction pénale toute tentative faite pour se livrer à de tels actes; a disposé en matière de restitution obligatoire et de déchéance; a prévu d'aider les pays étrangers à élaborer des lois visant à proscrire et à punir les actes de traite et à renforcer les activités d'enquête et de poursuite des trafiquants; a créé des programmes d'aide aux victimes; et a élargi les programmes fédéraux d'échanges et le programme international de stages dans le domaine de la traite des personnes;
- Créé l'Équipe spéciale interorganismes du Président chargée de surveiller et de combattre la traite, pour coordonner la lutte du Gouvernement contre la traite. La TVPA a notamment chargé cette Équipe spéciale: 1) de mesurer et d'évaluer les progrès accomplis par les États-Unis et les autres pays dans les domaines de la prévention de la traite et de la protection des victimes et de l'aide à leur apporter; 2) de renforcer les procédures interorganismes de collecte et d'organisation des données; 3) de contribuer à faciliter la coopération internationale; 4) d'examiner le rôle de l'industrie du tourisme sexuel à l'échelle internationale; et 5) de consulter les organisations gouvernementales et les organisations non gouvernementales (ONG) et de s'investir à leurs côtés

44. La TVPA a été entérinée de nouveau et modifiée en 2003 et 2005 (loi publique n° 108-193 et loi publique n° 109-164). Tout récemment, la loi publique n° 110-457 – William Wilberforce Trafficking Victims Protection Reauthorization Act of 2008 (TVPRA 2008) –, a entériné de nouveau la TVPA pour quatre années et autorisé de nouvelles mesures de lutte contre la traite des personnes, consistant notamment à améliorer l'efficacité des programmes de lutte contre la traite, à fournir une assistance temporaire aux enfants susceptibles d'être des victimes de la traite et à renforcer la capacité de sanctionner pénalement les trafiquants. Par exemple, en ce qui concerne les enfants, la TVPRA 2008:

- Créé de nouvelles infractions en imposant de lourdes peines aux personnes qui entravent ou tentent d'entraver l'instruction et la poursuite des infractions liées à la

traite. Ces violations de la loi sont punissables au même degré que les infractions liées à la traite elles-mêmes.

- Élargit la portée de l'infraction de traite de mineurs à des fins sexuelles en éliminant l'obligation de prouver que le prévenu savait que la personne qui s'était livrée à une activité sexuelle à but lucratif était mineure dans les cas où le prévenu avait suffisamment pu observer cette dernière.
- Élargit la portée de l'infraction de travail forcé en stipulant que la «force» est un moyen de violer la loi (en sus de menacer d'infliger un préjudice physique grave, d'user de stratagèmes ou de plans, ou de commettre un abus de droit). La nouvelle loi précise qu'elle peut être violée par des délinquants qui mettent en œuvre l'un quelconque ou l'ensemble de ces moyens. De surcroît, elle énonce des définitions générales des termes non définis jusque-là de «préjudice physique grave» et d'«abus de droit».
- Rend pénalement responsables les personnes qui, en connaissance de cause ou dans une intention frauduleuse, recrutent des personnes depuis l'étranger pour les faire travailler aux États-Unis en faisant des déclarations fausses ou frauduleuses quant à leur contenu.
- Alourdit la peine pour entente en vue de commettre une infraction liée à la traite. La durée maximale de la peine pour manquement à cette disposition est désormais égale à celle de la peine dont est passible l'infraction matérielle principale.
- Sanctionne les personnes qui tirent en connaissance de cause un avantage financier de leur participation à une entreprise les ayant amenées à commettre des infractions liées à la traite. La TVPRA 2008 étend la disposition interdisant le fait de «tirer un avantage financier», qui ne s'appliquait précédemment qu'à la traite à des fins d'exploitation sexuelle, aux personnes qui tirent en connaissance de cause un avantage financier de leur participation à une entreprise les ayant amenées à commettre l'infraction de servitude pour dettes, de travail forcé ou de servitude par confiscation de pièces d'identité.
- Élargit la portée des dispositions de la législation pénale antitraite en autorisant l'État à poursuivre les infractions liées à la traite commises en dehors des États-Unis, lorsque l'auteur présumé est un national ou un résident permanent en situation régulière ou se trouve aux États-Unis.
- Renforce la faculté conférée à l'État en matière de placement en détention avant jugement de prévenus accusés d'infractions liées à la traite, en cas de risque de fuite ou de danger pour la collectivité.

B. Coordination

45. Le cadre législatif décrit dans les sections III et V du présent rapport est en lui-même un important indicateur de la détermination des États-Unis à lutter contre l'exploitation des enfants. Toutefois, la mesure la plus importante du succès du pays en matière de prévention de l'exploitation, de sanction des délinquants et de fourniture de prestations aux victimes est mise en évidence par les initiatives prises pour donner effet aux lois susvisées. Étant donné la structure fédérale des États-Unis et l'importance de la société civile, les principaux volets de cette démarche requièrent nécessairement la coordination des activités au sein du Gouvernement fédéral, ainsi qu'avec les autorités fédérées et locales et les entités privées.

46. La présente section présente les principales mesures d'application. Les activités menées par les États-Unis dans ce domaine à l'échelon international font l'objet de la section VII.

1. Coordination interorganismes au niveau fédéral

47. Au niveau fédéral, les principales responsabilités sont exercées par les Ministères de la justice, de la sécurité intérieure, de la santé et des services sociaux, du travail, des affaires étrangères, de la défense et de l'éducation, ainsi que par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). De vastes moyens de coopération existent entre les organismes publics et autres entités aux fins de l'exécution des obligations incombant aux États-Unis en vertu du Protocole facultatif.

48. Conformément à la TVPA, le décret 13257, pris en février 2002, a créé l'Équipe spéciale interorganismes du Président pour la lutte contre la traite (ESIPT) afin de coordonner les mesures prises au niveau fédéral pour lutter contre la traite des personnes. Lors d'une réunion tenue en juillet 2008, les responsables de l'ESIPT ont signé une déclaration récapitulant les activités déployées par les organismes fédéraux entre 2001 et 2008 pour poursuivre les trafiquants, protéger les victimes et prévenir la traite, consultable à l'adresse <http://2001-2009.state.gov/g/tip/rls/fs/08/107412.htm>. Pour d'autres renseignements sur l'ESIPT, voir <http://2001-2009.state.gov/g/tip/rls/fs/08/107409.htm>.

49. Le Groupe de haut niveau chargé de la mise en œuvre des politiques (SPOG) relève de l'ESIPT et est présidé par le directeur de l'Office de contrôle et de lutte contre la traite des personnes du Ministère des affaires étrangères. Le Congrès a autorisé la création du SPOG dans le cadre de la TVPRA 2003 afin de coordonner les questions relatives à la politique générale, aux subventions, à la recherche et à la planification que soulève la traite internationale des personnes, ainsi que l'application de la TVPA.

50. Le SPOG se réunit quatre fois par an. Ses membres représentent les Ministères des affaires étrangères, de la justice, de la sécurité intérieure, de la santé et des services sociaux, du travail, de la défense et de l'éducation, l'USAID, le Bureau du géographe et des questions mondiales du Ministère des affaires étrangères, au nom du Bureau du Directeur du renseignement national, ainsi que le Bureau de la gestion et du budget. Le Conseil national de sécurité, le Conseil de la politique intérieure et le Bureau du Coordonnateur de la lutte mondiale contre le sida aux États-Unis participent également aux réunions du SPOG.

51. Le SPOG contribue de manière importante à recenser les difficultés et les priorités dans les domaines de l'aide aux victimes, de la sensibilisation, de la recherche et des rapports susceptibles d'être traduits en actes, des activités internationales et du financement des programmes. Son Sous-Comité de la recherche et des données sur la traite des personnes a été créé pour renforcer la recherche et les données pratiques de l'État fédéral concernant la question de la traite des personnes, et garantir la complémentarité des activités menées par les organismes fédéraux pour recueillir et financer ces informations. Le Sous-Comité de la coordination de la lutte contre la traite des personnes à l'échelle mondiale du SPOG, créé en mars 2008, permet de tenir des consultations à un stade plus précoce du processus de planification des programmes et institutionnalise le partage des informations afin de renforcer encore la complémentarité des programmes antitraite internationaux de l'État fédéral.

52. Les réunions du SPOG permettent aux organismes qui en relèvent de coordonner tout au long de l'année l'exécution des politiques, les programmes et les nouvelles initiatives. Tous ces organismes formulent des observations sur leurs propositions de subventions respectives concernant des projets de lutte contre la traite afin de renforcer la coordination et de se concentrer sur les domaines prioritaires de l'État fédéral.

53. Les organismes du SPOG exécutent des projets financés dans le cadre de la *President's \$50 Million Trafficking in Persons Initiative* (initiative de 50 millions de dollars du Président en faveur de la lutte contre la traite des personnes). Cette activité multi-organismes a permis à huit pays étrangers (Brésil, Cambodge, Inde, Indonésie, Mexique,

République de Moldova, Sierra Leone et République-Unie de Tanzanie) de recevoir un financement par l'intermédiaire des Ministères des affaires étrangères, de la justice, du travail, de la santé et des services sociaux, et de la sécurité intérieure, ainsi que de l'USAID. Ont ainsi pu être financés la formation des ONG locales; les ressources et la formation des services de détection et de répression (là où cela était possible) afin de repérer et de sauver les victimes; des abris d'urgence, des services de soins médicaux, de réadaptation et de réintégration, et une formation professionnelle pour ces victimes; et la formation des juges et des procureurs appelés à poursuivre et à condamner les trafiquants. Pour d'autres renseignements sur l'impact de certains projets au titre de cette initiative, voir <http://2001-2009.state.gov/g/tip/rls/fs/08/111406.htm>.

54. Un grand nombre d'organismes fédéraux contribuent à la lutte contre la pédopornographie. Au sein du Ministère de la justice, plusieurs bureaux et services sont associés à cette entreprise, à savoir la CEOS (qui engage des poursuites au niveau fédéral dans les affaires d'exploitation sexuelle d'enfants); le FBI (dont le Service de répression des infractions contre les enfants, qui s'occupe des infractions à caractère sexuel contre les enfants autres que celles commises sur l'Internet, comme la prostitution des enfants et le tourisme pédophile, et l'opération baptisée «Images innocentes», qui porte sur les infractions contre les enfants facilitées par l'Internet); l'Office des programmes de la justice (OJP) (qui abrite également le Bureau de la justice pour mineurs et de la prévention de la délinquance juvénile (OJJDP), l'Institut national de la justice, le Bureau des victimes d'infractions pénales (OVC), le Bureau des statistiques judiciaires et le Bureau chargé de condamner, de surveiller, d'appréhender, d'enregistrer et de localiser les délinquants sexuels; le Bureau d'exécution des peines carcérales; le Service fédéral des huissiers de justice (qui fait appliquer la législation relative à l'enregistrement des délinquants sexuels); et le Bureau exécutif des procureurs fédéraux. En outre, l'OJJDP octroie des subventions importantes, y compris aux équipes spéciales de surveillance des infractions contre les enfants sur l'Internet, qui réunissent des représentants des autorités de police fédérales et fédérées). Les autres organismes fédéraux associés à la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sont notamment le Service fédéral de l'immigration et du contrôle des douanes (enquêtes) du Ministère de la sécurité intérieure; le Service fédéral d'inspection des postes (enquêtes); le Ministère de la santé et des services sociaux (aide aux victimes); la Commission fédérale du commerce (sécurité sur l'Internet); la Commission fédérale des communications (réglementation des systèmes sans fil, satellitaires et de câblodistribution); le Ministère de l'éducation; le Ministère des affaires étrangères (communication internationale, octroi de subventions); et l'Office fédéral de la probation (supervision des délinquants). Le Ministère de la justice a récemment nommé un coordonnateur national appelé à assurer la liaison entre le Ministère et l'ensemble des organismes fédéraux en ce qui concerne la formulation et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et à maintenir le degré de coordination voulu entre les organismes qui s'emploient à faire obstacle à l'exploitation sexuelle des enfants (voir www.justice.gov/opa/pr/2010/January/10-ag-027.html). L'Équipe spéciale interorganismes fédéraux pour les enfants portés disparus et les enfants exploités, qui regroupe des représentants d'un grand nombre d'organismes fédéraux et se réunit tous les trois mois pour coordonner les activités de lutte contre toutes les formes d'exploitation des enfants, constitue un autre exemple de coordination interorganismes au niveau fédéral.

55. Enfin, le Centre pour la lutte contre l'introduction clandestine et la traite des personnes (HSTC) centralise les renseignements recueillis pour le compte de tous les organismes fédéraux qui luttent contre les déplacements illicites de personnes, en particulier la traite des personnes, l'introduction clandestine de personnes et la facilitation de la liberté de mouvement des terroristes. Ce Centre s'emploie à faciliter l'échange d'informations stratégiques et tactiques à l'appui de la stratégie fédérale visant à ouvrir des enquêtes sur les délinquants participant à la traite des personnes aux niveaux national et

international et à engager des poursuites contre eux. Il réalise des études et établit des rapports stratégiques à l'intention des autorités de police fédérales et des responsables politiques fédéraux. Il a ainsi établi en 2008 un rapport classifié intitulé *U.S. Law Enforcement and Forced Child Labor* (La force publique et le travail forcé des enfants). Pour d'autres renseignements sur ce Centre, voir le site <http://www.state.gov/m/ds/hstcenter/>.

56. Les activités déployées par les États-Unis pour mettre en œuvre le Protocole facultatif sont également tributaires de la coordination entre les branches exécutive et législative du Gouvernement fédéral. Le 16 juin 2009, la Ministre des affaires étrangères Hillary Rodham Clinton a fait paraître le neuvième rapport annuel sur la traite des personnes. Dans ses observations, elle a souligné l'importance de la coordination tant au sein du Gouvernement fédéral qu'avec les organisations non gouvernementales dans la lutte contre la traite des personnes aux États-Unis et dans le monde entier. En souhaitant la bienvenue aux membres du Congrès des États-Unis venus assister à la cérémonie, elle a déclaré qu'«il s'agissait d'un véritable partenariat entre le Ministère des affaires étrangères et le Congrès. Sans le Congrès, nous n'aurions pas la législation nécessaire, nous n'aurions pas les activités de suivi, nous n'aurions pas le type de travail de communication que les membres du Congrès et d'autres personnes ont accompli».

2. Coordination entre l'État fédéral et les États fédérés

57. Comme on va le voir dans la présente section, plusieurs organismes fédéraux gèrent des programmes en coordination avec des entités étatiques et autres. La section V.G fournit d'autres informations sur les enquêtes ouvertes, les poursuites engagées et les condamnations prononcées au titre d'un grand nombre de ces programmes.

a) Ministère de la justice

58. En juin 2003, la Division des enquêtes criminelles du FBI, la Section de l'exploitation des enfants et de la pornographie infantile (CEOS) du Ministère de la justice et le Centre national pour les enfants portés disparus et les enfants exploités (NCMEC), une organisation sans but lucratif, ont lancé l'Initiative nationale «Innocence perdue» (l'Initiative). Ces entités collaborent en vue de remédier au problème grandissant de la traite intérieure des enfants aux fins de la prostitution aux États-Unis.

59. Cette Initiative fait coopérer les services de police, les procureurs et les prestataires de services sociaux des États fédérés et de l'État fédéral. En 2008, elle a permis de mettre en place 34 équipes spéciales et groupes de travail pour lutter contre ce fléau dans l'ensemble du pays. Pendant les six années écoulées entre son lancement et octobre 2009, elle a repéré près de 900 enfants victimes de la prostitution, obtenu 510 condamnations devant des juridictions étatiques et fédérales et confisqué plus de trois millions de dollars de biens immobiliers, de véhicules et d'avoirs monétaires.

60. En juin 2008, pour marquer le cinquième anniversaire de l'Initiative, le Service de répression des infractions contre les enfants du FBI a coordonné au niveau national un montage appelé *Operation Cross Country* pour combattre les réseaux nationaux de traite d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle. Entre le 18 et le 23 juin 2008, les équipes spéciales d'«Innocence perdue» opérant dans 16 villes, parmi lesquelles Boston, Miami et San Francisco, ont participé à l'opération en ciblant les endroits où la traite des enfants a lieu, tels que les aires de stationnement de camions, les motels, les casinos et l'Internet. Cette opération a mobilisé plus de 350 agents de plus de 50 services de police étatiques, locaux et fédéraux qui ont conjugué leurs efforts pour secourir les enfants victimes et arrêter les délinquants qui les exploitaient. Cette opération a abouti à l'arrestation de 356 personnes et à la libération de 21 enfants.

61. L'*Operation Cross Country II* s'est déroulée en octobre 2008. Au total, 630 policiers y ont participé et elle a permis de procéder à 642 arrestations, de démanteler 12 vastes réseaux de prostitution et, surtout, de libérer 49 enfants – âgés de 13 à 17 ans – de l'industrie du sexe. Dix de ces enfants avaient été signalés disparus au NCMEC. L'*Operation Cross Country III* a été menée dans 29 villes du pays à la fin de février 2009. Elle a permis de secourir 48 enfants victimes de réseaux nationaux de prostitution. De surcroît, 571 personnes ont été arrêtées pour infraction aux dispositions de la loi des États considérés et de la loi fédérale réprimant la traite d'enfants à l'intérieur du pays aux fins de prostitution et de racolage. L'*Operation Cross Country IV* a eu lieu à la fin d'octobre 2009: elle a consisté en une opération de répression menée au plan national pendant quatre jours dans le cadre de l'Initiative. Elle a mobilisé les forces de l'ordre dans 36 villes relevant de 30 divisions du FBI à travers le pays et a permis de secourir 52 enfants forcés à se prostituer et d'arrêter 691 personnes pour infraction à la législation des États et à la législation fédérale. Au total, 1 547 agents de 112 services répressifs locaux, étatiques et fédéraux ont participé jusqu'ici à l'*Operation Cross Country* et aux opérations de répression en cours.

62. Parallèlement aux équipes spéciales d'«Innocence perdue», le Groupe de travail d'«Innocence perdue» se compose de représentants de nombreux organismes publics et privés, tels que les Ministères de la justice, des affaires étrangères et de la santé et des services sociaux, et l'ICE du Ministère de la sécurité intérieure, le FBI, le NCMEC, le projet Polaris, l'American Prosecutors Research Institute, l'Armée du salut et Catholic Charities. Ces entités consacrent des ressources à la lutte contre les réseaux nationaux de prostitution des enfants et se rencontrent tous les trois mois pour échanger des informations, élaborer des stratégies et coordonner des activités.

63. En 2006, le Ministère de la justice a lancé l'initiative «*Safe Childhood*», qui se propose de lutter contre la prolifération des infractions liées à l'exploitation sexuelle des enfants qui sont facilitées par la technologie. Le lancement de cette initiative doit être rapprochée de l'opinion selon laquelle la menace que représentent les prédateurs sexuels à la recherche d'enfants avec lesquels avoir des rapports sexuels est bien connue et grave, et selon laquelle le danger que font courir les personnes qui produisent, distribuent et détiennent des matériels pédopornographiques est tout aussi grave et alarmant. Le projet lié à cette initiative est exécuté en collaboration par les procureurs fédéraux, la CEOS de la Division pénale du Ministère de la justice, les équipes spéciales de surveillance des infractions contre les enfants sur l'Internet, le FBI, le Service fédéral d'inspection des postes, l'ICE et le Service fédéral des huissiers de justice; des associations de défense de droits comme le NCMEC, et les autorités de police étatiques et locales.

64. Dans le cadre de cette initiative, le nombre de cas où des poursuites pour infraction liée à l'exploitation d'enfants ont été engagées au niveau fédéral a sensiblement augmenté, de même que le nombre d'enquêtes ouvertes et de condamnations prononcées aux niveaux fédéral, étatique et local, et de nouvelles victimes sont repérées. Cette action répressive est complétée par des activités d'information et de sensibilisation. Pendant l'exercice 2008, les bureaux des procureurs fédéraux ont établi 2 211 actes d'accusation à l'encontre de 2 289 prévenus, soit une augmentation de 33 par rapport à l'exercice 2006.

65. Au 29 mai 2009, ce sont au total 2 312 victimes d'infractions liées à la pédopornographie qui avaient été repérées et un grand nombre d'entre elles avaient été secourues, dont plus de 1 000 depuis le lancement de l'initiative «*Safe Childhood*» en 2006, grâce au renforcement de la coordination des services répressifs et aux efforts du NCMEC.

66. À titre d'exemple du renforcement de la coordination avec la société civile, la législation fédérale exige des fournisseurs d'accès Internet (FAI) qu'ils signalent à la CyberTipline du NCMEC toute information concernant les représentations pédopornographiques se trouvant sur leurs systèmes. Ils peuvent se voir infliger une

amende d'un montant maximal de 150 000 dollars la première fois qu'ils manquent délibérément à l'obligation de notification et de 300 000 dollars pour tout manquement délibéré ultérieur à cette obligation. Les FAI sont tenus de signaler les cas de pédopornographie portés à leur attention (par exemple par le biais d'une plainte reçue par un client), mais ils ne sont pas tenus de prendre l'initiative de rechercher la présence de contenus pédopornographiques sur leurs systèmes. Néanmoins, certaines entreprises s'enquêtent de leur plein gré de l'existence d'activités délictueuses sur leurs serveurs.

67. En outre, le NCMEC a mis sur pied une Coalition financière pour la lutte contre la pédopornographie, qui comprend des représentants du secteur privé qui entendent s'assurer que leurs produits ou services ne sont pas utilisés pour commettre des infractions liées à la pédopornographie (comme dans le cas de la fourniture de cartes de crédit qui sont utilisées pour acheter des matériels pédopornographiques). La Coalition a pour membres des grandes banques, des compagnies délivrant des cartes de crédit ou des cartes de tiers payant, et les compagnies de services Internet.

68. Depuis le lancement de l'initiative «*Safe Childhood*», la CEOS, agissant en collaboration avec le FBI, l'ICE et le Service fédéral d'inspection des postes, a ouvert et coordonné 16 enquêtes nationales sur la production, la distribution, la réception et la détention de matériels pédopornographiques par plus de 8 000 personnes vivant aux États-Unis. Ces enquêtes viennent s'ajouter aux neuf opérations nationales, portant sur 4 300 cibles américaines, qui ont été menées pendant les années ayant précédé le lancement de l'initiative susvisée. Nombre de ces affaires donnent lieu à l'engagement de poursuites par les procureurs fédéraux de l'ensemble du pays, souvent en association avec les avocats plaidants de la Section.

69. Par le biais de l'Office des programmes de la justice, le Ministère finance également les équipes spéciales de surveillance des infractions contre les enfants sur l'Internet implantées dans chaque État des États-Unis et en assure la formation. Le programme du même nom est un réseau d'équipes spéciales régionales coordonnées qui aident les autorités de police étatiques et locales à élaborer des mesures efficaces contre le détournement d'enfants sur l'Internet et la pédopornographie. Les équipes spéciales ont été créées pour faire face à l'augmentation du nombre d'enfants et d'adolescents utilisant l'Internet, à la prolifération de la pédopornographie et au renforcement de l'activité en ligne des prédateurs recherchant un contact sans surveillance avec d'éventuelles victimes mineures. Dans le cadre de l'initiative «*Safe Childhood*», les bureaux des procureurs fédéraux se sont associés avec les équipes spéciales implantées dans leurs districts respectifs pour élaborer des plans stratégiques de district visant à coordonner l'instruction et la poursuite des infractions liées à l'exploitation d'enfants.

70. Le programme est un réseau national de 59 équipes spéciales coordonnées, dont au moins une est présente dans chaque État des États-Unis, et qui représentent plus de 2 000 autorités de police et de poursuite fédérales, fédérées et locales. Ces autorités procèdent à des enquêtes proactives et à des enquêtes médico-légales et engagent des poursuites pénales. En aidant les autorités fédérées et locales à prendre des mesures pour faire face de manière efficace et durable à la victimisation d'enfants et à la pédopornographie en ligne, le Bureau de la justice pour mineurs et de la prévention de la délinquance juvénile a renforcé leurs capacités en matière de lutte contre les infractions commises contre les enfants sur l'Internet.

- Depuis la mise en place du programme des équipes spéciales en 1998, près de 100 000 agents de la force publique, procureurs et autres professionnels ont reçu, aux États-Unis et dans 17 autres pays, une formation aux techniques d'enquête et de poursuite à mettre en œuvre dans le cadre des affaires relevant de la compétence de ces équipes.

- Depuis 1998, les équipes spéciales ont instruit plus de 100 000 plaintes pour victimisation sexuelle d'enfants présumée, ayant abouti à l'arrestation de plus de 13 500 personnes.
- Pendant l'exercice 2007, le programme des équipes spéciales a formé plus de 20 000 agents de la force publique et près de 1 700 procureurs. Au cours de l'exercice 2008, le nombre d'agents de la force publique ayant bénéficié d'une formation est passé à plus de 26 500, tandis que 2 219 procureurs supplémentaires recevaient une formation.
- Pendant l'exercice 2007, les enquêtes menées par les équipes spéciales ont donné lieu à plus de 10 500 examens médico-légaux, au repérage de près de 400 enfants victimes d'une forme de maltraitance et de délaissement, et à 2 400 arrestations.
- Pendant l'exercice 2008, le travail des équipes spéciales a abouti à l'arrestation de plus de 3 000 personnes, et plus d'un tiers de ces arrestations (1 109) ont donné lieu à l'acceptation par le prévenu d'une procédure de «plaider coupable».

b) *Ministère de la sécurité intérieure*

71. L'*Operation Predator* est un programme conçu pour repérer les prédateurs d'enfants, mener une enquête à leur sujet et, le cas échéant, engager une procédure d'expulsion administrative à leur rencontre, en faisant intervenir l'ICE du Ministère. Officiellement lancée par le Bureau le 9 juillet 2003, l'*Operation Predator* est actuellement gérée et administrée par son Centre de la cybercriminalité (C3). Cette opération a combiné les initiatives d'enquête et administratives antérieures liées à l'immigration qui ciblaient des ressortissants étrangers, des étrangers sans papiers et des délinquants étrangers précédemment expulsés pour implication dans des affaires d'exploitation d'enfants avec les enquêtes menées antérieurement par l'administration douanière sur l'importation et l'exportation d'images d'abus d'enfants. Compte tenu de ces éléments, auxquels sont venus s'ajouter des responsabilités en matière d'enquête sur le tourisme pédophile, l'*Operation Predator* a été organisée en cinq catégories de mesures, parmi lesquelles l'ouverture d'enquêtes au sujet des personnes qui jouent un rôle dans la réception, le transfert, la distribution, le trafic, la vente, la facilitation et la production de matériels pédopornographiques dans le cadre du commerce extérieur, y compris par le biais de l'Internet.

72. L'*Operation Predator* est menée en partenariat avec l'initiative «*Safe Childhood*» du Ministère de la justice. Par le biais de cette opération, l'ICE assure la liaison avec le NCMEC, le FBI, le Service fédéral d'inspection des postes, le Service secret, le Ministère de la justice et les équipes spéciales de surveillance des infractions contre les enfants sur l'Internet. Il privilégie la dimension internationale et transfrontière de l'exploitation d'enfants et intègre les mesures qu'il prend aux activités menées aux niveaux national et local par les autres organismes chargés de l'application de la loi aux États-Unis. De surcroît, il concentre ses ressources sur les domaines où les lois fédérales qu'il est chargé d'appliquer ont l'impact le plus important, en particulier les aspects de la maltraitance d'enfants qui ont trait à l'immigration et à la dimension internationale. Il s'emploie systématiquement à coordonner et intégrer ses activités d'enquête avec les autorités de police et de justice étrangères, afin de repérer, d'arrêter et de poursuivre les auteurs principaux des infractions qui sont membres de groupes pédophiles internationaux ou qui voyagent à l'étranger dans le but d'avoir des rapports sexuels avec des enfants.

73. Dans le cadre de l'*Operation Predator*, l'ICE cible les personnes se livrant à des activités à caractère pédopornographique, les personnes qui pratiquent ou facilitent le tourisme pédophile, les passeurs de clandestins et les trafiquants de mineurs, les délinquants étrangers condamnés pour infractions contre des mineurs et les personnes expulsées pour

infractions liées à l'exploitation d'enfants et revenues illégalement dans le pays. Les prédateurs d'enfants sont souvent des membres jusqu'alors dignes de confiance de la famille ou de la communauté des victimes. Parmi les prédateurs arrêtés par l'ICE, on trouvait des parents des victimes, des ecclésiastiques, des médecins, des entraîneurs d'athlétisme, des directeurs de garderie et de colonie de vacances, des enseignants, des gardiens, des baby-sitters, des policiers, des pompiers et des militaires. Depuis le lancement de cette initiative en juillet 2003, plus de 11 500 personnes ont été arrêtées à travers le pays.

c) *Service fédéral des huissiers de justice*

74. Le Service fédéral des huissiers de justice est le principal organisme chargé de l'application de la loi s'agissant d'enquêter sur tous manquements à l'obligation de se faire inscrire sur le registre des délinquants sexuels et infractions connexes dans le contexte des atteintes à la loi Adam Walsh sur la protection et la sécurité des enfants, dont il a été question au paragraphe 40. En 2005, ce Service fédéral a lancé l'*Operation FALCON* (Federal and Local Cops Organized Nationally, agents fédéraux et locaux de la force publique organisés à l'échelon national), qui est une opération menée à l'échelon national pour arrêter des personnes en fuite et combine les ressources des autorités de police fédérales, fédérées, municipales et de comté en vue de localiser et d'arrêter les délinquants recherchés pour actes de violence, y compris les délinquants sexuels. On peut consulter un tableau montrant les statistiques des arrestations par année sur le site <http://www.usdoj.gov/marshals/falcon>. Toutefois, les données concernant les délinquants sexuels ne sont pas ventilées entre les personnes qui commettent des infractions à l'égard des enfants et celles qui en commettent à l'égard des adultes.

C. Formation

75. Les agents des organismes fédéraux suivent un large éventail de formations sur les questions traitées par le Protocole facultatif. Un certain nombre de ces formations ont été abordées dans les paragraphes précédents sur la coordination. La présente section renseigne sur d'autres activités de formation. On se reportera également aux références aux volets formation des projets dont il sera question dans les sections IV.C (sensibilisation) et VII.A (assistance et coopération internationales).

1. Ministère de la justice

76. Les juristes de la Division pénale du Ministère de la justice collaborent avec ceux de la CEOS en vue de dispenser une formation et de fournir des directives aux procureurs, aux agents de la force publique et aux prestataires d'aide aux victimes au sujet des questions relatives aux victimes de la traite d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle et de la pédopornographie. Pendant l'exercice 2008, les juristes et les spécialistes de l'informatique judiciaire de la CEOS ont participé à plus de 200 activités de formation organisées dans divers lieux nationaux et internationaux à l'intention de plus de 2 000 procureurs et enquêteurs fédéraux, étatiques et locaux, ainsi que de responsables étrangers.

77. Parmi ces activités, on peut citer des communications présentées lors des manifestations suivantes: *Annual Crimes Against Children Conference* (Conférence annuelle sur les infractions commises contre les enfants), tenue à Dallas, Texas; *2nd Annual Sex Offender/Child Predator Enforcement Conference* (deuxième Conférence annuelle sur la répression des délinquants sexuels et des prédateurs sexuels), tenue à Baton Rouge, Louisiane; *Project Safe Childhood National Conference* (Conférence nationale sur l'initiative «Safe Childhood»), tenue en septembre 2008 à Columbus, Ohio; *National Training Conference on the Sex Trafficking of America's Youth* (Conférence nationale de formation à la lutte contre la traite à des fins d'exploitation sexuelle des jeunes

Américains), tenue à Dallas, Texas, et organisée par Shared Hope International, une ONG qui s'occupe de prévenir la traite à des fins d'exploitation sexuelle et de secourir les victimes de la traite et de les aider à se réadapter; *20th Annual Crimes Against Children Conference* (vingtième Conférence annuelle sur les infractions commises contre les enfants), tenue à Dallas, Texas; le cours intitulé «*Protecting Victims of Child Prostitution*» (Protection des victimes de la prostitution des enfants), dispensé dans le cadre d'un séminaire d'une semaine tenu au NCMEC à Alexandria, Virginie; et un programme de formation organisé au Commercial Sexual Exploitation of Children Community Intervention Project Training Institute (Institut de formation du Projet d'intervention communautaire contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales) à Atlantic City, New Jersey. En outre, la CEOS a organisé le *Project Safe Childhood Advanced Online Child Exploitation Seminar* (Séminaire de perfectionnement sur la lutte contre l'exploitation d'enfants en ligne organisé dans le cadre de l'initiative «Safe Childhood»), qui s'est déroulé au National Advocacy Center en août 2008. Parallèlement à ces activités, elle distribue des bulletins d'information trimestriels qui fournissent des orientations sur de nombreuses questions relatives à l'ensemble des infractions fédérales liées à l'exploitation d'enfants, y compris la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle.

78. En septembre 2008, à Atlanta, Géorgie, le Ministère de la justice a tenu sa quatrième conférence annuelle sur la traite des personnes. Les ateliers et les débats ont été animés par des spécialistes de la question, des membres des équipes spéciales et des responsables du Ministère et d'autres responsables du Gouvernement fédéral. Les sujets abordés ont notamment été les affaires d'exploitation, de travail forcé et de traite à des fins d'exploitation sexuelle d'enfants, ainsi que la coordination et la coopération des équipes spéciales. La conférence d'Atlanta a été la dernière conférence annuelle du Ministère de la justice consacrée à la traite. Comme le stipule l'article 201 a) 2) de la TVPA, les conférences ultérieures seront organisées tous les deux ans à compter de 2010.

79. Les juristes et spécialistes des victimes (témoins) de la Division des droits civils du Ministère de la justice ont assuré plus de 75 sessions de formation à l'intention des autorités de police aux niveaux fédéral, étatique et local, des équipes spéciales antitraite financées par le Ministère, des organisations non gouvernementales et organismes de santé, des chefs d'entreprise, des universitaires et des praticiens du droit un peu partout dans le pays. Ces sessions de formation portent principalement sur le repérage des victimes de la traite des personnes, y compris des enfants victimes, et sur l'aide à leur apporter, ainsi que sur les approches des enquêtes ouvertes et des poursuites engagées dans les affaires de traite des personnes qui sont axées sur les victimes. La Division des droits civils organise également des sessions de formation télévisées en direct et interactives à l'intention de centaines de procureurs fédéraux et d'organismes chargés de l'application de la loi et de leurs partenaires membres des équipes spéciales sur l'application des lois antitraite et la protection des victimes.

80. Les équipes spéciales antitraite du Bureau d'assistance en matière de justice (BJA) ont dispensé entre le 1^{er} juillet 2007 et le 20 juin 2008 à 24 821 agents de la force publique et à d'autres personnes susceptibles d'entrer en contact avec des victimes de la traite des personnes une formation au repérage de la traite et de ses victimes. Au total, 85 448 agents des forces de l'ordre et autres personnes ont reçu une formation de la part de ces équipes depuis le lancement du programme. En outre, dans le cadre d'un accord de coopération conclu avec l'Upper Midwest Regional Community Policing Institute (UMRCPI), 1 268 agents de la force publique et d'autres personnes susceptibles d'entrer en contact avec des victimes de la traite des personnes ont été formés en 2008. Le nombre total de personnes formées par l'UMRCPI s'élève à 5 314.

2. Ministère de la sécurité intérieure

81. Au sein du Ministère de la sécurité intérieure, étant donné que les représentants des services de police peuvent être parmi les premiers à rencontrer une victime de la traite immédiatement après sa fuite ou sa libération, l'ICE veille à dispenser à ses coordonnateurs, à plein temps ou auxiliaires, une formation indispensable à des questions telles que les droits des victimes et les dispositions de la TVPA et des textes qui l'ont reconduite qui concernent la mise en règle au regard de l'immigration, ainsi que les connaissances et le renforcement des capacités en matière de techniques d'entretien ménageant les sensibilités des victimes, la fourniture d'une aide d'urgence et les responsabilités des organismes partenaires tels que les prestataires d'aide privés. Les coordonnateurs des services aux victimes et aux témoins de l'ICE assurent un appui en matière d'enquêtes et fournissent des services en rapport avec les dispositions de la loi relative aux droits des victimes d'infractions et d'autres lois pertinentes, ainsi qu'une aide d'urgence et un service d'orientation des victimes de la traite. Ils participent aux activités des équipes spéciales antitraite et font office de principal point de contact entre l'ICE et les prestataires d'aide aux victimes. Par ailleurs, ces coordonnateurs reçoivent une formation à des questions spéciales liées aux victimes mineures, y compris l'orientation de ces dernières vers les centres de défense de l'enfant pour des entretiens médico-légaux, les demandes d'intervention adressées au Bureau de la réinstallation des réfugiés du Ministère de la santé et des services sociaux, et la facilitation des placements dans le cadre du Programme en faveur des réfugiés mineurs non accompagnés.

82. En application de sa stratégie relative à la traite des personnes, l'ICE organise souvent des sessions de formation à l'intention de responsables de l'application des lois, d'agents consulaires, de procureurs et de prestataires de services sociaux, participant et présentant des communications à un certain nombre de conférences et d'ateliers sur la traite des personnes. Au nombre de ces manifestations, on peut citer le Colloque sur la traite du Service des douanes et de la protection des frontières et la Conférence sur la traite des personnes tenue en 2008 à St. Paul, Minnesota. Les bureaux locaux de l'ICE ont mené des actions de sensibilisation à l'intention de plus de 7 000 agents de la force publique représentant plus de 1 000 autorités de police.

83. En août 2008, l'ICE a organisé un stage de perfectionnement sur la traite des enfants et des adultes à l'intention de ses agents spéciaux au Federal Law Enforcement Training Center (FLETC) de Brunswick, Géorgie. Les spécialistes du programme d'aide aux victimes de l'ICE ont fait office d'instructeurs pour les parties du stage qui concernaient le repérage des victimes, les besoins des victimes de la traite des personnes, et l'aide aux victimes et les prestations en matière d'immigration. Ce programme sera dispensé un plus grand nombre de fois pendant l'exercice 2009.

84. Au sein du Ministère de la sécurité intérieure, le FLETC est un centre interorganismes de formation des agents de détection et de répression de 89 organismes fédéraux et des autorités de police fédérées, locales et internationales. Il assure aux fonctionnaires en uniforme et aux fonctionnaires de la police judiciaire et agents spéciaux une formation globale et systématique de base et de perfectionnement destinée à leur inculquer les compétences nécessaires pour détecter les violations criminelles des lois relatives à la protection des enfants et des lois connexes, et enquêter à leur sujet. Cet organisme a pris la tête d'un groupe de travail comprenant des subdivisions du Ministère de la sécurité intérieure (Service des droits et libertés civils, Services de la citoyenneté et de l'immigration (CIS), Service des politiques, Service fédéral de l'immigration et du contrôle des douanes (ICE) et Service des douanes et de la protection des frontières (CBP)), des membres du cabinet du Ministre de la justice à Washington, D.C., et des responsables étatiques et locaux afin d'élaborer une formation des agents de détection et de répression qui les sensibilise davantage aux indicateurs de la traite des adultes et des enfants.

3. Ministère de la défense

85. Tous les militaires et les employés civils du Ministère de la défense doivent suivre une formation générale sur la traite des personnes, qui existe depuis 2005 et est dispensée via le système de formation en ligne des services des forces armées. Les commandements des forces engagées dans les opérations extérieures proposent des formations axées spécifiquement sur le théâtre des opérations ou la situation du pays. Par ailleurs, un exposé de sensibilisation et des modules multimédias interactifs sont disponibles en ligne. Le Ministère est en train d'ajouter la formation au Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés à ses modules de formation existants sur la traite des personnes. Cette formation sera obligatoire, à raison d'une session par an, pour tous les membres du personnel civil et militaire. Il met également à la disposition des hauts responsables un module qui énonce les responsabilités du Gouvernement fédéral et du Ministère de la défense dans le domaine de la lutte contre la traite des personnes. Les agents de tous les services de détection et répression et d'enquête du Ministère doivent obligatoirement suivre une formation à la détection et à la répression de la traite des personnes. Tous les modules de formation sont accessibles sur le site Web du Ministère de la défense (<http://www.defenselink.mil/ctip>).

4. Ministère des affaires étrangères

86. Le programme de formation de base des nouveaux diplomates du Ministère des affaires étrangères comprend une section sur la traite des personnes, dispensée par l'Office de la lutte contre la traite des personnes du Ministère. Cet Office fournit également, au titre de la formation permanente, des informations sur la lutte contre la traite aux ambassadeurs et aux membres du personnel permanent. En outre, le Ministère incorpore une formation antitraite à un programme destiné aux candidats à un poste dans la police civile avant leur affectation à des missions de maintien de la paix à l'étranger. Cette dernière formation offre des informations de base sur la lutte antitraite, une présentation de la politique officielle des États-Unis dans ce domaine et des informations sur les instruments internationaux pertinents, notamment les Protocoles facultatifs concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, et l'implication d'enfants dans les conflits armés. En 2008, 1 451 candidats à un poste dans la police civile ont reçu ces informations.

87. Le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail (DRL) du Ministère assure de son côté, tout au long de l'année, une formation à la lutte contre le travail forcé et la traite des personnes à l'intention des fonctionnaires du Ministère. L'examen de la question des enfants victimes donne lieu à la présentation d'informations sur le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. De surcroît, le Ministère dispense chaque année aux responsables de l'établissement des rapports sur les droits de l'homme une formation qui porte notamment sur la traite des enfants et les infractions visées par le Protocole facultatif susmentionné. Les aspects pertinents des rapports en question sont abordés aux paragraphes 463 à 465.

D. Collecte de données concernant l'application du Protocole facultatif

88. Il existe un certain nombre d'activités permanentes de collecte de données, comme, par exemple, le système de notification d'informations sur la traite des personnes (HTRS), qui recueille des données auprès des équipes spéciales antitraite dans l'ensemble du pays, et dont il est question aux paragraphes 31 et 32. La stratégie nationale des États-Unis en cours d'élaboration se penchera également sur la collecte de données.

E. Budget alloué aux activités visant à honorer les obligations découlant du Protocole facultatif

89. Comme indiqué d'un bout à l'autre du présent rapport, pour remplir les obligations qui découlent du Protocole facultatif, les États-Unis financent les activités d'un certain nombre d'organismes fédéraux, fédérés et locaux, et versent des subventions à des organisations sans but lucratif. Toutefois, le budget fédéral n'est pas établi et géré d'une manière à présenter un tableau parlant de l'allocation de fonds aux activités d'application en question. Qui plus est, comme le présent rapport en fait état, les mesures d'application sont prises à tous les niveaux de l'administration du pays, y compris par les autorités fédérales, fédérées et locales, ainsi qu'au niveau des organisations sans but lucratif et d'autres membres de la société civile. Cela étant, les États-Unis s'efforcent, dans la présente section, de présenter quelques exemples d'affectation de fonds qui intéressent l'application du Protocole facultatif.

90. Le Bureau fédéral de la gestion et du budget (OMB) suit les crédits budgétaires alloués pour chaque exercice à la lutte contre la traite des personnes. Les moyens financiers correspondant à ces estimations proviennent de crédits ouverts à un certain nombre de ministères et d'organismes fédéraux, parmi lesquels les Ministères des affaires étrangères, de la justice, du travail, de la santé et des services sociaux, et de la sécurité intérieure.

91. Le montant total des crédits dont l'affectation à ces ministères et organismes est autorisée par la TVPA de 2000, telle que modifiée, s'établit comme suit:

<i>Exercice</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>	<i>2009</i>
Montant des crédits ouverts	109,6 millions de dollars	152,4 millions de dollars	153,1 millions de dollars	167,4 millions de dollars	182,7 millions de dollars

92. Les États-Unis allouent chaque année des financements importants à des projets tant nationaux qu'internationaux relevant de la lutte contre la traite des personnes. On trouvera à l'annexe 3 un tableau présentant chacun des projets financés au cours de l'exercice 2008 et le montant des crédits qui leur ont été affectés. Une note d'information d'avril 2009 accompagnant la publication du tableau pour l'exercice 2008 a indiqué que le Gouvernement des États-Unis avait engagé au total quelque 93,2 millions de dollars à ces fins, dont environ 76 millions de dollars ont été affectés à 140 projets internationaux de lutte contre la traite des personnes exécutés en faveur de plus de 70 pays et environ 23 millions de dollars l'ont été à 82 projets nationaux. La note d'information est consultable à l'adresse <http://www.state.gov/g/tip/rls/fs/2009/121359.htm>. Cette note explique, entre autres choses, que les crédits destinés à financer les projets nationaux proviennent du Ministère de la justice, soucieux de lutter contre la traite des personnes au niveau national et de fournir des services d'appui aux victimes présélectionnées aux États-Unis, et du Ministère de la santé et des services sociaux, qui s'emploie essentiellement à faire œuvre de sensibilisation et à aider les anciennes victimes aux États-Unis. Les Ministères des affaires étrangères et du travail et l'USAID financent des projets internationaux de lutte contre la traite. Les tableaux de financement annuels pour les exercices 2002 à 2008 sont consultables à l'adresse <http://www.state.gov/g/tip/c12606.htm>. La section VII.A.3. fournit d'autres renseignements sur les projets internationaux.

93. Ce ne sont pas là les seules sources de financement à l'appui des activités déployées par les agences pour lutter contre les infractions visées dans le Protocole facultatif. Au Ministère des affaires étrangères, par exemple, le budget des traitements et des opérations de l'Office de contrôle et de lutte contre la traite des personnes s'est élevé à 4,3 millions de dollars pendant l'exercice 2008 et à 4,4 millions de dollars pendant l'exercice 2009. Certes,

cet Office s'occupe tant des adultes que des enfants, mais plusieurs autres services du Ministère se penchent sur les questions se rapportant au Protocole facultatif, comme le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail, l'Office du conseiller juridique et le Bureau des organisations internationales; c'est également le cas d'autres personnels répartis à travers le monde.

94. Pour citer un autre exemple, le Ministère de la santé et des services sociaux octroie des crédits importants à des programmes étatiques qui fournissent une aide à des enfants dont les situations sont très diverses et non limitées, il s'en faut de beaucoup, à celle des victimes des infractions visées par le Protocole facultatif. Néanmoins, les enfants victimes ont leur part de ces prestations, bien qu'il ne soit pas possible d'en distinguer le montant exact par rapport à l'ensemble des crédits accordés. Le Ministère a engagé 53 millions de dollars pendant l'exercice 2008 au titre des centres de base pour jeunes fugueurs et jeunes sans abri, 43 millions de dollars sous forme de subventions aux programmes d'aide temporaire et 17 millions de dollars sous forme de bourse d'études pour réduire la maltraitance sexuelle des jeunes fugueurs. Il a également engagé quelque 428 millions de dollars pendant l'exercice 2008 afin de promouvoir la sécurité et la stabilité des familles, dont 388 millions de dollars de subventions aux États et aux tribus, et 32 millions de dollars au titre d'activités d'amélioration du travail des tribunaux des États. Par ailleurs, il a engagé 282 millions de dollars pendant l'exercice 2008 au titre des services de protection des enfants fournis par les États (fonds qui sont abondés à hauteur de 25 % par ces derniers), quelque 42 millions de dollars au titre de la prévention de la maltraitance d'enfant à l'échelon des communautés, 26 millions de dollars sous forme de subventions d'État à la lutte contre la maltraitance d'enfants et 37 millions de dollars au titre de subventions discrétionnaires pour la lutte contre ce fléau. Le Bureau des enfants de l'Administration des enfants et des familles du Ministère gère des millions de dollars de subventions destinées aux États aux fins de la protection et de la promotion du placement dans une famille d'accueil et de l'adoption. Les services effectifs sont fournis par les autorités des États, des comtés, municipales et tribales, ainsi que par des organismes locaux publics et privés. Si ces programmes étatiques contribuent d'une manière importante à fournir les services indispensables aux victimes des infractions visées par le Protocole facultatif et à protéger les enfants qui pourraient être exposés à la traite ou à la prostitution, les crédits en question ne sont pas alloués ni identifiés de façon distincte.

95. En mars 2008, le Groupe de haut niveau chargé de la mise en œuvre des politiques, dont il a été question aux paragraphes 49 à 53, a créé le Sous-Comité de la coordination de la lutte contre la traite des personnes à l'échelle mondiale. Ce Sous-Comité procède actuellement à l'examen des crédits alloués par le Gouvernement fédéral à la lutte contre la traite des personnes, à un renforcement de la coordination visant à assurer la complémentarité des programmes et des financements, et à l'étude des priorités en matière de financement.

96. Les bureaux des médiateurs et des défenseurs des enfants des États, dont il est question aux paragraphes 98 à 101, se voient allouer des crédits de divers montants, soit par exemple plus de 1,3 million de dollars par an pour le Bureau du médiateur des enfants du Michigan et 2 millions de dollars pour le Bureau du défenseur des enfants du New Jersey.

F. Stratégie nationale

97. Le Ministère de la justice élabore une stratégie nationale de prévention et d'interdiction de l'exploitation des enfants afin d'accélérer la réalisation de cet objectif essentiel, conformément à la loi publique n° 110-401 (PROTECT Our Children Act) sur la protection des enfants, promulguée en 2008. Cette stratégie définira des buts à long terme en matière de prévention de l'exploitation des enfants, y compris des objectifs annuels

permettant d'évaluer les progrès accomplis par le Gouvernement dans la réalisation de ces buts. Un coordonnateur national a été nommé pour faciliter la formulation et la mise en œuvre de cette stratégie (voir <http://www.justice.gov/opa/pr/2010/January/10-ag-027.html>).

G. Médiateurs et autres institutions publiques autonomes analogues

98. Aux États-Unis, certains États se sont dotés d'un défenseur des enfants ou d'un médiateur des enfants, et d'autres envisagent de le faire, dans le but d'appuyer et de superviser les services destinés aux enfants. Sur son site Web, la Conférence nationale des organes législatifs des États (NCSL) propose des informations générales et autres concernant les médiateurs des enfants, à l'adresse: www.ncsl.org/IssuesResearch/HumanServices/ChildrensOmb%20udsmanOffices/tabid/16391/Default.aspx. Comme cela est expliqué sur ce site, les missions des médiateurs sont les suivantes:

- Enregistrer et instruire les plaintes des citoyens et des familles concernant les services publics en faveur des enfants et des familles, notamment les services de protection, de placement, d'adoption et de justice pour mineurs.
- Servir de mécanisme de responsabilisation en préconisant des améliorations systémiques au service des enfants et des familles, souvent sous la forme de rapports annuels présentés aux organes législatifs, aux gouverneurs et au public. Par exemple, le Bureau du défenseur des enfants de l'État du Delaware examine les politiques et les procédures et évalue l'efficacité du mécanisme de protection des enfants, en particulier les rôles respectifs de la Division des services familiaux, du Bureau du procureur général de l'État, des tribunaux, des professionnels de santé et des autorités de police; en outre, il examine les procédures d'enquête et les interventions d'urgence et formule des recommandations.
- Protéger les intérêts et les droits des enfants et des familles, que ce soit individuellement ou collectivement.
- Surveiller les programmes, les lieux de placement et les départements responsables des services à l'enfance, notamment en inspectant les établissements et institutions publics.

99. Vingt-neuf États disposent aujourd'hui d'un médiateur des enfants ou d'un défenseur des enfants doté de responsabilités et d'objectifs portant sur le bien-être des enfants, et d'autres sont en train de se doter de telles structures. Certaines de ces structures sont indépendantes et autonomes, alors que d'autres relèvent des divisions des services de l'enfance et de la famille des États.

100. Certains États sont dotés de défenseurs des enfants indépendants et autonomes: Connecticut (Bureau du Défenseur des enfants, www.ct.gov/oca/site/default.asp); Delaware (<http://courts.delaware.gov/childadvocate>); Géorgie (Bureau du Défenseur des enfants, <http://gachildadvocate.org/02/ca/home/0,2697,84387339,00.html>); Massachusetts (Bureau du Défenseur des enfants, www.mass.gov/childadvocate); Michigan (Bureau du Médiateur des enfants, www.michigan.gov/oco); Missouri (Bureau du Défenseur des enfants, www.oca.mo.gov); New Jersey (Bureau du Défenseur des enfants, www.state.nj.us/childadvocate); Rhode Island (Bureau du Défenseur des enfants, www.childadvocate.ri.gov/index.php); Tennessee (Commission de l'enfance et de la jeunesse, www.tn.gov/tccy/ombuds.shtml) et Washington (Bureau du Médiateur pour la famille et les enfants, www.governor.wa.gov/ofco).

101. Dans certains États, la législation permet à ces entités, en sus d'instruire les plaintes et de recommander un changement systémique, de fournir un ensemble de services spécifiques, y compris, notamment, d'introduire une action en justice contre un organisme

public au nom d'un enfant, d'inspecter, de surveiller et de contrôler les foyers de placement familial, les centres d'hébergement, les centres de détention pour mineurs, les établissements de soins et les autres structures publiques, d'élaborer et d'assurer une formation de qualité sur les normes, critères et techniques d'investigation, destinée, entre autres, aux agents de l'État, aux forces de l'ordre, aux professionnels de santé, au personnel des tribunaux des affaires familiales, aux éducateurs, ou encore aux prestataires de services de garderie, et de recommander des mesures législatives.

102. Le Centre d'études interdisciplinaires sur les enfants du Brooklyn College de l'Université de la Ville de New York est un exemple du rôle essentiel joué par les établissements universitaires et sans but lucratif dans ce domaine. Les observations finales adoptées par le Comité le 6 février 2009 ont incité ce Centre à organiser son troisième Forum de New York sur la politique de l'enfance: application et suivi du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Le compte rendu du Forum a été publié avec le texte du Protocole facultatif et les observations finales du Comité; ils sont également consultables à l'adresse <http://www.brooklyn.cuny.edu/pub/departments/childrenstudies/>. Le Forum a cherché à déterminer dans quelle mesure les lois, règlements et programmes de l'État de New York protègent les enfants et adolescents contre l'exploitation sexuelle en mettant l'accent sur la réforme du droit et les mécanismes nécessaires pour l'application et le suivi des articles du Protocole facultatif.

103. L'activité du Centre, de même que celle d'autres défenseurs non gouvernementaux, ont joué un rôle déterminant dans l'adoption de lois nouvelles dans l'État de New York. La *Safe Harbor for Sexually Exploited Youth Act*, promulguée le 25 septembre 2008, a permis à cet État de devenir le premier du pays à fournir des services spécialisés et un logement sûr aux enfants victimes d'exploitation sexuelle. À compter du 1^{er} avril 2010, cette loi autorise les enfants victimes de la prostitution à faire surseoir aux poursuites pénales et à solliciter un réexamen de leur cas en tant que personnes ayant besoin d'être supervisées; elle prévoit par ailleurs la fourniture d'un appui et de services sociaux essentiels aux enfants victimes de la prostitution. La *New York Anti-Human Trafficking Act* (loi antitraite des personnes de l'État de New York) de 2007 (ch. 74 des Lois de 2007) a créé les nouvelles infractions de traite à des fins d'exploitation sexuelle ou économique et de facilitation du tourisme sexuel, et mis en place des services en faveur des victimes de la traite des personnes. Le colloque que le Centre a organisé en 2004 sur le thème «Les enfants et la loi à New York» a débouché directement sur l'élaboration d'un texte de loi concernant l'institution d'un médiateur des enfants indépendant de l'État de New York; le projet de loi a été adopté par l'Assemblée de l'État, mais la loi n'a pas encore été promulguée. Tout récemment, le Centre a établi une compilation reprenant intégralement les textes des lois de l'État de New York qui se rapportent aux obligations prévues par le Protocole facultatif.

104. Aux États-Unis, la société civile remplit un rôle important dans des domaines qui, à défaut, pourraient être considérés comme relevant de la seule responsabilité de l'État. Des organisations non gouvernementales, parmi lesquelles des associations professionnelles, des facultés d'université et des associations caritatives, fournissent directement des services aux enfants victimes. Ces entités font dans bien des cas office de défenseurs convaincants des enfants victimes, en veillant à ce qu'ils obtiennent de l'État les avantages auxquels ils ont droit. Enfin, elles recueillent, analysent et transmettent au Gouvernement fédéral et à d'autres parties intéressées des informations sur l'état d'avancement de l'action menée à la fois pour combattre l'exploitation des enfants et répondre aux besoins des victimes. Par exemple, l'Association nationale des procureurs de district, qui est la plus importante organisation professionnelle de procureurs au monde, représente, par le biais de son site Web (<http://www.ndaa.org>), une très riche source d'informations non seulement pour ses membres, mais aussi pour toutes les personnes intéressées. Parmi les autres ONG de défense des enfants, on peut citer le NCMEC, le Projet Polaris, Shared Hope et ECPAT

International (End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of Children for Sexual Purposes – Mettre fin à la prostitution des enfants, à la pédopornographie et à la traite des enfants à des fins sexuelles).

105. Toutes les entités concernées par la mise en œuvre du Protocole facultatif prennent très au sérieux leurs responsabilités en matière de droits de l'homme. S'ils ne disposent pas d'une véritable institution indépendante de défense des droits de l'homme, les États-Unis comptent une multitude de bureaux chargés de protéger les droits de l'homme au niveau national. On peut citer, par exemple, la Division des droits civils du Ministère de la justice, la Commission fédérale des droits civils, la Commission pour l'égalité des chances en matière d'emploi, le Bureau pour l'équité en matière de logement et l'égalité des chances du Ministère du logement et de l'aménagement urbain et les bureaux des droits civils relevant de différentes institutions comme le Ministère de la sécurité intérieure, le Ministère de la santé et des services sociaux et le Ministère de l'éducation.

106. La Division des droits civils du Ministère de la justice a pour mission de protéger les droits fondamentaux de toutes les personnes, y compris les enfants, sur l'ensemble du territoire. Elle a été créée à l'occasion de l'adoption de la loi relative aux droits civils en 1957. Ses principales fonctions se rapportant aux enfants sont les suivantes:

- Enquêter et, lorsque les conclusions de l'enquête l'exigent, engager une procédure judiciaire dans le but d'obtenir une mesure injonctive ou d'autres mesures dans les affaires de discrimination dans des domaines comme l'éducation, l'accès au logement et aux structures publiques, les programmes financés par l'État fédéral, les droits des détenus et les personnes handicapées mentales ou physiques.
- Engager des poursuites en cas de violation des lois pénales interdisant certains actes et activités portant atteinte aux droits protégés au niveau fédéral, tels que la conspiration organisée dans le but de limiter l'exercice de ces droits ou de le refuser à un individu ou groupe d'individus.
- Engager des poursuites en cas de violation des dispositions de la législation antitraite se rapportant au travail des enfants, et jouer un rôle prééminent dans le repérage, la protection et l'assistance des victimes de traite.
- Appliquer le décret n° 12250 concernant l'absence de discrimination dans les programmes fédéraux en étudiant, révisant et approuvant les modifications de la réglementation en matière de droits civils proposées par les différentes instances de l'exécutif.
- Jouer le rôle de conseiller principal du Ministre de la justice sur toutes les questions relatives aux droits civils.
- Entretenir, en tant que représentant du Ministère, une collaboration et une coopération étroites avec les responsables et représentants des autres divisions, des organismes fédéraux, des administrations des États et des municipalités et des organisations privées s'agissant de toutes les questions relatives aux droits civils.

107. Comme indiqué précédemment, les bureaux des droits civils des autres institutions contribuent largement à la protection des droits de l'homme au niveau fédéral. Au Ministère de la sécurité intérieure, par exemple, le Bureau des droits et libertés civils (CRCL) conseille les responsables du Département sur un large éventail de questions relatives aux droits et libertés civils. Il est également chargé d'instruire les plaintes et de statuer à leur sujet. En application de l'article 345 du titre 6 et de l'article 2000e-1 du titre 42 du Code des États-Unis, il examine et évalue les renseignements faisant état de violations des droits et libertés civils perpétrées par les employés et responsables du Ministère de la sécurité intérieure, en établissant des profils sur la base de la race, de l'appartenance ethnique ou de la religion. Il publie les renseignements relatifs à la

procédure de dépôt de plaintes à l'adresse: www.dhs.gov/xabout/structure/editorial_0373.shtm.

108. Enfin, les organismes qui participent à la mise en œuvre des obligations contractées par les États-Unis au titre du Protocole facultatif disposent d'inspecteurs généraux indépendants, nommés par le Président sur l'avis et avec l'approbation du Sénat, conformément à la loi sur les inspecteurs généraux de 1978 telle que modifiée. Les inspecteurs généraux offrent un autre moyen de surveiller les programmes de ces organismes pour veiller à ce qu'ils tendent bien vers la réalisation de tous les objectifs qui leur ont été fixés, s'agissant en particulier des questions relatives aux droits de l'homme se rapportant à la vente d'enfants, à la pédopornographie et à la prostitution des enfants.

IV. Prévention de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants

A. Réduction de la demande

109. La promulgation de lois interdisant les infractions visées par le Protocole facultatif et les activités déployées pour faire appliquer cette interdiction réduisent en elles-mêmes la demande et bénéficient des efforts faits pour réduire la demande à l'étranger. Par exemple, une enquête policière doublée d'une opération d'infiltration sans précédent lancée au cours de l'année écoulée a ciblé des personnes qui essayaient d'avoir des rapports sexuels tarifés avec des enfants (voir <http://www.justice.gov/usao/mow/news2009/mikoloyck.ple.htm>). Comme on le verra au paragraphe 128, une campagne de sensibilisation a été lancée précisément pour dissuader des personnes de commettre des infractions sexuelles sur des enfants. La section VII présente les activités de promotion de la coopération internationale concernant la réalisation des objectifs du Protocole facultatif, y compris la coopération en matière de détection et de répression, les initiatives diplomatiques et les évaluations des résultats obtenus par les autres pays en matière de lutte contre la traite des enfants, la soumission des enfants au travail forcé et d'autres violations, ainsi que le financement des programmes indispensables dans les pays en question. Toutes ces activités permettent de réduire la demande en faisant en sorte qu'il soit plus difficile de commettre des infractions. La présente section porte sur les activités supplémentaires déployées pour réduire la demande d'enfants aux fins de les soumettre au travail forcé ou d'accomplir d'autres travaux, lesquelles contribuent à prévenir la traite des enfants à cette fin.

110. Au plan national, l'action menée par les États-Unis ne se limite pas aux efforts faits pour porter un coup d'arrêt à la soumission d'enfants au travail forcé: il s'agit de réglementer toutes les formes de travail des enfants en vertu de la *Fair Labor Standards Act* (FLSA) (loi sur les normes de travail équitables) et des règlements s'y rapportant, appliqués par le Ministère du travail. Cette loi fixe un âge minimal pour occuper un emploi en général, en traitant à part les emplois réputés particulièrement dangereux et en limitant le nombre d'heures pendant lesquelles les enfants sont autorisés à travailler. Les emplois agricoles et non agricoles font l'objet de normes distinctes.

111. Une note d'information du Ministère du travail sur les normes fixées par la FLSA pour les emplois non agricoles explique que «[l]es enfants sont généralement autorisés à travailler, quel que soit leur âge, pour des entreprises dont leurs parents sont seuls propriétaires, mais les enfants âgés de moins de 16 ans ne peuvent pas travailler dans le secteur minier ou manufacturier, et aucune personne âgée de moins de 18 ans ne peut occuper un emploi que le Ministre du travail a indiqué comme étant un emploi dangereux». Les enfants âgés de 14 et 15 ans peuvent occuper différents emplois non dangereux dans les secteurs autres que le secteur manufacturier, pendant des périodes limitées et dans des

conditions spécifiées, notamment à la condition que le travail soit effectué en dehors des heures de classe. Les enfants de moins de 14 ans ne peuvent pas occuper l'un des emplois non agricoles visés par la FLSA. Ces enfants ne peuvent exercer que des emplois n'entrant pas dans le champ d'application de la FLSA (comme la distribution de journaux aux consommateurs et les emplois d'acteur). Les enfants peuvent aussi accomplir des travaux non visés par la FLSA, tels que des tâches ménagères légères dans des logements privés ou du baby-sitting occasionnel. Pour une liste des emplois déclarés dangereux, voir <http://www.dol.gov/whd/regs/compliance/whdfs43.pdf>.

112. En vertu des normes distinctes applicables aux emplois agricoles, les enfants âgés de 14 et 15 ans peuvent exercer, en dehors des heures de classe, un emploi non déclaré dangereux par le Ministre du travail, tandis que les enfants de 12 et 13 ans peuvent exercer, en dehors des heures de classe, un emploi non dangereux sur une exploitation qui emploie également l'un de leurs parents ou les deux ou avec l'autorisation écrite de leurs parents. Les enfants âgés de moins de 12 ans peuvent exercer, en dehors des heures de classe, un emploi non dangereux avec l'autorisation de leurs parents, mais uniquement sur des exploitations où aucun des employés n'est soumis aux exigences salariales minimales de la FLSA. Les enfants de tous âges peuvent occuper à n'importe quel moment un emploi quelconque dans une ferme que possèdent ou exploitent leurs parents, et les jeunes âgés d'au moins 16 ans peuvent occuper à n'importe quel moment un emploi agricole quelconque (voir la note d'information sur le site <http://www.dol.gov/esa/whd/regs/compliance/whdfs40.pdf>, qui énumère également les activités professionnelles dangereuses concernées).

113. La FLSA autorise le Ministère du travail à demander des ordonnances enjoignant de faire cesser le commerce inter-États de marchandises entachées du vice «travail abusif d'enfants». Son article 12 a) (art. 212 a) du titre 29 du Code des États-Unis) interdit aux producteurs, fabricants et négociants d'expédier ou de livrer d'un État dans un autre de tels produits fabriqués en violation des dispositions du droit du travail américain. En 2008, les sanctions pécuniaires civiles ont été alourdies, la sanction maximale étant portée à 50 000 dollars pour chaque violation ayant entraîné le décès de tout employé âgé de moins de 18 ans ou l'ayant grièvement blessé et à 100 000 dollars en cas de récidive ou de violation délibérée ayant entraîné le décès ou des blessures graves (art. 216 e) 1) A) ii) du titre 29 du Code des États-Unis).

114. Par ailleurs, les États-Unis s'emploient à limiter la demande liée à l'exploitation des enfants dans le cadre du travail dans les pays étrangers. L'article 1307 du titre 19 du Code des États-Unis interdit l'importation de produits, d'articles et de marchandises extraits, produits ou fabriqués en totalité ou en partie dans un pays étranger par des détenus ou/et dans le cadre d'un travail forcé ou/et sous contrat, sous peine de sanctions pénales, sous réserve de certaines exceptions. Aux fins de l'article 1307, le «travail forcé ou/et le travail sous contrat» est défini comme englobant le travail forcé ou sous contrat d'enfants. En vertu des règlements d'application de cet article, à savoir les articles 12.42 à 12.45 du titre 19 du Code des règlements fédéraux (CFR), le Ministère de la sécurité intérieure encourage les importateurs à prendre des mesures volontaires pour éviter d'importer de telles marchandises. Toutefois, en l'absence de volonté d'observation des règles, les organismes du Ministère ont le choix entre deux types de mesures de coercition destinées à empêcher l'importation aux États-Unis d'articles ou de produits fabriqués dans un pays étranger en utilisant le travail forcé ou sous contrat d'enfants, sur la base des conclusions auxquelles parvient le Commissaire à la protection douanière et des frontières: 1) retenue provisoire de la marchandise, mesure qui peut s'appliquer à un seul chargement ou à l'ensemble de la production d'un type d'article par une société ou un établissement donné, ou 2) un constat plus officiel selon lequel la fabrication de la classe de marchandises en question a utilisé le travail forcé ou sous contrat d'enfants, ce qui interdit à ces marchandises de pénétrer sur le marché américain pendant toute la durée de validité du constat. On trouvera une liste de

produits pouvant faire l'objet d'une ordonnance de retenue et d'un constat au titre des produits visés par l'article 1307 sur le site www.cbp.gov/xp/cgov/trade/trade_outreach/convict_importations.xml. L'article 12.44 b) du titre 19 du CFR prévoit la saisie et la confiscation des produits lorsqu'existent des raisons de penser qu'ils ont été fabriqués grâce au travail forcé ou sous contrat d'enfants. Pour d'autres renseignements sur les mesures de coercition prises par le Ministère, voir la note d'information de l'ICE, consultable à l'adresse <http://www.ice.gov/doclib/pi/internationalaffairs/forced-child-labor-advisory-brochure.pdf>. Des sanctions supplémentaires, notamment pénales, peuvent s'appliquer dans certains cas. En vertu de l'article 545 du titre 18 du Code des États-Unis, toute personne qui, en connaissance de cause ou dans une intention frauduleuse, importe ou apporte aux États-Unis des marchandises en contravention avec la loi ou qui facilite sciemment le transport, la dissimulation ou la vente desdites marchandises après leur importation commet une infraction grave. Les violations de l'article 545 sont passibles d'une peine maximale de 20 années de détention, d'une amende et de la confiscation des marchandises. En vertu de l'article 542 du même titre du Code, le fait de faire ou de tenter de faire pénétrer des marchandises dans le circuit commercial des États-Unis par le biais de déclarations, de documents ou de pratiques erronés ou frauduleux est une infraction grave. Les violations de cet article sont passibles d'une amende et/ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de deux ans. Des sanctions civiles peuvent également s'appliquer conformément aux articles 1592 et 1595a(b) du titre 19 du Code des États-Unis.

115. Pour un examen plus complet des évaluations réalisées par les États-Unis des résultats enregistrés par les gouvernements des pays étrangers dans le cadre de la lutte contre le travail forcé d'enfants et les autres infractions visées par le Protocole facultatif, voir la section VII.A.2.

B. Protection des plus vulnérables

116. Les États-Unis partagent les préoccupations du Comité pour ce qui est de protéger les enfants particulièrement vulnérables face aux infractions visées par le Protocole facultatif conformément au paragraphe 1) de l'article 9. Toutes les activités d'interdiction et de prévention des infractions de même que les activités de sensibilisation, de formation et de protection profitent aux plus vulnérables. Les dispositions de la TVPA sont au cœur de ces activités en faveur des enfants exposés à la vente. La présente section donne des exemples d'activités menées par les États-Unis pour remédier à ce problème toujours très préoccupant.

117. Les États-Unis considèrent que les enfants non accompagnés et séparés de leur famille qui sont admis sur le territoire des États-Unis peuvent être particulièrement vulnérables à l'exploitation à des fins sexuelles ou de travail forcé, ou au délaissement. Comme indiqué au paragraphe 351, la TVPRA de 2008 renforce les mesures de protection et les évaluations de sécurité prévues pour les enfants étrangers non accompagnés pendant leur rapatriement aussi bien que dans les centres d'accueil temporaire où ils sont placés.

118. Comme l'expliquent les paragraphes 360 à 365, le Ministère de la santé et des services sociaux consacre de vastes programmes à la fourniture d'un appui, de soins et de services aux enfants non accompagnés pendant la procédure d'immigration, ainsi qu'aux enfants fugueurs et sans abri, en sus de programmes plus spécifiquement destinés aux enfants repérés en tant que victimes de la traite.

119. Le Groupe de travail interorganismes sur les enfants non accompagnés et séparés de leur famille, composé de représentants des Ministères de la sécurité intérieure, de la justice, des affaires étrangères et de la santé et des services sociaux, ainsi que d'organisations non gouvernementales, se concentre sur les enfants non accompagnés ou séparés de leur

famille, qu'il s'agisse de migrants, de demandeurs d'asile, de réfugiés ou de déplacés. En octobre 2008, il a organisé la Conférence sur la protection des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille. Pour d'autres informations, on peut consulter le site Web de la Conférence: <http://childalone.gmu.edu/>.

120. Par ailleurs, les enfants particulièrement vulnérables bénéficient des mesures de protection énoncées dans les lois fédérales qui prévoient une protection spéciale pour les enfants, y compris les enfants victimes d'infractions visées par le Protocole facultatif. En voici quelques exemples:

- L'article 235 c) 6) de la TVPRA 2008 – *Trafficking Victims Protection Reauthorization Act 2008* – autorise le Ministère de la santé et des services sociaux à nommer des défenseurs des enfants indépendants pour s'occuper des enfants victimes de la traite et des autres enfants étrangers non accompagnés vulnérables. Le défenseur aurait accès aux documents nécessaires pour défendre efficacement l'intérêt supérieur de l'enfant et ne serait pas tenu de déposer dans le cadre d'une procédure au sujet des informations ou opinions qui lui auraient été communiquées par l'enfant dans l'exercice de ses fonctions de défenseur des enfants. En outre, les défenseurs des enfants doivent être réputés agir de bonne foi et leur responsabilité civile ou pénale ne peut être mise en jeu dans l'exercice légitime de leurs fonctions.
- La loi sur la prévention et le traitement des sévices à enfant (CAPTA) (art. 5101 et suiv. du titre 42 du Code des États-Unis), telle que modifiée, autorise les États à mettre en place des commissions de contrôle citoyen dont la composition réalise un équilibre entre les avocats des enfants, les défenseurs des enfants et les défenseurs spéciaux nommés par les tribunaux, qui sont des bénévoles connaissant bien le système de protection des enfants. Ces commissions sont chargées d'examiner des affaires complexes de maltraitance d'enfants et d'évaluer la mesure dans laquelle l'État s'acquitte de ses responsabilités en matière de protection des enfants conformément au plan qu'il a élaboré en application de la CAPTA. Elles examinent les politiques, procédures et pratiques des organismes étatiques et locaux de protection des enfants, et font le point sur des cas spécifiques, le cas échéant. Elles sont également habilitées à examiner les décès et quasi-décès d'enfants dans les États (CAPTA, article 106 c)).

121. Le Bureau des enfants du Ministère de la santé et des services sociaux appuie la recherche sur les causes et la prévention de la maltraitance et du délaissement des enfants et le traitement des victimes de ces pratiques; des programmes de démonstration pour trouver les meilleurs moyens de prévenir la maltraitance et de venir en aide aux familles vulnérables; et l'élaboration et l'exécution de programmes de formation. Des subventions sont accordées, sur dossier, à des organismes opérant au niveau des États et des collectivités locales à travers le pays. Les projets ont porté sur chaque aspect des activités de prévention, de dépistage et de traitement de la maltraitance et du délaissement d'enfants et d'enquête sur ces phénomènes. Le Bureau des enfants administre en outre le programme communautaire de prévention de la maltraitance d'enfants, qui fournit des fonds aux États pour l'exploitation d'un réseau de prévention sur toute l'étendue de leur territoire et la fourniture de services de prévention au niveau local, ainsi que le programme d'amélioration du travail des tribunaux, qui met l'accent sur le traitement par ces derniers des affaires relatives à la protection des enfants.

122. En février 2008, le Ministère de la santé et des services sociaux a intégré cinq bénéficiaires de subventions fédérales au titre du programme de communication de rue de la Division de la promotion des jeunes du Bureau des services à la famille et aux jeunes (FYSB) de l'ACF dans son programme pilote visant à renforcer la sensibilisation au problème de la maltraitance d'enfants et à venir en aide à ses victimes aux États-Unis. Aux termes du mandat confié par le Congrès au programme de communication de rues, le FYSB

est tenu de fournir des services aux jeunes fugueurs et sans abri victimes de l'exploitation sexuelle, qui sont rendus très vulnérables à la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Il est ressorti de réunions organisées dans le cadre de la campagne organisée en interne par le Ministère que les populations de jeunes fugueurs et sans abri relevant du FYSB se recoupaient largement avec les populations de mineurs victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle aux États-Unis et que le FYSB ne disposait pas de connaissances suffisantes sur la traite ni de capacités suffisantes en matière de repérage des victimes. L'élargissement du programme pilote a permis de dispenser sur les sites du FYSB une formation intensive à la traite des personnes, doublée d'une assistance technique permanente.

123. Le Bureau des soins primaires (BPC) de l'Administration des ressources et services sanitaires (HRSA) du Ministère de la santé et des services sociaux travaille en liaison étroite avec les travailleurs agricoles migrants, population hautement vulnérable à la traite à des fins d'exploitation économique ou sexuelle. Des réunions tenues avec les responsables ont permis d'organiser en juin 2008 une formation WebEx dans le cadre de laquelle le BPC a dispensé aux partenaires du programme Sauvetage et rétablissement des victimes de la traite des personnes une formation WebEx sur la manière dont les centres de santé communautaires de la HRSA pourraient coopérer avec les acteurs de la lutte contre la traite.

C. Sensibilisation

124. Récemment, le Conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères a fait distribuer à tous les organismes fédéraux par le Conseil national de sécurité un mémorandum transmettant le rapport initial des États-Unis concernant l'application du Protocole facultatif et les observations finales du Comité. Le Ministère a transmis des mémorandums similaires contenant des informations de même nature aux Gouverneurs des États, aux Gouverneurs des Samoa américaines, de Guam, des îles Mariannes septentrionales, de Porto Rico et des îles Vierges américaines, ainsi qu'au maire du District de Columbia, invitant ces diverses entités à diffuser ce mémorandum auprès des procureurs généraux et des départements et bureaux chargés des droits de l'homme, des droits civils, du logement, de l'emploi et des questions connexes. Pour faciliter l'information du grand public et de la société civile, le Bureau pour la démocratie, les droits de l'homme et le travail du Ministère publie les rapports présentés par les États-Unis au titre des instruments relatifs aux droits de l'homme, les communications connexes et les observations finales des organes conventionnels, notamment ceux qui concernent la mise en œuvre du Protocole facultatif, sur son site Web (<http://www.state.gov/g/drl/hr/treaties/index.htm>). De plus, les États-Unis ont entrepris d'exécuter un plan visant à faire mieux connaître à l'administration à tous les niveaux comme au grand public le Protocole facultatif, les autres obligations des États-Unis au titre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, et les rapports soumis par les États-Unis concernant l'application de ces instruments. Tous les organismes concernés par la mise en œuvre du Protocole facultatif se sont, il va sans dire, familiarisés avec les dispositions de cet instrument dans le cadre de sa mise en œuvre et de l'élaboration des rapports soumis au Comité.

125. Aux États-Unis, un certain nombre d'organismes fédéraux et d'organisations non gouvernementales (ONG) mènent des campagnes de sensibilisation qui mettent en œuvre divers moyens pour attirer l'attention du public sur la menace de l'exploitation sexuelle d'enfants et la demande qui lui est associée. Ces campagnes se proposent de mieux sensibiliser le public à cette infraction et de dissuader d'éventuels délinquants. Par ailleurs, de gros efforts sont faits pour prendre contact avec les victimes et les informer des services à leur disposition. Certains organismes ont commencé à associer les principaux médias aux enquêtes en cours. Ce type d'assistance s'est révélé précieux s'agissant d'appréhender un grand nombre de prédateurs et a permis d'engager des poursuites contre eux. Les

organismes chargés de l'application de la loi à tous les niveaux sont encouragés à fournir des informations et à mener des campagnes de sensibilisation permettant au public de rester attentif à ce type d'infraction. Voir également les aspects liés à la sensibilisation présentés dans le cadre des développements consacrés à la formation dans la section III.E et aux programmes internationaux dans la section VII.A.

1. Ministère de la Justice

126. En 2007, le Ministère de la justice a, en collaboration avec le NCMEC et l'Ad Council, fait insérer une série de publicités télévisées et radiophoniques pour éduquer les jeunes à la sécurité sur l'Internet et, en particulier, les inviter à «Réfléchir avant d'afficher». En 2008, il a lancé une nouvelle campagne nationale de sensibilisation à la sécurité sur l'Internet en collaboration avec les partenaires de l'Initiative «*Safe Childhood*» que sont INOBTR («I Know Better»), iKeepSafe et l'Hispanic Communications Network (HCN) (voir <http://www.projectsafefchildhood.gov>).

127. L'HCN a produit deux séries distinctes d'annonces de service public (ASP) en espagnol pour la télévision, la radio, la presse écrite et le Web. La première série cible les parents, tandis que la seconde cible les prédateurs potentiels. On peut trouver les informations en espagnol sur le site <http://www.ProtelosAhora.org> en ce qui concerne la campagne visant les parents et sur le site <http://www.NoTeArruines.org> pour la campagne s'adressant aux prédateurs potentiels. En outre, le HCN a produit une courte vidéo en anglais en vue de sa diffusion en ligne. Cette vidéo, ou Webisode, explique les dangers qui menacent les enfants en ligne et engage les parents à se tenir informés et à intervenir, et à surveiller l'activité de leurs enfants en ce qui concerne l'Internet et la téléphonie mobile.

128. INOBTR a créé une ASP intitulée «L'exploitation d'un mineur est une infraction grave». Cette campagne de pointe est conçue pour appeler l'attention des prédateurs en ligne sur le fait que l'exploitation d'un enfant en ligne est une infraction fédérale grave. Cette campagne repose sur la télévision, les salles de cinéma, la presse écrite, la radio et les bandeaux publicitaires sur le Web. Pour d'autres informations sur cette ASP, voir <http://www.stopanonlinepredator.org>.

129. iKeepSafe a élaboré l'une des ASP, intitulée «Sachez où ils vont» pour rappeler les risques auxquels les enfants s'exposent sur l'Internet. Elle explique comment, dans le monde numérique, les enfants peuvent se rendre n'importe où et pourquoi il importe que les parents surveillent les sites visités par leurs enfants et les personnes avec lesquelles ils sont en communication. Cette campagne repose notamment sur des publicités diffusées à la télévision, dans la presse écrite, à la radio et sur le Web. Pour d'autres informations sur cette ASP, voir <http://www.KnowWhereTheyGo.org>.

130. Le Ministère de la justice collabore étroitement avec les ONG qui s'occupent des victimes de la traite au cas par cas. Pendant l'exercice 2008, les agents de la Division des droits civils ont souvent participé à des programmes de communication et de formation s'adressant aux ONG et destinés à renforcer la collaboration entre les autorités de police et ces organisations en vue de repérer les victimes de la traite des personnes et de leur venir en aide. Par exemple, des agents de l'Unité chargée des poursuites pour traite des personnes (HTPU) de la Division des droits civils ont participé à la conférence annuelle du Freedom Network USA en 2008 et en 2009. Le Freedom Network est une entité regroupant plus de 20 prestataires de services qui se spécialisent dans la fourniture directe de services et accueillent des actions de formation organisées au plan national.

131. Dans le cadre de sa mission consistant à faire mieux connaître au pays les droits des victimes de tous types d'infractions et les services à leur disposition, le Bureau des victimes d'infractions pénales (OVC) a intégré en 2008 la question de la traite des personnes dans plusieurs produits et initiatives de sensibilisation du public. Par exemple, en avril 2008, il a,

en coordination avec la Semaine nationale des droits des victimes d'infractions, diffusé une vidéo intitulée «Réponses apportées par les organisations à caractère confessionnel aux victimes d'infractions». Cette vidéo, dont un segment était consacré aux services fournis aux victimes de la traite des personnes, présente à la communauté religieuse et au secteur de l'aide aux victimes des exemples de collaboration fructueuse qui ont des effets positifs sur la vie des victimes. En outre, le Guide de ressources de la Semaine nationale des droits des victimes d'infractions de 2008, qui a été distribué à des milliers d'ONG à travers les États-Unis pour appuyer les activités de sensibilisation, a offert des informations générales et un aperçu statistique concernant la traite des personnes et d'autres formes de victimisation.

132. L'OVC a également diffusé, en avril 2008, un DVD de formation de 30 minutes, accompagné d'un guide de ressources et intitulé «Les réponses à apporter aux victimes de la traite des personnes». Il a été conçu pour familiariser les prestataires traditionnels de services aux victimes avec la dynamique de la traite et les stratégies devant leur permettre de renforcer leurs capacités et leurs ressources afin de pouvoir répondre à tous les besoins des victimes de la traite des personnes en matière de services. L'OVC a coopéré étroitement avec Safe Horizon, un récipiendaire de subvention au titre de l'aide aux victimes expérimenté dont les activités de formation et d'assistance technique menées en faveur d'autres prestataires de services aux victimes de la traite ont contribué à définir le contenu de la vidéo.

133. L'OVC a collaboré avec des organismes du Ministère de la justice et avec d'autres organismes fédéraux pour faire en sorte que tous les prestataires de services aux victimes de la traite financés par l'OVC soient représentés à la quatrième Conférence annuelle sur la traite des personnes. Les agents du Bureau ont participé à la planification de plusieurs ateliers, y compris de sessions intitulées «Questions spéciales concernant les enfants victimes dans les affaires de soumission au travail forcé et de traite à des fins d'exploitation sexuelle» et «Meilleures pratiques en matière de prise en charge des victimes par les ONG, à la suite de l'exercice de poursuites pénales». L'OVC a également organisé une table ronde sur le thème «Visas T, visas U et autres modalités de mise en règle au regard de l'immigration: les rôles des organismes chargés de l'application de la loi, des ONG et du Centre de services du Vermont». Cette table ronde a suscité de longues discussions entre les prestataires de services aux victimes et les représentants des organismes chargés de l'application de la loi au sujet des difficultés constamment observées dans ce domaine.

2. Ministère de la santé et des services sociaux

134. Au cours de l'exercice 2008, le Ministère de la santé et des services sociaux a dispensé une formation et fourni une assistance technique à plus de 4 000 responsables de la santé publique, agents locaux des forces de l'ordre, prestataires de services sociaux, organisations ethniques et organisations d'assistance juridique. Il a sensibilisé les professionnels lors de conventions nationales ou régionales de l'International Association of Forensic Nurses (Association internationale des infirmières médico-légales), de la Conférence nationale sur les migrations, de l'Organisation hispanique de travail social et du Migrant Clinicians Network. Pendant l'exercice 2009, il a dirigé des sessions de formation axées sur les enfants dans le cadre de la Conférence nationale sur la maltraitance et le délaissement des enfants, de la Conférence annuelle de l'Association des administrateurs de l'Accord inter-États sur le placement des enfants et de la Conférence du Réseau national des migrations et de la protection de l'enfance, ainsi qu'à l'intention d'autres publics. Il a mené des actions de formation WebEx sur le thème Sauvetage et rétablissement des victimes de la traite, très appréciées, auprès d'organisations nationales, régionales et locales, qu'il a sensibilisées à diverses questions essentielles, en les invitant notamment à accorder une attention spéciale aux enfants victimes de la traite, au rôle joué par les coordonnateurs des réfugiés à l'échelon des États en matière d'aide aux victimes de la

traite, à la manière de créer un foyer pouvant accueillir les victimes de la traite des personnes et à la manière dont les organismes de services sociaux peuvent collaborer avec les organismes chargés de l'application de la loi pour faire, au nom des victimes de la traite, des demandes de prestations en matière d'immigration.

135. Au cours de l'exercice 2008, le fournisseur de services de sensibilisation du Ministère a attribué dans le cadre d'un contrat de sous-traitance près de 350 000 dollars pour financer les activités de gestion d'une coalition d'organisations locales. En sus de faciliter la communication locale et régionale entre les ONG, les autorités de police et les autres acteurs de la lutte contre la traite, les coalitions Sauvetage et rétablissement financées par le Ministère et indépendantes ont mis sur pied plusieurs actions de sensibilisation innovantes à l'intention des victimes mineures et adultes. Le Ministère fait jouer son mandat en matière de sensibilisation pour prendre la tête d'un programme national pilote de notification des cas de traite intérieure des personnes, dont il est question aux paragraphes 370 à 373.

136. La cinquième année de la campagne Sauvetage et rétablissement des victimes de la traite des personnes a renforcé l'action de sensibilisation en touchant plus de 1,3 million de personnes. La campagne a ciblé non seulement les personnes ou entités les plus susceptibles d'entrer en contact avec les victimes, mais aussi le grand public, afin de mieux lui faire connaître le problème de la traite des adultes et des enfants. Le volet de la campagne concernant les contacts avec les médias a continué d'assurer la parution d'articles dans la presse et lancé une nouvelle opération sous la forme d'annonces de service public apparaissant sur les panneaux d'affichage des marchés des États-Unis. Pendant l'exercice 2008, les contacts avec les médias ont consisté notamment à lancer des actions de promotion et à répondre aux demandes des principaux médias nationaux, à suivre les nouvelles publiées dans la presse sur une base quotidienne et, le cas échéant, à encourager les journalistes à rédiger de nouveaux articles incorporant les points de vue du Ministère, et à écrire aux rédacteurs en chef et/ou aux auteurs de page de libre expression en réaction aux principaux événements. Au printemps de 2008, la campagne a commencé à mettre en œuvre son initiative de diffusion de publicités extérieures par affichage à Newark (New Jersey). Dix-neuf autres villes, parmi lesquelles Atlanta, Chicago et Las Vegas, ont été ajoutées pendant le mois de mai.

137. Le Ministère de la santé et des services sociaux a diffusé plus de 612 000 matériels originaux avec mention de marque destinés à faire connaître le Centre national de documentation sur la traite des personnes (NHTRC). Il s'agit notamment d'affiches, de brochures, de notes d'information et de fiches offrant des conseils pour le repérage des victimes, établis en huit langues: anglais, espagnol, chinois, indonésien, coréen, thaï, vietnamien et russe. Ces matériels peuvent être consultés et commandés gratuitement sur le site Web du Ministère, <http://www.acf.hhs.gov/trafficking>, qui est indiqué sur tous les matériels de sensibilisation. Ce site est également accessible à partir de l'adresse du site Rescue and Restore (Sauvetage et rétablissement), <http://www.rescueandrestore.org>. Pendant l'exercice 2009, 157 910 personnes se sont rendues sur le site et ont consulté près d'un demi-million de pages.

3. Ministère de la sécurité intérieure

138. L'activité d'information et de formation que l'ICE mène dans le domaine de la traite des personnes est fondamentalement liée aux enfants. Sa formation à la lutte antitraite souligne le fait que la majorité des victimes de la traite sont des femmes et des enfants. La partie de cette formation qui a trait à l'aide aux victimes est axée sur les besoins spéciaux des enfants victimes et sur la nécessité de prévoir des entretiens médico-légaux avec ces enfants. De plus, l'ICE organise à travers le monde une solide formation à la lutte contre le travail forcé d'enfants et le tourisme pédophile. Cette formation porte spécifiquement sur la

traite des enfants à l'étranger. La législation fédérale antitraite ne s'applique pas à ces enfants victimes dans la mesure où leur exploitation ne se déroule pas sur le territoire américain; ils ne peuvent pas être admis au bénéfice de services tels que les prestations en matière d'immigration aux États-Unis. Toutefois, l'activité d'information et de formation de l'ICE en matière de lutte contre le travail forcé d'enfants et le tourisme pédophile porte bel et bien sur la traite des enfants à l'étranger, et notamment sur le repérage des victimes et les entretiens avec ces victimes et l'aide à leur fournir, et met en exergue les lois (Protect Act et Smoot-Hawley Tariff Act de 1930) que les autorités fédérales de police et de justice peuvent utiliser pour poursuivre les personnes qui exploitent les enfants à l'étranger ou qui profitent de leur exploitation.

139. Par ailleurs, le Centre fédéral de formation en matière de détection et de répression appuie la formation des autorités de police fédérales à la lutte antitraite. Cette formation est assurée par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Ministère des affaires étrangères et le Ministère de la sécurité intérieure (l'ICE, essentiellement).

140. Au cours de l'exercice 2008, l'Office des enquêtes de l'ICE a participé à des conférences et séminaires nationaux auxquels un grand nombre d'ONG avaient été conviées et lors desquels il a assuré une formation. En application de la stratégie de lutte contre la traite des personnes de l'ICE, ses bureaux de terrain ont mené des actions d'information au plan local qui se sont adressées à plus de 8 000 représentants de plus 1 000 ONG.

141. Les agents de l'ICE collaborent avec les ONG qui fournissent des services aux victimes adultes et mineures. Nombre d'ONG ont contribué au repérage d'affaires et de victimes de traite. Les activités d'information consistent notamment en exposés présentés à des groupements d'entreprises, à des groupes universitaires et à des organismes locaux. L'action d'information porte sur les questions multijuridictionnelles, les activités menées en collaboration et les problèmes liées à la distinction à établir entre la traite des personnes et l'introduction clandestine de migrants.

142. En 2008, le personnel de l'ICE spécialisé dans l'aide aux victimes a présenté des communications à la Conférence du Freedom Network tenue à Decatur (Géorgie) et envoyé des conférenciers participer aux activités de promotion de la sensibilisation à la traite des personnes organisées par le procureur général du Nouveau-Mexique à l'échelle de l'État. Le Bureau des affaires internationales de l'ICE privilégie davantage la fourniture d'une formation et d'informations sur la lutte contre la traite aux gouvernements et autorités de police et de justice étrangers, aux ONG et aux organisations internationales. Cette activité de formation et d'information est menée dans des cadres différents, parmi lesquels des établissements de formation officiels, des conférences, des visites de délégations internationales aux États-Unis et des réunions informelles.

143. Les questions intéressant les victimes font partie intégrante de l'activité internationale de formation et d'information menée par l'ICE. Celui-ci continue de dispenser une formation portant sur ses activités d'aide directe aux victimes dans les affaires de traite aux représentants des autorités de police et des ONG et à d'autres responsables étrangers dans le cadre de son programme international de stages et des académies internationales de police. Les agents chargés de l'aide aux victimes qui assurent des séances d'information et des sessions de formation mettent l'accent sur les éléments de l'approche des enquêtes axée sur les victimes, ainsi que sur les droits des victimes étrangères aux États-Unis (y compris les prestations en matière d'immigration) et l'attention spéciale à accorder aux interventions appropriées en faveur des mineurs victimes de la traite et des victimes traumatisées.

144. En mai 2008, l'ICE a lancé une campagne médiatique et d'information du public sur la traite des personnes aux États-Unis. Cette campagne s'est vu assigner un triple objectif:

- Faire mieux connaître la tragédie que représente la traite des personnes.
- Mettre en exergue le rôle joué par l'ICE dans la lutte contre ce problème.
- Donner au public la possibilité de contribuer au règlement de ce problème social.

145. Le 26 mai 2008, l'ICE a lancé dans la région de New York une campagne d'affichage intitulée *In Plain Sight*. Les messages de sensibilisation au problème de la traite ont été affichés sur des panneaux d'affichage au bord des routes, sur les quais du métro, à l'extérieur et à l'intérieur des autobus, sur les abribus et sur les panneaux d'affichage urbains, et présentés à l'aide de dioramas. En juin 2008, la campagne d'affichage au bord des routes a été étendue à Baltimore, Chicago, Houston, Los Angeles, Miami, Phoenix, San Diego, San Francisco et Washington, D.C. Pour en garantir l'efficacité, les messages affichés dans les régions de Los Angeles et de Miami ont été imprimés à la fois en anglais et en espagnol. Cette campagne a encouragé le public à signaler les cas de traite des personnes en utilisant le service d'appel téléphonique joignable en composant le numéro 1-866-DHS-2-ICE. Le fait de pouvoir signaler cette infraction donne au public la possibilité de contribuer au règlement de ce problème social. L'ICE étend cette campagne à d'autres villes pendant l'exercice 2009.

146. L'ICE a élaboré et produit une ASP sur la traite des personnes afin de faire mieux connaître ce grave problème au public. La population servira à multiplier les capacités des autorités de police en matière de repérage et de sauvetage des victimes, ce qui permettra à l'ICE de détecter davantage de cas de traite des personnes. Cette ASP est un document visuel d'une durée de 60 secondes qui met l'accent sur le dépistage des victimes afin de mieux sensibiliser la population, permettant ainsi à l'ICE de mettre à profit son expertise, son infrastructure et les ressources qu'il peut consacrer aux enquêtes pour mieux combattre cette forme d'esclavage moderne. L'ASP a été produite au départ en anglais et en espagnol. En 2008, on en a également réalisé des versions en arabe, en chinois, en français, en russe et en coréen afin de toucher un public aussi vaste que possible.

4. Ministère des affaires étrangères

147. L'Office de contrôle et de lutte contre la traite des personnes distribue chaque année divers matériels de sensibilisation, y compris le rapport sur la traite des personnes et diverses notes d'information. Il a élaboré un CD d'information sur les outils utiles en matière de lutte contre le tourisme pédophile, y compris une note d'information et un Code de conduite pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle dans le tourisme et l'industrie des voyages; des annonces de service public; des affiches et des campagnes contre le tourisme pédophile; et des études sur la question. Le CD est largement diffusé auprès des ONG, de la communauté des voyages et du tourisme, du grand public et des gouvernements étrangers, afin de faire mieux connaître le problème du tourisme pédophile et les sanctions dont est passible cette infraction.

148. En 2008, la couverture par les médias de la publication au mois de juin du rapport annuel sur la traite des personnes a touché plus de 1,2 milliard de personnes. Au cours de l'année civile 2008 et des huit premiers mois de 2009, l'Office a prononcé des allocutions et animé des séances d'information dans le cadre de plus de 100 manifestations organisées à l'intention d'ONG, de responsables étrangers, de journalistes, d'étudiants et du grand public, qui ont permis de toucher plus de 6 200 personnes aux États-Unis et à travers le monde.

149. L'Office a également organisé plusieurs réunions d'information à l'intention d'ONG implantées à Washington. Au cours de l'année civile 2008 et des huit premiers mois de 2009, il a organisé, après la publication du rapport sur la traite des personnes, d'autres réunions d'information à l'intention d'ONG et de diplomates étrangers (en obtenant dans les deux cas un nombre record de participants et d'organisations représentées). Il a

également organisé la première réunion trilatérale sur la traite des personnes pour l'Amérique du Nord, à laquelle ont participé les États-Unis, le Mexique et le Canada, et un colloque international sur l'assistance aux victimes de la traite des personnes, au cours duquel 10 prestataires de services d'aide aux victimes dotés d'une solide expérience ont échangé des vues sur la meilleure manière de protéger et d'aider les victimes une fois qu'elles ont été repérées et libérées. Ce colloque a abouti à un rapport de synthèse qui énonce des principes directeurs, recense les services d'assistance de base, y compris des services de soins aux jeunes victimes qui tiennent compte des traumatismes subis, définit des stratégies de renforcement des capacités et donne des exemples de pratiques prometteuses en matière de programmes d'assistance. L'Office a établi une note d'information sur la base de ce colloque, intitulée «Dégager un consensus sur les services d'assistance aux victimes de la traite des personnes». Il a coaccueilli une rencontre avec le Ministère du travail, le réseau d'ONG Interaction et l'ONG Save the Children afin d'examiner le problème du travail des enfants et de la traite des enfants.

150. L'Office a collaboré étroitement avec le Bureau de la Maison blanches chargé des initiatives confessionnelles et communautaires à l'organisation en octobre 2008 d'une table ronde sur le thème «*Success Against Slavery, Strategies for the Future: Promising Practices in International Programming*» (Les succès remportés contre l'esclavage et les stratégies pour l'avenir: pratiques prometteuses en matière de programmation internationale), à l'occasion du huitième anniversaire de la signature de la TVPA. Lors de cette table ronde, six ONG réparties en deux groupes ont abordé de front la question de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et celle de la traite aux fins du travail forcé. Le public réunissait des responsables du Gouvernement fédéral, des responsables politiques, des chefs d'entreprise, des représentants de fondations, des philanthropes et des responsables locaux représentant des comités religieux et des prestataires de services sociaux. L'Office a également contribué à faire mieux connaître le problème du tourisme pédophile dans le cadre de son action de promotion d'un film important sur la question, *Holly*, et de sa participation à plusieurs débats d'experts organisés autour du film au moment de sa sortie aux États-Unis. En coopération avec les responsables de la réalisation du film, il a également projeté *Holly* dans un grand cinéma de Washington, D.C.

151. Le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail (DRL) rend compte du problème de la traite des personnes en tant que l'une des nombreuses questions relatives aux droits de l'homme dans sa publication annuelle regroupant des rapports par pays relatifs aux pratiques en matière de droits de l'homme, sur laquelle on reviendra aux paragraphes 463 à 465. Par l'intermédiaire de son Bureau du travail international et de la responsabilité sociale des entreprises (ILCSR), le DRL a continué à coopérer avec des ONG très diverses et avec les médias à des activités de collecte d'informations et de sensibilisation concernant le travail forcé et la traite des personnes. Il a financé de nombreux programmes exécutés avec des ONG partenaires et visant à promouvoir les droits de l'homme et à lutter contre les pratiques de l'exploitation au travail, comme la traite des personnes. En 2008, il a coaccueilli avec le Gouvernement belge un forum multipartite sur le thème des pires formes de travail des enfants, y compris la traite des personnes, dans le secteur du cacao de l'Afrique de l'Ouest. Il a coaccueilli avec l'Institute of Peace des États-Unis un forum ouvert au public pour un échange de vues sur les questions liées aux enfants dans les conflits armés, au cours duquel ont été abordées des questions telles que le recrutement et l'utilisation forcés d'enfants, notamment les enfants victimes de la traite et forcés de devenir soldats. Le public réunissait des responsables du Gouvernement fédéral et de gouvernements étrangers, des représentants de l'Organisation des Nations Unies, d'ONG et du monde universitaire, des journalistes et beaucoup d'autres personnes. Le DRL a également accueilli une table ronde pour un échange de vues sur les initiatives du secteur privé visant à combattre le travail forcé et le travail en servitude au Brésil, et en particulier à traiter des questions liées à la chaîne d'approvisionnement en

main-d'œuvre. En sus du Gouvernement brésilien, plusieurs ONG brésiliennes de premier plan ont participé à ce forum.

152. Comme indiqué à la section V.J, en novembre 2008, lors de la Journée nationale de l'adoption, le Ministère des affaires étrangères a lancé un site Web permettant aux parents adoptifs, aux agences d'adoption et aux gouvernements étrangers d'accéder à une abondante documentation sur l'adoption internationale: <http://Adoption.State.Gov> (voir le paragraphe 275).

5. Ministère de l'éducation

153. L'Office des écoles sûres et sans drogues du Ministère de l'éducation (OSDFS) a élaboré et fait paraître le document intitulé «*Human Trafficking of Children in the United States – A Fact Sheet for Schools*» (La traite des enfants aux États-Unis – Note d'information pour les écoles) et trouvé de nouveaux serveurs de listes de diffusion, partenaires organisationnels et moyens permettant de faire la promotion de cette note d'information. En 2009, celle-ci a été mise à jour et affichée sur le site Web du Ministère à l'adresse <http://www.ed.gov/about/offices/list/osdfs/factsheet.html>. Une lettre d'envoi jointe à la note a appelé l'attention sur le Protocole facultatif et fourni un lien vers le site du Comité. On trouvera à l'annexe 4 une copie de la note d'information et de la lettre d'envoi.

154. En 2009, le Ministère de l'éducation a inclus deux séances de travail sur les questions de la traite des personnes et de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales dans sa conférence annuelle de 2009, organisée sur le thème «*The Power of Change: Healthy Students, Safe Schools, and Engaged Communities*» (La capacité de changement: des élèves en bonne santé, des écoles sûres et des communautés actives). Cette conférence a attiré plus de 2 400 participants, parmi lesquels des directeurs d'école, des éducateurs, des responsables de la sécurité et des infirmières d'école venus de tout le pays. Dans son allocution, l'Ambassadeur Luis C. deBaca, directeur de l'Office de contrôle et de lutte contre la traite des personnes, s'est référé au Protocole facultatif et a souligné que les participants à la conférence étaient «les premiers mobilisés» de par leur capacité d'apprendre que les enfants sont soumis à la maltraitance, y compris à l'exploitation sexuelle et économique (voir <http://www.state.gov/s/g/tip/rls/rm/2009/127142.htm>).

155. Le 16 décembre 2009, le Ministre de l'éducation et les présidents de la Commission fédérale du commerce et de la Commission fédérale des communications ont lancé conjointement Net Cetera, un nouveau guide s'adressant aux parents pour les aider à parler avec leurs enfants de la question de la sécurité sur l'Internet. Ce guide, qui s'inscrit dans le cadre du programme fédéral Onguard Online, est conçu pour aider les parents à examiner trois questions liées aux activités en ligne de leurs enfants: les comportements inappropriés, les contacts inappropriés et les contenus inappropriés. Il s'agit de protéger les enfants contre les prédateurs et la pornographie en ligne, entre autres choses. Sur son site Web, accessible à l'adresse <http://www.onguardonline.gov/topics/net-cetera.aspx>, Onguard Online a indiqué qu'il recherche des écoles avec lesquelles collaborer en vue d'exécuter un projet pilote utilisant Net Cetera.

V. Interdiction et questions connexes (art. 3; 4, par. 2 et 3; 5; 6 et 7)

156. En vertu de l'article 3 du Protocole, chaque État Partie «veille à ce que, au minimum, les actes et activités [énumérés] soient pleinement couverts par son droit pénal, que ces infractions soient commises au plan interne ou transnational, par un individu ou de façon organisée». Comme l'explique le paragraphe 3 du rapport initial des États-Unis, au

moment de la ratification du Protocole facultatif par les États-Unis, la législation fédérale et celle des États étaient pleinement conformes aux obligations découlant de l'article 3.

A. Infractions à la législation réprimant la vente d'enfants

157. L'article 3 a) applique la règle d'incrimination, «dans le cadre de la vente d'enfants telle que définie à l'article 2», aux actes et activités suivants:

- i) Le fait d'offrir, de remettre, ou d'accepter un enfant, quel que soit le moyen utilisé, aux fins:
 - a) D'exploitation sexuelle de l'enfant;
 - b) De transfert d'organes de l'enfant à titre onéreux;
 - c) De soumettre l'enfant au travail forcé;
- ii) Le fait d'obtenir indûment, en tant qu'intermédiaire, le consentement à l'adoption d'un enfant, en violation des instruments juridiques internationaux relatifs à l'adoption; ...».

En vertu de l'article 2, on entend par «vente d'enfants» «tout acte ou toute transaction en vertu desquels un enfant est remis par toute personne ou tout groupe de personnes à une autre personne ou un autre groupe contre rémunération ou tout autre avantage». L'article 3 a) impose la règle d'incrimination «que ces infractions soient commises au plan interne ou transnational, par un individu ou de façon organisée».

1 a) Vente d'enfants aux fins de leur exploitation sexuelle: échelon fédéral

158. Comme l'expliquent les paragraphes 15 et 16 du rapport initial, l'expression «exploitation sexuelle» n'est pas définie dans le Protocole facultatif, mais il a été généralement convenu pendant les négociations qu'elle s'entendait de la prostitution, de la pornographie ou autre maltraitance sexuelle dans le cadre de la vente d'enfants.

159. La législation fédérale adoptée dans le cadre de la TVPA 2000 interdit le fait de recruter, d'inciter, d'héberger, de transporter, de fournir, de se procurer ou d'utiliser un enfant en sachant qu'il serait contraint de «se livrer à une activité sexuelle à but lucratif» (art. 1591 du titre 18 du Code des États-Unis). Le terme «activité sexuelle à but lucratif» s'entend de «tout activité sexuelle en échange de laquelle une personne donne ou reçoit une chose ayant une valeur». Il n'est pas nécessaire de prouver que la fraude, la force ou la contrainte a été utilisée contre l'enfant ni que l'on a fait traverser des frontières étatiques ou internationales à celui-ci, du moment qu'il peut être prouvé que l'activité «relève du commerce intérieur ou extérieur ou a un effet sur eux». Cette loi interdit également de se livrer à la traite à des fins d'exploitation sexuelle en participant à une entreprise constituée à cette fin, l'«entreprise» s'entendant d'au moins deux personnes «associées de fait, constituant ou non une personne morale». Dans certains cas, l'accusation n'a pas besoin de prouver que le prévenu savait que la victime était mineure; dans tous les autres cas, elle doit prouver seulement qu'il s'est montré totalement indifférent au fait que la victime était mineure. La législation fédérale régissant la traite des enfants aux fins d'exploitation sexuelle n'exige pas l'élément de «vente». En d'autres termes, elle s'applique indépendamment de la question de savoir si le transfert de l'enfant a donné lieu à une contrepartie et, de ce fait, incrimine davantage d'activités que le Protocole facultatif.

160. Ces infractions sont passibles d'une peine d'emprisonnement d'une durée de 10 à 15 ans pouvant aller jusqu'à la réclusion perpétuelle, ou d'une amende ou des deux. Voir également l'obligation de dédommagement obligatoire, dont il est question aux paragraphes 421 à 423.

161. En vertu de l'article 1594, toute tentative faite pour violer l'article 1591 est passible de la même peine qu'une infraction accomplie. Par ailleurs, les prévenus encouront une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à la réclusion perpétuelle s'ils s'associent pour commettre cette infraction. En vertu de l'article 1594, le tribunal est tenu d'ordonner la confiscation des avoirs liés à la commission ou à la tentative de commission de cette infraction.

162. Les articles 2421-2423 du titre 18 du Code des États-Unis s'appliquent également au transport interétatique et international d'adultes et d'enfants aux fins de la prostitution ou de toute autre activité sexuelle illégale. À une exception près, ces dispositions exigent le franchissement effectif d'une frontière intérieure ou internationale. La loi Mann (art. 2421 du titre 18 du Code des États-Unis) interdit de faire franchir à une personne une frontière internationale ou intérieure à des fins de prostitution ou d'une autre activité sexuelle illégale et sanctionne cette infraction d'une peine d'une durée maximale de 10 ans. Outre cette interdiction générale, l'article 2423 a) proscribit spécifiquement de faire franchir une frontière internationale ou intérieure à une personne de moins de 18 ans dans le but que celle-ci «se prostitue ou mène toute activité sexuelle pour laquelle quiconque peut être inculpé d'une infraction pénale». Cette infraction est passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée comprise entre 10 ans et la réclusion perpétuelle.

163. L'article 2422 a) interdit d'inciter ou de contraindre une personne à franchir une frontière intérieure ou internationale afin qu'elle se livre à la prostitution ou à une autre activité sexuelle illégale et punit cette infraction d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de 20 ans; l'article 2422 b), qui interdit d'utiliser le courrier ou d'autres moyens de communication interétatiques tels que le téléphone ou l'Internet pour inciter ou contraindre une personne mineure à se prostituer ou à mener une autre activité sexuelle illégale, prévoit une peine d'emprisonnement d'une durée comprise entre 10 ans et la réclusion perpétuelle. Toute tentative faite pour violer les articles 2421-2423 est passible de la même peine qu'une infraction accomplie, de même que les ententes délictueuses visées à l'article 2423.

164. Pour d'autres informations sur l'exploitation sexuelle des enfants, voir les développements consacrés plus loin à la prostitution et à la pornographie.

1 b) Vente d'enfants aux fins de leur exploitation sexuelle: autres juridictions des États-Unis

165. La plupart des États et des territoires des États-Unis érigent en infraction pénale la vente d'enfants aux fins de leur exploitation sexuelle, le plus souvent dans une loi qui porte sur la traite des personnes. Une liste récapitulative des dispositions, accompagnées des peines prévues, est consultable à l'adresse Web de l'Association nationale des procureurs de district (NDAA), accessible à l'adresse http://www.ndaa.org/pdf/ncpca_statute_human_trafficking_08.pdf. La traite des enfants à des fins de prostitution est également réprimée par la législation des États (voir http://www.ndaa.org/pdf/ncpa_statute_prostitution_children_oct_08.pdf).

166. On trouvera un répertoire des lois réprimant les autres formes d'exploitation sexuelle d'enfants que sont, par exemple, le viol, l'agression sexuelle, l'attentat à la pudeur et la sodomie, avec les peines dont ces infractions sont passibles, à l'adresse http://www.ndaa.org/pdf/ncpca_statute_sexual_offenses_mar_09.pdf.

2 a) Vente d'enfants aux fins du transfert d'organes à titre onéreux: échelon fédéral

167. Comme l'expliquent les paragraphes 17 et 18 du rapport initial, la législation fédérale contient des dispositions complètes contre la vente (ou l'échange à titre onéreux) d'organes humains, y compris ceux d'un enfant, si ce transfert a un effet sur le commerce

intérieur. Étant donné que le transfert des organes d'un enfant doit se faire dans le cadre de la vente d'un enfant pour entrer dans le champ d'application du Protocole facultatif, les situations dans lesquelles le transfert d'organes ne se fait pas à titre onéreux et où le transfert de l'enfant lui-même ne donne pas lieu à un avantage pécuniaire ou autre ne sont pas interdites. Pour préciser l'étendue de l'obligation d'incriminer le transfert d'organes au regard du Protocole facultatif, les États-Unis ont inséré la déclaration ci-après dans leur instrument de ratification:

Les États-Unis considèrent que l'expression «transférer les organes [de l'enfant] à titre onéreux» telle qu'utilisée au sous-alinéa i) de l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole ne vise pas la situation dans laquelle un enfant donne un organe parce qu'il y a licitement consenti. En outre, ils considèrent que l'expression «à titre onéreux» telle qu'utilisée au sous-alinéa i) de l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole ne vise pas le paiement licite d'un montant raisonnable associé au transfert d'organes, notamment tout paiement correspondant à des frais de voyage ou de logement, à un manque à gagner ou à des frais médicaux.

168. Cette déclaration interprétative se retrouve dans la législation fédérale, qui interdit à «quiconque d'acquérir, de recevoir ou de transférer de toute autre manière tout organe humain à titre onéreux en vue de l'utiliser pour une transplantation chez l'homme si ce transfert a un effet sur le commerce intérieur», les contrevenants s'exposant à une amende d'un montant pouvant aller jusqu'à 50 000 dollars et à une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de cinq ans (art. 274e du titre 42 du Code des États-Unis). L'article 274e 3) dispose que «l'expression «à titre onéreux» ne vise pas les paiements d'un montant raisonnable associés à l'ablation, au transport, à l'implantation, au traitement, à la préservation, au contrôle de la qualité et au stockage d'un organe humain, non plus que les frais de voyage ou de logement engagés par le donneur d'un organe humain en ce qui concerne le don de l'organe et le manque à gagner supporté par le donneur à cette occasion». Modifié en 2007 par la loi publique n° 110-144, l'article 274e dispose désormais que «dans le cas du don de reins entre paires incompatibles, il n'y a pas transfert d'un organe humain à titre onéreux». Cette modification explicite la faculté de deux ou de plus de deux donneurs (donneurs A et B) – dont chacun est biologiquement incompatible avec le patient auquel il ou elle souhaite donner un organe (patients A* et B*), mais est compatible avec le receveur souhaité de l'autre donneur – d'accepter de donner un organe au patient avec lequel il ou elle est compatible. Ainsi, dans cet exemple, le donneur A peut donner un organe au patient B* et le donneur B au patient A*.

2 b) Vente d'enfants aux fins du transfert d'organes à titre onéreux: autres juridictions des États-Unis

169. Comme il est également expliqué aux paragraphes 19 et 20 du rapport initial, même si la législation des États n'érige pas toujours en infraction pénale la vente d'organes en elle-même, la situation visée par le Protocole tombe inévitablement sous le coup d'une ou plusieurs lois pénales. Selon la nature de l'infraction et de la législation de l'État, les actes interdits par le Protocole peuvent constituer une agression et être qualifiés de coups et blessures, de mutilation, de maltraitance d'enfant ou d'homicide volontaire. On trouvera à l'annexe 5A une compilation des lois pertinentes des États établie aux fins du présent rapport par l'Association nationale des procureurs de district.

3 a) Vente d'enfants aux fins de leur soumission au travail forcé: échelon fédéral

170. Comme il est expliqué aux paragraphes 21 à 24 du rapport initial, le fait de fournir ou de se procurer une personne, y compris un enfant, à des fins de travail forcé est expressément interdit par l'article 1589 du titre 18 du Code des États-Unis, promulgué dans le cadre de la TVPA de 2000 (loi publique n° 106-386). Tel que modifié en 2008, cet article

réprime de tels actes lorsqu'une personne fournit ou obtient en connaissance de cause le travail ou les services d'une autre personne «1) en recourant ou en menaçant de recourir à la force ou en exerçant une contrainte physique contre elle ou contre un tiers; 2) en infligeant ou en menaçant d'infliger un préjudice grave à cette personne ou à un tiers; 3) en recourant ou en menaçant d'avoir recours de manière abusive à la loi ou à une procédure judiciaire; ou 4) en usant de stratagèmes, de plans ou de méthodes destinés à faire croire à la personne que si elle n'effectue pas le travail ou ne fournit pas le service demandé, elle-même ou un tiers sera violenté ou maltraité».

171. Le paragraphe d) prévoit une amende et/ou une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de 20 ans, ou une peine d'emprisonnement à vie lorsque les faits entraînent le décès de la victime ou s'accompagnent d'un enlèvement, d'une tentative d'enlèvement, de violences sexuelles graves ou de tentatives de violences sexuelles graves, ou encore d'une tentative de meurtre. Ces sanctions s'appliquent également à quiconque tire un avantage pécuniaire ou autre de sa participation à une entreprise de cette nature alors qu'il en connaît ou feint d'ignorer le caractère.

172. En outre, l'article 1590 tel que modifié interdit à quiconque «de recruter, d'héberger, de transporter, de fournir ou de se procurer, par quelque moyen que ce soit et en connaissance de cause, une personne dans le but d'en obtenir un travail ou des services en violation du présent chapitre» (cette disposition comprend le péonage, l'esclavage, la servitude involontaire, le travail forcé et la traite). L'article 1590 prévoit les mêmes sanctions que l'article 1589, y compris, de surcroît, lorsqu'une personne fait obstruction ou tente de faire obstruction à l'application de l'article 1590, ou qu'elle tente de s'immiscer dans l'application dudit article ou de l'empêcher.

173. Le Code des États-Unis contient d'autres dispositions qui incriminent le péonage, l'incitation à l'esclavage, la servitude involontaire et la traite à des fins d'exploitation sexuelle, de même que les actes illicites perpétrés relativement à des documents dans le but de faciliter la traite, le péonage, l'esclavage, la servitude involontaire ou le travail forcé (Code des États-Unis, art. 1581, 1583, 1584, 1591 et 1592).

174. L'article 1594 du titre 18 du Code des États-Unis réprime la tentative de commission de ces infractions de la même façon que leur commission effective. Il fait par ailleurs obligation aux tribunaux de prononcer la confiscation des biens obtenus à la faveur de la commission ou de la tentative de commission de l'infraction. Voir également l'analyse de la question du dédommagement obligatoire présentée aux paragraphes 421 à 423 et l'interdiction de tirer un avantage de la participation à une entreprise prévue par l'article 1593A du titre 18 du Code des États-Unis.

175. Enfin, les dispositions de l'article 241 du titre 18 du Code des États-Unis, à savoir la loi fédérale relative à la conspiration contre les droits civils, interdisent tout complot visant à attenter au treizième amendement. Celui-ci, qui prohibe l'esclavage et la servitude involontaire, a fait l'objet d'une interprétation élargie. «Il est incontestable que le but du treizième amendement (...) était non seulement d'abolir l'esclavage, mais aussi de garantir la liberté et le caractère volontaire du travail dans l'ensemble des États-Unis». (*Pollock c. Williams*, 322 U.S. 14, 17 (1944)).

3 b) Vente d'enfants aux fins de leur soumission au travail forcé: autres juridictions des États-Unis

176. La plupart des États des États-Unis, ainsi que le District de Columbia et les territoires des États-Unis, érigent en infraction pénale la vente d'enfants aux fins du travail forcé, le plus souvent dans le cadre d'une loi qui porte sur la traite des personnes. Une liste récapitulative des dispositions, accompagnées des peines prévues, est consultable à l'adresse Web de la NDAA, accessible à l'adresse http://www.ndaa.org/pdf/ncpca_statute_

human_trafficking_08.pdf. Par ailleurs, le Ministère du travail présente des informations abondantes sur la législation des États applicable à l'emploi de mineurs sur le site <http://www.youthrules.dol.gov/states.htm>.

4. Vente d'enfants par obtention induite, en tant qu'intermédiaire, du consentement à l'adoption d'un enfant, en violation des instruments juridiques internationaux relatifs à l'adoption

177. Voir le paragraphe 262 énonçant les sanctions pénales et civiles pour obtention induite du consentement à l'adoption et le paragraphe 245 concernant la législation des États applicable.

5. Enlèvement et lois s'y rapportant

178. Parallèlement à des lois plus spécifiques, la loi fédérale sur l'enlèvement incrimine le fait d'enlever une personne, y compris mineure, et de l'emmener dans un autre État (art. 1201 du titre 18 du Code des États-Unis). L'article 1201 prévoit une peine pouvant aller jusqu'à la prison à vie, voire une peine de prison à vie ou la peine capitale lorsque l'infraction entraîne le décès d'une personne.

179. Des lois similaires s'appliquant aux enlèvements à l'intérieur d'un même État existent dans tous les États. Dans le cas où d'autres aspects des articles du Protocole facultatif sont respectés, ces mêmes lois peuvent aussi être invoquées pour poursuivre les auteurs d'infractions au Protocole. On trouvera à l'annexe 5B une compilation de la législation des États et des informations connexes présentant un intérêt dans les affaires de vente d'enfants aux fins d'adoption et à d'autres fins, établie par la NDAA en vue du présent rapport.

B. Infractions à la législation réprimant la prostitution des enfants

180. L'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole facultatif fait obligation aux États d'incriminer «[l]e fait d'offrir, d'obtenir, de procurer ou de fournir un enfant à des fins de prostitution, telle que définie à l'article 2». Aux termes du paragraphe b) de l'article 2, la prostitution des enfants s'entend du «fait d'utiliser un enfant aux fins d'activités sexuelles contre rémunération ou toute autre forme d'avantage».

1. Prostitution des enfants: échelon fédéral

181. Le transfert d'enfants à des fins de prostitution est couvert par l'analyse de la question de la traite d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle ci-dessus. En outre, la législation fédérale sanctionne les clients d'enfants prostitués ou les personnes qui tirent un profit du tourisme sexuel. L'article 2423 b) du titre 18 du Code des États-Unis prohibe le fait de se rendre dans un autre État fédéré ou aux États-Unis pour se livrer à une activité sexuelle illicite (qui englobe toute activité sexuelle à but lucratif avec une personne mineure) et interdit à tout citoyen des États-Unis ou à tout résident permanent en situation régulière de voyager dans le cadre du commerce extérieur dans le but de se livrer à une activité sexuelle de cette nature, ce qui est passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de 30 ans. L'article 2423 c) interdit à tout citoyen des États-Unis ou à tout résident permanent en situation régulière de voyager dans le cadre du commerce extérieur et de se livrer à des actes sexuels illicites, ce qui est passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de 30 ans. Cet article n'exige pas que la personne en question se soit rendue dans un autre pays afin de se livrer à des actes sexuels illicites dans un pays étranger. L'article 2423 d) interdit le fait d'organiser ou de faciliter, moyennant contrepartie financière, le voyage d'une personne afin que celle-ci puisse se livrer à des actes sexuels illicites, cette infraction étant passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée

maximale de 30 ans. La tentative de commettre ou l'entente en vue de commettre une infraction visée par l'article 2423 est réprimée de la même manière que si l'infraction est consommée. Si une personne est poursuivie en vertu de l'article 2423 pour des actes sexuels illicites commis avec une personne mineure, elle peut invoquer comme moyen de défense, à charge pour elle de le prouver selon le critère de la plus grande probabilité, le fait qu'elle croyait pour des motifs raisonnables que la personne avec laquelle elle s'est livrée à une activité sexuelle à but lucratif était âgée d'au moins 18 ans.

182. L'article 236 de la TVPRA 2008 a ajouté une disposition selon laquelle le Ministre de la justice doit notifier au Ministre des affaires étrangères et au Ministre de la sécurité intérieure le nom de toute personne reconnue coupable de violation de l'article 2423 afin de faire annuler son passeport, sous réserve de certaines exceptions limitées.

2. Prostitution des enfants: autres juridictions des États-Unis

183. Comme l'explique le paragraphe 31 du rapport initial, les 50 États interdisent tous les activités de prostitution de mineurs. Une compilation des lois réprimant les personnes qui procurent ou utilisent des enfants prostitués ou offrent les services de ces enfants dans les États et les territoires des États-Unis et dans le District de Columbia, établie par la NDAA, est consultable à l'adresse http://www.ndaa.org/pdf/ncpca_statute_prostitution_children_oct_08.pdf. The compilation includes sentencing provisions.

C. Infractions à la législation réprimant la pornographie mettant en scène des enfants

1. Pornographie mettant en scène des enfants: échelon fédéral

184. L'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 3 interdit «[l]e fait de produire, de distribuer, de diffuser, d'importer, d'exporter, d'offrir, de vendre ou de détenir aux fins susmentionnées des matériels pornographiques mettant en scène des enfants, tels que définis à l'article 2». Aux termes du paragraphe c) de l'article 2, la pornographie mettant en scène des enfants s'entend de «toute représentation, par quelque moyen que ce soit, d'un enfant s'adonnant à des activités sexuelles explicites, réelles ou simulées, ou toute représentation des organes sexuels d'un enfant, à des fins principalement sexuelles».

185. L'article 2256-8) du titre 18 du Code des États-Unis donne de la pornographie mettant en scène des enfants la définition suivante: toute représentation visuelle – photographie, film, vidéo, image ou image ou photographie informatique ou générée par ordinateur, fabriquée ou produite par des moyens électroniques, mécaniques ou autres – d'une activité sexuelle explicite, lorsque

a) La production d'une telle représentation visuelle implique l'utilisation d'une personne mineure s'adonnant à des activités sexuelles explicites;

b) Une telle représentation visuelle est une image numérique, une image informatique ou une image générée par ordinateur qui est celle ou est impossible à distinguer de celle d'une personne mineure s'adonnant à des activités sexuelles explicites; ou

c) Une telle représentation visuelle a été créée, adaptée ou modifiée pour donner l'impression qu'un mineur identifiable s'adonne à des activités sexuelles explicites.

186. On entend par activité sexuelle explicite «a) une relation sexuelle réelle ou simulée, y compris génito-génitale, oro-génitale, ano-génitale ou oro-anale entre personnes du même sexe ou de sexes opposés; b) la zoophilie; c) la masturbation; d) la violence sadique ou

masochiste; ou e) l'exhibition lascive des organes génitaux ou de la zone pubienne d'une personne» (art. 2256-2) du titre 18 du Code des États-Unis).

187. Comme l'expliquent d'une façon plus détaillée les paragraphes 32 à 34 du rapport initial, la législation fédérale interdit la production, la publicité, la distribution, la réception, la vente et la détention de matériel pornographique mettant en scène des enfants si la représentation pornographique a été acheminée par la voie postale ou transportée par un moyen quelconque dans le cadre du commerce intérieur ou extérieur (c'est-à-dire sur l'Internet ou via les lignes téléphoniques), ou si l'image a franchi une frontière intérieure ou extérieure des États-Unis (art. 2251 et 2252A du titre 18 du Code des États-Unis). La législation fédérale réprime sévèrement toute activité liée à la pédopornographie. Par exemple, la loi interdisant la production ou la publicité de la pédopornographie prévoit une peine obligatoire d'emprisonnement d'une durée minimale de 15 ans. Les lois qui répriment la réception ou la distribution de tels matériels prévoient une peine obligatoire d'emprisonnement d'une durée minimale de cinq ans pour une première infraction. L'entente et la tentative pour enfreindre les lois fédérales relatives à la pornographie mettant en scène des enfants constituent également des infractions fédérales, passibles des mêmes peines.

188. En particulier, l'article 2251 du titre 18 du Code des États-Unis érige en infraction pénale le fait d'utiliser, d'employer un mineur dans «une activité sexuelle explicite aux fins de produire toute représentation visuelle» de cet acte ou de l'inciter, de le contraindre ou de le pousser à participer à une telle activité ou, aux termes du même article modifié en 2008, «aux fins de transmettre une représentation visuelle en temps réel d'une telle activité». L'article 2251 interdit également de transporter un mineur dans le cadre du commerce intérieur ou extérieur dans le but de l'amener à se livrer à une activité sexuelle explicite en vue de produire ou de transmettre une représentation visuelle en temps réel de cet acte. Les parents, tuteurs et gardiens tombent sous le coup de cette disposition s'ils autorisent un mineur à se livrer à une telle activité en vue d'en produire une représentation visuelle dont ils savent ou devraient savoir qu'elle sera ou a été transportée dans le cadre du commerce intérieur ou extérieur. Sont également passibles de sanctions pénales les personnes qui produisent et reproduisent le matériel incriminé ainsi que celles qui publient des annonces pour rechercher ou proposer de recevoir ce type de matériel ou chercher à participer ou proposer de participer à des représentations visuelles de mineurs qui participent à une activité sexuelle explicite.

189. La législation fédérale interdit également 1) le transfert, la vente, l'achat et la réception de mineurs en vue de les utiliser pour produire des représentations visuelles de mineurs se livrant à une activité sexuelle explicite (art. 2251A du titre 18 du Code des États-Unis), 2) le fait de transporter, d'expédier, de recevoir, de diffuser ou de détenir intentionnellement toute représentation visuelle d'un mineur impliqué dans une activité sexuelle explicite (art. 2252 et 2252A du titre 18 du Code des États-Unis), 3) le fait d'utiliser un mineur pour produire du matériel pornographique mettant en scène des enfants destiné à être importé aux États-Unis et de recevoir, de diffuser, de vendre ou de détenir du matériel pornographique mettant en scène des enfants dans l'intention d'en importer la représentation visuelle aux États-Unis (art. 2260 du titre 18 du Code des États-Unis). Aux fins de ces textes, on entend par mineur toute personne âgée de moins de 18 ans (art. 2256-1) du titre 18 du Code des États-Unis).

190. Considérant qu'il est indispensable d'établir l'identité de chaque personne figurant sur une représentation d'activités sexuelles explicites afin de s'assurer qu'aucune d'entre elles n'est mineure et que, de ce fait, la représentation ne relève pas de la pédopornographie, les articles 2257 et 2257A du titre 18 du Code des États-Unis imposent aux producteurs de ces matériels le respect de certaines règles en matière de vérification du nom et de l'âge, de conservation de données et de désignation. L'article 2257 exige des

producteurs de représentations visuelles de personnes réelles se livrant à des activités sexuelles explicites qu'ils «s'assurent, au vu d'une pièce d'identité contenant ces informations, du nom et de la date de naissance de l'acteur ou de l'actrice» et «de tous noms, autres que le nom actuel et véritable de l'acteur ou de l'actrice, que celui-ci ou celle-ci a utilisés dans le passé...». et qu'ils enregistrent et conservent ces informations. L'article 2257A, promulgué en 2006, impose des règles de conservation de données similaires aux producteurs de représentations visuelles d'activités sexuelles explicites simulées. Tout manquement aux obligations de conservation des données est une infraction pénale passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de cinq ans pour une première infraction et d'une durée maximale de 10 ans en cas de récidive.

191. Le 18 décembre 2008, le Ministère de la justice a publié un règlement définitif contenant les règles de mise en œuvre des articles 2257 et 2257A (Règlement fédéral 73 n° 77431 (18 décembre 2008)). Comme l'explique le Registre fédéral, «[d]u fait de ces obligations, les producteurs sont moins susceptibles d'exploiter des enfants et de créer de la pédopornographie par négligence, insouciance ou indifférence délibérée. Quant à ceux qui produisent intentionnellement des matériels représentant des mineurs se livrant à des activités sexuelles explicites, la loi et les règlements fournissent une raison supplémentaire de poursuivre ces personnes en sus des lois protégeant les enfants contre l'exploitation applicables. De surcroît, la loi et les règlements «privent les producteurs de matériels pédopornographiques de l'accès aux marchés commerciaux en exigeant des producteurs secondaires qu'ils vérifient (et enregistrent) la preuve présentée par les producteurs primaires que les personnes représentées étaient adultes au moment où elles ont été photographiées ou enregistrées sur vidéocassette». *Am. Library Ass'n c. Reno*, 33 F.3d 78, 86 (D.C. Cir. 1994)».

192. L'article 2258A du titre 18 du Code des États-Unis fait obligation aux fournisseurs de services de communications électroniques et aux fournisseurs de services de téléinformatique qui connaissent effectivement l'existence de matériels pédopornographiques sur leurs serveurs de les signaler à la CyberTipline du NCMEC. Certains fournisseurs d'accès à l'Internet peuvent lancer spontanément une recherche proactive d'activités délictueuses sur leurs serveurs et ils sont tenus de signaler tout matériel pédopornographique que cette recherche permettrait de repérer. En outre, des opérations de police ont abouti à la fermeture d'un grand nombre de lieux d'échange sur l'Internet pour infractions liées à la pédopornographie, tels que des sites, des groupes de discussion et des babillards spécialisés dans la pornographie mettant en scène des enfants à des fins commerciales. Ces opérations non seulement servent à mettre un frein à cette utilisation de l'Internet, mais aussi constituent un moyen de dissuasion.

193. Récemment, la Cour suprême s'est penchée sur les lois relatives à la pédopornographie, dont elle a déclaré un aspect constitutionnel (*États-Unis c. Williams*, 535 U.S. 285, 128 S. Ct. 1830 (2008)). Dans cette affaire, la Cour a estimé que l'article 2252A a) 3) B) du titre 18 du Code des États-Unis, qui réprime, dans certaines circonstances spécifiées, le fait d'offrir ou de solliciter des matériels pédopornographiques, n'a pas enfreint le premier amendement de la Constitution car «les offres ou les demandes de fourniture de pédopornographie sont catégoriquement exclues du premier amendement». (id. p. 1842). La Cour a également conclu que la disposition n'était pas inconstitutionnellement vague au regard du cinquième amendement à la Constitution, qui garantit un procès équitable. Selon Williams, une personne peut être poursuivie pour offre de matériels en tant que matériels pédopornographiques même si les matériels en question ne représentent pas réellement la maltraitance sexuelle d'enfants. La Cour a indiqué que

La pédopornographie est néfaste pour ceux de nos concitoyens qui sont les moins aptes à se défendre et représente une atteinte à leur dignité. Alors qu'ils cherchaient depuis des années à l'éliminer, les gouvernements des États et le Gouvernement

fédéral ont constaté qu'elle proliférait grâce au nouveau moyen de communication que constitue l'Internet. La Cour a déclaré inconstitutionnelle la première tentative faite par le Congrès pour faire face à cette nouvelle menace et celui-ci a réagi par une tentative soigneusement élaborée pour éliminer les problèmes découlant du premier amendement que nous avons mis en évidence. En ce qui concerne la disposition en cause dans la présente affaire, cette tentative a été couronnée de succès.

(id. p. 1846-47).

2. Pornographie mettant en scène des enfants: autres juridictions des États-Unis

194. Comme l'explique également le rapport initial (par. 36), chaque État des États-Unis a promulgué des lois qui répriment la pornographie mettant en scène des enfants. Le champ d'application précis de ces textes varie d'un État à l'autre, mais tous interdisent la représentation visuelle, par quelque moyen que ce soit, d'un enfant se livrant à une activité sexuelle explicite. En outre, tous les textes des États traitent des trois domaines ci-après: 1) production: emploi ou utilisation d'un mineur pour qu'il se livre à toute activité sexuelle explicite ou y contribue dans le but de produire une représentation de cette activité, 2) trafic: diffusion, transmission ou vente de matériel pornographique mettant en scène des enfants, et 3) intermédiation: fait d'inciter un mineur à être mis en scène dans le cadre d'activités pornographiques, ou de l'en convaincre.

195. Une compilation des lois relatives à la pédopornographie et des informations sur les sanctions, les méthodes et/ou les dispositions applicables à la charge de la preuve dans les États et territoires des États-Unis et le District de Columbia, et le Gouvernement fédéral, établie par la NDAA, est consultable à l'adresse http://www.ndaa.org/pdf/ncpca_statute_child_pornography_dec_09.pdf.

D. Lois applicables aux membres des forces armées des États-Unis

196. Les membres des forces armées des États-Unis peuvent faire l'objet de poursuites devant les tribunaux civils des États ou les tribunaux civils fédéraux en cas de violation de lois des États ou de lois fédérales, comme il est expliqué au paragraphe 60 de la quatrième partie du Manuel à l'usage des tribunaux militaires des États-Unis (MCM), ou jugés par un tribunal militaire américain.

197. En ce qui concerne les tribunaux fédéraux et des États, les membres des forces armées peuvent être poursuivis en vertu de l'une quelconque des lois évoquées dans la section V dès lors qu'il est répondu aux exigences juridictionnelles. Même dans les cas où les infractions ont été commises à l'étranger, les juridictions fédérales sont compétentes lorsque la loi fédérale à laquelle il a été enfreint prévoit la compétence pénale extraterritoriale (voir par. 301 à 303). Comme on le verra plus loin, l'expression «compétence spéciale maritime et territoriale des États-Unis» (SMTJ), définie par l'article 7 du titre 18 du Code des États-Unis en ce qui concerne les infractions commises par ou contre un national des États-Unis, s'applique aux installations des entités militaires dans les pays étrangers, y compris les bâtiments de l'armée et les terrains adjacents ou utilisés aux fins de l'accomplissement de la mission de celle-ci ou de la réalisation de son but, quelle qu'en soit la forme de propriété. Cette compétence élargie s'étend aux lieux de résidence utilisés par les militaires ainsi affectés. Il est alors possible de déterminer l'«empreinte» ainsi générée dans les pays étrangers, dans lesquels les infractions commises seraient passibles de poursuites fédérales aux États-Unis.

198. De surcroît, la loi sur la juridiction extraterritoriale militaire (MEJA) (art. 3261 et suiv. du titre 18 du Code des États-Unis) engage la responsabilité des personnes employées

par les forces armées ou les accompagnant à l'extérieur des États-Unis. Dans certains cas, elle engage la responsabilité d'un membre des forces armées relevant du Code unifié de justice militaire, codifié dans le chapitre 47 du titre 10 du Code des États-Unis, pour un acte commis à l'extérieur des États-Unis qui constituerait une infraction passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à un an s'il avait été commis dans les limites de la SMTJ. La MEJA ne s'applique aux actes commis par un membre des forces armées relevant du Code unifié de justice militaire que si ce membre a cessé de relever de ce Code avant d'être inculpé ou s'il est accusé d'avoir commis l'infraction en réunion avec un ou plusieurs autres prévenus dont l'un ou moins ne relève pas du Code en question.

199. Les personnes relevant du Code unifié de justice militaire peuvent également être jugées par une cour martiale des États-Unis. Ce Code s'applique en tous lieux (art. 5 du Code unifié de justice militaire; art. 805 du titre 10 du Code des États-Unis). Les personnes relevant du Code unifié de justice militaire sont les membres des forces armées en service actif, les réservistes en formation, les membres de la garde nationale exerçant des fonctions dotées d'un statut fédéral, les membres retraités des composantes régulières des forces armées qui ont le droit de toucher une rémunération et, dans le cadre d'une guerre déclarée ou d'une intervention militaire d'urgence, les personnes qui sont employées par les forces armées sur le terrain ou qui les accompagnent (voir art. 2 du Code unifié de justice militaire; article 892 du titre 10 du Code des États-Unis). En vertu du Code uniforme de justice militaire, relève de la compétence des tribunaux militaires toute personne qui, au moment de l'infraction, est visée par l'article 2 du Code, indépendamment du point de savoir si l'infraction a été commise aux États-Unis ou à l'étranger et si la personne était en service ou non, et si l'infraction a été commise dans une zone d'installation militaire (voir Règles relatives aux tribunaux militaires (R.C.M.) 201, MCM, II-9)).

200. La compétence des tribunaux militaires s'étend aux infractions aux dispositions législatives et réglementaires fédérales visées par le Code des États-Unis et aux infractions aux lois pénales et codes pénaux des différents États des États-Unis. Les articles 133 et 134 du Code unifié de justice militaire (art. 933 et 934 du titre 10 du Code des États-Unis) permettent une extension de juridiction du Code unifié de justice militaire au-delà des infractions normalement visées et, dans certaines circonstances, incorporent d'autres infractions aux fins des sanctions disciplinaires prévues par ce Code.

201. L'article 134 du Code unifié de justice militaire établit la compétence pour «tout trouble ou négligence portant préjudice à l'ordre et à la discipline des forces armées, tout comportement de nature à jeter le discrédit sur les forces armées et tout crime ou infraction non capitaux dont pourraient se rendre coupables les personnes visées aux fins du présent chapitre». La quatrième partie du MCM, intitulée «Articles relatifs aux sanctions», présente une liste des infractions tombant sous le coup de l'article 134, mais cette liste d'infractions spécifiques ne prétend pas être exhaustive. Comme il est expliqué dans cette quatrième partie, p. IV/112-113 du MCM, le champ d'application de l'article 134 va bien au-delà de cette liste:

L'article 134 sanctionne les actes relevant de trois catégories d'infractions non spécifiquement visées par un autre article du Code (c'est-à-dire le Code unifié de justice militaire). Ces trois catégories d'infractions sont représentées par les «clauses 1, 2 et 3» de l'article 134. Relèvent de la clause 1 les troubles ou négligences portant préjudice à l'ordre et à la discipline des forces armées; de la clause 2, les comportements de nature à jeter le discrédit sur les forces armées; et de la clause 3 les crimes ou infractions non capitaux qui enfreignent la législation fédérale, y compris la législation appliquée par le biais de la Federal Assimilative Crimes Act, [art. 13 du titre 18 du Code des États-Unis] ...

202. En règle générale, en vertu des clauses 1 et 2 de l'article 134 du Code unifié de justice militaire, un acte commis en violation d'une loi civile locale ou d'une loi étrangère

peut être sanctionné par un tribunal militaire s'il constitue un trouble ou une négligence portant préjudice à l'ordre et à la discipline des forces armées ou s'il est de nature à jeter le discrédit sur les forces armées.

203. L'article 133 du Code unifié de justice militaire est un article général qui ne s'applique qu'aux officiers et aux cadets ou aspirants en formation dans les Académies militaires des États-Unis. Une accusation portée en vertu de l'article 133 doit répondre au critère selon lequel, dans les circonstances de l'affaire, les actes ou omissions traduisent «un comportement qui ne sied pas à un officier ou à un honnête homme».

204. Un militaire peut également être inculpé en vertu de l'article 77 du même Code, en tant que personne qui favorise, encourage, conseille ou ordonne la commission d'une infraction ou s'entremet en vue de la commission de ladite infraction, ou fait commettre un acte qui, s'il était accompli directement par elle, serait réprimée par le Code unifié de justice militaire, et qui serait sanctionnée en tant qu'auteur principal de l'infraction. La tentative est réprimée par l'article 80 du Code et une personne participant à une entente délictueuse peut être inculpée en vertu de son article 81.

E. Sanctions pénales

205. Comme il ressort de l'analyse des différentes lois dont il a été question plus haut, les lois fédérales et les lois des États répriment avec rigueur les infractions visées par le Protocole facultatif, prévoyant souvent des peines d'emprisonnement d'une durée minimale et autorisant la fixation de peines pouvant aller jusqu'à la réclusion perpétuelle (voir également les paragraphes 40 à 43 du rapport initial).

1. Jeunes délinquants

206. La plupart des jeunes ayant affaire au système de justice pour mineurs relèvent de la juridiction des lois des États; la fixation des peines et les procédures sont très différentes selon les États en ce qui concerne l'âge minimal de la responsabilité pénale, les peines infligées et les autres aspects de la justice pour mineurs. On trouvera des informations sur les lois des États régissant la justice pour mineurs, des compilations de lois et règlements et des analyses sur le site Web du Centre national de la justice pour mineurs (NCJJ), qui est la branche recherche du Centre national des juges de tribunal pour enfants et de tribunal aux affaires familiales, accessible à l'adresse <http://www.ncjj.org/stateprofiles>. La majorité des jeunes qui enfreignent les lois fédérales sont poursuivis devant les tribunaux des États, ce qui tient en grande partie au fait que la plupart des infractions à la législation fédérale constituent également des infractions à celle des États.

207. Les jeunes délinquants ne font l'objet de poursuites devant des juridictions fédérales que dans un petit nombre de situations: lorsque les juridictions des États ne sont pas disposées à se déclarer compétentes ou en mesure de le faire; l'État ne s'est pas doté de plans de réinsertion adéquats; ou les intéressés sont inculpés d'un crime fédéral violent ou de trafic de stupéfiants. Nombre d'affaires fédérales concernant des mineurs sont concentrées dans des régions ne relevant pas de la juridiction des États, essentiellement le pays indien; la majorité des procédures appliquées aux mineurs délinquants concernent donc des jeunes Amérindiens.

208. Les droits constitutionnels dont les mineurs peuvent se prévaloir dans le cadre des procédures appliquées aux mineurs délinquants sont en grande partie analogues à ceux qui sont reconnus aux adultes dans le cadre d'un procès pénal, mis à part le fait qu'à la différence des procès pour adultes, les procédures fédérales n'exigent pas de mise en examen par un grand jury, un procès public ou un procès avec jury.

209. Les mineurs convaincus de délinquance peuvent se voir infliger une peine assortie de sursis, être placés en liberté surveillée, devoir verser un dédommagement pécuniaire et/ou être remis au Ministre de la justice en vue de leur placement en détention. Les personnes qui étaient âgées de moins de 18 ans au moment de leur condamnation encourrent une peine de détention dont la durée est égale à celle de la période les séparant de leur vingt et unième anniversaire ou à la durée de la peine qui serait infligée à un adulte pour les mêmes faits si celle-ci est plus courte que celle-là. Un mineur condamné à une peine privative de liberté peut également être condamné à une période de supervision judiciaire qui commence à la date de sa libération (art. 5037 du titre 18 du Code des États-Unis).

2. Peines prévues pour tentative d'infraction et complicité d'infraction

210. En vertu de l'article 2 du titre 18 du Code des États-Unis, une personne qui favorise, encourage, conseille, ordonne ou provoque la commission d'une infraction fédérale ou s'entremet en vue de la commission d'une infraction fédérale, y compris l'une de celles qui correspondent aux infractions visées par le Protocole facultatif, est punie en qualité d'auteur, c'est-à-dire encourt la même peine que la personne qui a commis l'infraction. Un grand nombre des lois fédérales applicables répriment également la tentative de commettre ou l'entente en vue de commettre une infraction tombant sous le coup du Protocole facultatif, comme indiqué dans le cadre de chaque loi.

211. Les États-Unis relèvent que le paragraphe 2 de l'article 3 du Protocole facultatif, qui requiert la répression de la tentative et de la complicité ou participation, dispose que «(s)ous réserve du droit interne d'un État Partie, les mêmes [règles d'incrimination] valent en cas de tentative de commission de l'un quelconque de ces actes, de complicité dans sa commission ou de participation à celle-ci». Le membre de phrase «sous réserve du droit interne d'un État Partie» a été spécifiquement incorporée dans le paragraphe 2 de l'article 3 pour tenir compte du fait que les pays suivent à l'égard des tentatives des pratiques différentes fondées sur leur droit interne et que, par conséquent, l'incrimination de toutes les tentatives ne s'impose pas.

F. Délais de prescription

1. Délais de prescription: échelon fédéral

212. En vertu de la législation fédérale, le délai habituel de prescription pour une infraction pénale est de cinq ans, sauf dispositions contraires expressément prévues par la loi (art. 3282 du titre 18 du Code des États-Unis). Il y a lieu de mentionner ici plusieurs exceptions importantes à cette règle. L'article 3299, «Enlèvement d'enfants et infractions à caractère sexuel», dispose que, «nonobstant toute autre loi», aucun délai de prescription ne s'applique «à une infraction visée par l'article 1201 impliquant une victime mineure ni à une infraction grave visée par le chapitre 109A, 110 (à l'exception des articles 2257 et 2257A), ou 117, ou l'article 1591». Fondamentalement, cela signifie qu'il n'existe aucun délai de prescription pour une infraction fédérale impliquant l'exploitation sexuelle d'un enfant, y compris les infractions liées à la pédopornographie, à la prostitution des enfants et au tourisme pédophile.

213. Deux lois supplémentaires applicables aux enfants tout comme aux adultes suppriment ou modifient le délai de prescription. L'article 3281 du titre 18 du Code des États-Unis élimine entièrement le délai de prescription pour toute infraction passible de la peine de mort et l'article 3298, «Infractions liées à la traite», porte le délai de prescription à 10 ans à partir de la date de commission de l'infraction pour les infractions non capitales visées par «les articles 1581 (Péonage; entrave à la répression), 1583 (Incitation à l'esclavage), 1584 (Vente à des fins de servitude involontaire), 1589 (Travail forcé), 1590 (Traite en rapport avec le péonage, l'esclavage, la servitude involontaire ou le travail forcé)

ou 1592 (Actes illégaux portant sur des documents commis dans le cadre de la traite, du péonage, de l'esclavage, de la servitude involontaire ou du travail) du titre 18 ou visées par l'article 274 a) de la loi relative à l'immigration et à la nationalité à moins que la mise en examen ou l'exposé des faits délictueux ne soit intervenu 10 ans au plus tard après la commission de l'infraction». Enfin, l'article 3283, «Infractions commises contre des enfants», dispose que l'infraction est imprescriptible pendant toute la durée de vie de l'enfant ou pendant un délai de dix ans après la commission de l'infraction, la période la plus longue étant retenue, lorsqu'il s'agit «d'une infraction de violence sexuelle ou physique ou de l'enlèvement d'une personne âgée de moins de 18 ans». Ces dispositions allongent donc le délai de prescription pour des infractions telles que le travail forcé d'enfants jusqu'à au moins 10 ans et, éventuellement, pendant toute la durée de vie de l'enfant ou, en vertu de l'article 3281, pourraient éliminer totalement ce délai.

2. Délais de prescription: autres juridictions des États-Unis

214. Une compilation des lois des États et territoires des États-Unis et du District de Columbia qui fixent, allongent ou éliminent les délais de prescription en matière d'infractions pénales lorsque les victimes sont des enfants est consultable sur le site Web de l'Association nationale des procureurs de district, à l'adresse http://www.ndaa.org/pdf/ncpca_statute_limitations_offenses_against_children.pdf.

G. Enquêtes, poursuites et condamnations

215. Au sein de la Division pénale du Ministère de la justice, les juristes de la CEOS sont les spécialistes des poursuites des infractions liées à l'exploitation sexuelle d'enfants, notamment les infractions liées à la pédopornographie, la traite des mineurs aux fins d'exploitation sexuelle et le tourisme pédophile. Les avocats plaidants et les procureurs fédéraux des bureaux des procureurs généraux des différents États poursuivent les infractions fédérales liées à l'exploitation sexuelle d'enfants. La Section pénale de la Division des droits civils du Ministère, qui englobe un Groupe des poursuites des infractions liées à la traite des personnes, a la responsabilité principale, en collaboration avec les bureaux du ministère public des États-Unis, des poursuites dans le cas, notamment, des affaires liées au travail forcé d'enfants.

216. Comme on l'a vu aux paragraphes 58 à 62, le FBI, la CEOS et le NCMEC ont lancé en juin 2003 l'Initiative nationale «Innocence perdue» pour tenter de remédier au problème de plus en plus grave de la traite d'enfants aux fins d'exploitation sexuelle aux États-Unis, et ont obtenu des succès importants en matière d'enquêtes, de sauvetage d'enfants et de poursuites. Ce programme a notamment abouti à la condamnation de plus de 350 proxénètes, maquerelles et comparses qui exploitent les enfants par le biais de la prostitution.

217. La lutte contre la pédopornographie sur l'Internet est l'une des priorités du Ministère de la justice. Dans le cadre de l'initiative «*Safe Childhood*», dont il a été question aux paragraphes 63 à 68, le nombre de poursuites fédérales pour exploitation d'enfants a nettement augmenté, de même que celui des enquêtes ouvertes et des condamnations prononcées par des juridictions fédérales, fédérées et locales, et les victimes sont de plus en plus nombreuses à être repérées. En 2007 et 2008, le Gouvernement fédéral a mis en examen plus de 4 000 auteurs d'agressions sexuelles commises sur des enfants, soit près de 28 % de plus que lors des années précédentes. Parmi ces prévenus, 3 684 ont été déclarés coupables après qu'ils eurent plaidé coupable ou à la suite d'un procès, soit une augmentation de près de 22 % du taux de condamnations. Pendant ces deux années-là, 19 prévenus ont été condamnés à une peine de réclusion perpétuelle et plus de 1 700 autres à une peine d'emprisonnement d'au moins 61 mois. Si l'on considère spécifiquement

l'exercice 2008, les bureaux des procureurs généraux ont établi 2 211 actes d'accusation contre 2 289 prévenus, soit 33 % de plus que pendant l'exercice 2006.

218. Par exemple, 14 prévenus américains ont été mis en examen pour leur participation à une entreprise internationale de traite aux fins de la pédopornographie. Sept d'entre eux ont plaidé coupable et sept sont passés en jugement en janvier 2009. Les sept personnes qui ont été jugées ont toutes été déclarées coupables de chefs d'accusation multiples et condamnées à la réclusion perpétuelle. Les prévenus qui avaient plaidé coupable ont été condamnés à des peines d'emprisonnement d'une durée comprise entre 164 mois (s'ils avaient coopéré avec la justice) et 365 mois (voir [http://www.usdoj.gov/criminal/ceos/Press percent20Releases/NDFL_SEVEN-DEFENDANTS_1-14-09.pdf](http://www.usdoj.gov/criminal/ceos/Press%20Releases/NDFL_SEVEN-DEFENDANTS_1-14-09.pdf) et http://www.usdoj.gov/criminal/ceos/Presspercent20Releases/MDFL_Mumpower_sentence_07-21-09.pdf). Le tableau ci-après présente le nombre de prévenus accusés d'infractions fédérales liées à la pédopornographie sur l'Internet entre 2006 et 2009, le nombre de prévenus qui ont plaidé coupable, le nombre de prévenus qui sont passés en jugement et le nombre de prévenus qui ont été acquittés sous tous les chefs d'accusation.

<i>Année</i>	<i>Prévenus</i>	<i>Reconnaisances de culpabilité</i>	<i>Procès</i>	<i>Acquittements</i>
2006	1 374	1 089	53	4
2007	1 833	1 312	69	2
2008	1 953	1 580	68	5
2009	2 074	1 769	102	3

219. Comme on l'a vu aux paragraphes 69 et 70, les équipes spéciales de surveillance des infractions commises contre les enfants sur l'Internet (ICAC), qui mettent en œuvre les compétences combinées des autorités de police fédérale et fédérées dans les grandes villes du pays, sont au cœur de ces opérations. Les données fournies par les ICAC, établies sur la base des activités qu'elles mènent dans les 50 États, montrent les résultats indiqués ci-après en matière d'arrestations, de transactions pénales et de procès pour toutes les infractions commises contre des enfants pour les exercices 2006, 2007 et 2008.

	<i>Exercice 2006</i>	<i>Exercice 2007</i>	<i>Exercice 2008</i>
Arrestations	2 046	2 403	3 047
Transactions pénales	703	942	1 131
Procès	133	215	203

220. Au Ministère de la sécurité intérieure, le Centre de la cybercriminalité (C3) de l'ICE s'occupe activement d'enquêter sur l'exploitation sexuelle des enfants à l'étranger. Depuis la promulgation de la loi PROTECT en 2003, l'ICE a enquêté sur plus de 495 citoyens des États-Unis se rendant à l'étranger à des fins d'exploitation sexuelle d'enfants; ces enquêtes ont abouti à 65 condamnations. Par ailleurs, le C3 appuie les enquêtes en matière de tourisme pédophile par le biais de l'assistance fournie par le programme de criminalistique informatique. Les spécialistes de criminalistique informatique du C3 ont aidé à examiner un grand nombre d'ordinateurs confisqués dans le cadre d'enquêtes en matière de tourisme pédophile. Les affaires de tourisme pédophile sont parmi les plus difficiles à instruire. Les enfants victimes de cette pratique sont souvent issus de familles très pauvres vivant dans les zones rurales de pays sous-développés. Il arrive que les agents de l'ICE doivent voyager pendant plusieurs jours pour atteindre le lieu de l'infraction, puis repérer les victimes. Ces enquêteurs doivent ensuite surmonter le difficile obstacle que représente le fait de ramener les enfants aux États-Unis afin de les faire témoigner contre l'auteur de l'infraction. Un

grand nombre d'enfants et leur famille rentrent purement et simplement dans leur village avant que le procès n'ait lieu, des prévenus souvent riches ayant dans certains cas acheté leur silence.

221. L'ICE a engagé 108 procédures pour tourisme sexuel pendant l'exercice 2008. En 2008, neuf touristes sexuels ont été condamnés après avoir été identifiés à la suite d'enquêtes menées par ce Service fédéral. En outre, une opération d'infiltration ciblant des touristes sexuels a permis à ce dernier, la même année, d'arrêter sept touristes sexuels, dont trois ont été condamnés. Cette opération, de même que des opérations du même type conduites par le FBI, se poursuivent. Autre exemple: en septembre 2009, le Ministère de la justice a annoncé l'inculpation d'un Américain pour des faits de tourisme sexuel s'étant produits au Cambodge. Le Ministère a indiqué à cette occasion que l'homme était l'un des quatre Américains qui avaient été arrêtés par l'ICE en l'espace de deux semaines pour s'être livrés à l'exploitation sexuelle de mineurs au Cambodge. Les affaires en question ont été décrites comme étant l'aboutissement d'une coopération sans précédent entre les autorités américaines, le Gouvernement cambodgien et des organisations non gouvernementales ayant permis de cibler des touristes sexuels américains au Cambodge (voir http://www.usdoj.gov/criminal/ceos/Press%20Releases/DHI_MITCHELL-ARRAIGNED_09-09-09.pdf). Un autre citoyen américain a été inculpé à la fin octobre pour tourisme pédophile aux Philippines (voir <http://www.justice.gov/opa/pr/2009/October/09-crm-1169.html>).

222. Comme l'expliquent les paragraphes 71 à 73, l'*Operation Predator* est un programme global que l'ICE a lancé en 2003 pour repérer, arrêter et/ou expulser des délinquants sexuels étrangers ou nationaux, des touristes sexuels internationaux, des personnes s'adonnant à des activités à caractère pédopornographique sur la toile et des personnes se livrant à la traite des personnes.

223. Au 31 mars 2009, 12 085 prédateurs sexuels avaient été arrêtés à la suite d'initiatives mises en œuvre sous les auspices de l'*Operation Predator* depuis son lancement en juillet 2003. Six mille trois cent vingt-sept d'entre eux ont été expulsés des États-Unis.

224. L'*Operation Predator* comporte un volet international important dans la mesure où les indices découverts par les bureaux nationaux de l'ICE sont communiqués à ses antennes à l'étranger ainsi qu'aux autorités de police étrangères pour suite à donner.

225. Au cours de l'exercice 2008, les activités de lutte contre la traite de la Division des droits civils du Ministère de la justice ont débouché sur un nombre record d'affaires présentées à la justice en une seule année, y compris un nombre record d'affaires de traite d'enfants et d'adultes à des fins d'exploitation économique et d'affaires de traite d'adultes à des fins d'exploitation sexuelle. La Division des droits civils et les bureaux des procureurs généraux des États des États-Unis ont collectivement ouvert 183 enquêtes, inculpé 82 prévenus dans 40 affaires et obtenu 77 condamnations pour traite des personnes, à savoir la traite d'adultes et d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle et économique. Les intéressés ont été notamment condamnés à verser des indemnités d'un montant total d'environ 4,2 millions de dollars.

226. Les affaires de traite portées devant les tribunaux par la Division des droits civils et les bureaux des procureurs généraux ont pour certaines d'entre elles concerné le travail forcé d'enfants et la servitude involontaire d'enfants. Par exemple, le 19 octobre 2009, dans l'affaire *États-Unis c. Afolabi*, un prévenu a été condamné pour avoir ourdi un plan visant à contraindre plus de 20 jeunes victimes d'Afrique de l'Ouest – âgées de 10 à 19 ans – à travailler dans des salons de tressage de cheveux du New Jersey, en recourant aux menaces, à la violence et à l'intimidation psychologique pour obliger les victimes à travailler sans être rémunérées pendant de longues heures et sept jours par semaine. Un autre prévenu qui

avait antérieurement plaidé coupable en août 2009 a avoué avoir participé à l'exécution de ce plan et avoir agressé sexuellement deux victimes mineures. Les peines doivent être fixées au début de 2010.

227. En mai 2008, une prévenue a été condamnée à purger une peine de 87 mois de prison et à verser à la victime une indemnité d'un montant supérieur à 162 000 dollars dans l'affaire *États-Unis c. Paiulin*. La prévenue et ses coïnstigatrices avaient recruté la victime originaire de Haïti alors qu'elle était âgée de 14 ans en lui promettant qu'elle pourrait faire des études, puis la prévenue l'avait retenue comme employée de maison pendant près de six ans. Elle l'avait fait travailler jusqu'à 15 heures par jour et sept jours sur sept sans rémunération, en recourant tout à la fois à la contrainte psychologique, aux coups et aux menaces, jusqu'à ce que la victime parvienne à s'échapper avec l'aide d'un ami de la famille.

228. Auparavant, dans l'affaire *États-Unis c. Mubang* jugée dans le Maryland, un prévenu a été condamné à 17 ½ de prison et à verser à la victime une indemnité d'un montant de 100 000 dollars pour avoir fait venir l'enfant victime aux États-Unis depuis le Cameroun en lui faisant croire qu'elle pourrait faire des études et avoir une vie meilleure, avant d'en faire sa domestique en usant de coups et de menaces.

229. Dans l'affaire *États-Unis c. Djoumessi*, deux prévenus ont été reconnus coupables et condamnés à 218 mois et 60 mois de prison, respectivement, pour avoir retenu comme domestique une jeune Camerounaise, âgée de 14 ans lorsqu'ils l'avaient recrutée, en usant de violences physiques et verbales pour l'obliger à travailler sans rémunération pendant de longues heures et sept jours sur sept à leur domicile, près de Detroit (Michigan). Par ailleurs, la victime a subi des violences sexuelles de la part du prévenu de sexe masculin. Au moment de la fixation de leur peine, en juin 2007, les prévenus ont été condamnés à lui verser 100 000 dollars. Le 20 août 2008, la Cour d'appel de la sixième circonscription a confirmé les condamnations.

230. Ces affaires ne représentent que quelques exemples de l'utilisation permanente qui est faite des lois relatives au travail forcé et à la servitude involontaire pour protéger les enfants exploités dans le cadre du travail forcé.

231. Dans un rapport rendu public en décembre 2007, intitulé *Federal Prosecution of Child Sex Exploitation Offenders* (Poursuites fédérales engagées contre les auteurs d'infractions liées à l'exploitation sexuelle des enfants), 2006, le Bureau des statistiques judiciaires a signalé que 3 661 suspects avaient été déférés devant des procureurs pour des infractions liées à l'exploitation sexuelle d'enfants. Soixante-neuf pour cent d'entre eux l'avaient été pour pédopornographie, 16 % pour maltraitance sexuelle et 14 % pour transport aux fins d'exploitation sexuelle. Près de six suspects sur 10 ont été poursuivis en 2006, contre quatre sur 10 en 1994. Neuf sur 10 ont été reconnus coupables et condamnés à une peine d'emprisonnement, contre huit sur 10 en 1994. La médiane des peines de prison est passée de 36 mois à 63 mois entre ces deux dates. La plupart des suspects inculpés étaient blancs, de sexe masculin et citoyens américains, et avaient fait des études supérieures. Le nombre des suspects arrêtés par le Service fédéral des huissiers de justice pour une infraction à caractère sexuel est passé de 431 en 1994 à 2 191 en 2006. Cela représente une augmentation moyenne annuelle de 15 %, les infractions à caractère sexuel devenant ainsi l'une des catégories d'infractions instruites par le système de justice fédérale dont la croissance est la plus rapide. Les données ayant servi à l'établissement du rapport ont été fournies par le Bureau exécutif des procureurs fédéraux, le Bureau administratif des tribunaux fédéraux et la Commission fédérale des peines.

232. Selon ce rapport, la principale infraction liée à l'exploitation sexuelle dont les procureurs fédéraux ont eu à connaître a changé entre 1994 et 2006: il s'agit de la pédopornographie (69 %) en 2006, alors qu'il s'agissait de la maltraitance sexuelle (73 %)

en 1994. Les affaires de pédopornographie ont représenté 82 % de l'accroissement des affaires d'exploitation sexuelle déferées devant les procureurs entre 1994 et 2006. Les défèrements pour transport à des fins d'exploitation sexuelle ont représenté 17 % de l'accroissement enregistré pendant la période considérée et les défèrements pour maltraitance sexuelle 1 %. Globalement, 57 % (2 039) des personnes suspectées d'exploitation sexuelle dans des affaires traitées par les procureurs fédéraux ont été poursuivies, contre 40 % (313) en 1994. Le rapport peut être consulté à l'adresse <http://www.ojp.usdoj.gov/bjs/pub/pdf/fpcseo06.pdf>.

233. Au sein du Ministère de la sécurité intérieure, la Division financière, des stupéfiants et de la sécurité publique de l'ICE suit systématiquement la trace des fonds illicites des organisations qui se livrent à la traite des personnes. Le Groupe de recensement et d'élimination des avoirs (AIRG) de l'ICE cible les fonds et les actifs des organisations qui pratiquent la traite et se concentre sur la confiscation civile. Le Centre d'appui en matière de détection et de répression (LESC) de l'ICE fait office de centre national d'opérations de police et fournit en temps opportun des informations sur le statut au regard de l'immigration et identifie les étrangers, y compris les éventuels trafiquants.

234. La faculté d'arrêter et de placer en détention les trafiquants pour infraction à la législation sur l'immigration est souvent déterminante pour une enquête. Les affaires de traite nécessitent énormément de ressources et sont souvent tributaires du témoignage de victimes terrorisées et maltraitées. Les victimes ont besoin de temps pour se sentir suffisamment en confiance avec le système de justice pénale américain pour raconter ce qui leur est arrivé. Les enquêtes de l'ICE en matière de traite des personnes sont étroitement liées aux services d'aide aux victimes.

235. Pendant l'exercice 2008, l'ICE a ouvert 432 enquêtes sur des infractions liées à la traite des personnes, dont 170 portaient sur des infractions liées au travail forcé et 262 sur des infractions liées à l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Il a procédé à 189 arrestations pour des infractions liées à la traite des personnes, dont 128 étaient liées à l'exploitation sexuelle et 61 au travail forcé.

236. Au sein du FBI, les agents spéciaux du Groupe des droits civils (CRU) et des bureaux locaux implantés à travers le pays enquêtent sur la traite aux États-Unis. Les attachés judiciaires du FBI en poste dans les ambassades des États-Unis à travers le monde appuient les enquêtes en utilisant leurs contacts internationaux. En outre, les agents du CRU coordonnent leur action avec celle des agents des Groupes de lutte contre la criminalité organisée et des infractions contre les enfants, pour faire en sorte que les cas initialement identifiés comme étant des affaires d'introduction clandestine de personnes, d'infractions commises contre des enfants sur l'Internet et/ou de tourisme sexuel puissent également permettre de détecter d'éventuels éléments de traite des personnes. Le 30 août 2005, le FBI a lancé son Initiative de lutte contre la traite des personnes. Celle-ci a mobilisé les bureaux locaux du FBI, invités à déterminer, grâce à une évaluation de la menace, l'existence et l'ampleur du problème de la traite dans la région de leur ressort; à participer aux activités d'une équipe spéciale de lutte contre la traite; à forger et à entretenir des liens avec les ONG et les associations locales; à mener des enquêtes axées sur les victimes; et à signaler tous éléments nouveaux importants au CRU. En 2008, 13 enfants ont été récupérés dans le cadre d'affaires de traite des personnes sur lesquelles enquêtait le FBI. Ce dernier est membre d'une grande majorité des équipes spéciales de lutte contre la traite des personnes financées par le Bureau d'entraide judiciaire du Ministère de la justice ainsi que d'autres équipes et/ou de groupes de travail de ce type.

237. Le Ministère du travail enquête sur le respect, à l'égard tant des mineurs que des adultes, de la législation sur les normes du travail, et notamment la loi sur les normes de travail équitables et la *Migrant and Seasonal Agricultural Worker Protection Act* (loi sur la protection des travailleurs migrants et des travailleurs agricoles saisonniers), dans des

branches d'activité où les travailleurs sont vulnérables, comme la restauration, la fabrication de vêtements, l'hôtellerie (y compris les motels), la construction, les services de gardiennage et l'agriculture. Les dispositions applicables au travail des enfants sont examinées aux paragraphes 110 à 13. La Division des salaires et du temps de travail (WHD) du Ministère s'acquitte, avec le concours du Bureau du conseiller juridique du Ministère, des responsabilités du Ministère en matière de contrôle de l'application de la législation dans ces secteurs. À cette fin, les enquêteurs de la WHD interrogent les travailleurs, examinent les états de paie et inspectent les logements des travailleurs agricoles migrants. Si, dans le cadre de leurs enquêtes, ils détectent un cas de traite, ils signalent les violations présumées de la législation antitraite au Ministère de la justice et à toutes autres autorités compétentes. La WHD coordonne son action avec celle des autres organismes chargés de l'application de la loi, tels que le FBI, les bureaux des procureurs adjoints et l'ICE, afin de garantir une restitution en faveur des victimes de la traite. En outre, les agents de répression des infractions du Bureau de l'inspecteur général (OIG) du Ministère du travail ont collaboré avec leurs collègues du FBI et de l'ICE dans le cadre d'un nombre croissant d'enquêtes pénales, visant en particulier les groupes criminels organisés. L'OIG est devenu membre du *International Organized Crime Council* du Ministère de la justice et collabore avec les autres membres de ce Conseil à repérer les groupes criminels organisés internationaux qui enfreignent la législation fédérale ou menacent la sécurité et le bien-être des travailleurs américains, ainsi que la sécurité du pays, et à les poursuivre en justice.

H. Examen de la législation

238. Les États-Unis demeurent conscients que les lois peuvent être modifiées pour renforcer des situations évolutives ou s'y adapter. Ils examinent régulièrement les lois et leur application afin d'en évaluer la complétude et l'efficacité. En 2008, des dispositions touchant les questions visées par le Protocole facultatif ont été insérées dans deux lois fédérales importantes, à savoir la *Providing Resources, Officers, and Technology to Eradicate Cyber Threats to Our Children Act of 2008* (PROTECT Our Children Act of 2008) (loi publique n° 110-401 sur la protection des enfants), promulguée le 13 octobre 2008, et la *William Wilberforce Trafficking Victims Protection Reauthorization Act of 2008* (loi publique n° 110-457), promulguée le 23 décembre 2008 (TVPRA 2008) (voir les paragraphes 41 et 44).

I. Responsabilité pénale des personnes morales

239. Le droit des États-Unis est compatible avec le paragraphe 4 de l'article 3 du Protocole facultatif, selon lequel tout État Partie, «(s)ous réserve des dispositions de son droit interne», «prend, s'il y a lieu, les mesures» qui s'imposent, afin d'établir la responsabilité des personnes morales pour les infractions visées au [paragraphe 1 de l'article 3]. Selon les principes juridiques de l'État Partie, cette responsabilité peut être pénale, civile ou administrative». Le droit des États-Unis ne traite pas expressément de la responsabilité des sociétés. Toutefois, dans certains cas, des sociétés ont été poursuivies au pénal pour des actes commis par leurs employés ou agents lorsque ces actes 1) avaient été commis dans le cadre de leur emploi et 2) étaient motivés au moins en partie par l'intention d'apporter un bénéfice à la société (voir *États-Unis c. Sun Diamond*, 138.F.3d 961, 970 (D.C. Cir. 1998)). Dans certains cas, la société a été poursuivie alors que les actes effectués par l'employé ne relevaient pas de sa compétence (pour autant qu'ils relevaient de sa «compétence apparente») et même parfois qu'ils étaient contraires aux politiques déclarées de la société (voir *États-Unis c. Hilton Hotels, Inc.*, 467.F2d 1000, 1004 (9th Cir. 1972)).

On voit donc que des sociétés peuvent être poursuivies pour des infractions à la législation pénale commises par leurs employés ou leurs agents lorsque ces conditions sont réunies.

J. Adoption

1. Instruments juridiques internationaux relatifs à l'adoption

240. Le sous-alinéa ii) de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole facultatif fait obligation aux États Parties de réprimer «(l)e fait d'obtenir indûment, en tant qu'intermédiaire, le consentement à l'adoption d'un enfant, en violation des instruments juridiques internationaux relatifs à l'adoption». En vertu du paragraphe 5 du même article, les États Parties, d'une manière générale, «prennent toutes les mesures juridiques et administratives appropriées pour s'assurer que toutes les personnes intervenant dans l'adoption d'un enfant agissent conformément aux dispositions des instruments juridiques internationaux applicables».

241. Les États-Unis ont accompagné leur instrument de ratification du Protocole facultatif d'une déclaration selon laquelle «la mention des 'instruments juridiques internationaux applicables' qui est faite au sous-alinéa ii) de l'alinéa a) du paragraphe 1 et au paragraphe 5 de l'article 3 du Protocole facultatif se réfère à la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale faite à La Haye le 29 mai 1993 [Convention de La Haye]» (voir par. 243). L'annexe des Directives énonce une interprétation élargie du membre de phrase «instruments internationaux applicables», sans indiquer la source de cette interprétation.

242. Le paragraphe 19 des Directives du Comité demande la communication d'informations sur les mesures qui ont été prises pour garantir que toutes les personnes prenant part à une procédure d'adoption d'enfants «agissent conformément [aux accords bilatéraux et multilatéraux applicables] et à la Déclaration sur les principes sociaux et juridiques applicables à la protection et au bien-être des enfants (résolution 41/85 de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 3 décembre 1986)». Dans la mesure où les dispositions de la Déclaration, de la Convention relative aux droits de l'enfant, de la Convention européenne en matière d'adoption des enfants de 1967 ou de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant de 1990, toutes mentionnées dans l'annexe, sont également des dispositions de la Convention de La Haye, les États-Unis sont liés par ces dispositions.

2. Mesures juridiques et autres mesures destinées à prévenir les adoptions illégales

243. Au moment où ils ont ratifié le Protocole facultatif, les États-Unis n'étaient pas encore partie à la Convention de La Haye. Ils ont donc indiqué ce qui suit dans leur instrument ratification:

[t]ant qu'ils ne sont pas devenus partie à la Convention de La Haye, les États-Unis considèrent qu'ils ne sont pas obligés d'ériger en infractions les actes interdits par le sous-alinéa ii) de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole ni de prendre toutes les mesures juridiques et administratives appropriées visées au paragraphe 5 de l'article 3 du Protocole.

244. Le 1^{er} avril 2008, la Convention de La Haye est entrée en vigueur pour les États-Unis. Ils sont donc désormais tenus d'ériger en infractions les actes interdits par le sous-alinéa ii) de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole et de prendre toutes les mesures juridiques et administratives appropriées visées au paragraphe 5 de l'article 3 du Protocole. La loi sur l'adoption internationale de 2000 (IAA, loi publique n° 106-279), promulguée le 6 octobre 2002, donne effet à la Convention de La Haye. En vertu du point 2 de l'alinéa a) de l'article 505 de la loi, un certain nombre de dispositions ont pris effet à la

date de la promulgation; d'autres, telles que celles qui traitent des sanctions civiles et pénales, y compris la sanction pénale concernant le sous-alinéa ii) de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole facultatif, ont produit effet à compter du 1^{er} avril 2008, lors de l'entrée en vigueur de la Convention de La Haye pour les États-Unis.

245. Un certain nombre d'États des États-Unis se sont également dotés de lois pénales qui s'appliquent à l'obtention induite du consentement ou à d'autres situations dans lesquelles un enfant est vendu à des fins d'adoption. On trouvera à l'annexe 5B une compilation des lois des États applicables et des matériels s'y rapportant établie en vue du présent rapport par l'Association nationale des procureurs de district.

3. Accréditation des entités fournissant des services d'adoption: adoptions visées par la Convention de La Haye et relevant de l'IAA

246. L'article 201 de l'IAA (art. 14921 du titre 42 du Code des États-Unis) limite aux entités accréditées ou temporairement accréditées ou aux personnes agréées la possibilité de fournir certains services spécifiés d'adoption, en disposant ce qui suit:

a) D'une manière générale. – Sauf dispositions contraires du présent titre, une personne ne peut offrir ou fournir des services d'adoption en liaison avec une adoption au titre de la Convention de La Haye aux États-Unis que si elle

- 1) Est accréditée ou agréée conformément au présent titre; ou
- 2) Fournit lesdits services par l'intermédiaire ou sous la supervision et la responsabilité d'un organisme accrédité ou d'une personne agréée.

247. Le paragraphe b) de l'article 201 a prévu une exception au paragraphe a) pour certains services, pour autant qu'ils sont assurés par une personne qui ne fournit aucun autre service d'adoption dans le cadre de la procédure d'adoption, tels que des études sur l'histoire personnelle de l'enfant et sur la future famille adoptive, des services de protection de l'enfance, des services juridiques et le cas de parents adoptifs agissant en leur propre nom dans la mesure où le permet la loi de l'État des États-Unis dans lequel résident les futurs parents adoptifs.

248. L'article 404 énonce les sanctions civiles et pénales pour infraction à l'article 201 et pour certains autres actes proscrits, en disposant ce qui suit:

a) Sanctions civiles. Toute personne qui

- 1) Enfreint l'article 201;
- 2) Fait une déclaration erronée ou frauduleuse concernant un fait pertinent ou fait une déclaration de nature à déformer ce fait, ou offre, donne, sollicite ou accepte un avantage pécuniaire, dans le but d'influencer ou de modifier aux États-Unis ou dans un pays étranger
 - a) Une décision d'une entité accréditante concernant l'accréditation d'un organisme ou l'agrément d'une personne en vertu du titre II;
 - b) L'abandon de droits parentaux ou le consentement parental au titre de l'adoption d'un enfant dans le cadre d'une procédure visée par la Convention; ou
 - c) Une décision ou une mesure d'une entité remplissant une fonction d'autorité centrale; ou
- 3) A recours aux services d'une autre personne à titre d'agent, aux États-Unis ou dans un pays étranger, cet agent accomplissant pour le compte de cette personne l'un quelconque des actes décrits aux paragraphes 1) ou 2), encourt, outre

toute autre sanction pouvant être prescrite par la loi, une amende administrative d'un montant maximal de 50 000 dollars pour une première infraction et d'un montant maximal de 100 000 dollars chaque infraction suivante.

b) Procédure civile d'exécution.

1) Compétence du Ministre de la justice. Le Ministre de la justice peut engager une action civile pour faire appliquer les dispositions du paragraphe a) contre toute personne devant un tribunal de district des États-Unis.

2) Facteurs à prendre en considération dans l'imposition des peines. Au moment d'imposer une peine, le tribunal prend en considération la gravité de l'infraction, le degré de culpabilité du prévenu et ses éventuels antécédents judiciaires.

c) Sanctions pénales. Le fait d'enfreindre en connaissance de cause et de propos délibéré le sous-paragraphe 1) ou 2) du paragraphe a) est passible d'une amende d'un montant maximal de 250 000 dollars, d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de cinq ans ou des deux.

249. Les organismes et les personnes qui fournissent l'un des six services d'adoption recensés par l'IAA doivent en règle générale être accrédités, temporairement accrédités, agréés, exemptés ou contrôlés. Ces six services d'adoption sont les suivants:

1. Trouver un enfant à adopter et organiser une adoption;
2. Obtenir le consentement nécessaire à la résiliation des droits parentaux et à l'adoption;
3. Établir une étude contextuelle sur un enfant ou une étude sur le foyer adoptant d'un/de futur(s) parent(s) adoptif(s) et en rendre compte;
4. Prendre des décisions de caractère non judiciaire quant à l'intérêt supérieur de l'enfant et le bien-fondé de son placement adoptif;
5. Suivre un dossier entre le moment où un enfant a été placé auprès de son ou de ses futurs parents adoptifs et celui du jugement final d'adoption; et
6. Si cela est rendu nécessaire par un échec du placement en préadoption avant le jugement final d'adoption, assumer la garde de l'enfant et assurer (y compris faciliter) sa prise en charge ou tout autre service social en attendant de trouver une autre possibilité de placement.

250. L'article 203 de l'IAA fixe les conditions minimales requises des organismes et des personnes pour obtenir une accréditation ou un agrément, respectivement, pour une période de trois à cinq ans et requiert du Ministre des affaires étrangères qu'il rende public un règlement énonçant «les normes à respecter et les procédures à mettre en œuvre par les entités accréditantes pour l'accréditation d'organismes et l'agrément de personnes souhaitant fournir des services d'adoption aux États-Unis dans des cas visés par la Convention». Pour pouvoir obtenir une accréditation, un organisme doit être une «organisation privée sans but lucratif», tandis qu'une personne sollicitant un agrément doit être «une entité individuelle ou privée à but lucratif». Les conditions minimales sont identiques pour les organismes et les personnes; ils doivent notamment tous être titulaires d'une autorisation de fournir des services d'adoption dans au moins un État des États-Unis (voir le paragraphe a) de l'article 96.30 du titre 22 du CFR).

251. Le paragraphe b) de l'article 203 fixe comme suit les conditions minimales applicables aux organismes accrédités et aux personnes agréées:

a) Conditions spécifiques.

- i) Dossier médical. Aux fins d'une adoption potentielle visée par la Convention, l'organisme fournit aux futurs parents adoptifs d'un enfant une copie du dossier médical de ce dernier (copie qui, dans la mesure pratiquement réalisable, est accompagnée d'une traduction en anglais de ce dossier) au plus tard deux semaines avant: I) l'adoption; ou II) la date à laquelle les parents potentiels se rendent dans un pays étranger pour y effectuer toutes les démarches en rapport avec l'adoption, la date la plus rapprochée étant retenue.
- ii) Rapports. L'organisme s'assure qu'un rapport contextuel (rapport sur le foyer adoptant) complet sur le ou les parents adoptif potentiels a été établi conformément à la Convention et compte tenu des prescriptions fédérales et étatiques applicables, et transmis au Ministre de la justice relativement à chaque adoption visée par la Convention. Chaque rapport de ce type doit donner lieu à un contrôle des antécédents judiciaires et comporter un exposé exhaustif de tous les faits concernant le droit du ou des futurs parents adoptifs d'adopter un enfant au regard des conditions précisées par l'autorité centrale du pays d'origine de l'enfant au sous-paragraphes 3) du paragraphe b) de l'article 102, y compris, dans le cas d'un enfant émigrant aux États-Unis aux fins d'adoption, les conditions applicables dans le pays d'origine de l'enfant aux adoptions se déroulant dans ledit pays. Aux fins de la présente clause, le terme «rapport contextuel (rapport sur le foyer adoptant)» englobe tout exposé complémentaire soumis par l'organisme au Ministre de la justice dans le but de fournir des informations concernant toutes conditions précisées par le pays d'origine de l'enfant.
- iii) L'organisme met à la disposition des futurs parents adoptifs un programme de formation qui comporte des conseils et des orientations destinés à favoriser le succès d'une adoption internationale avant que ces parents ne se déplacent pour adopter l'enfant ou que celui-ci ne soit placé auprès de ces derniers pour adoption.
- iv) L'organisme emploie du personnel fournissant des services d'adoption internationale payants plutôt que sur la base d'honoraires conditionnels.
- v) L'organisme communique dans leur intégralité ses politiques et pratiques, les taux d'échec de ses placements pour adoption internationale et tous les honoraires perçus par elle pour une adoption internationale.
- b) Capacité de fournir des services d'adoption. L'organisme dispose, directement ou le biais d'arrangements avec d'autres personnes, d'un nombre suffisant d'employés possédant les qualifications requises et de ressources financières suffisantes, et s'est dotée d'une structure organisationnelle appropriée et de procédures devant lui permettre de fournir, conformément à la présente loi, tous services d'adoption dans les procédures d'adoption visées par la Convention.
- c) Recours aux services de travailleurs sociaux. L'organisme a mis en place des procédures visant à ce que les fonctions de service social reposant sur l'application de techniques et de jugements cliniques ne soient remplis que par des spécialistes possédant les titres et qualifications requis.
- d) Registres, rapports et questions liées à l'information. L'organisme est en mesure
 - i) De tenir les registres et d'établir les rapports pouvant être prescrits par le Ministre, l'autorité centrale des États-Unis et l'entité accréditante chargée d'accréditer l'organisme;
 - ii) De coopérer avec les personnes effectuant des contrôles, des inspections et des audits;

- iii) De préserver la confidentialité des informations individuelles; et
- iv) De se conformer aux autres conditions concernant la gestion de l'information qui sont nécessaires pour garantir le respect des dispositions de la Convention, de la présente loi et de toute autre loi applicable.
- e) Assurance de responsabilité. L'organisme accepte de souscrire une assurance de responsabilité professionnelle suffisante et toute autre assurance que le Ministre jugerait appropriée.
- f) Respect des règles applicables. L'organisme a pris des mesures adéquates pour respecter (et faire respecter par ses agents et clients) les dispositions de la Convention, de la présente loi et de toute autre loi applicable.

252. Ces conditions sont encore précisées par le règlement rendu public par le Ministre des affaires étrangères en application de l'IAA (voir la sous-partie F de la partie 96 du titre 22 du CFR (consultable à l'adresse <http://ecfr.gpoaccess.gov/cgi/t/text/text-idx?c=ecfr&sid=f34d79ccb9ca8763552a4f4d55f21d47&rgn=div6&view=text&node=22:1.0.1.10.51.6&idno=22>), pour une accréditation ou un agrément permanent, et l'article 96.96, pour une accréditation temporaire).

253. En vertu de l'article 202 de l'IAA le Ministre des affaires étrangères doit désigner les entités accréditantes appelées à remplir un grand nombre des fonctions des autorités centrales étrangères, telles que l'accréditation, le contrôle et la surveillance des prestataires de services d'adoption.

254. Les fonctions des entités accréditantes, énoncées au paragraphe b) de l'article 202, sont notamment l'accréditation initiale des organismes et l'agrément initial des personnes pour ce qui est de fournir des services d'adoption aux États-Unis dans les procédures d'adoption visées par la Convention, et les responsabilités en matière de contrôle et d'application de la loi. En vertu de ce paragraphe, les honoraires perçus par les entités accréditantes doivent être approuvés par le Ministre des affaires étrangères et leur montant ne peut pas être supérieur au coût de l'accréditation.

255. Conformément à l'article 202, en juillet 2006, le Ministre des affaires étrangères a désigné deux entités accréditantes: le Conseil chargé de l'accréditation (COA) et le Ministère des services sociaux du Colorado (CDHS). Chacune de ces deux entités a conclu un memorandum d'accord avec le Ministère des affaires étrangères en juillet 2006 (voir 71 Fed. Reg. 38,442 (6 juillet 2006) et 40,771 (18 juillet 2006)).

256. Le COA et le CDHS ont élaboré et le Ministère des affaires étrangères a approuvé un système d'exécution substantielle destiné à déterminer si le prestataire de services d'adoption présentant une demande d'accréditation ou d'agrément se conformait substantiellement aux normes d'accréditation applicables fixées dans la partie 96 du titre 22 du CFR. Les prestataires qui, en février 2008, avaient obtenu une accréditation ou un agrément ont été annoncés comme étant accrédités au regard de la Convention de La Haye lorsque celle-ci est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2008. À mesure que de nouveaux prestataires de services d'adoption font une demande d'accréditation ou d'agrément et vont au bout du processus, le Ministère les ajoute à la liste des prestataires accrédités et agréés publiée sur le site <http://adoption.state.gov>.

257. L'article 204 de l'IAA charge le Ministre des affaires étrangères de contrôler la prestation de chaque entité accréditante qui a été désignée pour autoriser les prestataires de services d'adoption à fournir de tels services dans les procédures d'adoption visées par la Convention de La Haye. Ce contrôle consiste notamment à examiner la manière dont chaque entité accréditante s'acquitte des fonctions visées à l'article 202 de l'IAA. Il consiste également à vérifier que chaque entité se conforme bien à toutes les prescriptions de la Convention, de l'IAA, des autres lois applicables et des règlements d'application.

258. Conformément au règlement régissant l'accréditation, le Ministère observe un cycle annuel de surveillance et de contrôle réparti en trois volets principaux, à savoir les activités permanentes, les inspections sur place et les évaluations des résultats des cadres supérieurs. Les agents du Ministère ont effectué la première série de visites de contrôle dans les locaux du COA et du CDHS en novembre 2008 et janvier 2009, respectivement. Les activités permanentes consistent en analyses de documents, consultations et entretiens quotidiens. Les entités accréditantes soumettent régulièrement à l'approbation du Ministère des questions relatives à l'interprétation des normes d'accréditation, ainsi que des politiques et procédures en la matière. De surcroît, le Service de liaison avec les entités accréditantes et d'autres fonctionnaires du Ministère participent à des séminaires en ligne hebdomadaires pour échanger des vues sur l'état des demandes en instance. De fréquentes visites personnelles au COA et au CDHS complètent cette surveillance permanente.

4. Honoraires

259. Le règlement d'application du sous-paragraphe 1) A) iv) du paragraphe b) de l'article 203 de l'IAA relatif à la rémunération et aux honoraires est formulé dans les articles 96.34 et 96.40 du titre 22 du CFR. En matière d'accréditation ou d'agrément, un organisme ou une personne «ne doit pas verser à une personne qui fournit des services d'adoption internationale une rémunération au rendement ou conditionnelle pour chaque enfant localisé ou placé en vue de son adoption», conformément à l'article 96.34, qui précise les aspects spécifiques de la rémunération.

260. En application de l'article 96.40, un organisme ou une personne ayant obtenu une accréditation ou un agrément «remet à tous les demandeurs, avant qu'ils ne soumettent leur demande, une liste écrite indiquant le montant total des honoraires à prévoir et le montant estimatif des frais connexes, ainsi qu'une explication des conditions dans lesquelles le montant des honoraires ou des frais peut être prélevé ou faire l'objet d'une réduction ou d'une dispense de paiement, ou être remboursé, avec indication de la date à laquelle le montant des honoraires et des frais doit être acquitté et des modalités de paiement». Avant de fournir un service d'adoption aux futurs parents adoptifs, l'organisme ou la personne «communique par écrit et ventile des informations [spécifiées] pour chaque catégorie distincte d'honoraires et de frais estimatifs que le(s) parent(s) adoptif(s) potentiel(s) devra/devront régler au titre d'une adoption visée par la Convention». Les catégories ainsi énumérées sont les honoraires et les frais au titre du rapport sur le foyer adoptant, les frais d'adoption aux États-Unis, les frais afférents au programme dans le pays étranger, les honoraires et frais de prise en charge de l'enfant, les frais de traduction et de documentation, les contributions, les honoraires et frais au titre des rapports d'après placement et d'après adoption, les honoraires versés à des tiers et les frais de voyage et de logement.

261. Avant de publier ce règlement à titre définitif, le Ministère des affaires étrangères l'a fait paraître dans le Registre fédéral dans le but de recueillir des commentaires. Il a répondu comme suit aux suggestions de plusieurs commentateurs qui lui demandaient de fixer des limites pour les honoraires devant rémunérer les services d'adoption:

... Plafonner les honoraires poserait trop de problèmes et un tel plafonnement serait difficile à appliquer, surtout si l'on attendait du Ministère qu'il convainque d'une manière ou d'une autre les pays d'origine de respecter son barème d'honoraires. Il nous serait impossible de fixer des plafonds qui prennent en compte toutes les variables en usage dans les différents pays qui sont impliqués dans les adoptions visées par la Convention, sans même parler des fluctuations des taux de change et du cours des monnaies. Nous convenons toutefois que les services auxquels les honoraires se rapportent doivent être transparents et fournis aux clients et faire l'objet d'un contrôle par l'entité accréditante. Aussi avons-nous inséré dans l'article

96.40 des normes qui exigent des organismes et des personnes qu'elles fournissent au(x) parent(s) adoptif(s) potentiel(s) des informations détaillées sur les honoraires et les frais liés à l'adoption.

(71 Fed. Reg. 8064, 8093 (15 février 2006))

5. Interdiction de l'obtention induite du consentement

262. Comme énoncé au paragraphe 248, à compter du 1^{er} avril 2008, la loi sur l'adoption internationale (IAA) a prévu des sanctions civiles et pénales pour toute personne qui, entre autres, «fait une déclaration erronée ou frauduleuse concernant un fait pertinent ou fait une déclaration de nature à déformer ce fait, ou offre, donne, sollicite ou accepte un avantage pécuniaire, dans le but d'influencer ou de modifier aux États-Unis ou dans un pays étranger ... l'abandon de droits parentaux ou le consentement parental au titre de l'adoption d'un enfant dans le cadre d'une procédure visée par la Convention». Les règles se rapportant à ces interdictions figurent dans le règlement du Ministère des affaires étrangères, en tant que fondement du refus d'accréditation ou d'agrément ou de la prise de mesures défavorables relativement à l'agrément, et dans celui du Ministère de la sécurité intérieure, pour ce qui concerne les personnes intervenant dans une adoption.

263. En vertu du règlement publié par le Ministère des affaires étrangères, les organismes ou personnes doivent, pour obtenir une accréditation ou un agrément, «fournir des services d'adoption d'une façon conforme à la déontologie et aux principes de la Convention, qui consistent à: 1) faire en sorte que les adoptions internationales tiennent compte de l'intérêt supérieur des enfants; et 2) prévenir l'enlèvement, l'exploitation, la vente ou la traite des enfants» (art. 96.35 du titre 22 du CFR). Ce règlement expose de façon précise les normes détaillées relatives à la publication d'informations au regard desquelles l'entité accréditante évalue la compétence du prestataire de services d'adoption dans ce contexte.

264. L'article 96.36, «Interdiction de l'achat d'enfants», prévoit la condition d'accréditation ou d'agrément ci-après:

a) L'organisme ou la personne interdit à ses employés et agents de donner de l'argent ou une autre contrepartie, directement ou indirectement, au(x) parent(s) de l'enfant, à une autre/d'autres personnes ou à une entité en tant que paiement pour l'enfant ou incitation à renoncer à l'enfant. Si le pays d'origine de l'enfant l'autorise ou l'exige, un organisme ou une personne peut transférer des fonds à hauteur d'un montant raisonnable pour rémunérer des activités liées à la procédure d'adoption et financer des frais médicaux au titre de soins prénatals et néonataux, les soins apportés à l'enfant, les soins apportés à la future mère et à la femme venant d'accoucher, ou la prestation des services dont l'enfant dépend d'une manière générale pour son bien-être et sa protection. Les contributions autorisées ou requises ne doivent pas être transférées en tant que paiement pour l'enfant ou incitation à renoncer à l'enfant.

b) L'organisme ou la personne s'est doté de politiques et de procédures conformes aux interdictions visées au paragraphe a) du présent article et les renforce dans les programmes de formation destinés à ses employés.

265. En ce qui concerne les dépenses expressément autorisées en vertu du paragraphe a) de l'article 96.36, le règlement définitif publié par le Ministère des affaires étrangères explique ce qui suit (71 Fed Reg 8064, 8092-93 (15 février 2006)).

La règle énoncée au paragraphe a) de l'article 96.36 interdit clairement aux organismes et aux personnes de «donner de l'argent ou une autre contrepartie, directement ou indirectement, au(x) parent(s) de l'enfant, à une autre/d'autres personnes ou à une entité en tant que paiement pour l'enfant ou incitation à renoncer à l'enfant». En d'autres termes, si l'intention motivant un paiement est d'acheter un

enfant ou d'obtenir le consentement à l'adoption, l'organisme ou la personne a enfreint cette règle. Cette dernière s'appuie sur le règlement déjà ancien du Ministère de la sécurité intérieure (art. 204.3 du titre 8 du CFR) et protège les parents biologiques, les enfants et les parents adoptifs. De quelque manière que l'on décrive, caractérise ou classe les honoraires rétribuant les services d'adoption, si ces honoraires sont transférés en tant que paiement pour l'enfant ou incitation à renoncer à l'enfant, il a été enfreint à la règle et des mesures appropriées peuvent être prises contre l'organisme ou la personne en cause. La règle tient compte du fait que ce sont les lois et procédures relatives à l'adoption du pays d'origine, et non le règlement du Ministère relatif aux prestataires de services d'adoption aux États-Unis, qui déterminent le type de frais, tels que les soins à l'enfant ou la contribution au titre des services de protection de l'enfance, qui doit être financé par une partie des honoraires rétribuant les services d'adoption. Le pays d'origine de l'enfant au sens de la Convention a le pouvoir de déterminer le montant des frais d'adoption autorisés à l'intérieur de ses frontières dès lors que ces frais sont compatibles avec les prescriptions énoncées à l'article 4 de la Convention (les consentements ne peuvent pas être obtenus moyennant paiement ou contrepartie d'aucune sorte) et que les autres prescriptions sont respectées. Dans le cadre de son rôle d'autorité centrale, le Ministère peut, toutefois, exprimer des préoccupations au sujet des lois et dispositions d'un pays d'origine applicables aux frais d'adoption autorisés.

Enfin, pour répondre aux préoccupations des commentateurs qui considèrent que l'interdiction générale de l'achat d'enfants pourrait être interprétée par les entités accréditantes comme excluant certains types d'honoraires, tels que la contribution caritative requise en Chine, la règle souligne que, si le pays d'origine de l'enfant le permet ou l'exige, des paiements d'un montant raisonnable peuvent être effectués au titre de la fourniture de services visant à assurer le bien-être et la protection de l'enfant. Ni la Convention de La Haye ni l'IAA n'interdisent le versement de contributions pour financer les services de protection de la famille et de l'enfance dans les pays signataires de la Convention. À partir du moment où elle n'est pas destinée à obtenir d'une personne qu'elle place un enfant en vue de son adoption, la contribution n'est pas incompatible avec ces règles d'accréditation ou d'agrément. Nous n'interdisons donc pas le versement d'une contribution à un orphelinat ou à un organisme public de protection sociale requis dans le pays d'origine de l'enfant signataire de la Convention. Toutefois, au point 6) du paragraphe b) de l'article 96.40, nous exigeons bel et bien que le client se fasse expliquer l'utilisation prévue de la contribution et la manière dont la transaction sera enregistrée et comptabilisée. D'une façon générale, nous considérons que la règle est réceptive au souci majeur de disposer de la marge de manœuvre nécessaire pour tenir compte des pratiques suivies par les pays signataires de la Convention, tout en veillant au respect du principe fondamental de refus des paiements effectués pour obtenir un enfant.

266. Le Ministère de la sécurité intérieure a rendu public un règlement applicable aux futurs parents adoptifs qui font une demande d'adoption internationale visée par la Convention de La Haye. L'une de ces dispositions est l'article 204.304 du titre 8 du CFR, intitulé «Obtention induite interdite». Le paragraphe b) de cet article donne des précisions sur les paiements interdits et les paiements autorisés:

a) Paiements interdits. Ni le demandeur ni une personne ou entité agissant pour le compte du demandeur ne peut, directement ou indirectement, payer, donner, offrir de payer ou offrir de donner à une personne ou entité, ou demander à une personne ou entité ou recevoir ou accepter de cette dernière une somme d'argent (de quelque montant que ce soit) ou une chose ayant une valeur quelconque (grande ou faible), directement ou indirectement, pour obtenir ou influencer une décision concernant:

- 1) Le placement d'un enfant en vue de son adoption;
- 2) Le consentement d'un parent, d'un tuteur légal, d'une personne ou d'une agence à l'adoption d'un enfant;
- 3) La remise d'un enfant à une autorité compétente ou à un organisme ou une personne selon la définition qu'en donne l'article 96.2 du titre 22 du CFR, aux fins d'adoption; ou
- 4) L'accomplissement par le ou les parents de l'enfant de tout acte faisant de l'enfant un enfant adopté au sens de la Convention.

b) Paiements autorisés. Le paragraphe a) du présent article n'interdit pas à un demandeur ou à une personne ou entité agissant pour le compte d'un demandeur de payer un montant raisonnable pour les services visés au présent paragraphe. Un paiement n'est pas raisonnable s'il est interdit par la loi du pays dans lequel il est effectué ou si son montant n'est pas proportionné au coût des services professionnels et autres dans le pays où un service spécifique est fourni. Les services autorisés sont:

- 1) Les services d'un prestataire de services d'adoption à l'occasion d'une adoption;
- 2) Les frais engagés pour localiser un enfant en vue de son adoption;
- 3) Les frais médicaux, d'hospitalisation, de soins infirmiers, de déplacement ou tous autres frais similaires engagés par une mère ou son enfant à l'occasion de la naissance ou d'une maladie de l'enfant;
- 4) Les services de conseil fournis à un parent ou un enfant pendant une durée raisonnable avant et après le placement de l'enfant en vue de son adoption;
- 5) Les frais, d'un montant proportionné au niveau de vie dans le pays de résidence habituelle de l'enfant, engagés pour les soins à fournir à la mère biologique pendant sa grossesse et immédiatement après la naissance de l'enfant;
- 6) Les frais engagés au titre du rapport sur le foyer adoptant;
- 7) Les frais engagés au titre des rapports sur l'enfant visés aux points 3) et 4) du paragraphe d) de l'article 204.313 du titre 8 du CFR;
- 8) Les services juridiques, les frais de justice et les frais de déplacement ou autres frais administratifs engagés à l'occasion d'une adoption, y compris les services juridiques fournis à un parent qui consent à l'adoption d'un enfant ou remet l'enfant à un organisme; et
- 9) Tout autre service que le responsable juge, au vu des faits de la cause, comme ayant été raisonnablement nécessaire.

(Art. 204.304 du titre 8 du CFR). Les futurs parents adoptifs attendant d'obtenir l'autorisation de procéder à une adoption visée par la Convention sont tenus de communiquer tous les honoraires et autres frais payés à l'occasion de l'adoption.

267. En adoptant le règlement susvisé à titre provisoire, le Ministère de la sécurité intérieure a traité de la question des paiements effectués indûment pour obtenir le consentement à l'adoption (72 Fed. Reg. 56,832 (4 octobre 2007)). Les extraits ci-après concernent l'article 204.304:

Le nouveau paragraphe a) de l'article 204.304 du titre 8 du CFR indique clairement ce que les dispositions du paragraphe i) de l'article 204.3 du titre 8 du CFR [concernant les adoptions non visées par la Convention de La Haye] et l'article 4 [de la Convention de La Haye] sont destinées à prévenir. La décision d'un parent

ou d'un autre tuteur de donner un enfant à adopter doit être un acte librement consenti pour que l'adoption soit valide. Tout paiement ou contrepartie d'une autre nature, aussi faible qu'en soit le montant, entraînera le rejet du formulaire [d'immigration] I-800 s'il ressort du dossier que le paiement ou la contrepartie d'une autre nature a été versé spécifiquement pour obtenir que l'enfant soit donné à adopter.

Le nouveau paragraphe b) de l'article 204.304 du titre 8 du CFR, lui, définit le type de paiements qui peut généralement être considéré comme approprié. Ce paragraphe s'inspire de la version de 1994 de la loi uniforme sur l'adoption, telle que l'a recommandée la National Conference of Commissioners on Uniform State Laws. Le texte de la loi uniforme sur l'adoption est consultable en ligne à l'adresse <http://www.law.upenn.edu/bll/archives/ulc/fnact99/1990s/uaa94.htm>. Certains paiements à un parent antérieur peuvent être appropriés, tels que les frais liés à la naissance de l'enfant ou aux soins prodigués à l'enfant ou à une mère biologique pendant sa grossesse et immédiatement après la naissance de l'enfant. Un paiement pour un service lié à une adoption ne sera raisonnable que s'il est autorisé par la loi du pays où il est effectué et pour autant que son montant soit proportionné aux coûts ou au niveau de vie du pays dans lequel le service en question a été fourni. Le nouveau formulaire I-800 exige du demandeur qu'il indique les honoraires et autres frais payés à l'occasion de l'adoption.

268. Le règlement du Ministère de la sécurité intérieure donne d'autres précisions sur la question du consentement, en définissant le «consentement irrévocable», utilisé au point 1) G) du paragraphe b) de l'article 101 de la loi relative à l'immigration et à la nationalité (point 1) G) du paragraphe b) de l'article 1101 du titre 8 du Code des États-Unis), tel qu'ajouté par l'article 302 de l'IAA et requis pour le formulaire I-800, comme énoncé ci-après. Entre autres considérations, la définition précise que la mère ne peut donner son consentement qu'après la naissance de l'enfant, ainsi que le stipule le sous-paragraphe 4) du paragraphe c) de l'article 4 de la Convention de La Haye, ce qui diminue l'influence qui pourrait être liée au paiement des frais engagés préalablement à la naissance.

Le consentement irrévocable s'entend d'un document qui indique le lieu et la date de signature du document par le tuteur légal d'un enfant et qui satisfait aux autres conditions spécifiées dans cette définition, et dans lequel le tuteur légal consent librement à ce qu'il soit mis fin au lien légal entre le tuteur légal et l'enfant. S'il est signé par la mère biologique de l'enfant ou un tuteur légal autre que le père biologique, le consentement irrévocable doit avoir été signé après la naissance de l'enfant; le père biologique peut signer un consentement irrévocable avant la naissance de l'enfant si la loi du lieu de résidence habituelle de l'enfant l'autorise. Cette disposition n'empêche pas un père biologique de consentir à ce qu'il soit mis fin à son lien légal avec l'enfant avant la naissance de celui-ci si le père biologique y est autorisé par la loi du pays de résidence habituelle de l'enfant.

1) Pour pouvoir être considéré comme un consentement irrévocable au regard de cette définition, le document doit préciser si le tuteur légal peut lire et comprendre la langue dans laquelle le consentement est rédigé. Si le tuteur légal ne peut pas lire ni comprendre la langue dans laquelle le consentement est rédigé, ce document n'est considéré comme un consentement irrévocable que si le document est accompagné d'une déclaration, signée, faite par une personne identifiée, établissant que cette personne identifiée possède les compétences voulues pour traduire la langue dans laquelle le consentement irrévocable est rédigé dans une langue que le parent comprend, et que la personne en question a bel et bien, le jour et au lieu spécifiés dans la déclaration, lu et expliqué le consentement au tuteur légal dans une langue que ce dernier comprend. La déclaration doit également indiquer la

langue utilisée pour fournir cette explication. Si la personne qui a signé la déclaration est un agent ou employé de l'autorité centrale (mais non pas d'un organisme ou entité habilité à exercer les fonctions d'une autorité centrale par délégation) ou de tout autre organisme public, la personne doit certifier la véracité des faits énoncés dans la déclaration. Tout autre personne qui signe une déclaration doit la signer sous peine de parjure au regard du droit des États-Unis.

2) Si la tutelle légale de l'enfant est exercée par plusieurs personnes ou entités, le consentement de chaque tuteur légal peut être consigné dans un seul document, ou dans un document supplémentaire, mais tous les documents, considérés dans leur ensemble, doivent faire état du fait que chaque tuteur légal a donné le consentement irrévocable nécessaire.

(8 CFR § 204.301)

6. Modification de la législation sur l'immigration

269. L'article 302 de l'IAA a modifié la loi relative à l'immigration et à la nationalité en ajoutant le point 1) G) du paragraphe b) de l'article 1101 qui donne effet aux nouvelles procédures d'adoption prévues par la Convention de La Haye. Entre autres dispositions, le point 1) G) du paragraphe b) de l'article 1101 stipule qu'un enfant âgé de moins de 16 ans impliqué dans une adoption visée par la Convention de La Haye peut être classé, conformément à la législation fédérale sur l'immigration, comme «parent immédiat» si certaines conditions sont remplies, y compris, en particulier, si les parents naturels (ou le parent naturel, dans le cas d'un enfant qui n'a qu'un parent ou parent survivant en raison du décès ou de la disparition de l'autre parent, ou parce qu'il a été abandonné par lui) de l'enfant, ou d'autres personnes ou institutions qui conservent la tutelle légale de l'enfant, ont donné librement par écrit leur consentement irrévocable à ce qu'il soit mis fin à leur lien légal avec l'enfant, ainsi qu'à l'émigration et à l'adoption de l'enfant.

270. Toute personne souhaitant adopter un enfant à l'étranger ou amener un enfant aux États-Unis en vue d'une adoption visée par la Convention de La Haye doit soumettre un formulaire I-800 du Ministère de la sécurité intérieure, intitulé *Petition to Classify Convention Adoptee as an Immediate Relative* (demande de classement d'une personne adoptée dans le cadre d'une procédure visée par la Convention de La Haye comme parent immédiat), aux Services de la citoyenneté et de l'immigration (USCIS) du Ministère de la sécurité intérieure. Ce formulaire exige entre autres la présentation d'une liste de tous les paiements effectués et prévus, y compris «tous honoraires, frais, contributions en nature et autres contreparties ... versés ou acquittés directement ou indirectement au profit d'une personne, d'un organisme, d'une entité, d'une autorité gouvernementale ou d'un autre bénéficiaire». Il exige également des futurs parents adoptifs qu'ils certifient sous peine de parjure au regard du droit des États-Unis que chacune des réponses qu'ils ont données est complète et exacte et qu'ils n'ont effectué aucun paiement ni donné ni transféré de l'argent ou toute autre chose ayant une valeur à aucune personne ou entité en contrepartie du consentement de cette personne à l'adoption de l'enfant ou pour obtenir ce consentement, et ... n'ont pas autorisé ou toléré d'une manière ou d'une autre un tel paiement, don ou transfert par une personne ou entité agissant pour [leur] compte.

271. Comme l'explique le règlement publié dans le Registre fédéral, «[l]a décision d'un parent ou d'un autre tuteur de donner un enfant à adopter doit être un acte librement consenti pour que l'adoption soit valide. Tout paiement ou contrepartie d'une autre nature, aussi faible qu'en soit le montant, entraînera le rejet du formulaire I-800 s'il ressort du dossier que le paiement ou la contrepartie d'une autre nature a été versé spécifiquement pour obtenir que l'enfant soit donné à adopter». (72 Fed. Reg. 56832, 56842 (4 oct. 2007)).

7. Autres aspects de l'application de la Convention de La Haye

272. En octobre 2009, le Ministère des affaires étrangères a présenté aux commissions compétentes du Congrès son premier rapport annuel sur les adoptions internationales, conformément à l'article 104 de l'IAA; il y donnait des informations sur l'application de la Convention de La Haye. Ce rapport est consultable à l'adresse http://adoption.state.gov/pdf/Adoption_per_cent20Report_v9_SM.pdf.

273. Le Ministère des affaires étrangères estime, en tant qu'autorité centrale des États-Unis au regard de la Convention de La Haye, que l'une de ses activités les plus importantes a concerné ses initiatives en matière de communication, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Entre autres choses, il a accueilli aux États-Unis une série de conférences, de comités et de réunions d'organisations non gouvernementales pour fournir des informations sur la manière dont les États-Unis s'acquittent des obligations découlant de la Convention de La Haye et répondre à toutes les questions et préoccupations, et a participé aux travaux de ces conférences, comités et réunions.

274. D'autres activités de communication ont été menées dans le cadre de séminaires en ligne et de conférences téléphoniques avec de futurs parents adoptifs, des prestataires de services d'adoption et des organismes d'adoption. Par ailleurs, le Ministère a rédigé des articles dans un grand nombre de revues et de bulletins d'information annonçant l'entrée en vigueur de la Convention, le 1^{er} avril 2008.

275. En novembre 2008, à l'occasion de la Journée nationale de l'adoption, le Ministère a lancé un nouveau site Web consacré à l'adoption internationale à l'adresse <http://adoption.state.gov>. Depuis son lancement, ce site a reçu plus de 350 000 visites. Il constitue pour les parents adoptifs, les organismes et les gouvernements étrangers un point de départ et une source centrale d'informations sur les adoptions d'enfants qui immigreront aux États-Unis ou les quitteront. Il présente des informations spécifiques par pays, des informations générales sur la Convention de La Haye et d'autres informations importantes, telles que les suivantes:

- Qui peut adopter un enfant;
- Les garanties fournies par la Convention de La Haye;
- Des statistiques sur les pays d'origine des enfants que les citoyens américains décident d'adopter;
- Comment un prestataire de services d'adoption obtient un agrément ou le renouvelle;
- Les éléments à prendre en considération pour le choix d'un prestataire de services d'adoption accrédité ou agréé.

276. Un aspect essentiel du nouveau site Web a été la révision des renseignements fournis sur les conditions à remplir aux fins des adoptions dans les pays signataires de la Convention de La Haye ainsi que la présentation d'informations plus complètes sur la Convention elle-même, l'agrément des prestataires de services d'adoption, les «adoptions sortantes» (à savoir les adoptions d'enfants qui quittent les États-Unis) et la foire aux questions sur les procédures de la Convention de La Haye. Le nouveau site présente également de nouvelles sections spécifiquement conçues pour fournir des informations techniques aux professionnels de l'adoption, aux autorités centrales des pays étrangers et aux autorités des États.

277. En sa qualité d'autorité centrale des États-Unis (USCA), le Ministère a participé activement à l'élaboration et à la révision des projets de Guide de bonnes pratiques en vertu de la Convention de La Haye du Bureau permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé, lequel a été publié en 2008. Le bulletin d'information du Bureau

permanent a publié en mars 2008 un article du Ministère qui annonçait l'entrée en vigueur imminente de la Convention et les modifications qu'elle entraînerait en ce qui concerne les procédures d'adoption aux États-Unis.

278. L'USCA a participé à des réunions avec ses homologues étrangères, dont celles des pays suivants: Allemagne, Australie, Belgique, Cambodge, Canada, Chine, Colombie, Guatemala, Hongrie, Inde, Lettonie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie et Suisse. Ces réunions ainsi que des conférences téléphoniques et des correspondances écrites ont permis d'aborder un large éventail de questions, parmi lesquelles l'établissement des rapports sur les foyers adoptants, l'interprétation du lieu de résidence habituelle, les adoptions d'enfants ayant des besoins spéciaux et les futurs parents adoptifs agissant pour leur propre compte.

279. Par ailleurs, l'USCA a rencontré, pendant l'exercice 2008, des représentants d'un grand nombre de pays n'adhérant pas à la Convention pour échanger des vues sur l'importance de la Convention de La Haye et encourager l'adhésion à la Convention et sa ratification. Ces pays sont notamment la Corée du Sud, le Japon, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Népal, la Fédération de Russie, l'Ukraine et le Viet Nam.

280. Conformément au paragraphe e) de l'article 102 de l'IAA, le Ministère a créé l'*Adoptions Tracking Service* (ATS) (Service de suivi des adoptions), un registre qui permet de suivre tous les dossiers d'adoption internationale impliquant les États-Unis. L'ATS permet aux utilisateurs non gouvernementaux d'accéder au système et de fournir les informations requises par l'IAA et son règlement d'application.

281. L'ATS s'acquitte de quatre fonctions principales:

1. Suivre tous les dossiers d'adoption entrants et sortants impliquant les États-Unis, qu'il s'agisse ou non d'une adoption visée par la Convention;
2. Gérer et suivre les demandes d'accréditation ou d'agrément présentées par les prestataires de services d'adoption;
3. Gérer les coordonnées des prestataires de services d'adoption et des entités accréditantes; et
4. Enregistrer et suivre les plaintes déposées contre les prestataires de services d'adoption.

282. L'ATS fait une synthèse rigoureuse des données spécifiées provenant des USCIS du Ministère de la sécurité intérieure et du Bureau des visas du Ministère des affaires étrangères, et des données que les entités accréditantes désignées par le Ministère et les prestataires de services d'adoption sont tenus de présenter. Par ailleurs, le Ministère demande aux prestataires de services d'adoption qui offrent leurs services à l'occasion d'adoptions internationales sortantes non visées par la Convention de fournir certaines informations.

283. L'ATS s'est également doté d'un *Hague Complaint Registry* (Registre des plaintes au titre de la Convention de La Haye). Le Ministère reçoit des plaintes par le biais d'un formulaire en ligne accessible sur le site public du Ministère, à l'adresse, <http://adoption.state.gov>; ce formulaire permet à toute partie à une adoption ou à toute autre partie intéressée de déposer des plaintes contre des prestataires de services d'adoption accrédités ou agréés qui soulèvent une question touchant le respect de la Convention, de l'IAA ou du règlement d'application de cette loi. Les buts du Registre des plaintes sont notamment les suivants:

- Enregistrer les plaintes concernant des prestataires de services d'adoption accrédités ou agréés;

- Mettre la teneur des plaintes à la disposition de l'entité accréditante concernée et du Ministère;
- Enregistrer les informations relatives aux mesures prises par l'entité accréditante concernée pour résoudre chaque plainte;
- Permettre aux entités accréditantes de suivre le respect des délais applicables à la résolution des plaintes; et
- Établir des rapports faisant apparaître d'éventuelles similitudes entre les plaintes.

284. Depuis sa mise en place, le système a reçu 53 plaintes. Nombre d'entre elles concernent un défaut réel ou imaginaire de communication, et l'entité accréditante désignée par le Ministère qui a accrédité ou agréé chaque prestataire de services d'adoption faisant l'objet d'une plainte instruit les plaintes qui concernent le point de savoir si tel prestataire de services d'adoption se conforme substantiellement aux normes d'accréditation applicables fixées dans le règlement. Aucune des plaintes n'a fait état de non-respect de l'interdiction de l'obtention induite du consentement.

8. Prévention des tentatives indues faites pour convaincre des mères ou des femmes enceintes de donner leur enfant à adopter

285. Comme indiqué au 248, l'article 404 de l'IAA prévoit des sanctions civiles et pénales pour des actes accomplis relativement à une adoption, applicables, entre autres, à «a) [u]ne personne qui ... 2) fait une déclaration erronée ou frauduleuse concernant un fait pertinent ou fait une déclaration de nature à déformer ce fait, ou offre, donne, sollicite ou accepte un avantage pécuniaire, dans le but d'influencer ou de modifier aux États-Unis ou dans un pays étranger ... b) l'abandon de droits parentaux ou le consentement parental au titre de l'adoption d'un enfant dans le cadre d'une procédure visée par la Convention; ou 3) a recours aux services d'une autre personne à titre d'agent, aux États-Unis ou dans un pays étranger, cet agent accomplissant pour le compte de cette personne l'un quelconque des actes décrits aux paragraphes 1) ou 2)».

286. Ces mesures visent à empêcher des intermédiaires de tenter de convaincre des mères ou des femmes enceintes de donner leur enfant à adopter. Comme on l'a vu plus haut, conformément au sous-paragraphe 4 du paragraphe c) de l'article 4 de la Convention, une femme enceinte ne peut donner son consentement à l'adoption qu'après la naissance de l'enfant.

287. Aucune disposition de la Convention de La Haye ou du Protocole facultatif n'interdit les tentatives faites pour convaincre l'un ou l'autre parent de donner un enfant à adopter.

9. Activités visant à empêcher les personnes ou organismes non autorisés de faire la publicité de services ayant trait à l'adoption

288. Comme indiqué au paragraphe 262, le droit et les règlements des États-Unis interdisent expressément à toute personne «d'offrir ou de fournir des services d'adoption à l'occasion d'une adoption visée par la Convention aux États-Unis» à moins que cette personne ne soit accréditée ou agréée conformément à des procédures et normes spécifiées. Les sanctions civiles et pénales qu'encourent les personnes qui enfreignent cette interdiction sont énoncées dans l'article 404 de l'IAA. La publicité est l'un des moyens d'«offrir» de tels services interdits par cette disposition.

10. Prévention du vol de jeunes enfants et de l'enregistrement frauduleux de leur naissance

289. L'enlèvement aux fins d'adoption contrevient naturellement à l'article 1201 du titre 18 du Code des États-Unis s'il implique un déplacement d'un État des États-Unis dans un autre et à la législation des États s'il se produit à l'intérieur d'un État (voir par. 178 et 179). En outre, en fonction des circonstances de chaque cause, dans le contexte de l'adoption, les sanctions pénales visées par l'IAA (art. 404) et par le règlement d'application du Ministère des affaires étrangères et du Ministère de la sécurité intérieure proscrivant l'achat d'enfants pourraient également s'appliquer. Les extraits d'acte de naissance sont strictement réglementés par la législation des États.

11. Dérogation à la règle du consentement parental

290. En vertu du règlement du Ministère de la sécurité intérieure et comme en fait état le formulaire I-800, dont il a été question au paragraphe 267, un enfant peut être considéré comme n'ayant qu'un seul parent biologique dont le consentement à l'adoption soit exigé, lorsque «l'autorité compétente a déterminé que l'autre parent biologique de l'enfant a abandonné ce dernier ou a disparu de sa vie, et que l'enfant n'a pas acquis un autre parent». Dans ce cas, il peut se faire que le consentement d'un parent biologique vivant ne soit pas nécessaire. Si les deux parents biologiques ont disparu d'une manière similaire, il pourrait y avoir deux parents biologiques vivants dont le consentement ne soit pas exigé.

291. Les garanties destinées à faire en sorte que le consentement soit donné librement et en connaissance de cause incluent l'interdiction de son obtention induite en vertu de la législation et des règlements des États-Unis (voir par. 262 à 268). Comme le stipule l'article 204.301 du titre 8 du CFR, pour fournir un consentement irrévocable, un document doit «préciser si le tuteur légal peut lire et comprendre la langue dans laquelle le consentement est rédigé». Si ce n'est pas le cas, le document doit être «accompagné par une déclaration, signée, d'une personne identifiée, établissant que cette personne identifiée possède les compétences voulues pour traduire la langue dans laquelle le consentement irrévocable est rédigé dans une langue que le parent comprend, et que la personne en question a bel et bien, le jour et au lieu spécifiés dans la déclaration, lu et expliqué le consentement au tuteur légal dans une langue que ce dernier comprend».

292. De surcroît, le règlement du Ministère de la sécurité intérieure exige du demandeur qui soumet un formulaire I-800 qu'il présente, entre autres éléments de preuve, un récapitulatif des informations qui lui ont été fournies en vertu des paragraphes d) et f) de l'article du titre 22 du CFR, notamment «(D) [s]i un seul parent biologique était le tuteur légal, les circonstances ayant amené à conclure que l'autre parent a[vait] abandonné l'enfant ou a[vait] disparu de sa vie». (Point iv) du sous-paragraphe 4 du paragraphe d) de l'article 204.313 du titre 8 du CFR).

12. Adoptions internes et adoptions internationales non visées par la Convention de La Haye

293. Les références spécifiques du Protocole facultatif à l'adoption sont énoncées au sous-alinéa ii) de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 3 et au paragraphe 5 du même article, lesquels imposent l'obligation d'agir d'une façon conforme aux «instruments juridiques internationaux applicables». Comme indiqué aux paragraphes 240 à 242, les États-Unis considèrent la Convention de La Haye comme l'instrument international applicable. Les dispositions de la Convention ne sont pas applicables aux adoptions nationales non plus qu'aux adoptions internationales faisant intervenir des pays qui ne sont pas parties à la Convention de La Haye, mais les États-Unis peuvent confirmer que tous les États des États-Unis réglementent l'adoption nationale d'enfants. Au demeurant, le règlement d'application de la Convention requiert d'un organisme d'adoption présentant

une demande d'accréditation au titre d'adoptions visées par la Convention qu'il soit dans un premier temps titulaire d'un permis ou d'une autorisation délivré par un État des États-Unis. De plus, la plupart des États du pays érigent expressément en infraction la traite d'enfants et/ou le versement d'un paiement ou d'une contrepartie dans le cas de personnes recevant ou fournissant des services d'adoption. La législation des États prévoit généralement une exception pour des frais médicaux et juridiques d'un montant raisonnable (voir par. 245).

294. La loi relative à l'immigration et à la nationalité exige qu'un parent ou les deux parents aient «irrévocablement donné» un enfant en vue de son émigration et de son adoption (point 1) F) de l'alinéa b) de l'article 1101 du titre 8 du Code des États-Unis). Le règlement continue donc de requérir le rejet d'une demande d'immigration présentée au nom d'un orphelin, dans les situations non visées par la Convention de La Haye, si le consentement parental a été obtenu d'une façon induite. L'alinéa i) du paragraphe 3 de l'article 204 du titre 8 du CFR est ainsi libellé:

- i) L'achat d'enfants comme motif de rejet de la demande. Une demande présentée au nom d'un orphelin doit être rejetée en vertu du présent article si les futurs parents adoptifs ou le(s) parent(s) adoptif(s), ou une personne ou entité agissant pour leur compte, ont donné ou donneront de l'argent ou une contrepartie d'une autre nature, directement ou indirectement, au(x) parent(s) de l'enfant, à l'agent ou aux agents, à une autre ou à d'autres personnes ou à une entité à titre de paiement pour l'enfant ou d'incitation à donner l'enfant. Aucune disposition du présent alinéa ne sera considérée comme interdisant un paiement d'un montant raisonnable pour des activités nécessaires, telles que des services administratifs, judiciaires, juridiques, de traduction et/ou de soins médicaux liés à la procédure d'adoption.

Comme indiqué plus haut, le site Web créé en 2008 par le Ministère des affaires étrangères à l'adresse <http://adoption.state.gov> présente des sources d'information sur les adoptions visées par la Convention de La Haye et celles qui ne le sont pas, et le Service de suivi des adoptions créé en application de l'IAA couvre les deux catégories d'adoptions internationales.

K. Publicité des infractions

295. Pédopornographie: l'alinéa d) de l'article 2251 du titre 18 du Code des États-Unis impose des sanctions à toute personne qui, en connaissance de cause, «fabrique, imprime ou publie, ou fait fabriquer, imprimer ou publier, une annonce ou une publicité sollicitant ou offrant» des matériels pédopornographiques. La loi exige l'existence d'un lien avec le commerce intérieur ou extérieur pour fonder la compétence fédérale, mais il n'est pas difficile de satisfaire à ce critère dans le cas de la publicité. Les sanctions prévues pour la publicité sont identiques à celles dont sont passibles les autres infractions à l'article 2251, et s'échelonnent entre une peine minimale obligatoire de 15 ans d'emprisonnement et la réclusion perpétuelle. De même, le point 3) B) de l'alinéa a) de l'article 2252 du titre 18 du Code des États-Unis interdit aux personnes de faire de la publicité pour un matériel ou un soi-disant matériel d'une manière qui traduise la conviction ou vise à faire croire à autrui que le matériel ou soi-disant matériel relève de la pédopornographie, ainsi que de promouvoir, de présenter, de distribuer ou de solliciter ce matériel ou soi-disant matériel. Comme indiqué au paragraphe 193, la Cour suprême a récemment déclaré cette disposition constitutionnelle. En outre, l'article 2251A du titre 18 du Code des États-Unis interdit d'offrir un enfant pour qu'il soit utilisé pour produire de la pédopornographie, infraction qui est passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée comprise entre 30 ans et la réclusion perpétuelle.

296. Prostitution des enfants: Comme l'indique le paragraphe 90 du rapport initial, la publicité ou la promotion de la prostitution des enfants peut, dans certaines circonstances, être punie par les lois fédérales si elle favorise et encourage la prostitution des enfants ou donne lieu à une entente délictueuse visant à enfreindre les lois sur la prostitution des enfants.

297. On se reportera au paragraphe 288 au sujet de l'interdiction de la publicité de l'adoption irrégulière.

L. Compétence

298. Le paragraphe 1 de l'article 4 du Protocole facultatif dispose que tout État Partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3, lorsque ces infractions ont été commises sur son territoire ou à bord de navires ou d'aéronefs immatriculés dans cet État. Aux termes du paragraphe 3 de l'article 4, tout État Partie prend également les mesures propres à établir sa compétence lorsque l'auteur présumé de l'infraction est présent sur son territoire et qu'il ne l'extrade pas vers un autre État Partie au motif que l'infraction a été commise par l'un de ses ressortissants. Le paragraphe 2) du même article dispose que tout État Partie peut, sans être tenu de le faire, établir sa compétence dans les cas suivants: 1) lorsque l'auteur présumé de l'infraction est un ressortissant dudit État ou a sa résidence habituelle sur le territoire de celui-ci, et 2) lorsque la victime est un ressortissant dudit État.

299. Comme l'expliquent les paragraphes 47 à 50 du rapport initial, les États-Unis ont inséré une réserve et une déclaration dans leur instrument de ratification au sujet des obligations qui leur incombent en matière de compétence en vertu de ces dispositions. S'agissant du caractère général des obligations qui incombent aux États-Unis en vertu du Protocole facultatif, la déclaration susvisée expose les rôles partagés de la législation fédérale et de celle des États:

Les États-Unis considèrent que le Protocole sera appliqué par le Gouvernement fédéral dans la mesure où il a compétence s'agissant des matières régies par le Protocole, et par les administrations étatiques et locales dans la mesure où il n'a pas compétence. Dans la mesure où ce sont les administrations étatiques et locales qui sont compétentes en ce qui concerne ces matières, le Gouvernement fédéral prendra si nécessaire les mesures voulues pour assurer l'application du Protocole.

300. En ce qui concerne l'étendue de la compétence, les lois fédérales qui répriment les infractions visées dans le Protocole établissent la compétence des États-Unis à l'égard des infractions commises sur leur territoire. La législation des États établit la compétence de ces derniers s'agissant des infractions commises sur le territoire de l'État considéré.

301. Au plan extraterritorial, le droit des États-Unis prévoit une compétence spéciale maritime et territoriale en matière pénale (art. 7 du titre 18 du Code des États-Unis) pour les infractions ci-après (entre autres): maltraitance sexuelle (art. 2241 à 2245 du titre 18 du Code des États-Unis), pédopornographie (art. 2252 et 2252A du titre 18 du Code des États-Unis), traite à des fins d'exploitation sexuelle (art. 1591 du titre 18 du Code des États-Unis), agression (art. 113 du titre 18 du Code des États-Unis), mutilation (art. 114 du titre 18 du Code des États-Unis), homicide volontaire (art. 1111 du titre 18 du Code des États-Unis) et homicide involontaire (art. 1112 du titre 18 du Code des États-Unis). La compétence spéciale maritime et territoriale s'étend à tout navire ou aéronef appartenant pour tout ou partie aux États-Unis ou à tout citoyen ou toute société des États-Unis, lorsque ce navire ou aéronef est en haute mer ou survole la haute mer ou toutes autres eaux qui relèvent de la compétence maritime des États-Unis et sont en dehors de la compétence de tout autre État, ainsi qu'à certains véhicules utilisés ou conçus pour le vol

ou la navigation dans l'espace extra-atmosphérique. La compétence maritime spéciale s'étend également à tout lieu qui est en dehors de la compétence de tout État pour toute infraction commise par ou contre un citoyen des États-Unis. Cette compétence s'étend en outre aux terres réservées aux États-Unis ou acquises pour leur propre usage et relevant de la compétence exclusive ou concurrente de ces derniers, et à tout lieu acquis par les États-Unis avec le consentement de l'assemblée législative de l'État où il se trouve, aux fins de la construction d'un fort, d'un dépôt, d'un arsenal, d'un chantier naval ou d'un autre bâtiment nécessaire. Tout récemment, l'article 7 a été modifié et prévoit désormais expressément une compétence pour les infractions commises par ou contre un citoyen des États-Unis dans les locaux des missions ou entités diplomatiques, consulaires, militaires et autres missions et entités du Gouvernement des États-Unis sises dans les États étrangers et dans les résidences se trouvant dans les États étrangers et les terrains adjacents, utilisés aux fins de ces missions ou entités ou par le personnel des États-Unis affecté à ces missions ou entités. De même, l'article 3261 du titre 18 du Code des États-Unis prévoit une compétence à l'égard des personnes employées par les forces armées à l'extérieur des États-Unis ou les accompagnant ou lorsqu'un membre des forces armées est justiciable du Code uniforme de justice militaire pour des actes commis à l'extérieur des États-Unis qui constitueraient une infraction passible d'une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à un an si elle était commise dans les limites de la compétence spéciale maritime et territoriale (voir également l'analyse des lois applicables aux membres des forces armées des États-Unis aux paragraphes 196 à 204).

302. La législation fédérale prévoit une compétence spéciale à l'égard des aéronefs pour les infractions ci-après (entre autres) lorsqu'elles sont commises à bord d'un aéronef immatriculé aux États-Unis (art. 46501 et 46506 du titre 49 du Code des États-Unis): agression (art. 113 du titre 18 du Code des États-Unis), mutilation (art. 114 du titre 18 du Code des États-Unis), homicide volontaire (art. 1111 du titre 18 du Code des États-Unis), homicide involontaire (art. 1112 du titre 18 du Code des États-Unis) et tentatives de commettre un homicide volontaire ou un homicide involontaire (art. 1113 du titre 18 du Code des États-Unis). Lorsque ni la compétence spéciale à l'égard des aéronefs ni la compétence spéciale maritime et territoriale ne s'appliquent, la législation des États-Unis établit autrement la compétence de l'État. Elle l'étend à la production de matériel pédopornographique à l'étranger lorsque la personne prévoit ou effectue effectivement le transport de l'image aux États-Unis (art. 2251 et 2260 du titre 18 du Code des États-Unis). Elle interdit également aux citoyens des États-Unis de se rendre dans un pays étranger et d'y avoir des relations sexuelles illicites avec des enfants, et interdit à toute personne de quitter les États-Unis dans le but d'avoir des relations sexuelles illicites à l'étranger (al. b) et c) de l'article 2423 du titre 18 du Code des États-Unis). Elle prévoit également la compétence pénale de l'État à l'égard des navires utilisés pour le péonage et l'esclavage (art. 1582 et 1585 à 1588 du titre 18 du Code des États-Unis), et le texte interdisant la traite à des fins d'exploitation sexuelle des enfants s'applique également aux affaires qui s'inscrivent dans le cadre du commerce extérieur ou ont un effet sur celui-ci (art. 1591 du titre 18 du Code des États-Unis).

303. Comme l'indique le rapport initial, l'inclusion de l'exercice de la compétence par un État Partie à l'égard de ses ressortissants en tant qu'auteurs ou victimes d'infractions commises en dehors des États-Unis n'est pas obligatoire et les États-Unis, à la différence de certains autres systèmes juridiques, ne le prévoient pas systématiquement. De même, la disposition selon laquelle tout État Partie doit établir sa compétence lorsque l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et qu'il refuse de l'extrader vers un autre État Partie en raison de sa nationalité ne peut pas être appliquée aux États-Unis car la nationalité américaine n'est pas un motif de refus d'extradition. Néanmoins, et bien que le Protocole facultatif ne l'exige pas, la loi publique n° 110-457 de 2008 a ajouté une compétence extraterritoriale supplémentaire pour toute infraction (ou tentative de

commettre ou entente en vue de commettre une infraction) prévue par l'article 1581, 1583, 1584, 1589, 1590 ou 1591 lorsque

1) L'auteur présumé de l'infraction est un ressortissant américain ou un étranger légalement admis pour résidence permanente ...; ou que

2) L'auteur présumé de l'infraction se trouve sur le territoire des États-Unis, quelle que soit la nationalité de cette personne.

(art. 1596 du titre 18 du Code des États-Unis). Les infractions visées sont le péonage et l'esclavage, y compris la traite à des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle (voir par. 170 à 174).

304. En conséquence, comme on l'a vu au paragraphe 10, bien que la législation des États-Unis comprenne un large éventail de textes en vertu desquels le pays peut exercer sa compétence pour connaître des infractions visées par le Protocole facultatif lorsque ces infractions ont été commises «à bord de navires ou d'aéronefs immatriculés [aux]» États-Unis, cette compétence n'est pas énoncée de manière uniforme pour connaître toutes les infractions visées par le Protocole facultatif et n'est pas non plus toujours subordonnée à l'«immatriculation» aux États-Unis. La portée de la compétence des États-Unis ne coïncide donc peut-être pas exactement avec celle que prescrit l'article 4. Il s'agit d'une divergence technique mineure et il est improbable, dans la pratique, qu'une infraction ne puisse pas être poursuivie par défaut de compétence d'une juridiction à l'égard d'une zone maritime ou d'un aéronef. Les États-Unis ont donc décidé de ne pas différer la ratification du Protocole facultatif et d'émettre, au moment de cette ratification, une réserve en vue de suspendre leur obligation d'établir leur compétence pour connaître de toutes les infractions visées par le Protocole facultatif qui seraient susceptibles de bénéficier de cette divergence technique.

305. La réserve qui accompagnait l'instrument de ratification des États-Unis était ainsi libellée:

[D]ans la mesure où le droit interne des États-Unis ne donne pas à ceux-ci compétence pour connaître d'une infraction visée au paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole si l'infraction est commise à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé aux États-Unis, l'obligation concernant la compétence pour connaître de ladite infraction ne s'applique pas aux États-Unis tant que les États-Unis n'ont pas notifié au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies que leur droit interne satisfait pleinement aux prescriptions du paragraphe 1 de l'article 4 du Protocole.

306. À ce jour, aucune modification n'a été apportée à la législation des États-Unis en ce qui concerne les infractions commises à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé aux États-Unis. La réserve émise par les États-Unis demeure donc nécessaire. Les États-Unis soulignent toutefois le caractère technique de cette réserve et font observer qu'il est improbable, dans la pratique, qu'une infraction ne puisse pas être poursuivie par défaut de compétence d'une juridiction à l'égard d'une zone maritime ou d'un aéronef.

M. Extradition, entraide judiciaire et confiscation de biens

1. Extradition

307. Les demandes d'extradition internationale présentées par les États-Unis sont gérées par l'Administration fédérale pour le compte des autorités chargées des poursuites au niveau fédéral, au niveau des États et au niveau local. Lorsqu'un autre pays demande une extradition auprès des États-Unis, ceux-ci représentent le pays demandeur devant un juge ou un magistrat américain. Les procédures d'extradition ne sont ni entièrement pénales ni entièrement civiles bien qu'elles soient régies par les principes de chaque domaine.

Fondamentalement, l'audience d'extradition aux États-Unis vise à déterminer s'il existe des «raisons suffisantes» de penser qu'une infraction a été commise et si cette infraction a été commise par le défendeur. Les traités d'extradition prévoient également des règles concernant, entre autres, le moment où un fugitif peut être arrêté avant qu'une demande d'extradition complète n'ait été reçue («arrestation provisoire») et énoncent les motifs pour lesquels l'extradition peut être refusée ou reportée.

308. En outre, étant donné que les États-Unis se sont dotés d'un régime général subordonnant l'extradition à l'existence d'un traité, le paragraphe 3 de l'article 5 ne crée pour eux aucune obligation d'extrader vers des États avec lesquels ils n'ont pas signé de traité d'extradition.

309. Depuis qu'ils sont devenus partie au Protocole facultatif, les États-Unis ont adhéré à neuf traités d'extradition, ce qui porte à plus de 120 le nombre de traités actuellement en vigueur; de nouveaux traités pourraient entrer en vigueur pour les États-Unis prochainement. Tous ces traités reposent sur le principe de la double incrimination, qui exige que, pour qu'une violation donne lieu à une extradition, elle soit passible de sanctions en vertu des lois des deux États, généralement d'une peine de prison minimale de plus d'un an ou d'une peine plus sévère. Aux États-Unis, les infractions visées par le Protocole facultatif répondent à ce critère et peuvent donc donner lieu à une extradition si elles répondent également aux critères prévus par les lois de l'État requis.

310. Les données dont on dispose sur la pratique suivie par les États-Unis en matière d'extradition indiquent ce qui suit. Depuis qu'ils sont devenus partie au Protocole facultatif, les États-Unis n'ont rejeté aucune demande d'extradition d'une personne qui était accusée par un autre État d'avoir commis l'une des infractions visées par le Protocole. Ils ont jusqu'à présent accédé à trois demandes d'extradition pour les infractions visées par le Protocole facultatif; l'une de ces demandes concernait une infraction liée à la pédopornographie et les deux autres une infraction liée à la prostitution des enfants. Une autre demande est en instance. Au cours de la même période, les États-Unis ont adressé 30 demandes d'extradition pour des infractions visées par le Protocole facultatif; il a été fait droit à 13 d'entre elles et les 17 autres sont instance. L'une des 13 auxquelles il a été fait droit concernait la prostitution des enfants et les 12 autres la pédopornographie. Six des 17 demandes en instance concernent la prostitution des enfants et 11 la pédopornographie. Aucune nouvelle loi, aucun nouveau règlement ou aucune nouvelle règle judiciaire concernant l'extradition n'a été proposé, élaboré ou adopté aux États-Unis qui aurait un effet sur l'extradition de personnes accusées d'infractions visées par l'article 3 du Protocole facultatif.

311. Aux États-Unis, la procédure d'extradition est presque exclusivement réglementée par traité bilatéral. Le Protocole facultatif, à l'instar des autres instruments multilatéraux aux dispositions comparables, modifie dans les faits les traités d'extradition bilatéraux en vigueur lorsque les deux parties sont en même temps parties à l'instrument multilatéral en ce que les infractions visées au paragraphe 1) de son article 3 sont comprises en tant qu'infractions pouvant donner lieu à une extradition aux fins de ces traités. Les demandes d'extradition internationale présentées par les États-Unis sont gérées par l'Administration fédérale pour le compte des autorités chargées des poursuites au niveau fédéral, au niveau des États et au niveau local.

312. Lorsqu'un autre pays demande une extradition auprès des États-Unis, ceux-ci représentent le pays demandeur devant un juge ou un magistrat américain. Les procédures d'extradition ne sont ni entièrement pénales ni entièrement civiles bien qu'elles soient régies par les principes de chaque domaine. Fondamentalement, l'audience d'extradition aux États-Unis vise à déterminer s'il existe des «raisons suffisantes» de penser qu'une infraction a été commise par le fugitif et si cette infraction est régie par l'instrument pertinent. Les traités d'extradition prévoient également des règles concernant, entre autres,

le moment où un fugitif peut être arrêté avant qu'une demande d'extradition complète n'ait été reçue («arrestation provisoire») et énoncent les motifs pour lesquels l'extradition peut être refusée ou reportée.

313. Comme indiqué au paragraphe 303, en vertu de la loi et des pratiques en vigueur aux États-Unis, l'extradition ne peut être refusée sur la base de la nationalité. La disposition du paragraphe 3 de l'article 4 ne s'applique donc pas aux États-Unis.

2. Entraide judiciaire internationale

314. La coopération internationale avec les États-Unis concernant l'échange d'informations et d'éléments de preuve peut avoir lieu de différentes manières (traités d'entraide judiciaire, commissions rogatoires, accords en forme simplifiée et instruments multilatéraux). En outre, il existe plusieurs mécanismes d'échange d'informations et d'éléments de preuve moins formels. En ce qui concerne les moyens formels d'échanger des éléments de preuve et des informations, en particulier lorsqu'une procédure est obligatoire, les traités d'entraide judiciaire modernes sont efficaces. Les États-Unis ont conclu ce type de traités avec plus de 50 pays et peuvent offrir ou demander une assistance à ces pays dans les limites des dispositions de chaque traité. Conformément à ces traités, les parties ont l'obligation juridique internationale de fournir une assistance, et les autorités centrales du pouvoir exécutif de chaque gouvernement sont chargées de formuler et de recevoir les demandes en vertu du traité. Si ces traités d'entraide judiciaire peuvent avoir une portée différente, ils englobent généralement toute une série de formes d'assistance juridique – même au tout début d'une enquête – afin de prévenir les infractions, d'enquêter sur celles qui ont été commises et d'en poursuivre les auteurs. Souvent, sauf en ce qui concerne les formes de coopération les plus invasives, telles que la perquisition et la saisie, les traités d'entraide judiciaire conclus par les États-Unis ne subordonnent pas la prestation d'une assistance à la double incrimination.

315. Les accords en forme simplifiée sont semblables aux traités d'entraide judiciaire, mais ils ont généralement une portée plus limitée, prévoient parfois des formes restreintes d'entraide judiciaire ou peuvent porter uniquement sur des domaines spécifiques. Certains traités multilatéraux prévoient également une entraide judiciaire entre les pays qui les ont ratifiés, pour les infractions visées par ces mêmes traités.

316. Si aucun traité d'entraide judiciaire formel n'existe entre des pays (et qu'aucun autre accord formel ne s'applique), une demande peut être faite au moyen de commissions rogatoires ou, dans un petit nombre de pays, d'une manière prescrite par le droit interne du pays auprès duquel l'assistance est demandée. Dans certains États, une «lettre de demande d'entraide» peut être utilisée qui – contrairement à une commission rogatoire – n'exige pas l'approbation d'un juge de l'État requérant. Quel que soit le cas, le tribunal requis n'a aucune obligation de fournir l'assistance demandée; la décision relève uniquement de l'appréciation du juge et de la courtoisie internationale. Aux États-Unis, en l'absence de traité, l'article 1782 du titre 28 du Code des États-Unis permet à un juge de district des États-Unis d'ordonner de produire des éléments de preuve en vue d'une procédure devant un tribunal étranger ou international, y compris des enquêtes pénales avant l'inculpation formelle.

317. Les États-Unis ont coopéré avec succès avec d'autres États dans de nombreuses affaires concernant des infractions visées par le Protocole facultatif. Dans des affaires de pédopornographie, par exemple, ils ont obtenu et fourni à la fois une assistance en matière d'extradition et une entraide judiciaire à propos de dossiers concernant la production et la distribution de ce type de matériel. Ils ont également coopéré avec succès avec d'autres États dans le cadre d'affaires de tourisme pédophile, les actes en question pouvant donner lieu à des poursuites aux États-Unis même s'ils ont été commis à l'étranger.

3. Confiscation de biens

318. Comme l'indiquent les paragraphes 61 à 65 du rapport initial, les lois en vigueur aux États-Unis contiennent plusieurs dispositions autorisant la confiscation de biens dans le cas des infractions visées dans le Protocole facultatif. L'article 1594 du titre 18 du Code des États-Unis autorise la confiscation pénale et la confiscation civile (*in rem*, sans qu'il y ait eu condamnation) en cas de violation des lois fédérales interdisant le travail forcé et la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle. Quant aux articles 2253 et 2254, ils autorisent, respectivement, la confiscation pénale et la confiscation civile en cas de violation des lois fédérales sur la pornographie mettant en scène des enfants. De même, l'article 2428 autorise la confiscation pénale et civile en cas de violation des lois fédérales qui interdisent le transport et l'incitation d'une personne à se livrer à une activité sexuelle illicite et le déplacement en vue de se livrer à une activité de ce type. Toutes ces dispositions autorisent la confiscation de tous les biens, tant réels que personnels, utilisés ou destinés à être utilisés pour commettre ou faciliter la commission de l'infraction et tous les biens qui sont le produit de cette infraction ou qui sont issus de ce produit. Les articles 2253 et 2254 susmentionnés autorisent également la confiscation des représentations visuelles pornographiques elles-mêmes. La plupart des infractions qui tombent sous le coup de ces dispositions relatives à la confiscation donnent également lieu à des poursuites pour blanchiment d'argent en application des articles 1956 et 1957 du titre 18 du Code des États-Unis. Les biens utilisés dans le blanchiment d'argent et ceux qui sont rattachables à ces biens peuvent être confisqués en application des articles 981 (confiscation civile) et 982 (confiscation pénale) du titre 18 du Code des États-Unis.

319. D'autres lois des États-Unis autorisent la confiscation de matériels pornographiques et cette disposition ne s'applique pas uniquement aux matériels mettant en scène des enfants. L'article 1467 du titre 18 du Code des États-Unis, tel que modifié, en juillet 2006, par la loi Adam Walsh sur la protection et la sécurité des enfants de 2006, autorise la confiscation civile et pénale des matériels pornographiques et des biens réels ou personnels qui sont le produit d'infractions contre les mœurs ou qui sont rattachables à de telles infractions et des biens réels ou personnels utilisés pour commettre ou favoriser la commission de telles infractions. L'article 1305 du titre 19 du Code des États-Unis autorise la confiscation civile de matériels obscènes importés aux États-Unis.

320. Ainsi, à l'instar de l'article 7 du Protocole facultatif, les lois fédérales en vigueur autorisent la confiscation des matériels obscènes et pornographiques, du produit des infractions connexes et des biens réels et personnels utilisés pour commettre ces infractions.

321. Les lois des États-Unis autorisent l'exécution d'ordonnances et de jugements de confiscation étrangers pour toute infraction commise à l'étranger qui aurait été passible de confiscation en vertu de la législation fédérale des États-Unis si elle avait été commise aux États-Unis (voir l'article 2467 du titre 28 du Code des États-Unis). Cela signifie que les États-Unis peuvent exécuter des ordonnances et des jugements prononcés à l'étranger portant sur la confiscation du produit et des instruments des infractions visées dans le Protocole facultatif, pour lesquelles la confiscation est autorisée par les lois des États-Unis. La seule condition pour qu'une assistance soit fournie est qu'à la fois les États-Unis et la partie qui requiert cette assistance soient parties à un traité ou un accord prévoyant, à l'instar du Protocole facultatif, une entraide en matière de confiscation.

VI. Protection des droits des victimes (art. 8 et 9, par. 3 et 4)

A. Droits des enfants victimes

322. Comme l'expliquent les paragraphes 66 à 74 du rapport initial, la législation fédérale et celle des États reposent sur le principe général selon lequel l'intérêt supérieur de l'enfant est une considération primordiale dans le traitement des enfants victimes. Les besoins particuliers des enfants victimes et témoins sont reconnus tant par les lois fédérales que par celles des États. Par ailleurs, la législation fédérale et celle des États disposent que les enfants victimes doivent être informés de leurs droits et du déroulement de la procédure les concernant. Le Gouvernement fédéral veille également à ce que les victimes soient dûment avisées en allouant des fonds aux États. Les directives et les lois des États prévoient, quant à elles, un important dispositif pour informer les victimes de leurs droits et du calendrier de la procédure.

B. Protection des enfants dans le système de justice pénale

1. Échelon fédéral

323. Les besoins particuliers des enfants victimes et témoins sont reconnus tant par les lois fédérales que par celles des États. La principale source fédérale qui prévoit des mesures spéciales pour les enfants victimes d'infractions incriminées par le Protocole facultatif est l'article 3509 du titre 18 du Code des États-Unis, intitulé «Droits des enfants victimes et des enfants témoins». Le terme «enfant» s'entend d'une personne âgée de moins de 18 ans, qui est une victime ou une victime présumée de violences physiques, de maltraitance sexuelle ou d'exploitation, ou un témoin d'une infraction commise contre une autre personne. Le mot «exploitation» désigne ici la prostitution des enfants ou la pornographie mettant en scène des enfants; la maltraitance sexuelle «inclut le fait d'employer, d'utiliser un enfant pour qu'il se livre, ou aide une autre personne à se livrer, à une activité sexuelle explicite, ou de le convaincre de participer à une telle activité ou de l'inciter, de le contraindre ou de le pousser à y participer, ou le viol, l'abus sexuel, la prostitution ou d'autres formes d'exploitation sexuelle d'enfants, ou l'inceste avec des enfants».

324. Il existe des règles constitutionnelles qui limitent strictement l'utilisation des témoignages extrajudiciaires, mais l'article 3509 b) prévoit d'autres mesures que le témoignage en direct devant le tribunal lorsque la procédure concerne une infraction présumée avoir été commise contre un enfant. Ces mesures sont notamment les suivantes: 1) témoignage en direct de l'enfant par télévision en circuit fermé bidirectionnel si le tribunal juge que l'enfant ne peut pas témoigner en direct devant le tribunal en présence du prévenu parce qu'il a peur, qu'il risque fort de subir un traumatisme affectif, qu'il souffre d'une infirmité mentale ou autre, ou que le comportement du prévenu ou de son avocat ne permet pas à l'enfant de poursuivre sa déposition; et 2) une déposition de l'enfant par vidéo si le tribunal conclut à titre préjudiciel que l'enfant est vraisemblablement incapable de déposer devant lui en présence du prévenu, du jury, du juge et du public pour les raisons visées par la mesure 1). Le tribunal peut accepter une déposition par vidéo à titre d'élément de preuve à la place de la déposition de l'enfant à l'audience s'il détermine au moment du procès que l'enfant est incapable de témoigner pour les motifs susvisés. La déposition par vidéo ne peut être présentée en tant qu'élément de preuve à l'audience que si le prévenu a, par l'intermédiaire de son avocat, la possibilité de procéder au contre-interrogatoire de l'enfant. Le tribunal peut ordonner au prévenu de prendre connaissance de la déposition par télévision en circuit fermé au lieu de se trouver dans la même pièce que l'enfant.

325. L'article 3509 c) prévoit des examens d'habileté pour les enfants témoins. L'article 3509 d) dispose que le nom et les autres renseignements concernant un enfant à l'occasion d'une procédure pénale ne doivent pas être divulgués. Lorsqu'un enfant témoigne, l'article 3509 e) autorise le tribunal à interdire l'accès de la salle d'audience à toutes les personnes, y compris les journalistes, qui ne sont pas directement intéressées à l'affaire s'il détermine que le fait de demander à l'enfant de témoigner devant le tribunal causerait à l'enfant un préjudice psychologique important ou le rendrait incapable de communiquer valablement.

326. Par ailleurs, la législation fédérale permet la présentation des vues et des besoins des enfants victimes d'une manière conforme aux règles de procédure. En vertu de l'article 3509 f), un agent de probation doit se renseigner auprès d'une équipe pluridisciplinaire sur les sévices à enfant (prévus à l'article 3509 g)) et d'autres sources appropriées pour déterminer l'impact de l'infraction sur l'enfant victime et sur les autres enfants qui peuvent avoir été affectés. L'article 3509 h) prévoit par ailleurs la désignation d'un tuteur *ad litem* qui est chargé de tout faire pour obtenir et communiquer des informations qui soient le reflet fidèle des vues de l'enfant et de sa famille sur les sévices subis par l'enfant. Au niveau des États, des directives et des lois prévoient la possibilité pour les victimes de présenter leurs vues à différents stades de la procédure.

327. L'article 3509 g) prévoit le recours à une équipe pluridisciplinaire sur les sévices à enfant lorsque cela est possible. Les membres de cette équipe fournissent des services dans le cadre de leurs rôles professionnels, à savoir, notamment, des services de diagnostic et d'évaluation médicaux, des services de consultation par téléphone, des évaluations médicales de la maltraitance ou du délaissement, des services de diagnostic et d'évaluation psychologique et psychiatrique, et des témoignages de médecins, de psychologues et d'autres experts, des services de coordination de la gestion des dossiers et d'aide à cette gestion, et des services de formation à l'intention, entre autres, des juges, des avocats plaidants et des autres magistrats ayant à connaître d'affaires d'enfants victimes et d'enfants témoins, dans le cadre de la prise en charge de ces enfants.

328. Les États-Unis comptent plus de 600 centres de défense des enfants s'occupant de ces questions – financés selon diverses formules par les autorités fédérales, étatiques et locales. Afin de limiter le besoin de faire interroger plusieurs fois l'enfant par les différents spécialistes qui participent à une procédure judiciaire, ce qui peut être une cause de traumatisme, les centres de défense de l'enfant utilisent une méthode pluridisciplinaire dans laquelle l'entretien est mené par un seul spécialiste, sous la surveillance de ses collègues, dont il aura au préalable regroupé les questions. En outre le Gouvernement fédéral aide les États à limiter les traumatismes que peuvent subir les enfants victimes de sévices sexuels en leur allouant des fonds au titre de la loi sur la justice des enfants, qui a été adoptée dans le cadre de la loi sur les victimes d'infractions pénales (VOCA), et de la loi sur la prévention et le traitement des sévices à enfant (CAPTA) (art. 5101 et suiv. et 5116 et suiv. du titre 42 du Code des États-Unis) (voir par. 120).

329. L'article 3509 h) autorise un tribunal à désigner, dans l'intérêt supérieur de l'enfant, un tuteur *ad litem*, en le rémunérant et en remboursant ses frais à un taux raisonnable, dans le cas d'un enfant victime de sévices ou d'exploitation ou témoin d'une telle infraction. Un tuteur *ad litem* peut assister à toutes les dépositions, audiences et phases de la procédure auxquelles un enfant participe, et présenter au tribunal des recommandations concernant le bien-être de l'enfant. Il peut également avoir accès à tous rapports, évaluations et dossiers nécessaires, à l'exception des produits du travail de l'avocat, et il lui incombe également d'organiser et de coordonner la fourniture à l'enfant de ressources et de services spéciaux. Tous les États recevant des subventions fédérales en vertu de la CAPTA sont tenus, aux termes de cette loi, de désigner un tuteur *ad litem* pour tout enfant victime de sévices participant à une procédure judiciaire contre l'auteur de ces sévices (art. 5106 a), b), 2) A) xiii) du titre 42 du Code des États-Unis).

330. En outre, l'article 3509 i) prévoit le droit d'un enfant témoignant dans le cadre d'une procédure judiciaire ou y participant de se faire accompagner par un adulte qui lui fournira un appui émotionnel. Le tribunal peut autoriser cet adulte à tenir la main de l'enfant ou à laisser celui-ci s'asseoir sur ses genoux pendant toute la durée de la procédure.

331. L'article 3509 j) dispose que, dans une procédure dans laquelle un enfant est appelé à témoigner, le tribunal peut déterminer que l'affaire revêt une importance publique particulière et accélérer la procédure en veillant à ce qu'elle prenne le pas sur toutes les autres afin de réduire autant que possible la période de temps pendant laquelle l'enfant doit endurer le stress causé par la participation à la procédure pénale. En outre, le sixième amendement à la Constitution des États-Unis requiert un procès rapide pour toutes les affaires pénales (voir art. 3161 et suiv. du titre 18 du Code des États-Unis).

332. En vertu de l'article 3509 l), des mannequins anatomiques ou autres dispositifs de démonstration peuvent être utilisés dans le cadre de l'entretien médico-légal pour aider un enfant à témoigner si le tribunal le juge approprié et après consultation d'un pédopsychologue, d'un travailleur social agréé ou d'un autre spécialiste de la protection de l'enfance. L'utilisation de ces mannequins ou autres dispositifs doit par ailleurs prendre en considération l'âge et les besoins particuliers de l'enfant, ainsi que les informations se rapportant spécifiquement à l'affaire.

333. De surcroît, l'article 3509 m) du titre 18 du Code des États-Unis stipule que les représentations visuelles pornographiques mettant en scène des enfants doivent rester sous la garde et le contrôle du Gouvernement ou du tribunal pendant la procédure pénale de façon à éviter leur diffusion. La législation de nombreux États contient des dispositions analogues.

334. En 2005, le Ministre de la justice a publié une nouvelle édition des *Guidelines on Victim and Witness Assistance* (Directives en matière d'aide aux enfants victimes et témoins), qui donne des orientations se rapportant précisément aux enfants victimes et témoins. Ces directives visent à fournir à chaque responsable de l'application de la loi, enquêteur, procureur, spécialiste des victimes et des témoins et fonctionnaire du Ministère de la justice des informations utiles pour traiter les victimes et les témoins d'une manière appropriée, et à faire prendre conscience au personnel du Ministère du traumatisme que subissent les enfants victimes et témoins lorsqu'ils sont obligés de revivre l'infraction pendant l'instruction de l'affaire pénale et les poursuites auxquelles celle-ci donne lieu, en particulier lorsqu'ils témoignent devant un tribunal. Ces directives fixent un objectif principal aux responsables du Ministère de la justice, qui est celui de réduire le traumatisme que provoquent chez les enfants victimes et témoins leurs contacts avec le système de justice pénale, et fournissent divers outils et services permettant d'atteindre cet objectif. Elles sont consultables à l'adresse http://www.justice.gov/olp/pdf/ag_guidelines.pdf.

335. Au sein de l'ICE du Ministère de la sécurité intérieure, les coordonnateurs pour les victimes et les témoins fournissent des orientations analogues aux agents de l'ICE pour qu'ils se conforment aux protocoles établis par l'intermédiaire du Ministère de la justice. Lorsqu'ils ont affaire à des victimes, ces agents font généralement appel à des spécialistes des enfants victimes et coordonnent leur intervention avec celle des bureaux du ministère public des États-Unis afin de s'assurer que les victimes connaissent leurs droits.

336. Le Centre de la cybercriminalité (C3) de l'ICE a mis en place le *National Child Victim Identification System (NCVIS)* (Système national de repérage des enfants victimes), un système centralisé d'information consultable permettant d'identifier les représentations visuelles pédopornographiques numériques qui est conçu pour aider les services de police à repérer et, éventuellement, libérer les enfants apparaissant sur ces représentations visuelles. Le NCVIS aide les autorités de police du monde entier à repérer les victimes et facilite l'engagement de poursuites contre les prédateurs d'enfants.

2. Autres juridictions des États-Unis

337. Les États fédérés et territoires des États-Unis et le District de Colombia prévoient des mesures spéciales pour les enfants victimes et témoins, y compris le recours au témoignage par vidéo ou en circuit fermé, à des spécialistes des entretiens avec les enfants et à un questionnement adapté au degré de maturité de l'enfant. Les informations ci-après sont consultables sur le site Web de l'Association nationale des procureurs de district.

338. Une liste des lois des États sur l'habilité des enfants témoins à déposer dans le cadre d'une procédure pénale est consultable à l'adresse http://www.ndaa.org/pdf/ncpca_statute_competency_child_witnesses_aug_06.pdf.

339. Une liste des lois des États sur l'utilisation de questions suggérant une réponse particulière dans le cas d'enfants témoins appelés à déposer dans le cadre d'une procédure pénale est consultable à l'adresse <http://www.ndaa.org/pdf/statutes-leading-ques-child-witnesses-082008.pdf>. La liste de la NDAA note que ce domaine du droit est fortement tributaire de la jurisprudence pour déterminer si un État autorisera ou non l'utilisation de questions suggérant une réponse particulière dans le cas d'enfants témoins.

340. Un certain nombre d'États se sont dotés de lois garantissant un «procès rapide» dans le cas d'allégations impliquant des enfants, afin de réduire la période de temps pendant laquelle l'enfant doit endurer le stress d'une participation à la procédure. Une liste de ces lois, complétée par de courts extraits de celles-ci, est consultable à l'adresse http://www.ndaa.org/pdf/ncpca_statute_speedy_trial_statutes_chart.pdf.

341. Une liste des lois des États relatives à l'utilisation des témoignages par télévision en circuit fermé dans les procédures pénales pour maltraitance d'enfants est consultable à l'adresse http://www.ndaa.org/pdf/CCTV_2009.pdf.

342. Une liste des lois des États qui prévoient la recevabilité des entretiens et dépositions par vidéo dans les procédures pénales pour maltraitance d'enfants est consultable à l'adresse http://www.ndaa.org/pdf/ncpca_statute_videotaped_interviews_july_06.pdf.

343. Plusieurs États et Porto Rico se sont dotés de lois autorisant l'utilisation des mannequins anatomiques dans les affaires de maltraitance d'enfants. Une liste de ces lois est consultable à l'adresse <http://www.ndaa.org/pdf/statutes-anatomical-dolls-112008.pdf>.

C. Enquête dans le cas où l'âge réel de la victime n'est pas connu

344. Lorsque l'âge de l'enfant est inconnu ou lorsqu'on ne sait pas avec certitude si la victime est adulte ou mineure, la pratique courante consiste à poursuivre l'enquête sur les autres aspects de l'affaire tout en essayant de déterminer l'âge de l'enfant. Comme l'explique le paragraphe 79 du rapport initial, aucune disposition de la législation fédérale ou de celle des États n'interdit la poursuite d'une enquête sur l'exploitation d'un enfant en pareilles circonstances. Une fois que les autorités ont déterminé l'âge de la victime, des procédures spécifiques mises en place par les États et les autorités locales sont appliquées pour traiter des questions liées à la prise en charge et à la garde de l'enfant, à sa santé et à son bien-être, et aux techniques d'entretien appropriées mises en œuvre par les services de police. Les autorités sont formées à traiter d'éventuels enfants victimes d'une manière adaptée aux besoins et au degré de maturité de ces enfants.

D. Formation juridique, psychologique et autre des personnes qui travaillent avec des enfants victimes d'infractions prosrites par le Protocole facultatif

345. Comme l'explique le paragraphe 81 du rapport initial, conformément aux paragraphes 4 et 5 de l'article 8, la pratique générale des autorités fédérales et de celles des États à tous les niveaux consiste à dispenser une formation aux personnes qui travaillent avec des enfants victimes et d'adopter, s'il y a lieu, des mesures pour garantir la sécurité et l'intégrité de tous ceux qui s'occupent de la prévention des infractions visées et de la protection et de la réadaptation des enfants. Les États-Unis s'acquittent également de leurs obligations en allouant des fonds fédéraux aux États où une telle formation est nécessaire. Ces fonds sont gérés entre autres par le Ministère fédéral de la santé et des services sociaux, ainsi que par le Bureau de la justice pour mineurs et de la prévention de la délinquance juvénile (OJJDP) et le Bureau des victimes d'infractions pénales (OVC) du Ministère de la justice.

346. Les États se sont dotés de dispositions analogues. Dans les limites constitutionnelles applicables, ils prévoient tous des mesures spéciales pour les enfants victimes et témoins, y compris le recours au témoignage par vidéo ou en circuit fermé, à des spécialistes des entretiens avec les enfants et à un questionnement adapté au degré de maturité de l'enfant.

E. Permettre aux entités et aux particuliers de travailler sans craindre les pressions ou les représailles

347. La législation et la politique générale des États-Unis protègent le cas échéant les enfants victimes ainsi que leur famille et les personnes qui témoignent en leur faveur contre l'intimidation et les représailles. S'agissant de la prostitution des enfants, de la pornographie mettant en scène des enfants et des sévices à enfant, aussi bien les autorités fédérales que celles des États ont pour politique de tenter d'établir rapidement la responsabilité pénale des prestataires de services, des clients et des intermédiaires, en partie pour assurer la protection des victimes et de leur famille. En outre, les enfants qui cherchent à échapper à l'exploitation sexuelle peuvent être placés de façon discrétionnaire dans des lieux sûrs et une protection contre l'intimidation et le harcèlement peut être fournie dans les mêmes conditions à ceux qui apportent une aide aux victimes de l'exploitation commerciale (voir par exemple la loi fédérale sur la protection des témoins, art. 3521 du titre 18 du Code des États-Unis).

348. Dans la plupart des États, une personne qui signale de bonne foi un cas présumé de maltraitance d'enfant bénéficie d'une immunité de juridiction pénale et civile absolue; la législation, tout à la fois, incite à signaler des cas présumés de maltraitance et met à l'abri de toutes poursuites les personnes qui signalent de tels cas, offrant ainsi une protection supplémentaire aux personnes qui travaillent avec des enfants victimes.

F. Droit des accusés à un procès équitable et impartial

349. La Constitution des États-Unis protège le droit de toutes les personnes accusées d'infractions aux États-Unis à un procès équitable et impartial en vertu de la garantie d'une procédure régulière prévue par le cinquième amendement. Aucune des activités destinées à protéger les enfants en application du Protocole facultatif ne se substitue à ces garanties constitutionnelles.

G. Programmes visant à fournir des prestations aux enfants victimes

350. Le succès de la lutte que mène le Gouvernement des États-Unis contre la vente et l'exploitation d'enfants et d'autres problèmes liés à la traite des personnes dans le pays dépend de la mise en œuvre d'une approche axée sur les victimes. En sus des programmes sociaux dont il est question ici, voir l'analyse des activités de sensibilisation exposée aux paragraphes 124 à 155.

1. Programmes de prestations sous forme de services

351. D'emblée, il convient de noter que la TVPRA 2008 apporte plusieurs modifications et améliorations aux évaluations de protection et de sécurité concernant les enfants étrangers non accompagnés aussi bien pendant leur rapatriement que pendant leur placement temporaire. L'article 235 prévoit l'élaboration de politiques et procédures pour lutter contre la traite des enfants à la frontière et aux points d'entrée aux États-Unis. Il s'agit de fournir des lieux de placement sûrs aux enfants étrangers non accompagnés aux États-Unis; d'assurer l'orientation juridique de ces enfants et, dans toute la mesure possible, de leur garantir l'accès à un avocat et aux défenseurs des enfants; de modifier la procédure permettant aux étrangers qui ont été maltraités, abandonnés ou délaissés de pouvoir prétendre à une protection permanente aux États-Unis par le biais du statut spécial d'immigrant mineur; et d'améliorer l'accès des enfants étrangers non accompagnés au système d'octroi du droit d'asile en tant que mesure de protection. L'article susvisé prescrit une procédure d'examen de la situation afin d'établir si ces enfants n'ont pas été victimes de la traite des personnes depuis les pays limitrophes. De surcroît, une libération conditionnelle peut être accordée aux membres de la famille de victimes de la traite qui ont engagé une procédure civile contre les trafiquants.

a) *Ministère de la santé et des services sociaux*

352. La TVPA désigne le Ministère de la santé et des services sociaux comme l'organisme chargé d'aider les victimes étrangères de la traite à être admissibles au bénéfice de prestations et de services de façon qu'elles puissent reconstruire leur vie en toute sécurité aux États-Unis. La Division de la lutte contre la traite des personnes (ATIP), qui relève du Bureau de la réinstallation des réfugiés (ORR) de l'Administration des enfants et de la famille (ACF) du Ministère, mène à bien des activités dans le cadre de la TVPA.

353. Les articles 212 et 213 de la TVPRA 2008 confèrent au Ministre de la santé et des services sociaux le nouveau pouvoir de fournir une assistance provisoire aux enfants (âgés de moins de 18 ans) n'ayant pas la nationalité américaine et n'ayant pas obtenu le statut de résident légal permanent qui peuvent avoir été victimes d'une forme aggravée de traite des personnes, de fournir une assistance de longue durée aux enfants étrangers victimes de la traite et de dispenser aux agents fédéraux et aux responsables étatiques et locaux une formation permettant d'améliorer le repérage et la protection des victimes de la traite.

354. En vertu de l'article 212, le Ministre est seul habilité à déterminer si un enfant est admissible, à titre provisoire, au bénéfice de l'aide mise par la législation fédérale à la disposition des enfants étrangers victimes de la traite. Cette disposition autorise le Ministre à faire bénéficier un enfant étranger se trouvant aux États-Unis d'une assistance provisoire (c'est-à-dire des mêmes prestations que celles dont bénéficie un enfant réfugié) lorsqu'il dispose d'informations crédibles selon lesquelles l'enfant pourrait avoir été victime d'une forme aggravée de traite des personnes. L'assistance provisoire peut durer jusqu'à 120 jours. Pendant cette période, le Ministre est tenu, après consultation du Ministre de la justice, du Ministre de la sécurité intérieure et des organisations non gouvernementales disposant d'un savoir-faire concernant les victimes de la traite, de déterminer si les enfants

victimes de la traite remplissent les conditions requises pour bénéficier d'une assistance de longue durée.

355. L'article 212 stipule également que, 24 heures au plus après avoir découvert qu'une personne âgée de moins de 18 ans pourrait être victime d'une forme aggravée de traite des personnes, un responsable fédéral, étatique ou local en avise le Ministre afin de faciliter la fourniture d'une assistance provisoire.

356. L'article 107b) 1) E) de la TVPA dispose que le Ministre de la santé et des services sociaux peut, après avoir consulté le Ministre de la justice et le Ministre de la sécurité intérieure, déclarer officiellement un adulte victime d'une forme aggravée de traite si certains critères sont remplis. Cette loi autorise la délivrance de certificats d'ayants droit aux victimes adultes pour qu'elles bénéficient de certaines prestations et services financés par le Gouvernement fédéral, tels qu'une assistance en numéraire, des soins médicaux, des tickets d'alimentation et un hébergement. Les enfants reconnus victimes de la traite n'ont pas à obtenir ce type de certificat; les enfants victimes qui ont été repérés par les autorités de police ou les prestataires de services sociaux peuvent recevoir des «lettres d'habilitation» du Ministère leur permettant d'obtenir les mêmes types de prestations et de services. Un enfant répondant à la définition d'une victime d'une forme aggravée de traite des personnes n'a pas besoin de satisfaire aux critères de certification pour pouvoir bénéficier d'une assistance.

357. Au cours de l'exercice 2009, le Ministère de la santé et des services sociaux a délivré 50 lettres d'habilitation à des enfants. Le tableau ci-après présente les données correspondant aux exercices 2001 à 2009.

<i>Exercice</i>	<i>Lettres d'habilitation délivrées à des enfants</i>
2001	4
2002	18
2003	6
2004	16
2005	34
2006	20
2007	33
2008	31
2009	50
Total	212

358. Parmi les victimes mineures qui ont reçu une lettre d'habilitation au cours de l'exercice 2009, 66 % étaient de sexe féminin. Trente-huit pour cent des victimes mineures ayant reçu une lettre d'habilitation avaient été victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle, 56 % de traite à des fins d'exploitation économique et 6 % de traite à des fins d'exploitation sexuelle et économique.

359. Les données concernant les certificats d'ayant-droit et les lettres d'habilitation n'incluent pas toutes les victimes repérées. Les bénéficiaires de subventions du Ministère et les prestataires extérieurs œuvrant pour son compte travaillent auprès des victimes de la traite à chaque étape du processus de repérage des victimes, depuis la prise de contact avec les victimes présumées jusqu'à la fourniture aux victimes auxquelles un certificat d'ayant droit a été délivré d'une assistance devant leur permettre de reconstruire leur vie. La barrière linguistique, les problèmes de sécurité et le traumatisme peuvent empêcher les

victimes de se manifester. D'autres victimes étrangères peuvent choisir de retourner dans leur pays d'origine sans chercher à bénéficier de prestations aux États-Unis.

360. La TVPRA 2008 fixe de nouvelles règles concernant la manière dont les enfants non accompagnés venus de l'étranger doivent être traités pendant qu'ils sont retenus par les autorités fédérales et énonce les conditions dans lesquelles ils peuvent être rapatriés. Elle autorise le Ministère de la santé et des services sociaux à nommer des défenseurs des enfants appelés à s'occuper des enfants vulnérables, et requiert du Ministère qu'il tienne compte, en matière de placement, de l'«intérêt supérieur» des enfants non accompagnés et qu'il les place dans le cadre le moins restrictif.

361. Les enfants étrangers non accompagnés (ceux qui se trouvent aux États-Unis sans parent ou tuteur légal disposé à s'occuper d'eux ou capable de le faire) qui sont victimes de la traite peuvent être dirigés vers le programme que le Ministère de la santé et des services sociaux gère en faveur des réfugiés mineurs non accompagnés. Ce programme engage les autorités de chaque État à veiller à ce que les enfants réfugiés non accompagnés bénéficient de tous les services d'assistance et de soins existants destinés aux enfants placés en famille d'accueil. Un tuteur légal est désigné pour agir en lieu et place du/des parents. La réunion dans de bonnes conditions de sécurité de ces enfants avec leurs parents ou d'autres membres adultes de leur famille est encouragée. Le programme prévoit différents niveaux de prise en charge pour répondre aux besoins individuels de chacun de ces enfants: foyers de placement familial agréés, centres d'hébergement médicalisés, établissements de soins et programmes offrant à ces enfants la possibilité de vivre de manière indépendante dans des logements prévus pour eux. Le programme couvre également les services suivants: alimentation, vêtements et soins médicaux; inculcation de l'aptitude à mener une vie indépendante; soutien scolaire; apprentissage de la langue anglaise; orientation et formation professionnelle/préprofessionnelle; soins de santé mentale; aiguillage vers des avocats facilitant à titre gracieux les démarches liées au statut d'immigration; activités culturelles; activités de loisirs; aide à l'insertion sociale; préservation de la culture ethnique et religieuse.

362. Le programme de la Division des services aux enfants non accompagnés (DUCS) du Ministère finance un réseau de foyers, de centres d'hébergement et de foyers de placement familial destinés à fournir des services aux enfants étrangers non accompagnés qui font l'objet d'une procédure en matière d'immigration. Les centres de prise en charge de la DUCS sont agréés par les États et doivent répondre aux critères fixés par le Ministère afin de garantir un degré élevé de qualité des soins. Ces centres, qui fonctionnent dans le cadre d'accords et de contrats de coopération, fournissent aux enfants les services suivants: enseignement scolaire, soins de santé, socialisation/loisirs, formation professionnelle, services de santé mentale, réunification familiale, accès aux services juridiques et gestion de leur dossier. Au minimum, tous les enfants non accompagnés placés en rétention par le Ministère bénéficient de services de soutien psychologique individualisés une fois par semaine et en groupe deux fois par semaine. Des services psychologiques et psychiatriques supplémentaires sont fournis, dans le cadre d'accords passés avec le Ministère des anciens combattants et des prestataires de soins centrés sur le traumatisme. Les prestataires de soins de la DUCS assurent une formation préalable et permanente à la lutte contre la traite des enfants à l'intention des personnels qui travaillent directement avec des enfants non accompagnés. L'ATIP s'est dotée d'un bureau de liaison ORR/DUCS sur la lutte contre la traite, qui conduit sur site des missions de formation au repérage des enfants victimes de la traite à l'intention des bénéficiaires de subventions fédérales et des personnels fédéraux s'occupant des enfants non accompagnés. Les enfants dirigés vers le programme de la DUCS font l'objet d'examens destinés à dépister d'éventuels problèmes de traite: des cliniciens et des travailleurs sociaux du niveau de la maîtrise les soumettent à une série d'évaluations préalables à leur admission dans le programme. Des professionnels agréés de la santé mentale procèdent à une évaluation normalisée de la traite d'enfants dès que des

problèmes de traite sont détectés et avant de libérer les enfants non accompagnés dans le cadre de la réunification familiale. Lorsque des problèmes crédibles de traite sont détectés, les enfants non accompagnés font l'objet d'une évaluation pour déterminer leur admissibilité aux prestations et adressés aux autorités de police fédérales aux fins d'enquête éventuelle. Les victimes de la traite repérées qui n'ont aucune perspective de réunification familiale aux États-Unis et ont besoin d'un placement sûr et de longue durée peuvent être dirigées vers le programme en faveur des réfugiés mineurs non accompagnés.

363. Au cours de l'exercice 2008, l'ORR a chargé un nouveau Directeur associé à la protection de l'enfance de contrôler et de promouvoir les méthodes de protection de l'enfance appliquées dans les programmes exécutés par l'ORR en faveur des enfants, y compris les activités menées par l'ATIP pour développer le repérage des enfants victimes de la traite et améliorer la capacité de prise en charge des enfants non accompagnés. Ce Directeur associé coordonne son action avec celle du Bureau des enfants du Ministère en vue d'une meilleure intégration des systèmes de services de protection de l'enfance des États et des comtés pour mieux venir en aide aux enfants victimes de la traite qui sont des ressortissants de pays étrangers ou des citoyens des États-Unis.

364. Au cours du même exercice, la DUCS et l'ATIP (deux divisions de l'ORR) ont engagé conjointement un spécialiste de la protection de l'enfance pour assurer une formation spécialisée au repérage et à la prise en charge des victimes à l'intention du personnel des foyers de la DUCS, dans le but de renforcer la capacité de celle-ci en matière de dépistage approfondi et rapide des victimes et de soins d'urgence. Pendant l'exercice en question, le spécialiste de la protection de l'enfance a organisé huit ateliers pour les prestataires de soins de la DUCS à Los Fresno, Houston, Corpus Christi et El Paso (Texas); et à San Francisco, Fullerton, El Cajon et San Diego (Californie). Ces ateliers ont formé plus de 300 agents de soins directs dans les domaines suivants: 1) définition fédérale de la traite des personnes; 2) vaincre les obstacles au repérage des enfants victimes; 3) accès aux prestations et aux services pour les victimes; et 4) fournir aux enfants victimes de la traite des services de soins et de planification de la sécurité spécialisés. Il s'en est suivi que le nombre d'enfants victimes de la traite qui ont été repérés par la DUCS et auxquels une lettre d'habilitation a été délivrée a plus que doublé par rapport à l'exercice précédent. Pendant l'exercice 2009, ce spécialiste a organisé six ateliers sur site pour tous les prestataires de soins œuvrant pour le compte de la DUCS dans l'Illinois, en Virginie, au New Jersey en Arizona et dans l'État de Washington. Au cours du même exercice, les prestataires de soins de la Division ont multiplié par trois par rapport à l'exercice 2008 le nombre d'enfants repérés en tant que victimes de la traite. Vingt-cinq enfants victimes de la traite repérés par la DUCS ont été admis dans le programme en faveur des réfugiés mineurs non accompagnés. Pour l'exercice 2010, il est prévu de poursuivre la formation et l'assistance technique sur site et par cyberconférence au bénéfice des centres des prestataires de soins de la DUCS et de ses partenaires.

365. Pendant l'exercice 2009, l'ATIP a recruté un deuxième spécialiste de la protection de l'enfance. Les deux spécialistes fournissent des services de coordination des cas des enfants victimes de la traite portés à l'attention de l'ORR et contribuent d'une manière déterminante à faciliter la délivrance de toutes les lettres d'habilitation, en coordonnant régulièrement leur action avec celle des prestataires de services, des hauts responsables du Ministère et des autorités de police fédérale et autres parties prenantes afin d'obtenir des informations cruciales et de mettre au point rapidement des plans de soins d'urgence. Ils adressent en urgence des enfants non accompagnés victimes de la traite au programme de placement familial en faveur des réfugiés mineurs non accompagnés et assurent un suivi après placement, qui prévoit notamment des consultations sur la planification de la sécurité, les droits des victimes dans le cadre des poursuites pénales, l'aiguillage vers les services juridiques de l'immigration et les questions liées à l'émancipation. Le Ministère a élaboré une nouvelle fiche d'information qui intègre les dispositions de la TVPRA 2008, décrit la

procédure à suivre pour obtenir une lettre d'habilitation pour un enfant victime et encourage les agents de terrain à prendre contact avec le spécialiste de la protection de l'enfance de l'ATIP s'ils ont besoin d'une assistance technique. Le fait de mettre davantage l'accent sur les besoins spéciaux des enfants victimes de la traite a amélioré la communication interorganisations sur les cas des enfants et permis d'augmenter le nombre d'enfants victimes de la traite qui ont été aiguillés vers le programme en faveur des réfugiés mineurs non accompagnés.

366. Le programme régional Sauvetage et rétablissement des victimes de la traite des personnes du Ministère, qui vise à faire assumer aux autorités locales davantage de responsabilités en matière de lutte contre la traite, applique un modèle intermédiaire pour mener des activités de communication, de repérage et de prestation de services à l'intention des victimes de la traite des personnes, y compris des enfants victimes d'exploitation. Ce programme renforce d'autres activités de l'ATIP, en particulier les subventions aux actions de communication de rue, le contrat de services individualisés, la campagne de sensibilisation, le Centre de documentation sur la traite des personnes (NHTRC) et les coalitions de bénévoles Sauvetage et rétablissement des victimes de la traite des personnes et est renforcé par elles.

367. L'ORR a utilisé à la fois les contrats et les subventions pour créer un réseau d'organisations de prestation de services pouvant aider les victimes d'une forme aggravée de traite des personnes. Au cours de l'exercice 2009, le Bureau a continué d'exécuter un contrat passé avec la United States Conference of Catholic Bishops (USCCB) consistant à fournir des services d'appui complets aux victimes étrangères de la traite des personnes. Par le biais de ce contrat, il a rationalisé les services d'appui de façon à aider les victimes à accéder à un foyer, à la formation professionnelle et aux soins médicaux, et offert aux victimes un dispositif leur permettant de bénéficier d'urgence de services essentiels avant de recevoir un certificat d'ayant droit. L'USCCB fournit des services de gestion de cas aux victimes avant et après la délivrance d'un certificat d'ayant droit sur la base d'un remboursement individualisé. Au début de l'exercice 2010, l'USCCB avait conclu 106 contrats de sous-traitance avec des prestataires de services dans 128 endroits pour fournir des services aux victimes de la traite au sein de leurs communautés respectives. Elle fait régulièrement bénéficier ses sous-traitants d'une formation et d'une assistance technique en leur donnant notamment des informations sur la gestion des cas des enfants.

368. Les coalitions de bénévoles Sauvetage et rétablissement des victimes de la traite des personnes du Ministère de la santé et des services sociaux regroupent des prestataires de services sociaux spécialisés, des responsables d'administration locale, des agents de soins de santé, des chefs d'organisations religieuses et ethniques, et des agents des services répressifs. Ces coalitions se proposent d'accroître le nombre de victimes de la traite qui sont repérées, aidées à se dégager de l'emprise des circonstances de leur servitude et mises en relation avec des organismes de prestation de services compétents et orientées vers le processus de certification du Ministère, de sorte qu'elles puissent bénéficier des prestations et services auxquels elles ont droit. Parallèlement au repérage des victimes et à l'aide qu'ils leur apportent, les membres des coalitions utilisent les messages de la campagne Sauvetage et rétablissement des victimes de la traite des personnes pour sensibiliser la population à ce fléau.

369. Au cours de l'exercice 2008, le Ministère a collaboré avec ces coalitions dans 25 régions des États-Unis. Dans le cadre de sa campagne Sauvetage et rétablissement des victimes de la traite des personnes, il a fourni des guides de ressources aux professionnels de santé, aux responsables de l'application de la loi et aux organismes de prestation de services sociaux pour les sensibiliser à la question et les aider à repérer et à aider les victimes de la traite des personnes. Les guides destinés aux professionnels de santé, par exemple, expliquent que l'activité de communication a pour but de leur faire comprendre,

pour y remédier, le fait que «vous avez peut-être soigné des victimes de la traite des personnes sans vous rendre compte de leur situation et, par conséquent, vous avez perdu une occasion de les aider à s'arracher à une situation atroce». Les fiches d'information et les vade-mecum fournis sont notamment les suivants: *Les enfants victimes de la traite des personnes*, *Les activités fédérales d'aide aux victimes de la traite*, *Conseils pour le repérage des victimes de la traite et l'aide à leur apporter*, *Questions à poser pour déterminer si une personne est une victime de la traite*, *Comprendre l'état d'esprit d'une victime de la traite des personnes*, *Communiquer avec des victimes de la traite des personnes*, *Les problèmes de santé constatés chez les victimes de la traite des personnes*, et une présentation PowerPoint à l'intention des prestataires de soins de santé (voir http://www.acf.hhs.gov/trafficking/campaign_kits/index.html#social).

370. Le Ministère a fait jouer son mandat en matière de sensibilisation pour prendre la tête d'un programme national pilote de notification des cas de traite intérieure des personnes. Ce programme pilote visait à faire œuvre de sensibilisation et à renforcer l'aide aux victimes de la traite qui sont des citoyens des États-Unis ou des résidents légaux permanents, à savoir les victimes repérées aux États-Unis. Il a fourni à 240 victimes présumées des informations complètes concernant les prestations et services au bénéfice desquels elles pourraient être admises du fait de leur statut au regard de la citoyenneté ou de l'immigration. Soixante et un pour cent des personnes ayant reçu une notification ont signalé avoir été victimes de la traite à des fins de prostitution et 75 % des destinataires se trouvant dans ce cas étaient mineurs lorsque l'exploitation a commencé.

371. Dans le cadre de ce programme pilote, les bénéficiaires de subventions fédérales et les prestataires intermédiaires au titre des actions de communication de rue de l'ATIP du Ministère de la santé et des services sociaux ont présenté des demandes de notification au nom des victimes de la traite intérieure actuellement prises en charge. Les récipiendaires assumaient seuls la responsabilité d'utiliser les matériels de dépistage spécialement conçus par le Ministère pour établir le statut de victime d'une personne prise en charge; une demande de notification signée prouvait que l'organisation estimait que cette personne était une victime de la traite intérieure. L'ATIP a examiné les demandes et délivré des lettres de notification ou de rejet.

372. Ce programme n'a pas fourni de prestations à une victime et ne s'est pas prononcé sur le statut de victime de la traite des personnes. Il a demandé des informations sur les personnes prises en charge aux ONG qui sont à l'avant-garde de la communication et des services concernant les victimes de la traite intérieure, avant de fournir à ces personnes et aux chargés de dossier des informations complètes sur les prestations et les services auxquels ces personnes pourraient avoir droit. Les ONG et les chargés de dossier ont assumé l'entière responsabilité de l'assistance à apporter aux victimes dans le cadre du processus de détermination et de réception des prestations.

373. En février 2008, le Ministère a intégré dans ce programme pilote cinq nouveaux bénéficiaires de subventions fédérales au titre du programme de communication de rue de la Division de la promotion des jeunes du Bureau des services à la famille et aux jeunes (FYSB) de l'ACF.

374. Le renforcement de la capacité de repérer les victimes, tant les enfants que les adultes, et de leur venir en aide au niveau régional est au centre du programme de lutte contre la traite du Ministère. Ce dernier exige des récipiendaires des fonds qu'il attribue, et qui sont chargés d'administrer les programmes régionaux, qu'ils en reversent au moins 60 % pour créer des réseaux de lutte contre la traite et inciter davantage de défenseurs et de prestataires de services à participer au mouvement Sauvetage et rétablissement des victimes de la traite des personnes. Le Ministère peut ainsi mettre en place une infrastructure en fournissant une assistance financière aux programmes de communication directe existants et des services aux populations au sein desquelles des victimes de la traite des personnes

ont pu être repérées, afin d'appuyer et d'accroître la capacité de ces programmes de repérer les victimes de la traite dans leurs communautés, de leur venir en aide et de demander en leur nom des certificats d'ayant droit.

375. Au cours de l'exercice 2008, le Ministère a financé trois contrats attribués à des organisations «intermédiaires» pour développer les liens entre la campagne nationale Sauvetage et rétablissement des victimes de la traite des personnes et les activités locales de sensibilisation et de prestation de services. Ces intermédiaires ont fait office de coordonnateurs des activités de la campagne de sensibilisation menée au niveau régional et de l'intensification des activités de repérage des victimes au niveau local, encourageant la mise en œuvre d'une approche marquée du sceau de la cohérence et de la concertation dans la lutte contre cette forme d'esclavage des temps modernes. Chaque intermédiaire participant au mouvement Sauvetage et rétablissement des victimes de la traite des personnes était chargé de surveiller et de renforcer la capacité d'un réseau local de lutte contre la traite.

376. Au cours du même exercice, les intermédiaires ont établi le contact avec au moins 568 adultes et enfants victimes ou victimes présumées, dont 210 ressortissants étrangers, 319 citoyens américains et 39 personnes dont la nationalité n'a pas pu être déterminée. Sur les 210 ressortissants étrangers avec lesquels les intermédiaires ont communiqué, les cas de plus de 60 % (130) ont été signalés aux autorités chargées de l'application des lois aux fins d'enquête éventuelle et 20 % (42) se sont vu délivrer un certificat d'ayant droit par le Ministère. Les intermédiaires ont utilisé un pipeline de repérage des victimes pour suivre les contacts avec les personnes vulnérables, en rendant compte de la relation de confiance, lente à s'établir, qui aboutit souvent à la délivrance d'un certificat d'ayant droit et, lorsque cela est possible, à l'engagement de poursuites contre un trafiquant.

377. Le programme régional Sauvetage et rétablissement des victimes de la traite des personnes du Ministère renforce un grand nombre d'autres activités menées par l'ATIP en faveur des adultes et enfants victimes, y compris le renforcement de la communication de rue et des coalitions régionales, et est renforcé par elles. À l'instar des intermédiaires du Ministère, chaque récipiendaire attribue 60 % de la subvention qu'il reçoit à des organisations locales dont il gère et développe les activités de repérage des victimes de la traite des personnes. Les récipiendaires du programme régional travaillent avec des victimes de toutes nationalités, si bien que le nombre de victimes présumées et confirmées auxquelles ils portent secours inclut à la fois les citoyens américains et les ressortissants étrangers. Au cours de l'exercice 2008, ces récipiendaires ont établi le contact avec près de 70 victimes ou victimes présumées, dont 54 ressortissants étrangers, 12 citoyens américains et trois personnes dont la nationalité n'a pas pu être déterminée. Sur les 54 ressortissants étrangers avec lesquels les récipiendaires ont communiqué, les cas de 18 personnes ont été signalés aux autorités chargées de l'application des lois aux fins d'enquête éventuelle et 12 autres se sont vu délivrer un certificat d'ayant droit.

378. On présente ci-après des exemples d'activités menées pendant l'exercice 2008 par les cinq récipiendaires du programme régional Sauvetage et rétablissement des victimes de la traite des personnes du Ministère:

- La Coalition Sauvetage et rétablissement de Houston a exécuté un projet novateur consistant à mener des activités de communication auprès d'entreprises d'envergure nationale propriétaires de relais routiers. La prise de contact avec les entreprises de relais routiers et la fourniture d'informations appropriées sur les professionnels des transports routiers et la manière dont ils alimentent la demande de traite à des fins d'exploitation sexuelle ont permis aux relais routiers du Texas de prendre conscience du rôle qu'ils peuvent jouer dans la lutte contre la traite, notamment l'exploitation sexuelle des filles âgées de moins de 18 ans. Les relais routiers du Texas afficheront bientôt des matériels de sensibilisation relevant de la campagne

Sauvetage et rétablissement des victimes de la traite des personnes et des matériels didactiques axés sur la nécessité de mettre fin à la demande de traite à des fins d'exploitation sexuelle.

- Catholic Charities de Louisville a assuré 26 sessions de formation, notamment à la lutte contre la traite des enfants, à l'intention d'au moins 891 personnes, dont le personnel travaillant dans les centres d'accueil d'urgence, des étudiants et enseignants, des avocats, des membres des services de police locaux, des enquêteurs de l'organisme de contrôle des boissons alcoolisées du Kentucky, des groupes d'immigrés, des infirmières spécialisées dans l'examen des victimes d'agression sexuelle, des défenseurs des victimes et des représentants de communautés religieuses et d'autres ONG. Catholic Charities a également diffusé des matériels du programme Sauvetage et rétablissement des victimes de la traite des personnes auprès de plus de 200 organismes et entreprises de la région et lors de manifestations telles que l'Americana World Festival, le World Fest International Festival et la visite au consulat du Honduras, auxquelles ont participé plus de 100 500 personnes. En sus de sa collaboration avec les deux équipes spéciales des autorités de police existantes de Louisville et de Lexington (Kentucky), le programme a facilité la création d'une nouvelle équipe spéciale à Covington en mars 2009.

379. Au cours de l'exercice 2008, l'ORR a continué de financer 18 organisations pour qu'elles fournissent des services de communication de rue afin d'aider à repérer les victimes, mineures ou adultes, de la traite au sein des populations qu'elles desservent déjà. Ces subventions ont financé les contacts personnels directs, le partage de l'information, les activités de conseil et les activités de communication entre les agents du bénéficiaire et les membres d'une population cible spécifiée. Les bénéficiaires ont notamment été des organisations publiques, privées à but lucratif (encore que les fonds du Ministère ne puissent pas être alloués en tant que profit) et privées sans but lucratif, y compris des associations locales et des organisations religieuses. Certains des groupes vulnérables de la population auxquels les bénéficiaires ont fourni des services d'information de proximité étaient des jeunes sans abri, fugueurs et à risque; des femmes et des filles exploitées après avoir été vendues à l'industrie du sexe; des travailleurs agricoles migrants; des personnes se livrant à la prostitution; et des femmes forcées de travailler dans des salons de beauté et des salons de manucure. Les bénéficiaires pouvaient bénéficier de ces subventions indépendamment de la question de savoir s'ils avaient déjà participé à des activités de lutte contre la traite ou non.

380. À l'instar des prestataires intermédiaires et des bénéficiaires du programme régional, les bénéficiaires du programme de communication de rue ont utilisé un pipeline de repérage des victimes pour suivre les contacts avec les personnes vulnérables de tous âges en rendant compte de la relation de confiance, lente à s'établir, qui aboutit souvent à la délivrance d'un certificat d'ayant droit et, lorsque cela est possible, à l'engagement de poursuites contre un trafiquant. Les victimes présumées ou confirmées suivies dans le pipeline comprennent à la fois les citoyens américains et les ressortissants étrangers.

381. Pendant l'exercice 2008, les bénéficiaires du programme de communication de rue ont établi le contact avec environ 1 660 victimes ou victimes présumées, adultes et mineurs confondus, dont 373 ressortissants étrangers, 1 209 citoyens américains et 78 personnes dont la nationalité n'a pas pu être déterminée. Sur les 373 ressortissants étrangers avec lesquels les bénéficiaires ont communiqué, les cas d'environ 46 % (170) personnes ont été signalés aux autorités chargées de l'application des lois aux fins d'enquête éventuelle et 24 autres se sont vu délivrer un certificat d'ayant droit. On présente ci-après des exemples d'activités menées par ces bénéficiaires au cours de l'exercice 2008:

- Le Southeastern Network of Youth and Family Services de l'Alabama et son sous-bénéficiaire, Family Connection, ont lancé la Greater Birmingham Rescue and

Restore Coalition, en recrutant notamment comme membres le procureur de district, le Service de police de Birmingham et son défenseur des victimes de la violence familiale, le FBI, le State Coalition Office of Montgomery, le Centre de soins et de placement Pathways, le foyer pour adultes de la caserne de pompiers, l'Armée du salut et les avocats en droit de l'immigration locaux. Le Southeastern Network a par ailleurs dispensé au personnel de plusieurs foyers pour jeunes fugitifs et sans-abri une formation à la lutte contre la traite des personnes.

- Dans le cadre de leur collaboration avec le Dallas Independent School District (circonscription scolaire indépendante de Dallas), les agents de communication de Mosaic Family Services ont été autorisés à dispenser une formation aux conseillers, enseignants, infirmières et autres membres du personnel en matière de repérage des victimes, en particulier dans les écoles accueillant un grand nombre d'enfants de familles immigrées. En outre, pour établir le contact avec les responsables de l'application de la loi et les gestionnaires de biens, les agents de communication ont assuré, dans le cadre de réunions du programme Crime Watch, des sessions hebdomadaires de formation pour informer les propriétaires d'appartements, de lofts, d'immeubles en copropriété et d'autres biens sur la manière de repérer une éventuelle situation de traite des personnes dans leurs propriétés.
- Girls Education and Mentoring Services (GEMS), une ONG implantée dans la ville de New York, est venue en aide chaque année à quelque 200 filles victimes de l'industrie du sexe. Ses équipes de communication rencontrent les filles et les jeunes femmes dans le cadre du système judiciaire, dans les centres de détention et dans la rue. Le personnel de GEMS fournit aux filles un soutien psychologique et une assistance pédagogique, leur assure une formation professionnelle et des cours d'autres matières directement axés sur leur santé et leur bien-être.

382. Par ailleurs, le Ministère n'a épargné aucun effort pour sensibiliser tous ses agents aux questions liées à la traite des personnes. Comme on l'a vu plus haut, l'une de ces questions est la vente d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle et économique. Lancée officiellement en avril 2007, la campagne organisée en interne par l'ATIP du Ministère poursuit les objectifs suivants: 1) inciter les responsables et le personnel du Ministère à intégrer les questions liées à la traite des personnes dans leurs programmes et leurs domaines de recherche; 2) tirer parti des mécanismes de financement du Ministère existants pour mieux venir en aide aux victimes de la traite; 3) développer les activités de repérage des victimes américaines et étrangères de la traite et la prestation de services en leur faveur dans tous les services du Ministère; et 4) recenser, renforcer et rationaliser les filières de prestation de services du Ministère aux victimes américaines et étrangères de la traite.

383. Cette campagne a notamment été l'occasion d'organiser des réunions trimestrielles ouvertes aux agents du Ministère sur des questions telles que le repérage des victimes, la communication de rue et les services fournis aux victimes. Au cours de l'exercice 2008, le Ministère a ainsi organisé des réunions ouvertes à tous ses agents sur des thèmes liés à la programmation et à la recherche antitraite. Y ont notamment participé Free the Slaves, une ONG internationale de lutte contre la traite; le projet Polaris, un récipiendaire du NHTRC du Ministère; Shared Hope International, une ONG spécialisée dans la lutte contre la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle aux États-Unis et dans les autres pays; et M. Jay Silverman, de la Harvard School of Public Health, qui a fait un exposé sur l'état de ses recherches récentes sur le lien entre la traite à des fins d'exploitation sexuelle et la vulnérabilité à l'infection par le VIH.

384. La campagne interne de l'ATIP facilite également l'organisation de réunions sur l'éducation et la formation à l'encadrement et axées sur les programmes entre la Division de l'ATIP et les services du Ministère qui s'occupent des groupes de population vulnérables à la traite. Les programmes prêts à passer au degré suivant de participation stratégique

peuvent bénéficier d'une assistance ciblée de la part du projet Polaris, le récipiendaire du Ministère chargé de la formation et de l'assistance technique. Les programmes de la campagne interne sont notamment les suivants:

- Les agents de l'ATIP ont dispensé une formation aux récipiendaires du FYSB de l'ACF au Texas et en Californie pour les aider à sélectionner des indicateurs de la traite des personnes parmi la population des jeunes fugueurs et sans-abri.
- L'Administration chargée des toxicomanies et de la santé mentale (SAMHSA) a été l'un des plus actifs partenaires de la campagne interne. Au cours de l'exercice 2008, la SAMHSA a nommé l'assistant personnel de l'Administrateur chargé spécial de liaison pour la campagne interne. Ce dernier dirige un groupe de travail de la SAMHSA, dont les membres sont les chefs des trois centres de la SAMHSA, qui échangent des informations et des vues sur l'intégration de la lutte antitraite au sein de cette dernière. Le Centre de prévention de la toxicomanie (CSAP) de la SAMHSA a progressé en matière de lutte antitraite ciblée, animant des séances d'information conjointement avec l'ATIP. Avec le concours de cette Division, il met actuellement au point un module de formation au repérage des victimes et à l'utilisation des sources d'information pertinentes à l'intention de tous les gestionnaires de projet.
- Le Bureau des soins primaires (BPC) de l'Administration des ressources et services sanitaires (HRSA) travaille en liaison étroite avec les travailleurs agricoles migrants, population hautement vulnérable à la traite à des fins d'exploitation économique ou sexuelle. Des réunions tenues avec les responsables ont permis d'organiser en juin 2008 une formation WebEx dans le cadre de laquelle le BPC a dispensé aux partenaires du programme Sauvetage et rétablissement des victimes de la traite des personnes une formation WebEx sur la manière dont les centres de santé communautaires de la HRSA pourraient coopérer avec les acteurs de la lutte contre la traite.
- Dans le cadre de son programme de recherche pour 2008, le Bureau du Ministre adjoint chargé de la planification et de l'évaluation du cabinet du Ministre de la santé et des services sociaux a accueilli, en collaboration avec l'ATIP, un colloque national sur la santé et la traite des personnes, qui a rassemblé des experts d'organismes publics et privés et des représentants du corps médical et de la communauté de la lutte contre la traite des personnes. Tenu le 22 septembre 2008 à Washington, D.C., ce colloque a été une occasion pour des spécialistes de secteurs très divers de communiquer entre eux et d'apprendre les uns des autres. Des cliniciens, des universitaires, des experts juridiques et des avocats ont échangé des vues sur des questions telles que la législation antitraite, les droits des victimes et le rôle du corps médical; les questions relatives au repérage des victimes et à la divulgation d'informations; et les pratiques prometteuses en matière de prestation de services de soins de santé aux victimes et aux rescapés. Les participants ont fait observer que les victimes et les rescapés ont besoin de soins spécialisés, en particulier les enfants qui courent un risque plus élevé d'être victimes de la traite lorsque leur mère se livre à la prostitution. Il est fréquent que les victimes de la traite à des fins d'exploitation économique souffrent d'affections permanentes et/ou chroniques requérant des soins intensifs qui doivent souvent leur être dispensés à vie. S'agissant des enfants, ces affections peuvent nuire gravement à leur développement physique.

385. Au cours de l'exercice 2008, le Ministère a réorganisé stratégiquement son service d'assistance téléphonique pour créer le Centre national de documentation sur la traite des personnes (NHTRC). Relancé à l'automne de 2007, le Centre de documentation est devenu une ligne d'appel gratuit en cas de crise permettant d'aiguiller 24 heures sur 24 et 7 jours

sur 7 les victimes de la traite, tant adultes que mineures: (888) 373-7888. Le NHTRC est également une source essentielle de matériels didactiques sur la lutte contre la traite, de pratiques prometteuses et de possibilités de formation. Sous la direction du projet Polaris, une ONG de lutte contre la traite de premier plan à laquelle le Ministère a confié la gestion de son programme de formation et d'assistance technique, le volume d'appels du Centre de documentation a sensiblement augmenté et demeure régulièrement élevé – il reçoit en moyenne, depuis décembre 2007, quelque 550 appels par mois qui portent sur des indications confidentielles en rapport avec la traite, des besoins en matière de services et des demandes de formation. Par ailleurs, le NHTRC répond 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 aux indications confidentielles et demandes de renseignements qu'il reçoit par courriel.

386. Entre décembre 2007 et la fin de l'exercice 2009, le NHTRC a reçu au total 11 404 appels, dont 133 appels de crise, 1 572 informations faisant état d'éventuels incidents de traite des personnes, 1 095 demandes de prescription de soins à des victimes, 2 707 demandes d'informations générales sur la traite des personnes et 453 demandes de formation et d'assistance technique. Les appels faisant état de situations de traite potentielles ont porté sur la traite de ressortissants étrangers, de citoyens américains et de résidents légaux permanents – tant adultes que mineurs. Au cours de l'exercice 2009, le NHTRC a répondu à 192 appels concernant des situations éventuelles de traite à des fins d'exploitation économique et à 511 appels portant sur des situations éventuelles de traite à des fins d'exploitation sexuelle.

387. La majorité des appels reçus par le NHTRC ont été donnés au Texas, en Californie, en Floride, dans l'État de New York et dans l'Illinois. Le Centre a mené 80 % des conversations téléphoniques en anglais et 10 % en espagnol. Les autres correspondants parlaient le coréen, l'ukrainien, le polonais, le mandarin, le tagalog, le russe, le cantonais, l'arménien, le portugais, le farsi, l'hindi, l'arabe, le pendjabi, l'amharique, le français, le vietnamien et le turc, et ont bénéficié d'un service d'interprétation.

388. L'une des fonctions essentielles du NHTRC consiste à aider à diriger au moment opportun les intéressés vers les services de police et les services sociaux. Sur les 300 appels qui nécessitaient une intervention des services de police, le NHTRC a transmis les informations communiquées par les appelants au Groupe des poursuites des infractions liées à la traite des personnes du Ministère de la justice, au Centre d'enquêtes de l'ICE du Ministère de la sécurité intérieure, à l'équipe spéciale d'«Innocence perdue» et au NCMEC. Sur les 697 appels requérant l'intervention des services sociaux au cours de l'exercice 2009, le NHTRC a mis les appelants en relation avec des organisations fournissant divers services expressément requis par eux, y compris un abri de secours, des soins de santé mentale, une désintoxication, une aide pour trouver un emploi, l'apprentissage de l'anglais comme deuxième langue ou une autre formation linguistique et la gestion générale de leur cas.

389. Le NHTRC répond également aux demandes de renseignements qui lui sont adressées par courriel. Entre décembre 2007 et la fin de l'exercice 2009, il a reçu 1 032 courriels fournissant des indications confidentielles ou demandant des renseignements de caractère général, une formation et une assistance technique, ou la prescription de soins aux victimes.

390. Depuis décembre 2007, le NHTRC a assuré plus de 231 missions de formation et d'assistance technique auprès de plus de 400 organisations et de 11 197 personnes, parmi lesquelles des responsables sanitaires, des prestataires de services sociaux, des membres d'organisations ethniques, des fonctionnaires et des responsables de l'application de la loi. Ces missions ont porté sur des questions telles que le repérage des victimes, les soins aux victimes et la gestion des cas, les stratégies de communication de rue, la collaboration entre les ONG et les autorités de police, et le rôle de la société civile dans les programmes fédéraux de lutte contre la traite. Au cours de l'exercice 2009, le NHTRC a lancé son

portail Web, <http://www.traffickingresourcecenter.org>, qui représente une autre façon de prendre contact avec lui et d'accéder à des informations utiles sur la traite des personnes aux États-Unis.

391. Comme on l'a vu plus haut, les prestations spécifiquement prévues pour les victimes étrangères de la traite permettent à certaines d'entre elles d'avoir accès à des prestations et services de l'État qui, à défaut, pourraient leur être inaccessibles. Le FYSB du Ministère gère des programmes de subventions visant à appuyer divers services locaux destinés aux jeunes. Ces services consistent à tenir des refuges qui fournissent aux jeunes, en cas d'urgence, gîte, couvert et vêtements, à mener des activités de communication et à intervenir en cas de crise en faveur de jeunes victimes, à exécuter des programmes d'aide temporaire aux jeunes sans abri, qui permettent à ces derniers de se doter des compétences et des ressources nécessaires pour vivre de manière autonome dans la société, et à accorder des subventions à l'éducation et à la prévention, destinées à combattre les sévices sexuels dont sont victimes les jeunes fugueurs, sans abri et vivant dans la rue. Le Bureau des enfants du Ministère gère le programme Chafee, qui fournit des services aux jeunes appelés à rester placés dans une famille d'accueil jusqu'à l'âge de 18 ans; aux jeunes qui, après avoir atteint l'âge de 16 ans, ont quitté le système de placement en famille d'accueil pour celui de la tutelle dative ou de l'adoption; et aux jeunes adultes âgés de 18 à 21 ans qui ont dû quitter le système de placement dans une famille d'accueil. Les activités et programmes portent notamment sur les aspects suivants: aide financière en vue de la poursuite des études, formation professionnelle, gestion financière, logement, soutien psychologique et liens garantis avec des adultes attentifs aux besoins des jeunes les plus âgés placés en famille d'accueil.

b) Ministère de la justice

392. Le Bureau des victimes d'infractions pénales (OVC) de l'Office des programmes de la justice du Ministère de la justice administre depuis janvier 2003 les services relevant du programme d'allocations discrétionnaires aux victimes de la traite. Ce programme vise d'une manière générale à remédier à l'impact de la limitation de l'accès aux prestations fédérales inscrite dans la loi de 1996 sur la réforme de la protection sociale (voir par. 419), en 1) fournissant au moment opportun des services complets de qualité aux victimes étrangères adultes ou mineures de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et économique qui n'ont pas encore reçu du Ministère de la santé et des services sociaux un certificat d'ayant droit; et en 2) renforçant la collaboration interorganismes et les interventions coordonnées en faveur des victimes de formes aggravées de traite. Les bénéficiaires de l'OVC fournissent, directement ou indirectement par le biais de partenariats locaux, toute une série de services culturellement et linguistiquement adaptés, notamment dans les domaines suivants: gestion des cas, interprétation, fourniture de produits alimentaires, de vêtements et d'un logement, conseils juridiques/aide en matière d'immigration, soins de santé mentale, soins médicaux et dentaires, transport et autres services nécessaires. Une collaboration pluridisciplinaire interorganismes est nécessaire pour faire en sorte que les victimes aient accès aux services dont elles ont besoin à compter du moment où elles sont repérées.

393. L'OVC a élargi en 2009 ses services relevant du programme d'allocations discrétionnaires aux victimes de la traite en y intégrant trois projets de démonstration axés sur les services aux victimes mineures de la traite intérieure. Cet élargissement a pour but de recenser les pratiques prometteuses concernant la prestation d'un large éventail de services aux mineurs nationaux qui ont subi la traite à des fins d'exploitation sexuelle ou économique. Ces projets de démonstration se proposent spécifiquement 1) de fournir au moment opportun des services complets de qualité aux victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et économique qui sont citoyens américains ou résidents légaux permanents âgés de moins de 18 ans; 2) de développer, renforcer ou élargir les mesures

prises par la collectivité en faveur des victimes mineures de toutes les formes de traite intérieure; et 3) d'établir un rapport final sur l'exécution des projets, analysant notamment les succès obtenus, les difficultés rencontrées et les enseignements tirés, qui puisse être diffusé par le biais de l'OVC. Ce Bureau a utilisé les fonds correspondants de façon que les bénéficiaires puissent travailler en coordination avec les ressources des populations locales pour répondre aux besoins immédiats et de longue durée des enfants victimes de la traite, que ces derniers soient rendus à une famille ou à un parent, placés dans un centre d'hébergement ou une famille d'accueil, ou envoyés dans un centre de détention.

394. À la fin de décembre 2008, l'OVC avait distribué 36 subventions à des organisations fournissant des services aux victimes en collaboration avec les équipes spéciales financées par l'État fédéral sur l'ensemble du territoire des États-Unis. Toutes ces organisations sauf une, le projet REACH, sont financées pour fournir des services complets directement aux victimes. Le projet REACH, un programme du Justice Resource Institute de Boston (Massachusetts), peut assurer rapidement des consultations de santé mentale pour les victimes de la traite et des sessions de formation et une assistance technique pour les prestataires de services à travers les États-Unis en ce qui concerne les besoins des victimes de la traite en matière de santé mentale.

395. L'OVC continue de collaborer avec le Bureau d'assistance en matière de justice (BJA) du Ministère de la justice pour faire en sorte que partout où existe une équipe spéciale des autorités de police financée par l'État fédéral pour lutter contre la traite, un prestataire de service financé par l'OVC est disponible pour coordonner la fourniture de services en faveur des victimes tant adultes que mineures. Au cours de l'exercice 2008, l'OVC a alloué au total 5 489 999 dollars à 21 organisations appelées à fournir des services dans les régions nouvelles et existantes du ressort des équipes spéciales antitraite. Au cours du même exercice, l'OVC et le BJA ont choisi trois nouveaux organismes de détection et de répression et trois organismes de prestation de services aux victimes pour constituer trois nouvelles équipes spéciales antitraite. Chacun des prestataires de services aux victimes associés aux nouvelles équipes spéciales a reçu une subvention d'un montant maximal de 460 000 dollars pour trois ans. Dans le cadre de l'appel d'offres lancé pendant l'exercice 2008 de l'OVC, ce dernier a annoncé la possibilité pour les prestataires de services aux victimes de soumissionner pour un montant maximal de 230 000 dollars en vue de collaborer avec les équipes spéciales existant dans les États de l'Alaska et du Colorado.

396. Au cours de l'exercice 2008, l'OVC et le BJA ont constitué un groupe de travail fédéral des principales parties prenantes qui mettent en œuvre les mesures prises au niveau fédéral pour lutter contre la traite, afin de répondre aux besoins des bénéficiaires des deux organismes en matière de formation et d'assistance technique. Ce groupe de travail a présenté au BJA et à l'OVC des propositions concernant la formulation de stratégies concertées de formation et d'assistance technique pour les équipes spéciales. L'OVC et le BJA ont décidé que le mieux était de faire coordonner la formation et l'assistance technique par le Centre de formation et d'assistance technique (TTAC) de l'OVC. Le montant des fonds alloués pour les 12 à 18 premiers mois de cette initiative s'élève à 1 040 000 dollars. Au 31 décembre 2008, le TTAC s'employait à élaborer un plan de mise en œuvre à l'appui d'activités de formation et d'assistance technique qui répondront aux besoins de toutes les équipes spéciales et présenteront un bon rapport coût-efficacité. Le succès de la stratégie dépendra en grande partie du maintien de la participation des principaux partenaires appelés à jouer un rôle consultatif. Chaque fois que cela sera possible, le TTAC utilisera et développera les moyens d'assistance technique qui existent actuellement sur place. Par ailleurs, plutôt que de compter uniquement sur son personnel interne, il passera des contrats avec un large éventail d'experts qui ont une grande crédibilité auprès des prestataires de services aux victimes et des autorités de police et de justice. Il sera chargé de coordonner la fourniture sur place de moyens individualisés de formation et d'assistance technique par téléphone et par courriel, et par le biais de réunions régionales et de la mise au point de

produits et de livrables indépendants, tels qu'un guide en ligne sur la création et le fonctionnement des équipes spéciales antitraite qui puisse être mis à jour facilement et en permanence. Ce guide sera diffusé à l'échelle nationale de façon que toutes les communautés aient accès aux «enseignements tirés», aux protocoles et autres ressources devant leur faciliter la mise en œuvre des programmes de lutte contre la traite.

397. Entre le lancement du programme en janvier 2003 et le 30 juin 2008, les récipiendaires de l'OVC ont fourni des services à 2 238 victimes potentielles de la traite avant qu'elles ne reçoivent un certificat d'ayant droit. Il ressort des données recueillies pour la période allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008 que 357 victimes ont été inscrites en tant que nouveaux bénéficiaires par les récipiendaires de l'OVC et ont reçu des services complets.

398. En sus de fournir des services directs, les récipiendaires de l'OVC s'emploient à améliorer la capacité des organisations œuvrant au sein de la communauté à repérer les victimes de la traite et à prendre des mesures appropriées en leur faveur. Pendant la période de 12 mois écoulée entre le 1^{er} juillet 2007 et le 30 juin 2008, les récipiendaires ont formé plus de 29 054 responsables de l'application de la loi, avocats en droit de l'immigration, prestataires de services aux victimes, professionnels de santé et de santé mentale et représentants d'organisations religieuses et d'associations locales.

399. Les prestataires de services de l'OVC consacrent beaucoup d'efforts à instaurer des liens de collaboration étroite entre des professionnels très divers œuvrant au sein de la communauté, tels que les autres prestataires de services et les autorités de police et de justice locales, étatiques et fédérales. Par exemple, l'International Institute of Buffalo a été contacté par un agent de l'ICE pour aider à enquêter sur un cas éventuel de traite à des fins d'exploitation économique concernant une vingtaine de travailleurs, dont trois étaient mineurs, qui étaient détenus dans des conditions diverses dans plusieurs comtés de l'État de New York. Dans un premier temps, leur cas avait été considéré comme une infraction à la législation du travail; toutefois, avec le concours du personnel de l'International Institute of Buffalo et de son prestataire de services juridiques, Farm Workers Legal Services de New York, l'agent de l'ICE a pu, par le biais d'entretiens, obtenir suffisamment d'informations pour repérer 18 victimes de la traite des personnes. L'ICE a demandé le statut de présence continue (*continued presence*) (voir par. 407) en faveur d'un grand nombre de ces victimes, y compris les mineurs.

400. Les récipiendaires de l'OVC sont chargés de coordonner divers services pour répondre aux besoins de chacune des victimes de la traite. L'un d'eux, Safe Horizon, a fait observer que la notion de thérapie en matière de santé mentale est jugée passablement dévalorisante, en particulier dans les communautés d'immigrés. Ce récipiendaire a cherché à remédier à cette situation en élaborant un programme dont la mise en œuvre doit permettre de faire la transition avec la présentation de la notion de thérapie aux rescapés de la traite des personnes. Son *Empowerment Support Group* s'appuie sur le programme de lutte contre la traite de ses *Intensive Case Managers*. Des sessions de groupe sont organisées pendant des périodes allant de six à huit semaines pour renforcer les compétences pratiques de leurs membres ou à des fins thérapeutiques (apprentissage des méthodes de relaxation, par exemple). Le groupe cherche à aider ses membres à positiver au lieu de revisiter leur expérience traumatique. Le programme a permis d'adresser à des psychothérapeutes des participants qui avaient suivi les sessions de groupe.

c) *Ministère de la sécurité intérieure*

401. L'ICE constate lui aussi que l'immense majorité des victimes de la traite, y compris celle des enfants, sont tout d'abord secourues par des agents fédéraux et le personnel chargé de l'aide aux victimes affecté aux organismes fédéraux. Cette première intervention peut avoir un impact important sur la participation ultérieure des victimes à l'enquête sur

l'infraction et aux poursuites engagées contre son auteur. C'est pourquoi le programme d'aide aux victimes (VAP) de l'ICE administre un fonds fédéral d'aide aux victimes d'infractions aux fins des services d'urgence.

402. Les quatre agents à plein temps en poste au siège de l'ICE, à Washington, D.C., veillent à ce que les droits des victimes d'infractions soient respectés et à ce qu'une aide leur soit fournie dans le cadre de toutes les enquêtes menées par ce service fédéral sur ces infractions. De surcroît, le VAP dispose au niveau local de 350 coordonnateurs de l'aide aux victimes qui sont chargés de fournir une aide, des ressources et des mises en rapport. L'ICE dispose également de coordonnateurs de l'aide aux victimes dans son Bureau des enquêtes, son Bureau des mesures de détention et de renvoi, son Bureau de la responsabilité professionnelle, son Bureau des affaires internationales et son Bureau du Conseiller juridique principal. Compte tenu du degré élevé de spécialisation nécessaire pour fournir des services aux victimes d'infractions et du fait que les activités liées à leurs cas consomment beaucoup de ressources, des postes de spécialiste de l'aide aux victimes à plein temps ont été créés pour appuyer plusieurs enquêtes locales. Ces spécialistes font office d'agents de liaison avec les autres partenaires et les agents de première ligne, et fournissent également une aide directe aux victimes dans le cadre des enquêtes de l'ICE, y compris dans les affaires de traite.

403. Par ailleurs, l'ICE veille à ce que les victimes étrangères de la traite des personnes repérées dans le cadre de ses enquêtes reçoivent l'appui et l'aide d'urgence dont elles ont besoin pour leur sécurité physique, émotionnelle et psychologique immédiate. Si une enquête permet de repérer une victime américaine, celle-ci est mise en rapport avec un prestataire de services aux victimes. La prise en charge et le soutien de longue durée des rescapés de la traite continuent de relever de la responsabilité des prestataires de services aux victimes financés par le Ministère de la santé et des services sociaux et le Ministère de la justice, mais l'ICE finance les abris de secours, les soins médicaux et dentaires et les autres besoins essentiels jusqu'à ce que d'autres formes d'aide deviennent disponibles. Conscient de l'importance d'entretiens ménageant les sensibilités des victimes, si possible pendant des opérations d'envergure, l'ICE fournit également un financement pour ces entretiens et prend des dispositions pour qu'ils puissent se dérouler dans des lieux qui ne soient pas des lieux de détention.

404. Les *One Stop Career Centers* du Ministère du travail fournissent des services de préparation et d'aide à l'emploi – aide à la recherche d'un emploi, orientation professionnelle et accès à la formation professionnelle – aux victimes de la traite, y compris aux enfants les plus âgés. Ces services sont fournis conformément à la Lettre concernant les directives applicables à la formation et au placement n° 19-01, modification 1, qui a été republiée en 2008 par l'Administration chargée des questions d'emploi et de formation du Ministère du travail. Outre qu'elle informe les systèmes de ressources humaines étatiques et locaux sur les ressources fédérales destinées aux victimes de la traite, la lettre susvisée note qu'aucun État ou territoire des États-Unis ne peut refuser de fournir des services aux victimes de formes aggravées de traite sur la base de leur statut au regard de l'immigration. Tous ces services sont fournis directement aux victimes de la traite par les bénéficiaires étatiques et locaux.

405. Le programme *Job Corps* assure une alphabétisation fonctionnelle aux victimes de la traite et leur fournit d'autres services éducatifs et de formation professionnelle. Il aide les jeunes qui ont droit à ces services à obtenir un diplôme de fin d'études secondaires (GED); assure l'acquisition d'une formation professionnelle et de toute une série d'aptitudes personnelles et sociales devant aider ces jeunes à devenir employables et indépendants; et les aide à obtenir un emploi intéressant ou à poursuivre leurs études. Il ne recueille pas d'informations sur la mesure dans laquelle ces services sont offerts aux victimes de la traite ou ces dernières s'en prévalent.

406. La *Legal Services Corporation* (LSC) est une société privée sans but lucratif créée par le Congrès pour financer des programmes d'aide juridictionnelle à travers le pays pour aider les personnes à faible revenu à accéder au système de justice civile. Aux termes de l'article 107 b) de la TVPA, la LSC doit permettre aux victimes de la traite, qui ont souvent besoin d'une aide pour les questions d'immigration et d'autres questions, de bénéficier de l'assistance d'un avocat. La LSC a diffusé auprès de tous ses directeurs de programme des directives concernant son obligation de fournir des services juridiques aux victimes de la traite. La version en vigueur de ces directives est consultable à l'adresse: https://grants.lsc.gov/Easygrants_Web_LSC/Implementation/Modules/Login/Controls/PDFs/Progltr05-2.pdf.

2. Prestations en matière d'immigration

407. L'ICE fait automatiquement bénéficier du statut de présence continue tous les enfants étrangers victimes de la traite des personnes aux États-Unis. Le terme de présence continue s'entend de la prestation de courte durée accordée aux victimes de la traite par les services de l'immigration conformément à l'article 107 c) 3) de la TVPA. L'ICE s'est doté d'un programme de formation rigoureux devant permettre à ses agents de détection et de répression et coordonnateurs des victimes et des témoins, en poste tant dans le pays qu'à l'étranger, de repérer les victimes de la traite des personnes et de s'aviser des questions connexes relatives à ces victimes. C'est ainsi qu'il assure des cours généraux et spécialisés comprenant une formation de base, des cours de remise à niveau en ligne obligatoires et des conférences de formation périodiques.

408. Au cours de l'exercice 2008, le *Law Enforcement Parole Branch* (LEPB) de l'ICE a reçu 239 demandes de statut de présence continue présentées au nom d'enfants et d'adultes. Ce Service en a accepté 225; 13 autres ont soit été retirées par les autorités de police fédérales requérantes, soit rejetées parce qu'elles ne comportaient pas suffisamment d'éléments prouvant que la personne concernée était une victime d'une forme aggravée de traite des personnes au sens de la loi; une demande a été retirée parce que la victime bénéficiait déjà du statut de résident légal permanent. L'ICE a également accepté 101 demandes d'extension du statut de présence continue. De surcroît, le LEPB a reçu huit demandes de renonciation à ce statut, parce que la victime s'était vu délivrer un visa T ou était retournée dans son pays d'origine. Le tableau ci-après présente des données sur les adultes et les enfants qui ont fait une demande de statut de présence continue, les demandes qui ont été acceptées et celles qui ont été rejetées au cours des exercices 2005 à 2008.

FY	2005	2006	2007	2008
Demandes de statut de présence continue	160	117	125	239
Nombre de demandes acceptées	158	112	122	225
Nombre de demandes retirées ou rejetées	2	5	3	14
Demandes d'extension acceptées	92	80	5	101
Pays représentés	29	24	24	31

<i>FY</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008</i>
Pays présentant le nombre de victimes le plus élevé	Corée, Pérou et Honduras	Mexique, El Salvador et Corée du Sud	Mexique, El Salvador et Chine	Mexique, Philippines et Corée du Sud
Villes présentant le nombre de demandes de statut de présence continue le plus élevé	New York, San Francisco et Newark	Houston, Newark et New York	Los Angeles, Newark, Houston et New York	Miami, Newark, Atlanta, San Francisco et Los Angeles

409. Entre le 1^{er} juillet 2007 et le 30 juin 2008, les équipes spéciales antitraite du BJA ont repéré 1 360 victimes potentielles de la traite des personnes. Le statut de présence continue a été demandé au nom de 188 de ces victimes. Le nombre total cumulé des victimes potentielles qui ont été repérées par les équipes spéciales financées par le BJA en trois ans s'élève à présent à 3 336; des autorités de police fédérales ont demandé le statut de présence continue au nom de 397 de ces personnes.

410. Les victimes de la traite peuvent également faire auprès des USCIS une demande de visa de non-immigrant T, également appelé «visa T», lequel peut être accordé à un étranger 1) qui est victime d'une forme aggravée de traite des personnes; 2) qui est physiquement présent ou arrive aux États-Unis ou dans un territoire des États-Unis pour des raisons liées à la traite; 3) qui a accédé à une demande raisonnable d'aide dans le cadre de l'instruction et de la poursuite d'actes de traite ou est âgé de moins de 18 ans; et 4) que son renvoi placerait dans une situation extrêmement difficile, en lui causant un préjudice inhabituel et grave. Les victimes qui bénéficient du statut de non-immigrant T ont le droit de rester aux États-Unis pendant quatre ans, à moins que leur statut ne soit prolongé dans l'intérêt de la justice ou pour d'autres motifs exceptionnels. Ils peuvent également faire venir aux États-Unis les membres de leur famille remplissant les conditions requises, conformément à la TVPA. Cette possibilité de réunification familiale est particulièrement importante pour les victimes mineures. Au bout de trois ans, les personnes titulaires d'un visa T ont le droit de demander à bénéficier du statut de résident légal permanent, sous réserve que certains critères statutaires soient remplis.

411. On trouvera dans le tableau ci-après des informations concernant les adultes et les mineurs qui ont fait une demande de visa T et dont la demande a été acceptée ou rejetée au cours des exercices 2005 à 2008.

<i>Demandes de visa T</i>	<i>Exercice 2005</i>	<i>Exercice 2006</i>	<i>Exercice 2007</i>	<i>Exercice 2008</i>
Victimes				
Nombre de demandes	229	346	230	394
Demandes approuvées*	112	182	279	247
Demandes rejetées**	213	46	70	64
Familles des victimes				
Nombre de demandes	124	301	149	290
Demandes approuvées*	114	106	261	171
Demandes rejetées**	18	39	52	19

* Dans certains cas, il s'agit d'une demande présentée au cours d'un exercice antérieur.

** Dans certains cas, la demande a été rejetée deux fois (c'est-à-dire que la personne l'a présentée une première fois et qu'elle a été rejetée, et que la personne a présenté une nouvelle demande).

412. Depuis 2001, le Gouvernement des États-Unis a fait délivrer plus de 2 300 visas T à des victimes de la traite des personnes et aux membres de leur famille. Sous réserve de certaines restrictions, les enfants victimes de la traite remplissant les conditions requises peuvent demander l'octroi du statut d'immigré légal à leurs parents. Les lois sur l'immigration interdisent en outre le renvoi des États-Unis d'enfants victimes de la traite sur la base des seules informations fournies par le trafiquant et prévoient d'importantes mesures de protection de la confidentialité en faveur de ces enfants (voir l'article 1367 du titre 8 du Code des États-Unis).

413. En 2008, le Ministère de la sécurité intérieure a publié un nouveau règlement régissant le changement de statut des personnes titulaires d'un visa non-immigrant T remplissant les conditions requises, leur ouvrant ainsi la voie à la citoyenneté des États-Unis (73 Fed. Reg. 75, 540 (12 déc. 12 2008)).

414. Le Bureau chargé des questions liées à la population, aux réfugiés et aux migrations (PRM) du Ministère des affaires étrangères appuie le Programme de retour, de réintégration et de réunification familiale en faveur des victimes de la traite, qui réunit les membres de la famille remplissant les conditions requises avec les personnes victimes de la traite repérées aux États-Unis. Le partenaire d'exécution du PRM, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), collabore avec des ONG et des organismes fédéraux en vue de venir en aide aux familles des victimes repérées. Comme indiqué plus haut, les titulaires de visas T, y compris les enfants victimes, peuvent faire venir aux États-Unis les membres de leur famille remplissant les conditions requises conformément à la TVPA. Par le biais de ce programme, l'OIM peut fournir un soutien financier et logistique en vue du voyage des membres de la famille immédiate en leur apportant toute l'aide nécessaire pour préparer leurs documents de voyage et prévoir leur moyen de transport, en leur faisant fournir une assistance dans les aéroports et en faisant accompagner les enfants.

415. S'agissant des victimes de la traite qui ne souhaitent pas se prévaloir du droit d'obtenir un visa T aux États-Unis, le programme vise également à fournir une assistance en vue d'un retour et d'une réintégration dans les communautés d'origine dans des conditions garantissant la sécurité des intéressés. Il peut s'agir d'une assistance préalable au départ concernant les documents de voyage et le mode de transport, et, si possible, de l'accueil à l'arrivée par des partenaires de l'OIM à pied d'œuvre sur place. Les ONG partenaires peuvent fournir une aide à la réintégration afin de réduire la probabilité que ces personnes redeviennent victimes de la traite; cette aide peut inclure un abri d'urgence, des soins médicaux, une éducation et une formation et des petites subventions pour la création d'activités productrices de revenus. En 2008, ce programme financé par l'État fédéral a fourni une assistance au titre de 105 cas: dans 103 de ces cas, des membres de la famille ont retrouvé des rescapés aux États-Unis, et deux victimes de la traite des personnes ont choisi de retourner dans leur pays d'origine. Depuis son lancement en 2005, ce programme a permis à 231 parents de retrouver des victimes de la traite aux États-Unis et a fourni une assistance à 13 victimes qui souhaitaient retourner dans leur pays d'origine. Au total, 35 pays d'origine ont été associés à ce programme.

416. Dans certains cas, les enfants étrangers victimes d'infractions visées par le Protocole facultatif peuvent recourir contre leur renvoi sur la base de l'asile; du statut spécial d'immigrant mineur, pour avoir été maltraité, abandonné ou délaissé; du statut découlant du fait d'avoir été victime d'une forme aggravée de traite; ou du statut découlant du fait d'avoir subi de graves violences physiques ou mentales après avoir été victime d'une activité criminelle. Lorsque les circonstances (y compris des considérations humanitaires) le justifient, le Ministère de la sécurité intérieure peut également, à titre discrétionnaire, surseoir au renvoi d'un étranger. De surcroît, l'article 235 c) de la TVPRA de 2008 fait obligation aux agents fédéraux qui sont en contact avec des enfants étrangers non accompagnés d'être formés au repérage des enfants qui sont victimes de formes aggravées

de traite des personnes et des enfants pour lesquels l'asile ou le statut spécial d'immigrant mineur pourrait être approprié.

417. Les enfants peuvent bénéficier de l'asile en vertu de la législation fédérale s'ils ont subi des persécutions ou s'ils sont fondés à craindre des persécutions en raison d'un caractère qualitatif protégé (race, religion, nationalité, appartenance à un groupe social particulier ou opinions politiques) et s'ils ne sont pas exclus du droit d'asile pour des raisons pénales ou liées à la sécurité nationale. Le Ministère de la sécurité intérieure a, par l'intermédiaire de la Division de l'asile des USCIS, publié le 21 mars 2009 des directives révisées concernant les demandes d'asile des enfants. La section II, «Textes de référence internationaux», incorpore le Protocole facultatif en tant que l'un des instruments internationaux applicables. Les Directives indiquent par ailleurs qu'en vertu de la TVPRA 2008, la compétence à l'égard de toute demande d'asile présentée par un enfant étranger non accompagné à partir du 23 mars 2009 revient initialement aux USCIS. Il s'ensuit que les mineurs non accompagnés présentant une demande d'asile, dont le cas aurait été, avant cette date, examiné en première instance par un juge de l'immigration, doivent désormais passer un entretien avec un fonctionnaire de la Division de l'asile. Ces Directives peuvent être consultées à l'adresse http://www.uscis.gov/files/article/AOBTCLesson_29_Guidelines_for_Childrens_Asylum_Claims.pdf.

418. Les enfants sont également protégés par la législation fédérale sur l'immigration qui met en œuvre les obligations incombant aux États-Unis en vertu des dispositions relatives au non-refoulement de la Convention contre la torture et de la Convention relative au statut des réfugiés, cette dernière étant devenue applicable aux États-Unis depuis leur adhésion au Protocole relatif au statut des réfugiés de 1967.

3. Comparaison entre l'aide fournie aux enfants étrangers et celle fournie aux enfants de nationalité américaine

419. Comme l'indique le rapport initial et comme l'expliquent en détail les sous-sections précédentes, il existe toute une série de programmes fédéraux et étatiques qui fournissent une assistance aux victimes étrangères. Un grand nombre de prestations ont été autorisées ou prescrites par la TVPA eu égard au fait que la loi portant réforme de la protection sociale de 1996 (PRWORA) a restreint l'accès des étrangers aux prestations fédérales et étatiques sur la base du statut au regard de l'immigration et selon que l'octroi du statut et la présence aux États-Unis étaient antérieurs ou postérieurs à la date de sa promulgation. Les enfants qui sont des victimes étrangères de formes aggravées de traite et qui, de ce fait, ne pourraient pas bénéficier des fonds d'aide aux victimes d'infractions et des programmes de dépenses obligatoires généraux peuvent, conformément à la TVPA, bénéficier des prestations et des services auxquels ont droit les réfugiés.

420. Les victimes de nationalité américaine, y compris les enfants, continuent de bénéficier d'autres prestations aux victimes d'infractions et d'autres programmes sociaux fédéraux. Le peu de données dont on dispose actuellement ne permet pas d'évaluer la mesure dans laquelle les victimes de la traite de nationalité américaine accèdent aux prestations auxquelles elles ont droit. La TVPRA 2008 a prescrit la réalisation d'études devant déterminer l'existence d'un «écart en matière d'accès aux prestations» entre les victimes étrangères et les victimes de nationalité américaine et l'importance de cet écart. En vertu des paragraphes b) 1) et b) 2) de l'article 107 de la TVPA, diverses agences fédérales doivent étendre certaines prestations existantes aux victimes de la traite et sont habilitées à fournir des subventions au titre de la mise en œuvre de cette aide. Les études et certains des nouveaux programmes sont en attente de financement.

4. Indemnités pouvant être accordées aux enfants victimes

421. Comme l'indique le paragraphe 89 du rapport initial, la législation fédérale prévoit le dédommagement obligatoire des victimes dans de nombreux cas visés par le Protocole facultatif. L'article 2259 du titre 18 du Code des États-Unis prévoit un dédommagement obligatoire en cas d'exploitation sexuelle des enfants et autres infractions liées à la maltraitance (art. 2251, 2251A, 2252, 2252A et 2260 du titre 18 du Code des États-Unis). En vertu de l'article 2259 b) 3), il s'agit de dédommager la victime pour le «montant total de (ses) pertes», y compris toutes dépenses engagées par elle:

- a) Traitement physique, psychiatrique ou psychologique;
- b) Physiothérapie ou rééducation physique et ergothérapie ou réadaptation professionnelle;
- c) Transport, logement temporaire et garde d'enfants;
- d) Perte de revenu;
- e) Frais d'avocat et autres coûts de cette nature; et
- f) Toutes autres pertes subies par la victime qui sont directement liées à l'infraction.

422. L'article 1593 du titre 18 du Code des États-Unis prévoit le dédommagement obligatoire pour «le montant total des pertes de la victime» du fait de toute infraction visée par les articles 1581 à 1591 (péonage et esclavage, y compris la traite des enfants à des fins d'exploitation économique ou sexuelle). En vertu du paragraphe 3 de l'article 1593, le «montant total des pertes de la victime» doit s'entendre dans le même sens que celui que lui donne l'article 2259 b) 3) susvisé, et inclut «le revenu brut ou la valeur brute que représentent pour le défendeur les services fournis par la victime sous forme de travail, ou la valeur du travail de la victime telle que garantie par les dispositions relatives au salaire minimal et aux heures supplémentaires de la *Fair Labor Standards Act* (art. 201 et suiv. du titre 29 du Code des États-Unis), le montant le plus élevé étant retenu». L'article 1595, ajouté en 2008, prévoit un recours au civil pour les victimes. Le délai de prescription est de 10 ans à compter du fait motivant le recours.

423. En outre, l'article 2255 du titre 18 du Code des États-Unis autorise les victimes d'infractions liées à l'exploitation et à la maltraitance d'enfants (visées par les articles 2241 c), 2242, 2243, 2251, 2251A, 2252, 2252A, 2260, 2421, 2422 et 2423 du titre 18 du Code des États-Unis) à recourir au civil pour récupérer le montant des dommages effectifs et des frais de justice, lorsqu'elles ont subi un préjudice physique lié à l'infraction. Cet article dispose qu'un enfant victime d'une infraction de cette nature est réputé, lorsqu'elle lui a causé un préjudice physique, avoir subi un dommage dont la valeur ne peut être inférieure à 150 000 dollars. Le délai de prescription est de six ans à compter du fait motivant le recours.

VII. Assistance et coopération internationales (art. 10)

A. Coopération internationale

424. À l'échelon international, les États-Unis collaborent à de nombreuses activités engagées aux niveaux bilatéral et multilatéral pour lutter contre les infractions visées par le Protocole facultatif par le biais de traités bilatéraux et multilatéraux d'entraide judiciaire conclus avec des gouvernements étrangers, et dans le cadre de relations de travail directes avec les autorités de police et de justice étrangères. Aux paragraphes 93 à 106 de leur

rapport initial, les États-Unis ont rendu compte de façon détaillée des arrangements et des mesures pris au niveau international pour favoriser la réalisation de tous les objectifs et la mise en œuvre de toutes les obligations énoncés dans le Protocole facultatif. La présente section passe en revue les initiatives supplémentaires lancées depuis.

1. Coopération, formation et assistance technique en matière de détection et de répression et d'assistance aux victimes

425. L'*Operation Joint Hammer* est le volet américain d'une opération de lutte contre la criminalité actuellement menée au plan mondial contre les réseaux transnationaux de personnes s'adonnant à des activités à caractère pédopornographique. L'*Operation Joint Hammer* est le fruit d'une coordination étroite entre le FBI, l'ICE, le Service fédéral d'inspection des postes et la CEOS, qui collaborent avec les autorités de police et de justice européennes, notamment Europol et Eurojust. Dans un communiqué de presse du 12 décembre 2008, le Ministère de la justice a annoncé que l'opération avait jusqu'alors abouti à l'arrestation aux États-Unis de plus de 60 personnes impliquées dans le commerce de matériel pédopornographique. Elle a permis de repérer 11 enfants victimes.

426. L'*Operation Joint Hammer* tient compte du fait qu'il n'est possible de lutter efficacement contre la cybercriminalité que si les services répressifs coordonnent étroitement leur action partout dans le monde. Elle a été lancée sur la base d'indices recueillis par des autorités de police européennes et communiqués par Europol à ses homologues américains. Le volet européen de cette opération internationale, l'«Opération Koala», a été lancé après la découverte en Europe de quelques personnes qui abusaient sexuellement d'enfants et produisaient des photographies de cette activité dans un but lucratif. L'enquête a ensuite révélé l'existence d'un certain nombre de réseaux pédopornographiques en ligne, dont certains accueillaient de dangereux malfaiteurs qui non seulement faisaient le commerce de matériel pédopornographique, mais abusaient eux-mêmes sexuellement des enfants.

427. Eurojust et Europol ont réuni des agents de détection et de répression de 28 pays, dont les États-Unis, pour échanger des informations sur d'éventuels clients de sites Web implantés dans leurs pays respectifs et coordonner des actions de répression menées contre les personnes s'adonnant à des activités à caractère pédopornographique. Agissant en étroite coopération avec les autorités de police et de justice européennes, les services répressifs américains ont pu identifier un certain nombre de clients des sites Web vivant aux États-Unis. L'enquête ciblant ces personnes a ensuite permis de localiser un certain nombre de sites commerciaux en ligne dédiés à l'échange de représentations pédopornographiques. Un certain nombre de cibles américaines appartenaient à plusieurs sites, ce qui révèle l'existence d'un réseau interconnecté de commerce pédopornographique clandestin (voir http://www.usdoj.gov/criminal/ceos/Press%20Releases/JOINT-HAMMER_12-12-08.pdf). Pour ne citer qu'un exemple, un homme de 45 ans identifié grâce à l'*Operation Joint Hammer* a été condamné à la réclusion perpétuelle le 9 septembre 2009 pour publicité, transport, réception et détention de représentations pédopornographiques. Voir http://www.usdoj.gov/criminal/ceos/Press%20Releases/EDPA_MERZ-SENTENCED_09-09-09.pdf. Le succès de cette opération a amené à poursuivre l'action de coordination entre les États-Unis et Eurojust dans l'espoir de mettre en place un groupe de travail Eurojust-États-Unis permanent qui se concentrerait sur la détection et la répression internationales de l'exploitation des enfants.

428. De surcroît, depuis quelques années, les États-Unis contribuent activement à faire avancer l'examen des questions liées à l'exploitation d'enfants dans les instances multilatérales. Par exemple, la CEOS et le Bureau des affaires internationales du Ministère de la justice ont, de même que le Ministère des affaires étrangères, collaboré avec le G8, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale de l'ONU et le Conseil de

l'Europe à l'élaboration de diverses déclarations et résolutions conçues pour accroître la prise de conscience de l'exploitation d'enfants et favoriser l'adoption de mesures juridiques efficaces pour la contrer. On peut citer, par exemple, une déclaration des ministres de la justice et de l'intérieur rédigée par les États-Unis pour le G8, intitulée Renforcement de la lutte internationale contre la pédopornographie, et le récent Colloque international sur l'évaluation du risque que font courir aux enfants les auteurs d'infractions de pédopornographie, organisé par la CEOS, qui a réuni aux États-Unis un grand nombre de spécialistes du domaine des infractions de pédopornographie et des auteurs de ces infractions, venus du monde entier pour échanger leurs conclusions et dégager un consensus sur les risques que la pédopornographie représente pour les enfants.

429. Par ailleurs, le Ministère de la justice collabore étroitement avec INTERPOL au sujet de tous les aspects de l'action de répression et de coopération menée à l'échelle internationale. Les États-Unis étudie actuellement la possibilité de créer un «groupe d'experts» associant Eurojust et Europol en vue d'améliorer la coordination des affaires.

a) *Ministère de la sécurité intérieure*

430. L'ICE est le principal organisme ayant compétence pour enquêter sur des citoyens américains et/ou des résidents permanents qui se rendent dans un pays étranger pour avoir des rapports sexuels avec des enfants ou y sont arrêtés pour ce motif. L'ICE repère les prédateurs potentiels préparant des déplacements à destination des «lieux privilégiés» du tourisme pédophile et les signale à l'attention des autorités de police étrangères lorsque cela est approprié et légal. L'action menée par le Ministère contre les auteurs d'infractions de cette nature est fortement tributaire des efforts déployés par les autorités de police des pays de destination et les capacités de surveillance aux États-Unis mêmes. Le Centre de la cybercriminalité (C3) de l'ICE fournit en permanence aux autorités de police étrangères une assistance en matière de formation, d'information et de répression dans le cadre de la lutte contre le tourisme pédophile.

431. La participation de l'ICE à l'Équipe spéciale mondiale virtuelle (VGT) peut être considérée comme un exemple de la détermination de l'organisme à renforcer la coopération internationale à la prévention, à la détection, à l'instruction et à la poursuite des infractions liées à l'exploitation d'enfants et à la punition des auteurs de ces infractions. Fruit de la concertation d'autorités de police et de justice à l'échelon international, la VGT vise à réaliser leur objectif commun consistant à protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle. L'équipe se propose de faire de l'Internet un lieu plus sûr; de repérer, localiser et aider les enfants vulnérables, et de tenir comme il convient les prédateurs comptables de leurs actes. Créée en 2003, elle a actuellement pour membres les États-Unis (ICE), le Royaume-Uni (CEOP), le Canada (RCMP), l'Australie (AFP), l'Italie (Service de la police des postes et communications) et INTERPOL. Elle est destinée non pas à remplacer, mais à compléter les programmes actuellement axés sur la détection et la répression de l'exploitation d'enfants et sur la collaboration internationale dans ce domaine. L'ICE est le représentant exclusif des États-Unis auprès de la VGT depuis la création de celle-ci en 2003.

432. La pédopornographie et la prostitution des enfants sont et resteront des priorités de l'ICE en matière d'enquêtes. Son Bureau des affaires internationales (OIA) lutte contre la prostitution des enfants et la vente d'enfants dans le cadre des activités qu'il mène à travers le monde dans les domaines de la traite des personnes et du travail forcé des enfants. Il s'emploie en permanence à favoriser la coopération internationale par le biais des programmes de communication et d'information exécutés par un grand nombre d'antennes à l'étranger, dont le rôle est déterminant dans le combat concerté livré sur la scène internationale contre l'exploitation d'enfants. Parmi les activités de ce Bureau, on peut citer les trois réunions sur le travail forcé des enfants, la traite des personnes et le tourisme

pédophile qu'il a accueillies au Maroc, aux Philippines et à Panama, au cours de l'exercice 2009, auxquelles ont participé des agents de détection et de répression et des procureurs étrangers. Des membres du Groupe des poursuites des infractions de traite des personnes du Ministère de la justice y ont présenté les programmes. En outre, l'ICE a mis au point des matériels de communication sur le travail forcé des enfants et la traite des personnes qui sont diffusés dans le monde entier. Ils sont déjà disponibles en plusieurs langues et leur traduction dans plusieurs autres langues est en cours. En collaboration avec le Service des douanes et de la protection des frontières (CBP), l'ICE dirige les activités de police qui sont l'aboutissement d'opérations sortantes aux points d'entrée ciblant des personnes qui voyagent dans le but d'exploiter des enfants.

433. De leur côté, les responsables des antennes de l'ICE, travaillant en collaboration avec les bureaux locaux nationaux et les organismes de détection et de répression étrangers, enquêtent de façon dynamique sur les incidents de tourisme pédophile qui surviennent dans les pays étrangers en se prévalant de la loi PROTECT.

434. Le programme d'aide aux victimes de l'ICE fournit un appui systématique à la formation que coordonne l'OIA par le biais du programme international de stages, ainsi qu'à la formation dispensée aux antennes à l'étranger. La formation s'adresse en général à des représentants d'ONG et d'autorités de police et de justice étrangères désireux de renforcer leur capacité d'intervention face à la traite des enfants et des adultes. Il s'agit de montrer l'importance de l'intégration de l'aide aux victimes dans chaque enquête, et la formation est coanimée par un enquêteur du Groupe de la lutte contre l'introduction clandestine et la traite de personnes (HSTU). Les exposés portent sur la création d'une enquête axée sur la victime au moyen de l'incorporation de l'aide aux victimes dans la planification des opérations de détection et de répression; les techniques d'entretien ménageant les sensibilités des victimes, y compris l'utilisation appropriée d'interprètes; les questions de sécurité; la mise en règle au regard de l'immigration; et les ressources nécessaires pour répondre aux divers besoins des victimes de l'exploitation à des fins sexuelles et économiques.

435. De surcroît, le HSTU de l'ICE promeut activement la formation aux enquêtes sur l'introduction clandestine et la traite d'adultes et d'enfants dans les pays où existent des possibilités d'exploitation par des organisations se livrant à l'introduction clandestine et à la traite des personnes. Au cours de l'exercice 2008, des sessions de formation ont été organisées dans les pays et territoires suivants: Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Chypre, Curaçao, Égypte, El Salvador, Équateur, France, Grèce, Honduras, Hongrie, Philippines, Singapour, Suisse et Taiwan. Plus de 12 000 agents de détection et de répression ont bénéficié d'une formation de l'ICE aux enquêtes sur l'introduction clandestine et la traite des personnes au cours de l'exercice 2008.

Au cours de l'exercice 2009, en sus de ses activités de communication et de formation à l'intention de plus de 7 200 agents d'organismes de détection et de répression étrangers et représentants d'ONG et d'organisations internationales, l'ICE a accueilli trois importants séminaires de formation internationaux consacrés au tourisme pédophile, au travail forcé des enfants et à la traite des personnes au Maroc, aux Philippines et au Panama. Il a également animé sept séminaires de formation régionaux analogues en Argentine, à Bahreïn, au Brésil, au Ghana, au Mexique et au Panama au cours de l'exercice 2009.

436. L'OIA a recueilli les rapports établis dans le cadre de la stratégie de l'ICE en matière de lutte contre la traite des personnes pour l'exercice 2008 et portant sur les activités de communication et de formation menées par les 54 bureaux internationaux de l'ICE dans plus de 42 pays. Au cours de cette période, les antennes ont dispensé à plus de 12 700 personnes une formation sur la lutte contre la traite des personnes et leur ont fourni des informations sur ce que fait l'ICE dans ce domaine. L'OIA a assuré une formation à l'intention d'agents d'organismes de détection et de répression et d'organisations

internationales, et de plus de 7 000 représentants de plus de 100 ONG. Pour ne citer qu'un exemple, le chef adjoint de l'antenne d'Athènes a assuré une formation sur la lutte contre la traite des personnes à l'intention de 30 membres de la police nationale hellénique à Athènes (Grèce) et de 50 policiers et procureurs chypriotes à Nicosie (Chypre). La formation a notamment porté sur la traite des personnes, le travail forcé des enfants, l'exploitation sexuelle et l'introduction clandestine de femmes et d'enfants. Le chef de l'antenne de l'ICE à Buenos Aires et le HSTU ont assuré une formation dans le cadre de trois séminaires et conférences sur la traite des personnes: premier Congrès latino-américain sur l'introduction clandestine et la traite des personnes, accueilli par l'Université de Buenos Aires à Buenos Aires (Argentine); Séminaire de formation sur l'introduction clandestine et la traite des personnes, accueilli par le procureur général de la province de Córdoba à Córdoba (Argentine); et premier Colloque international du MERCOSUR et des États associés sur la traite des personnes et la pédopornographie, accueilli par le Ministère argentin de la justice, des droits de l'homme et de la sécurité à Buenos Aires (Argentine). Au total, les représentants de plus de 100 organismes de détection et de répression et ONG ont assisté à ces trois manifestations.

437. L'ICE présente des exposés sur divers sujets aux responsables de l'application de la loi et aux représentants de gouvernements étrangers qui se rendent aux États-Unis dans le cadre de son programme international de stages. Au cours de l'exercice 2008, il a organisé 41 réunions d'information sur l'introduction clandestine et la traite des personnes, six réunions d'information dans le cadre du programme d'aide aux victimes et aux témoins, et 21 réunions d'information sur la cybercriminalité et l'exploitation des enfants à l'intention de 290 représentants de gouvernements et d'ONG de 42 pays.

438. L'une des activités de formation internationales les plus importantes de l'ICE est sa participation aux activités des académies internationales de police financées par le Ministère des affaires étrangères à Bangkok (Thaïlande), Budapest (Hongrie), Gaborone (Botswana) et San Salvador (El Salvador). Il a élaboré les modules de formation à la lutte contre la traite des personnes qui font partie des programmes d'études permanents de ces académies, y compris un nouveau cours intitulé *Traite des femmes et des enfants*, présenté à Gaborone au cours de l'exercice 2008. Au total, l'ICE a dispensé une formation à 439 agents de détection et de répression de 56 pays.

439. En vertu du mandat en matière d'enquêtes qui lui a été assigné, l'ICE doit assurer la formation de ses agents en poste à l'étranger de façon qu'ils puissent constater les cas de travail forcé des enfants et enquêter à leur sujet. Sous réserve de certaines exceptions, l'article 307 du *Tariff Act* (loi sur les tarifs) de 1930 (art. 1307 du titre 19 du Code des États-Unis), dont il est question au paragraphe 114, interdit l'importation aux États-Unis de marchandises fabriquées par des détenus ou dans le cadre d'un travail forcé ou sous contrat.

440. Le Congrès alloue des crédits importants à l'ICE pour qu'il enquête sur des violations présumées des dispositions législatives interdisant le travail forcé et obtienne la condamnation pénale des auteurs de ces violations. Le Service de douane et de police des frontières du Ministère de la sécurité intérieure s'est vu déléguer le pouvoir de rendre des ordonnances administratives interdisant l'entrée aux États-Unis, pour des périodes prédéterminées ou indéfinies, de marchandises fabriquées dans le cadre d'un travail forcé. L'ICE est également reconnu comme un organisme fédéral à la pointe du combat contre la traite des personnes et le tourisme pédophile.

441. Afin de pouvoir s'acquitter des missions susvisées, les agents de l'ICE en poste à l'étranger doivent être au fait de tous les programmes fédéraux, organisations internationales et ONG pouvant mettre à leur disposition moyens d'enquête et sources d'information dans ces domaines. Au cours de l'exercice 2008, l'OIA a organisé deux conférences internationales pour dispenser aux chefs d'antenne, aux représentants et aux enquêteurs nationaux du service diplomatique (*Foreign Service National Investigators*) de

l'ICE une formation aux techniques d'enquête devant leur permettre d'instruire efficacement les allégations de travail forcé, de travail forcé des enfants, de travail effectué en prison et d'exploitation d'enfants. Par ailleurs, au cours du même exercice, chaque agent de l'OIA pour lequel était prévu une mutation définitive à un poste en dehors des États-Unis a suivi un programme obligatoire de formation sortante comportant des modules concernant les enquêtes en matière de travail forcé, de travail forcé des enfants, de travail effectué en prison et de traite des personnes.

b) Ministère de la justice

442. Les juristes de la CEOS ont mené une importante action de communication à l'intention de leurs homologues étrangers, dans le cadre à la fois de leur participation à des réunions et à des stages de formation à l'étranger et de réunions avec des représentants de gouvernements de pays étrangers aux États-Unis. Ces juristes ont participé à des stages de formation concernant la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle et l'exploitation des enfants organisés à Phnom Penh, Siem Reap et Sihanoukville (Cambodge), et ont présenté des communications lors de conférences organisées à Chisinau (République de Moldova), Copenhague (Danemark) et Singapour.

443. Aux États-Unis, ces juristes ont rencontré les délégations de 27 pays. Ils ont également rencontré les procureurs fédéraux qui faisaient office de conseillers juridiques dans des pays étrangers, tels que le Kosovo et la Thaïlande. Ces rencontres ont permis à la CEOS d'échanger des informations au sujet des efforts qu'elle déploie contre la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle et le tourisme pédophile. Un grand nombre de ces rencontres avaient été organisées par le Service de la formation et du perfectionnement des procureurs étrangers du Ministère de la justice (OPDAT), dont les activités sont décrites plus en détail aux paragraphes 448 à 451.

444. Par ailleurs, les juristes du Ministère de la justice, à la fois ceux du Groupe des poursuites des infractions de traite des personnes de la Division des droits civils et de la CEOS de la Division pénale, dispensent aux agents de détection et de répression étrangers une formation à l'instruction et à la poursuite des infractions liées à la traite des personnes et à la pédopornographie. Ces formations englobent les stages organisés à l'intention des représentants étrangers qui se rendent aux États-Unis dans le cadre du programme international de stages du Ministère des affaires étrangères, ainsi que les programmes de formation à l'étranger. Par exemple, les juristes du Ministère de la justice se sont rendus en Lettonie, au Népal, en Thaïlande, au Maroc, au Nigéria, en Arménie et en Indonésie pour y assurer une formation à l'instruction et à la poursuite des infractions liées à l'exploitation des enfants.

445. Au cours de l'exercice 2008, la Division des droits civils a dispensé une formation et une assistance technique importantes à des responsables étrangers tant aux États-Unis qu'à l'étranger, et a collaboré avec divers gouvernements étrangers en vue de localiser et de poursuivre les auteurs d'infractions de traite.

446. Le Ministère de la justice utilise les informations recueillies dans le cadre des affaires de traite aux États-Unis pour ouvrir des enquêtes sur les recruteurs et autres responsables de la traite dans le pays d'origine. Ces activités sont renforcées par l'action permanente de communication menée par la Division des droits civils auprès des représentants des pays qui se rendent aux États-Unis. La lutte engagée par le Ministère contre la traite ne pouvant se passer de ce type de relations, des spécialistes confirmés de la lutte contre la traite sont régulièrement associés aux stages de formation et d'élaboration de stratégies organisés à l'intention de hauts responsables de gouvernements étrangers. Les agents de la Division des droits civils ont rencontré des représentants des pays et territoires suivants: Albanie, Algérie, Argentine, Brésil, Canada, Égypte, Fédération de Russie, Indonésie, Japon, Kirghizistan, Malte, Mexique, Pays-Bas, Pologne, République de

Moldova, République du Kosovo, Royaume-Uni, Tadjikistan, Taiwan, Thaïlande et Ukraine.

447. En outre, les agents de la Division des droits civils se déplacent à l'étranger pour nouer le dialogue avec les principaux responsables étrangers spécialisés dans la lutte contre la traite, parmi lesquels des parlementaires, des cadres moyens chargés de l'application des politiques, des avocats plaidants et des enquêteurs, ainsi que des représentants d'ONG. Ils répartissent leurs activités entre des stages de formation et l'échange d'informations sur les tactiques efficaces de détection et de répression des auteurs d'infraction de traite, ainsi que sur la manière de répondre aux besoins des victimes, les techniques d'entretien et les fonctions assumées par les ONG, les agents de détection et de répression et les procureurs à l'égard de ces victimes. Au cours de l'exercice 2008, les agents de la Division des droits civils ont participé à des missions d'information envoyées en Bulgarie, République-Unie de Tanzanie, à Singapour, au Qatar et en Ouzbékistan, ainsi qu'aux conférences organisées par l'ONU à Vienne (Autriche), auxquelles les délégations de très nombreux pays ont assisté.

448. Le Service de la formation et du perfectionnement des procureurs étrangers (OPDAT) du Ministère de la justice mobilise les ressources et les compétences de ce Ministère pour renforcer les institutions du secteur de la justice pénale et améliorer l'administration de la justice à l'étranger. Grâce à un financement fourni par le Ministère des affaires étrangères et l'USAID, l'OPDAT appuie la réalisation des objectifs des États-Unis en matière de détection et de répression et la mise en œuvre des priorités dans ce domaine en aidant ses homologues étrangers à se préparer à coopérer plus pleinement et efficacement avec les États-Unis en vue de combattre le terrorisme et la criminalité transnationale, telle que la traite des personnes. À cette fin, il encourage l'adoption de réformes législatives et judiciaires dans les pays dont la législation est insuffisamment développée; aide les procureurs et les juges à se perfectionner; et œuvre en faveur de l'état de droit et du respect des droits de l'homme.

449. La lutte contre la traite des personnes, y compris l'exploitation des enfants, est un objectif hautement prioritaire pour l'OPDAT. Celui-ci fournit dans le monde entier une importante assistance technique reposant sur un modèle intégré englobant les «trois P de la traite des personnes» que sont la prévention, la protection et la poursuite en justice. L'assistance de l'OPDAT porte notamment sur des formations et des projets de développement visant à préparer les responsables étrangers de la lutte contre la criminalité à renforcer les capacités de ses partenaires internationaux dans les domaines suivants: prévention de la traite transnationale; protection des victimes et des témoins, afin de les encourager à participer aux enquêtes et aux poursuites; et instruction et poursuite efficaces des infractions de traite. L'OPDAT collabore par ailleurs avec les pays hôtes à la mise au point de techniques de collecte d'indices pouvant permettre de générer des éléments de preuve utilisables dans le cadre des poursuites internationales, y compris celles engagées par le Ministère de la justice aux États-Unis. Il peut également faciliter les réformes législatives et l'élaboration de textes de loi dans le domaine de la traite des personnes pour que la législation sur la traite soit bien axée sur les victimes et soit conforme aux dispositions du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

450. L'OPDAT met régulièrement à contribution les compétences des juristes de la CEOS, de la Division des droits civils et des bureaux du ministère public des États-Unis pour concevoir et exécuter des programmes d'assistance technique et de formation aux fins de la lutte contre la traite dans les pays étrangers. Ses conseillers fournissent régulièrement une assistance en matière d'élaboration et d'application de textes de loi avec le concours des experts de la CEOS, de la Division des droits civils et des bureaux du ministère public des États-Unis, qui sont choisis pour leur expertise dans un domaine spécifique ou la

contribution qu'ils ont apportée dans une affaire de traite des personnes où les poursuites ont été menées à bien et qu'ils peuvent présenter en tant qu'étude de cas à leurs homologues étrangers. Le cas échéant, l'OPDAT collabore à l'exécution de programmes de lutte contre la traite des personnes avec l'*International Criminal Investigative Training Assistance Program (ICITAP)*, organisation qui lui est apparentée et qui élabore et organise des formations à l'intention d'autorités de police et d'institutions d'enquêtes pénales étrangères.

451. Au cours de l'exercice 2008, l'OPDAT a organisé 49 programmes en faveur de 20 pays. Nombre de ces programmes portaient notamment sur l'exploitation des enfants; on trouvera ci-après des exemples de programmes axés sur les enfants.

Amérique latine et Caraïbes:

- Brésil: Au cours de l'exercice 2008, le conseiller juridique résident (RLA) de l'OPDAT au Brésil a aidé le Gouvernement brésilien à élaborer une loi sur la pédopornographie, qui a été promulguée en novembre 2008. Avant cette promulgation, le RLA avait organisé le premier programme relatif à la pédopornographie au Brésil, visant à familiariser les juges, les procureurs et la police avec les dispositions de la nouvelle loi.
- Mexique: En juin et juillet 2008, l'OPDAT a organisé à l'intention des procureurs mexicains deux ateliers (d'une série de trois) sur l'instruction et la poursuite des infractions de traite des personnes à Mexico (Mexique). Les programmes portaient sur la distinction entre la traite et l'introduction clandestine de personnes; les nouvelles lois mexicaines sur la traite; les techniques à mettre en œuvre pour les entretiens avec les victimes, en particulier les victimes mineures; l'aide aux victimes et la protection des témoins; et la création d'équipes spéciales. Ils ont précédé l'arrivée au début d'octobre 2008 du premier conseiller juridique régional de l'OPDAT spécialisé dans la traite des personnes, qui aidera les Mexicains à appliquer leur loi sur la traite, qui vient d'être adoptée.

Eurasie:

- Géorgie: Entre le 8 et le 12 octobre 2007, le conseiller juridique résident de l'OPDAT en Géorgie a organisé à Tbilissi (Géorgie) un séminaire sur la rédaction de textes de loi relatifs à la lutte contre la pédopornographie à l'intention de représentants du parquet géorgien, de la Commission nationale géorgienne des communications et du principal fournisseur d'accès à l'Internet. La Géorgie est devenue le premier pays d'Eurasie à élaborer et déposer un projet de loi érigeant en infractions la pédopornographie et d'autres formes d'exploitation des enfants via l'Internet, conformément aux normes internationales.
- République de Moldova: Du 10 au 14 mars 2008, l'OPDAT a, en collaboration avec le Gouvernement de la République de Moldova et le Ministère fédéral des affaires étrangères, organisé à Chisinau un programme régional relatif aux meilleures pratiques de lutte contre l'exploitation des enfants en Eurasie à l'intention de plus de 45 représentants de six pays (Arménie, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, République de Moldova et Ukraine). L'un des objectifs principaux visait à encourager les pays en question à élaborer des lois contre l'exploitation des enfants qui soient conformes aux normes internationales.
- Fédération de Russie: En 2008, l'OPDAT a joint ses efforts à ceux de la CEOS et d'un certain nombre de partenaires de la Fédération de Russie pour tenter de remédier aux problèmes liés à la pédopornographie. Ils se sont employés à faire en sorte que la Fédération de Russie s'aligne sur les normes législatives internationales en matière de pédopornographie et renforce les activités de détection et de

répression des infractions de pédopornographie. Parmi les succès enregistrés à ce jour, on peut citer la décision du Ministère de l'intérieur de la Fédération de participer à l'*Innocent Images Global Task Force* du FBI: il s'agit d'une équipe spéciale multinationale de détection et de répression créées pour faciliter les enquêtes en matière de pédopornographie. Depuis que l'OPDAT a commencé de collaborer avec la police et les procureurs, le nombre des enquêtes a été multiplié par 10.

452. L'*International Criminal Investigative Training Assistance Program* (ICITAP) du Ministère de la justice organise des programmes traitant des activités de renforcement des capacités en matière de détection et de répression qui sont axées spécifiquement sur la lutte contre la traite des personnes et, plus généralement, visent à promouvoir les droits de l'homme et la dignité humaine, l'état de droit, la lutte contre la corruption et la coopération entre la police et la population – conditions dont l'Office de contrôle et de lutte contre la traite des personnes du Ministère des affaires étrangères a déterminé qu'elles étaient indispensables à l'efficacité de la lutte contre la traite. Les programmes de l'ICITAP sont pour l'essentiel financés et organisés en collaboration avec le Ministère des affaires étrangères.

453. L'ICITAP met en œuvre les stratégies énumérées ci-après pour renforcer la capacité des autorités de police étrangères de lutter contre la traite des personnes, y compris l'exploitation des enfants:

- Faire connaître et comprendre aux autorités de police et de justice des pays hôtes les conséquences dévastatrices de la traite des personnes pour les victimes et les menaces qu'elle fait courir à la santé et à la sécurité;
- Aider les gouvernements étrangers à créer de nouveaux outils de détection et de répression pour lutter contre la traite des personnes par le biais de la réforme législative, si possible en concertation avec l'organisation apparentée à l'ICITAP, l'OPDAT;
- Créer une capacité institutionnelle de lutte durable contre la traite grâce à la mise en place de politiques, procédures et ressources et moyens de formation;
- Mettre en place une capacité tactique et d'enquête, notamment en créant des unités d'enquête spécialisées;
- Créer une capacité technique, y compris en ce qui concerne la gestion de cas, la sécurité des frontières et les autres systèmes de collecte, de partage et d'analyse des données;
- Améliorer la coordination entre les services de police et les procureurs dans les affaires de traite des personnes;
- Incorporer la traite des personnes – qui est l'une des sources de revenu des groupes criminels organisés – parmi les thèmes couverts par les programmes d'aide axés sur la lutte contre la criminalité transnationale organisée;
- Favoriser la coopération transfrontalière des autorités de police et de justice des pays de la région où opère le même réseau de traite des personnes;
- Favoriser les partenariats entre la police et les autres parties prenantes, y compris les associations de défense des victimes, les syndicats et les organismes de protection sociale, et la collectivité; et
- Assurer la coordination avec les organisations internationales et les autres donateurs.

454. Si un grand nombre de programmes de l'ICITAP traitent de questions liées aux victimes mineures aussi bien qu'adultes, on trouvera énumérés ci-après des exemples

récents d'activités de développement de la lutte contre la criminalité qui mettent plus particulièrement l'accent sur les questions concernant les enfants:

Europe/Eurasie:

- Ukraine: La Section des services de criminalistique de l'ICITAP a fourni une assistance au Centre ukrainien de criminalistique dans les domaines des preuves numériques, de l'ADN et de l'assurance qualité. La fourniture gratuite d'une formation, d'équipements et d'une assistance technique a renforcé les capacités ukrainiennes en matière d'analyse des pièces à conviction saisies dans le cadre d'une enquête transnationale importante sur un réseau mondial de pédopornographie. Le Centre de criminalistique a confisqué 27 serveurs et 32 ordinateurs à un fournisseur d'accès Internet en Ukraine, et l'on estime que les supports en question contiennent 160 téraoctets (160 000 gigaoctets) d'information. Toutes les pièces à conviction sont en cours d'analyse et sont stockées conformément aux procédures normalisées du Centre de criminalistique, qui ont été élaborées selon les indications de l'ICITAP et conformément aux normes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) applicables aux laboratoires de criminalistique.
- Bulgarie: L'ICITAP a favorisé la conclusion d'un accord entre le Département des personnes portées disparues de la Direction de la police bulgare et le NCMEC, une ONG américaine. Aux termes de cet accord, le NCMEC fournit des images réalisées à l'aide d'une méthode d'anticipation de l'âge à partir des photographies de personnes portées disparues qui lui sont remises par la police bulgare. Au cours de l'année précédente, des images de quatre personnes portées disparues en Bulgarie ont été adressées au NCMEC aux fins d'anticipation de l'âge et les images réalisées selon cette méthode ont été envoyées à la Bulgarie pour les besoins des enquêtes.

Afrique:

- Ouganda: Avec le concours d'un conseiller en matière de répression en poste à plein temps dans le pays, l'ICITAP y exécute un programme dynamique de lutte contre la traite des personnes. On peut considérer comme un signe annonciateur du succès l'augmentation du nombre de victimes de la traite signalées par la police aux ONG pour que celles-ci leur assurent une protection. Au cours de l'exercice 2008, l'ICITAP a constitué un noyau d'instructeurs locaux qui, avec sa coopération, ont formé plus de 2 000 agents de détection et de répression dans quatre endroits du pays. En rassemblant des enquêteurs, des procureurs et des fonctionnaires de l'immigration et de l'inspection du travail dans la même salle, cette formation a jeté les bases d'un renforcement de la coordination des autorités de police et de justice dans la lutte contre la traite des personnes. De nombreuses recommandations ont été adoptées, dont l'une portait sur la création d'une équipe spéciale interministérielle à laquelle le conseiller de l'ICITAP fournira une assistance technique et une autre sur la création d'une unité de police antitraite qui relèvera du Ministère de la protection de l'enfance et de la famille.
- Gambie: l'ICITAP a fourni un appui au Gouvernement gambien aux fins de l'application de la nouvelle loi antitraite du pays. Cette loi interdit toutes les formes de traite et prévoit un traitement approprié pour les victimes et leur réintégration. Le programme de l'ICITAP a amélioré la collaboration entre les principaux partenaires publics et privés qui s'emploient à régler ce problème. L'ICITAP a formé, au sein du Service de police, un noyau d'instructeurs locaux appelés à inculquer eux-mêmes des compétences de police et en matière d'enquête et d'assistance aux victimes de la traite. L'ICITAP a distribué à tous les participants à la formation des guides de poche sur les techniques d'entretien à utiliser pour les victimes adultes et mineures.

455. Soucieux de favoriser la coopération transfrontalière face aux infractions de traite des personnes, le Centre pour la lutte contre l'introduction clandestine et la traite des personnes (HSTC) participe aux programmes internationaux de communication exécutés auprès d'organisations multinationales et de représentants d'autorités de police et de justice et d'agences de renseignements étrangères. Du fait des liens de coopération étroits qu'il entretient avec Europol, le HSTC est le seul organisme chargé de l'application de la loi non européen qui soit invité à participer à la réunion d'experts sur la traite des personnes qu'Europol organise chaque année. En outre, il a participé, en septembre 2008, à la réunion consacrée au dossier sur la traite, habituellement réservée aux membres de l'UE. Par ailleurs, il dirige la délégation des États-Unis envoyée à la Pacific Rim Immigration Intelligence Conference. Enfin, il est le partenaire de l'OPDAT dans le cadre du programme que celui-ci exécute en Fédération de Russie (voir plus haut).

456. Le Ministère de la santé et des services sociaux a accueilli 23 délégations internationales au cours de l'exercice 2008. Des agents de détection et de répression, des dirigeants d'organisations non gouvernementales, des fonctionnaires de ministères de la santé et des services sociaux, des professionnels de la santé, des fonctionnaires de l'immigration et d'autres responsables de la lutte antitraite de nombreux pays ont participé aux séances d'information organisées par l'ATIP sur les activités déployées par ce Ministère pour lutter contre la traite des adultes et des enfants et en aider les victimes aux États-Unis. Les participants représentaient des organismes et organisations de 36 pays.

457. Le Ministère de la défense a été l'un des principaux participants à la formation antitraite dispensée par l'OTAN et à l'élaboration des programmes de formation de cette organisation.

2. Engagement diplomatique des États-Unis et évaluations de la performance des gouvernements des pays étrangers

458. Par l'intermédiaire de l'Office de contrôle et de lutte contre la traite des personnes et du Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail (DRL), le Ministère des affaires étrangères représente les États-Unis dans le cadre du combat engagé à l'échelle mondiale contre la traite des personnes, s'associant aux gouvernements étrangers, aux organisations internationales et intergouvernementales, ainsi qu'à la société civile en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies efficaces pour faire face à cette forme d'esclavage des temps modernes. Le directeur de l'Office de contrôle et de lutte contre la traite des personnes préside également le Groupe de haut niveau chargé de la mise en œuvre des politiques, c'est-à-dire le groupe de travail interorganismes de haut niveau qui coordonne les activités déployées par le Gouvernement des États-Unis contre la traite et se penche sur les questions concernant les politiques, les programmes et la planification interorganismes.

459. La Ministre des affaires étrangères a fait paraître le 16 juin 2009 le neuvième rapport annuel sur la traite des personnes, consultable à l'adresse <http://www.state.gov/g/tip/rls/tiprpt/2009/index.htm>. Ce rapport est le principal outil diplomatique utilisé par le Gouvernement pour obtenir la coopération des gouvernements étrangers dans ce domaine. Il classe les pays par niveaux en fonction des efforts que font leurs gouvernements pour lutter contre la traite. L'introduction donne des informations sur le travail forcé des enfants, les enfants soldats, la traite des enfants aux fins d'exploitation sexuelle et d'actes de maltraitance connexes, le rôle des parents dans la traite des enfants et la traite des enfants dans les mines d'or. Le rapport de 2009 met en exergue les faits suivants: 1) la traite des personnes existe dans le monde entier, comme il ressort du fait que le nombre de pays pris en compte dans le rapport est passé à 175; 2) des formes subtiles mais puissantes de contrainte sont souvent exercées contre les victimes, telles que des menaces d'expulsion ou d'incarcération, ou une atteinte à la réputation ou un préjudice financier si grave que les

victimes sont amenées à penser qu'elles n'ont d'autre choix que de poursuivre l'activité qui leur a été imposée; 3) les méthodes de recrutement frauduleuses, les commissions excessives que doivent verser les personnes recrutées et la situation d'endettement dans laquelle celles-ci se trouvent de ce fait plongées, ainsi que l'absence de garanties juridiques pour les migrants font le lit de la traite des personnes; 4) on continue de relever un contraste saisissant entre l'ampleur du problème du travail forcé dans le monde et le petit nombre de poursuites et de condamnations d'auteurs d'infractions liées à la traite aux fins d'exploitation économique (moins de 10 % de l'ensemble des condamnations); 5) au cours de la période considérée, 26 pays ont promulgué une nouvelle législation antitraite; et 6) plus de la moitié des pays ont promulgué une législation pénale interdisant toutes les formes de traite des personnes.

460. L'Office de contrôle et de lutte contre la traite des personnes a mené en 2008 et 2009 une importante action de communication auprès de ses homologues étrangers. Dans le cadre de l'établissement du rapport publié en 2009, la Section des rapports et des affaires politiques de l'Office s'est rendue dans 59 pays pour rencontrer des responsables gouvernementaux et des représentants d'organisations internationales et d'ONG. Il a également établi des contacts avec des gouvernements étrangers à la faveur des réunions d'information régulièrement organisées à l'intention de responsables étrangers et d'autres personnalités internationales à Washington, D.C. Ces réunions d'information ont donné à ces dernières un aperçu de ce que le Gouvernement des États-Unis fait pour lutter contre la traite des personnes aux États-Unis et dans le reste du monde. Le programme de stages internationaux du Bureau des affaires éducatives et culturelles du Ministère des affaires étrangères a pris en charge plusieurs groupes venus aux États-Unis dans le but précis d'en apprendre davantage sur le bilan des États-Unis en matière de lutte contre la traite des personnes.

461. Au cours de l'année civile 2008, l'Office a présenté à plus de 268 visiteurs venus de plus de 120 pays 33 exposés sur des questions liées à la traite des enfants et des adultes. L'*International Visitor Leadership Program* du Ministère des affaires étrangères a ainsi accueilli, entre autres, des procureurs et des juges, des représentants d'ONG et des inspecteurs du travail. L'Office a également participé à huit conférences vidéo-numériques sur des thèmes tels que le classement de Madagascar au niveau 1 dans le rapport de 2008 sur la traite des personnes, l'échange de pratiques optimales entre les Ministères fédéraux des affaires étrangères et de la justice et les Pays-Bas sur le traitement des affaires de travail forcé, et l'intervention coordonnée des ONG et du gouvernement bulgares pour combattre la traite des personnes.

462. Par ailleurs, l'Office participe activement aux activités des instances multilatérales. Il a dirigé la délégation interorganismes qui a assisté en février 2008 au Forum de Vienne sur l'UN.GIFT, manifestation organisée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Cette conférence internationale sur la traite des personnes a beaucoup retenu l'attention des médias et a été suivie par quelque 1 500 personnes, dont des premières dames, des ministres, des représentants de grandes entreprises et d'ONG, et des célébrités. Le Gouvernement des États-Unis a participé par le biais d'une déclaration nationale, d'exposés présentés dans le cadre de groupes d'experts, d'entretiens accordés aux médias et d'un kiosque d'information.

463. Chaque année, le DRL du Ministère des affaires étrangères élabore et met au point en vue de sa présentation au Congrès un rapport complet de 5 000 pages sur la situation des droits de l'homme dans plus de 190 pays. Les rapports par pays relatifs aux pratiques en matière de droits de l'homme (rapports sur les droits de l'homme) traitent des droits civils et politiques et des droits des travailleurs internationalement reconnus, tels qu'ils sont énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, conformément à l'alinéa a de l'article 2304 du titre 22 du Code des États-Unis. Selon cette disposition, «un des

principaux objectifs de (la) politique étrangère (des États-Unis) est d'agir en faveur d'un plus grand respect, par tous les pays, des droits de l'homme internationalement reconnus».

464. Les rapports donnent des informations sur l'exploitation des enfants à l'échelle internationale, dans le cadre de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins de prostitution ou de pédopornographie, et de la traite des enfants à des fins à la fois de travail forcé et d'exploitation sexuelle. Ils sont utilisés pour définir les politiques, orienter les relations diplomatiques et fournir assistance, formation et autres ressources. Ils servent également de base à la coopération entre le Gouvernement des États-Unis et des groupes privés en vue de promouvoir le respect des droits de l'homme internationalement reconnus. Le résumé du Rapport 2008 sur les droits de l'homme, paru le 25 février 2009, a décrit les efforts importants fournis pour l'établissement des rapports chaque année:

Nos missions à l'étranger, qui ont établi les avant-projets de rapports, ont recueilli des informations tout au long de l'année auprès de diverses sources représentant tout l'échiquier politique, notamment des agents de l'État, des juristes, des membres des forces armées, des journalistes, des observateurs des droits de l'homme, des universitaires, des militants syndicaux, etc.

[Lorsqu'il examine ces projets pour établir le rapport définitif], le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail, en coopération avec d'autres services du Ministère des affaires étrangères, exploite également ses propres sources d'information, dont des rapports établis par des groupes de défense des droits de l'homme américains ou non, des représentants d'administrations publiques étrangères, des représentants de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations et institutions internationales et régionales, des universitaires et les médias. Ses agents consultent aussi des spécialistes des droits des travailleurs, des questions relatives aux réfugiés, des questions relevant du domaine militaire et de la police, des questions relatives aux femmes et des questions juridiques. Ce faisant, ils respectent le principe fondamental selon lequel toutes les informations doivent être examinées de manière objective, approfondie et équitable.

465. Dans l'allocution qu'elle a prononcée à l'occasion de la publication des rapports sur les droits de l'homme en 2009, la Ministre des affaires étrangères Hillary Rodham Clinton a insisté sur le rôle essentiel que la promotion des droits de l'homme joue dans la politique étrangère des États-Unis:

[L]e progrès de l'humanité est tributaire de l'esprit humain: jamais cette vérité indéniable n'est apparue plus clairement qu'aujourd'hui. Pour relever les défis de ce nouveau siècle, nous devons faire appel à toute la palette des talents humains pour permettre à notre pays et au monde d'aller de l'avant. Garantir le droit de chaque homme, femme et enfant de participer pleinement à la société et de donner la pleine mesure des capacités qu'il tient de Dieu est un idéal qui portent les espoirs de notre pays depuis sa fondation.

Il est également consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme et c'est aussi l'idéal qu'a exprimé le Président Obama dans son discours d'investiture lorsqu'il nous a rappelé que chaque génération doit léguer la conviction selon laquelle toutes les personnes sont égales, toutes sont libres et toutes méritent d'avoir une chance de rechercher la part de bonheur qui leur revient. Notre politique étrangère doit également promouvoir ces valeurs intemporelles qui permettent à tous de s'exprimer, de penser, de pratiquer leur religion et de se réunir librement, de mener leur vie professionnelle et familiale dans la dignité, et de savoir que la réalisation de leurs rêves d'un avenir meilleur est à leur portée ...

Le texte intégral de l'allocution de la Ministre est consultable à l'adresse <http://www.state.gov/secretary/rm/2009a/02/119786.htm>. Les rapports sur les droits de

l'homme publiés entre 1999 et 2009 (couvrant la période allant de 1998 à 2008) sont consultables à l'adresse <http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/>.

466. Les États-Unis surveillent l'utilisation du travail des enfants à l'étranger en prenant un certain nombre d'autres initiatives. Le décret 13126 (E.O. 13126 (1999)), concernant l'interdiction de l'achat de produits fabriqués grâce à l'utilisation du travail forcé ou sous contrat d'enfants, vise à faire en sorte que les organismes fédéraux se conforment à la législation relative au travail forcé ou sous contrat d'enfants dans le cadre de la procédure d'achat. Il fait obligation au Ministère du travail, agissant en consultation avec le Ministère des affaires étrangères et le Ministère de la sécurité intérieure, de publier et de mettre à jour une liste, établie par pays d'origine, des produits dont les trois ministères sont raisonnablement fondés à considérer qu'ils pourraient avoir été extraits, produits ou fabriqués grâce à l'utilisation du travail forcé ou sous contrat d'enfants. En vertu du règlement régissant les achats qui vise à donner effet à ce décret, un fournisseur fédéral qui fournit des produits finals relevant d'une catégorie mentionnée par pays d'origine sur la liste doit certifier 1) qu'il ne fournira aucun produit final figurant sur la liste qui a été extrait, produit ou fabriqué dans un pays mentionné sur la liste concernant ce produit ou 2) qu'il a essayé de bonne foi de déterminer si un travail forcé ou sous contrat d'enfants a été utilisé et qu'à sa connaissance, aucun travail de ce type ne l'a été. Si un agent chargé de la passation des marchés a des raisons de penser qu'un travail forcé ou sous contrat d'enfants a été utilisé, il doit renvoyer le dossier à l'organe d'enquête. En cas de violation du règlement, le fournisseur peut voir son contrat résilié et ses droits en tant que fournisseur peuvent être suspendus ou lui être retirés (CFR 48, sous-partie 22.15).

467. La version actuelle de la liste établie en vertu du décret susvisé est consultable à l'adresse Web du Ministère du travail à l'adresse <http://www.dol.gov/ILAB/regs/eo13126/main.htm>. Elle mentionne 11 produits originaires de Birmanie et un du Pakistan. Sur la base de ses recherches et des informations présentées par le public, le Ministère a rendu publique une première évaluation le 11 septembre 2009, annonçant les mises à jour proposées pour la liste en question et sollicitant les commentaires du public (74 Fed. Reg. 46, 794 (Sept. 11, 2009)). La liste mise à jour énumère 29 produits provenant de 21 pays. Après avoir analysé tous les commentaires reçus, le Ministère procédera à une évaluation définitive qui permettra de réviser la liste, en consultation et en coopération avec les Ministères de la sécurité intérieure et des affaires étrangères.

468. La TVPRA 2005 exige en outre du Ministère du travail qu'il «dresse et mette à la disposition du public une liste des produits provenant de pays qui donnent au Bureau of International Labor Affairs (ILAB) des raisons de penser que ces produits ont été fabriqués grâce à l'utilisation d'un travail forcé ou sous contrat d'enfants en violation des règles internationales». (Alinéa b de l'article 7112 du titre 22 du Code des États-Unis). La liste initiale a été publiée le 10 septembre 2009 (74 Fed. Reg. 46,620 (Sept. 10, 2009)). L'ILAB a recensé 122 produits fabriqués grâce à l'utilisation d'un travail forcé, du travail des enfants ou deux dans 58 pays. Les pays figurant sur la liste représentent toutes les régions du monde et ont atteint des stades de développement différents. Le nombre de produits fabriqués par des enfants s'est révélé supérieur à celui des produits issus du travail forcé. S'agissant des secteurs d'activité, les produits agricoles représentent la catégorie la plus importante; ils sont suivis par les produits extraits des mines ou des carrières. Les produits agricoles le plus communément énumérés sont le coton, la canne à sucre, le tabac, le café, le riz et le cacao; dans le secteur manufacturier, les briques, les vêtements, les tapis et les chaussures sont les articles les plus courants; et l'or et le charbon sont les produits le plus souvent énumérés parmi les produits extraits d'une mine ou d'une carrière. La liste et des informations supplémentaires sur la méthodologie et les sources sont disponibles dans un rapport intitulé *The Department of Labor's List of Goods Produced by Child Labor or Forced Labor (Report)* (Liste des produits fabriqués grâce à l'utilisation du travail des enfants ou du travail forcé établie par le Ministère du travail (Rapport)), à l'adresse

<http://www.dol.gov/ilab/programs/ocft/PDF/2009TVPRA.pdf>. Le rapport présente la liste sous deux formes: par pays aux pages 13 à 20 et par produit aux pages 21 à 28.

469. Cette liste a pour principaux objectifs de sensibiliser davantage le public à l'incidence du travail des enfants et du travail forcé dans la fabrication de produits dans les pays qu'elle énumère et de favoriser les activités visant à éliminer ces pratiques. Dans le même ordre d'idées, la TVPRA charge l'ILAB de collaborer avec les personnes qui fabriquent les produits figurant sur la liste afin de créer un ensemble normalisé de pratiques de nature à diminuer la probabilité de les voir fabriquer ces produits en utilisant le travail des enfants et le travail forcé. En 2008, l'ILAB a financé un projet confié à l'Académie nationale des sciences (NAS), consistant à réunir des spécialistes du travail des enfants, du travail forcé, de l'évaluation des programmes et de la responsabilité sociale des entreprises dans le cadre d'un atelier sur les bonnes pratiques utilisées par les entreprises, les branches d'activité, les gouvernements et les partenariats public-privé pour réduire le travail des enfants et le travail forcé dans la fabrication de produits partout dans le monde. En 2009, l'ILAB a financé un nouveau contrat passé avec le Center for Reflection, Education, and Action pour poursuivre sur la lancée du projet de la NAS en réalisant un recueil de bonnes pratiques commerciales de façon à éliminer le travail des enfants et le travail forcé.

470. La liste sera périodiquement mise à jour, compte tenu des informations soumises par le public et du propre travail de recherche du Ministère du travail. Il importe de noter qu'elle énumère des produits fabriqués grâce à l'utilisation du travail forcé ou du travail des enfants, et non des activités de services exécutées dans ces conditions de travail entachées d'irrégularités. Pour le Ministère, il faut entendre par produit «des produits, articles, matériaux, objets, fournitures et marchandises». Ainsi, par exemple, la pornographie figure dans la liste, mais la prostitution et les activités connexes n'y figurent pas. Il convient également de noter que le Ministère a fait porter son analyse sur les situations de travail forcé ou de travail des enfants, quel que soit le processus qui ait plongé les personnes concernées dans ces situations.

471. Enfin, la loi de 2000 sur le commerce et le développement (TDA) et la loi de 2002 sur le commerce ont inscrit au nombre des critères d'admission au bénéfice des programmes de préférences commerciales des États-Unis les efforts déployés par le pays bénéficiaire en vue d'éliminer les pires formes de travail des enfants. Le nouveau critère s'applique au droit de se voir accorder les avantages commerciaux du schéma de préférences, de la loi relative au partenariat commercial entre les États-Unis et le bassin des Caraïbes, de la loi relative aux préférences commerciales en faveur des pays andins/loi relative à la promotion du commerce avec les pays andins et à l'éradication de la drogue et de la loi relative à la croissance et aux possibilités économiques en Afrique, et définit les pires formes de travail des enfants conformément à la Convention n° 182 de l'Organisation mondiale du Travail (OIT) concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination. Parmi les activités désignées comme étant les pires formes de travail des enfants, la TDA retient «toutes les formes d'esclavage ou pratiques similaires à l'esclavage, telles que la vente et la traite d'enfants, la servitude pour dettes et le servage et le travail forcé ou obligatoire» et «le fait d'utiliser ou de procurer un enfant à des fins de prostitution, pornographiques ou de production de pédopornographie, ou d'offrir les services d'un enfant à ces fins». En vertu de cette loi, le Ministre du travail est tenu de publier chaque année un rapport qui présentera ses conclusions concernant les initiatives prises par les pays bénéficiaires pour remplir leurs engagements internationaux en matière d'élimination des pires formes de travail des enfants. Ces conclusions doivent renseigner sur la prévalence et la nature de la traite des enfants et sur la mesure dans laquelle les enfants se livrent à la prostitution et participent à des activités relevant de la pornographie, ainsi que sur les efforts déployés par les gouvernements bénéficiaires pour combattre ces formes de travail des enfants. Le rapport le plus récent, publié le 10 septembre 2009, est consultable à l'adresse <http://www.dol.gov/ilab/programs/ocft/PDF/>

2008OCFTreport.pdf. Tout en utilisant d'autres méthodes de collecte de données pour établir son rapport annuel, le Ministère du travail sollicite des réactions à son sujet au moyen d'une annonce qui paraît dans le Registre fédéral (voir 73 Fed. Reg. 77,841 (Dec. 19, 2008)). Si la plupart des commentaires viennent de pays étrangers, une société privée qui effectue des contrôles de sécurité, de qualité et au titre de la responsabilité sociale a également réagi. Voir aussi le paragraphe 113 sur l'interdiction d'expédier ou de recevoir des marchandises en vue de la fabrication desquelles un «travail abusif d'enfants» a été utilisé.

472. En septembre 2008, les Ministères des affaires étrangères et de la justice ont envoyé des représentants à une conférence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) réunissant les rapporteurs nationaux sur la traite des personnes, qui s'est tenue à Vienne (Autriche).

473. En octobre 2008, une délégation interorganismes des États-Unis a participé à la quatrième Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, tenue à Vienne (Autriche). Lors du débat que la Conférence a consacré à l'application du Protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, un représentant de l'Office de contrôle et de lutte contre la traite des personnes a présenté l'approche axée sur les victimes et pluridisciplinaire que le Gouvernement des États-Unis applique à la lutte contre la traite des personnes.

474. Les États-Unis ont envoyé une délégation pluridisciplinaire au troisième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants et adolescents, qui s'est tenu à Rio de Janeiro (Brésil) en novembre 2008 (<http://www.iiicongressomundial.net>), et ont établi un rapport à l'intention du rapporteur du troisième Congrès mondial rendant compte des activités déployées par le Gouvernement des États-Unis dans le cadre de la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants depuis le deuxième Congrès mondial tenu à Yokohama (Japon). À Rio, le Gouvernement des États-Unis a activement participé à l'élaboration de la Déclaration et Plan d'action de Rio de Janeiro pour prévenir et éradiquer l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents. Le texte du rapport du troisième Congrès mondial figure à l'annexe 6.

475. Les États-Unis ont également participé à quatre consultations d'experts thématiques préparatoires au niveau régional (Consultation thématique d'experts sur la lutte contre le tourisme pédophile tenue à Florence (Italie), accueillie par l'UNICEF en avril 2008; Consultation thématique d'experts sur la responsabilité sociale des entreprises et les partenariats public-privé tenue à Winnipeg (Canada), organisée par l'UNICEF; les Consultations d'experts canadiens et américains tenues à Washington, D.C., accueillie par l'ECPAT, Shared Hope et Beyond Borders; et la Consultation thématique d'experts sur les cadres juridiques, les procédures et les moyens de mise en œuvre utilisés aux fins de l'action de prévention et de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants, tenue à Berne (Suisse)). Les États-Unis ont collaboré avec les ONG à l'élaboration du rapport sur la consultation Canada-États-Unis organisée dans le cadre de la préparation du troisième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents.

476. En 2007, les États-Unis ont donné une vigoureuse impulsion à l'examen au sein des instances multilatérales de la question de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. S'agissant de la session annuelle de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale de l'ONU, les États-Unis ont demandé et obtenu que cette question soit l'un des deux thèmes de la Commission. Ils ont présenté un projet de résolution, qui a été ultérieurement adopté, intitulé «Prévention du crime et justice pénale: mesures efficaces de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants». Pendant la session de la Commission, la délégation des États-Unis a également coaccueilli une manifestation organisée à l'intention des représentants des États Membres au cours de laquelle le film

Human Trafficking (La traite des personnes) a été projeté et un débat d'experts s'est tenu sur le thème de la traite des enfants.

477. Le Groupe Lyon-Rome du G8 a mis au point deux documents rédigés par les États-Unis sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, à savoir une déclaration des Ministres de la justice et de l'intérieur intitulée «Renforcement de la lutte internationale contre la pédopornographie», et «Activités de mise en œuvre de la compétence extraterritoriale en matière d'infractions sexuelles».

478. Le Ministère des affaires étrangères des États-Unis a présidé la Conférence régionale sur les migrations (RCM), une organisation ayant pour membres des représentants des administrations des pays d'Amérique centrale et du Nord chargées de l'immigration et de l'élaboration des politiques. La traite des personnes a été le thème de la réunion ministérielle tenue en 2007 à la Nouvelle-Orléans, lors de laquelle les États-Unis ont collaboré avec les autres pays membres en vue d'adopter un document non contraignant intitulé «Directives régionales concernant la protection spéciale à prévoir dans les cas de rapatriement d'enfants victimes de la traite». Par l'intermédiaire de la RCM, l'ICE et le Service des douanes et de la protection des frontières (CBP) ont organisé un atelier de formation aux questions liées à la traite et à l'introduction clandestine de personnes, au cours duquel quatre membres de la RCM, à savoir le Honduras, le Mexique, le Canada et El Salvador, ont fait des exposés.

3. Subventions internationales pour lutter contre la traite

479. Par l'intermédiaire du Ministère des affaires étrangères, de l'ILAB du Ministère du travail et de l'USAID, le Gouvernement des États-Unis fournit une aide internationale substantielle pour prévenir la traite des personnes, protéger les victimes et poursuivre les trafiquants à l'étranger. Cette aide a souvent un rapport avec les obligations dont il est traité dans le Protocole facultatif. Au cours de l'exercice 2008, le Gouvernement a financé 140 programmes internationaux antitraite, pour un montant total d'environ 76 millions de dollars, en faveur de plus de 70 pays. On trouvera à l'annexe 3 un tableau qui décrit chaque projet financé pendant l'exercice 2008 avec indication du montant de ce financement. On peut consulter les tableaux de financement annuel de projets pour les exercices 2002 à 2008 à l'adresse <http://www.state.gov/g/tip/c12606.htm>. La présente section fournit d'autres informations sur l'aide accordée aux pays étrangers au titre de projets intéressant les enfants.

a) Ministère du travail

480. Entre 1995 et 2009, le Ministère du travail a fourni 330 millions de dollars pour des projets de lutte contre la traite et contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales (ESC) exécutés un peu partout dans le monde. Au cours du seul exercice 2009, il a fourni plus de 42 millions de dollars pour financer huit projets liés à la traite et à l'ESC dans 14 pays. Les projets financés par le Ministère peuvent être axés sur la traite et/ou l'ESC ou ne les aborder que dans le cadre d'un volet, ou encore le faire par le biais d'activités de renforcement des capacités, de sensibilisation et de recherche. En 2009, les projets de lutte contre la traite et l'ESC qui concernent le travail des enfants, financés au Bénin, en Bolivie, au Brésil, en Côte d'Ivoire, en Équateur, au Ghana, en Indonésie, au Kenya, au Nigéria, au Malawi, au Mexique, au Népal, au Paraguay et aux Philippines, sont les suivants:

- Vers l'élimination des pires formes des enfants en Afrique de l'Ouest: appuyer et surveiller la mise en œuvre des plans d'action nationaux au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Nigéria et renforcer la coopération sous-régionale par le biais de la CEDEAO (volet traite) – 7 950 000 dollars (programme international de l'Organisation internationale du travail pour l'abolition du travail des enfants (OIT-IPEC));

- Combattre les pires formes de travail des enfants (PFTE) par le biais de la coopération horizontale en Amérique du Sud (volet traite) – 6 750 000 dollars (OIT-IPEC);
- Surveillance ininterrompue des initiatives publiques et privées visant à éliminer les pires formes de travail des enfants dans le secteur du cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana (volet traite) – 1 200 000 dollars (Tulane University);
- Appui à la mise en œuvre du plan d'action national du Kenya pour l'élimination des PFTE, l'accent étant spécialement mis sur l'agriculture et les enfants les plus âgés (volet traite) – 4 600 000 dollars (OIT-IPEC);
- Combattre les PFTE en Indonésie en appliquant une méthode fondée sur des domaines d'intervention (volet traite) – 5 500 000 (Fédération Save the Children, en association avec World Education);
- Projet d'appui au plan d'action national de lutte contre le travail des enfants au Malawi (volet traite) – 2 757 621 (OIT-IPEC);
- Contribution à la prévention et à l'élimination du travail des enfants au Mexique, en particulier les pires formes de ce travail dans le secteur de l'agriculture (volet traite) – 4 750 000 (OIT-IPEC);
- Combattre les PFTE, en mettant l'accent sur le travail forcé des enfants et la traite des enfants visant leur exploitation sexuelle à des fins commerciales (volet traite) – 4 248 224 (World Education, en association avec Terres des hommes) et;
- Pour faire cesser le travail des enfants aux Philippines: Aider le 'Programme philippin contre le travail des enfants' à exploiter ses acquis et à relever les défis (volet traite) – 4 750 000 (OIT-IPEC).

481. En 2009, le Ministère du travail a financé un nouveau projet en Indonésie qui empêchera les enfants d'exercer plusieurs formes d'emploi classées parmi les pires ou les en éloignera. Les enfants concernés sont les suivants: enfants employés à des tâches domestiques, enfants travaillant sur des plantations d'huile de palme, enfants des rues et enfants victimes de la traite visant leur exploitation sexuelle à des fins commerciales ou leur soumission au travail forcé. Le projet fournira des services directs, y compris des possibilités d'instruction ou de formation. Il prévoit d'autres activités en rapport avec la traite, telles que la sensibilisation et le renforcement des capacités. Il créera cinq centres de soutien et de réintégration communautaires pour assurer la prise en charge individualisée de certains enfants naguère exploités dans le cadre du travail, y compris ceux qui ont été victimes de la traite. Ces centres sont censés fournir tous les services dont ont besoin ces enfants, qui se verront assigner chacun un chargé de dossier. Les enfants rescapés de la traite seront soit rendus à leur famille, soit placés dans des familles d'accueil. Le projet fournira un appui aux enfants placés dans une famille d'accueil et continuera de suivre la situation de tous les enfants bénéficiaires directs.

482. Toujours en 2009, au Malawi, le Ministère du travail a financé un nouveau projet devant aider le Gouvernement malawien à mettre en œuvre le plan d'action national concernant la lutte contre le travail des enfants. Dans le cadre de l'objectif général de lutte contre le travail des enfants dans plusieurs secteurs, ce projet recommandera l'adoption du projet de loi nationale sur la traite. Avec ses partenaires opérant à l'échelon des districts, le projet appliquera une approche plurisectorielle de la lutte contre la traite. Sous les auspices des comités chargés du travail des enfants, des maisons de transition seront créées pour les victimes de la traite qui ont été éloignés du travail des enfants. Par ailleurs, les enfants bénéficieront d'un soutien psychologique et d'une assistance pour accéder à l'éducation formelle ou informelle et/ou à la formation professionnelle. Le projet apportera également un appui au Ministère du travail à mesure qu'il engagera des discussions et une

collaboration avec les Ministères des affaires étrangères et de l'intérieur et les autres autorités compétentes des pays limitrophes (Zambie, Afrique du Sud et Mozambique) en vue du retour des enfants rescapés de la traite.

b) Ministère des affaires étrangères

483. Au cours des exercices 2008 et 2009, l'Office de contrôle et de lutte contre la traite des personnes a octroyé plus de 38,6 millions de dollars au titre de programmes de lutte contre la traite des personnes: 123 projets exécutés dans 64 pays pour un montant total de plus de 31,65 millions de dollars; 13 projets régionaux pour un montant total de 4,05 millions de dollars; et 12 projets mondiaux pour un total de plus de 2,9 millions de dollars. La quasi-totalité de ces subventions ont été financées par le biais du processus de subventionnement compétitif de l'Office. Au cours de ces deux exercices, sur le montant total des projets subventionnés, quelque 12,3 millions de dollars ont servi à financer un volet de protection des enfants. Au cours de l'exercice 2008, le Bureau de la population, des réfugiés et des migrations (PRM) du Ministère a financé à hauteur d'environ 4,3 millions de dollars un appui aux activités antitraite de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les 25 projets ont été exécutés en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique latine et dans les Caraïbes. Au cours de l'exercice 2008, l'USAID a fourni une aide antitraite d'environ 11,6 millions de dollars.

484. À l'heure actuelle, le Ministère des affaires étrangères exécute notamment les projets suivants:

- En Birmanie, l'Office de contrôle et de lutte contre la traite des personnes a fourni à Save the Children un financement pour la mise en place de systèmes efficaces de protection des enfants au niveau des communautés et des municipalités. L'objectif principal de Save the Children consiste à mettre en place des systèmes efficaces de protection des enfants au niveau des communautés et des municipalités. En particulier, le projet visera à renforcer la collaboration et à mettre en place des systèmes locaux efficaces de lutte contre la traite dans trois municipalités: Thaton dans l'État mon, Hpa'an dans l'État karen et Namkham dans l'État shan du Nord. Les comités de protection locaux s'attaqueront au problème de la traite intérieure et transfrontalière afin de tenter de remédier à divers problèmes liés à la protection des enfants, tels que la maltraitance physique et sexuelle, le travail des enfants et l'enrôlement d'enfants dans les forces armées. Ils œuvreront essentiellement en faveur des enfants âgés de 10 à 18 ans qui sont vulnérables à la traite, sont d'anciennes victimes de la traite de retour dans leur communauté, sont exploités dans le cadre du travail et/ou sont des déplacés ou des migrants. Les activités prévues par le projet sont notamment une action de sensibilisation et l'organisation de formations au sein des communautés; la collaboration au sein des communautés pour mettre en place des systèmes de protection des enfants; et la facilitation de débats aux niveaux local et national pour améliorer les politiques et les procédures concernant la traite des personnes, la migration et la protection des enfants.
- Au Cambodge, l'Office a financé International Justice Mission (IJM), qui s'occupe en priorité des enfants se livrant à la prostitution, pour qu'elle exécute un programme de formation de la police à Kratie et à Sihanoukville. Par ailleurs, IJM créera à Phnom Penh un programme reproductible visant à aider les rescapés de l'ESC à se prendre en charge et à investir dans ces personnes, qui, grâce à l'appui et aux conseils des partenaires d'assistance d'IJM, atteindront un très bon niveau de rétablissement et exprimeront le souhait d'aider les victimes de l'ESC récemment libérées. En plus de recevoir les moyens d'exercer une fonction d'encadrement, les participants deviendront des éducateurs au sein de leur communauté, fourniront des soins d'urgence aux victimes récemment libérées et leur serviront de conseillers, et

aideront à prévenir la traite dans les zones à haut risque. Au Cambodge également, l'Office a financé l'organisation locale Mith Samlanh pour mettre en place un système de prévention et de réintégration pour les jeunes, essentiellement des jeunes femmes, et leur famille qui sont exposés au risque de la traite. Mith Samlanh fournira des services et activités éducatifs à des milliers d'enfants; elle fournira également des services de réintégration aux enfants des rues exposés au risque de la traite pour les aider à se réintégrer dans leur famille. Des documents sur la migration en toute sécurité et les organisations vers lesquelles diriger les enfants ayant besoin de services spécialisés seront imprimés et distribués, de nouveaux agents de mise en rapport seront formés et Mith Samlanh adressera les enfants à d'autres organisations pour qu'ils bénéficient de services supplémentaires.

- À Haïti, l'Office a financé la Société antiesclavagiste pour qu'elle crée un modèle de services qui associe le dialogue communautaire aux interventions ciblées, aux options économiques et au soutien psychologique. La Société antiesclavagiste mettra en œuvre des méthodes innovantes de dialogue communautaire permettant à la population d'échanger des vues sur les effets préjudiciables de l'utilisation d'enfants comme esclaves domestiques – les *restaveks* – et de s'engager à mettre un terme aux violations des droits des enfants. Par ailleurs, elle diffusera des émissions de radio et contribuera à créer un mouvement national de militants locaux contre le système *restavek*. Elle réalisera une enquête visant à recueillir des informations sur ce que savent les familles quant à la manière de prévenir la traite des enfants. Les résultats de cette enquête serviront à élaborer et dispenser des formations devant permettre de mieux faire connaître aux familles les questions liées à la traite des personnes.
- En Côte d'Ivoire, l'Office a financé Côte d'Ivoire Prospérité pour qu'elle crée un centre d'accueil et de transit pour jeunes filles qui sont victimes de la traite et de l'exploitation sexuelle. Ce centre comprendra une pièce servant à l'enregistrement des pensionnaires, un dortoir équipé de lits, un réfectoire et des salles réservées aux activités d'apprentissage, à la formation et aux activités sociales. Les résidentes suivront une formation pour pouvoir exercer une activité génératrice de revenu, ce qui facilitera leur réintégration socioéconomique. Le foyer s'emploiera également à rapatrier les rescapées. Le projet a pour objectif d'améliorer les conditions de vie et l'existence des jeunes filles qui sont victimes de la traite et de l'exploitation sexuelle.
- En Égypte, l'Office a financé Catholic Relief Services (CRS) pour qu'elle exécute un projet visant à combattre la traite des filles parmi les communautés les plus vulnérables d'Alexandrie. CRS propose d'ouvrir et de gérer un foyer qui accueillera les filles victimes de la traite, de former les agents de l'État, les responsables locaux de l'application des lois et les ONG aux questions liées à la traite des personnes et de sensibiliser à ces questions les communautés vulnérables d'Alexandrie.
- En Guinée-Bissau, l'Office a financé l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour qu'elle aide le Gouvernement bissau-guinéen à prendre des mesures efficaces contre la traite des personnes. La Guinée-Bissau est un centre important de recrutement aux fins de la traite des enfants dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Afin de renforcer le système et les structures de protection des enfants du pays, qui laissent à désirer, l'OIM dispensera une formation aux responsables de l'application des lois et du contrôle des frontières et aux ONG sur la question de la traite des enfants. Par ailleurs, elle s'emploiera à constituer une équipe spéciale nationale contre la traite des enfants, appelée à devenir un mécanisme de coordination destiné à mettre fin aux activités de traite dans le pays. Enfin, elle

fournira un appui à un nouveau foyer pour les victimes et une assistance technique au personnel de ce foyer en matière de gestion et de prestation de services.

- En Afghanistan, l'Office a financé l'Afghan Women Skills Development Center (AWSDC) pour qu'il favorise la création de partenariats entre les communautés et les autorités de police luttant contre la violence sexuelle visant les femmes et les filles par le biais de la traite des personnes. L'AWSDC envisage de traiter le problème de la traite des femmes et des filles en lançant des activités de sensibilisation et des recherches-actions dans 14 districts de la province de Faryab. Le Centre créera des groupes de mobilisation ayant pour membres des avocats, des agents de l'État et des représentants d'ONG et d'organisations internationales, dans le but de renforcer les liens entre les parties prenantes quant à la question de la traite des personnes, et de faire mieux connaître les questions liées à la traite au niveau des districts. Par ailleurs, l'AWSDC entreprendra des recherches pour appuyer les législateurs qui proposent d'adopter des mesures supplémentaires contre la traite intérieure et pour améliorer la législation antitraite en vigueur.
- En Inde, l'Office a financé le Prayas Juvenile Aid Centre pour qu'il renforce l'appui fourni aux enfants et aux jeunes femmes victimes de toutes les formes de traite des personnes en améliorant la coordination entre la police, les services publics compétents, l'appareil judiciaire, les procureurs, les ONG et les autres organisations de la société civile. Ce projet renforcera l'application et le respect de la législation en vigueur en sensibilisant les prestataires de services et la population. Des recommandations concernant l'amélioration de la législation seront formulées. Par ailleurs, ce projet consolidera les structures mises en place en faveur des victimes de la traite par le biais de quatre interventions pilotes ciblées menées à New Delhi et dans l'Assam, le Bihar et le Gujarat. Toujours en Inde, l'Office a financé l'ONG Bachpan Bachao Andolan (BBA) pour qu'elle fournisse une aide aux victimes en repérant, libérant et rapatriant les victimes du travail forcé et en les aidant à se réadapter. BBA mènera une campagne de sensibilisation au problème de la traite des enfants. Elle créera des comités de vigilance populaires chargés de surveiller et de combattre la traite aux points d'origine et de transit. Elle donnera aux organisations locales des régions d'origine accès au savoir et à la technologie nécessaires pour combattre la traite et collaborera avec les pouvoirs publics et la société civile.
- Au Kenya, l'Office a financé l'American Center for International Labor Solidarity (ACILS) pour qu'il combatte l'exploitation des enfants dans le secteur agricole. L'ACILS s'associera avec les travailleurs, les dirigeants et militants syndicaux, les employeurs et les responsables de l'administration locale pour mener une action de sensibilisation au problème de la traite dans ce secteur et aidera les syndicats à renforcer leurs capacités en matière de prévention de la traite et de repérage des victimes et d'aide aux victimes. En outre, il s'emploiera à faire mieux comprendre l'importance de l'éducation de la petite enfance en tant que mécanisme de prévention.
- Au Guatemala, l'Office a financé l'ONG End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of Children for Sexual Purposes (ECPAT) (Réseau contre la prostitution infantile, la pornographie infantile, et le trafic d'enfants à des fins sexuelles) pour qu'elle renforce la capacité des magistrats de repérer et de libérer les victimes de la traite et d'instruire les affaires de traite. ECPAT organisera des ateliers et des formations à l'intention des membres du centre d'accès à la justice, des fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères, des agents de détection et de répression, et des jeunes membres du projet Réseau de la jeunesse. Par ailleurs, elle ciblera certaines régions frontalières du pays pour inciter les services de détection et de répression à coordonner les méthodes de prévention et de détection, et pour

appuyer la révision de la législation relative à la traite. Elle distribuera des matériels de sensibilisation dans ces régions en plusieurs langues et sur plusieurs supports, y compris des messages publicitaires radiophoniques.

- Aux Philippines, l'Office a financé International Justice Mission (IJM) pour qu'elle poursuive l'exécution de ses programmes de lutte contre la traite à Manille. IJM assurera une formation à l'intention des responsables des services de police afin d'améliorer leurs compétences en matière d'enquêtes et d'arrestations, tout en renforçant les capacités du Gouvernement en ce qui concerne la fourniture d'une aide postérieurement aux enquêtes. IJM exécutera un programme analogue à Samar, qui est une région d'origine pour les enfants arrivant à Manille après avoir été victimes de la traite.
- À l'échelon plurirégional, le PRM du Ministère des affaires étrangères a financé l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour qu'elle élabore une série de sept modules de formation antitraite pour répondre au besoin de matériels de formation pratiques ressentis par les ONG, les agents de l'État (y compris les autorités de police et de justice) et les autres parties prenantes menant des activités de lutte contre la traite à travers le monde. Conçus pour dispenser une formation rapide à un faible coût, ces modules aident à comprendre les principaux éléments à prendre en considération pour élaborer une stratégie complète de lutte contre la traite. Ils présentent les composantes essentielles d'une intervention antitraite englobante et portent sur des sujets tels que les campagnes d'information; l'aide au retour et à la réintégration; le renforcement des capacités; la coopération et le travail en réseau; le repérage des victimes et les techniques d'entretien; l'aide directe; et la protection des enfants. Ils existent actuellement en anglais, en espagnol et en français, et sont utilisés dans différentes parties du monde, y compris dans les Caraïbes, en Afrique australe, en Asie du Sud-Est et en Amérique centrale. L'OIM s'emploie actuellement à traduire certains de ces modules dans d'autres langues, telles que l'arabe.
- Conformément à l'objectif visant à surveiller et évaluer les activités antitraite financées par les États-Unis, le PRM s'est associé à l'OIM pour élaborer un module sur les indicateurs de performance afin d'évaluer l'impact et l'efficacité des activités antitraite réalisées dans les domaines de la protection, de la poursuite et de la prévention (3 P). Il en est résulté le Manuel sur les indicateurs de performance pour les projets de lutte contre la traite. Cet outil de référence – le premier du genre – est téléchargeable depuis le site Web de l'OIM à l'adresse <http://www.iom.int/jahia/Jahia/pid/748> ou celui du PRM à l'adresse <http://www.state.gov/g/prm>.

c) *Agence des États-Unis pour le développement international*

485. À la fin de 2009, l'USAID finançait les programmes suivants:

- En République démocratique du Congo, les personnes rescapées de la violence sexuelle et sexiste bénéficient de services destinés à améliorer la qualité de leur vie, y compris, selon le cas, un accès à l'emploi et à l'éducation, par l'intermédiaire du programme de soutien psychosocial et de réintégration en faveur des personnes rescapées de la violence sexuelle et sexiste dans la partie orientale de la RDC exécuté par Cooperazione Internazionale (COOPI). Ce programme s'adresse aux victimes de la traite des personnes, qui englobent les enfants associés aux groupes armés et ceux qui ont été contraints de se livrer à la prostitution ou de se soumettre au travail forcé. Sa période d'exécution va de l'exercice 2008 à l'exercice 2011.
- En Thaïlande, l'USAID a, en collaboration avec la campagne Mettre fin à l'exploitation et à la traite (EXIT) de MTV, sensibilisé au problème les jeunes de

toute la région, en s'adressant à ceux qui courent le plus grand risque d'être victimes de la traite ou dont le comportement encourage la traite et l'exploitation. Le programme s'emploie à tirer parti de l'influence et de l'image de marque de MTV et de l'utilisation de personnalités en vue pour donner aux ONG, aux gouvernements et à d'autres entités une tribune qui leur permette de prévenir la traite et de venir en aide aux victimes. Il s'agit d'un programme pluriannuel dont l'exécution a commencé en 2007.

- Au Viet Nam, l'USAID finance l'Alliance An Giang Dong Thap pour la prévention de la traite (ADAPT), qui mène des activités de prévention par le biais de campagnes sur la migration dans la sécurité s'adressant aux établissements d'enseignement secondaire et aux centres pédagogiques, tout en assurant une formation à l'intention des responsables locaux du delta du Mékong. Le Projet interorganisations des Nations Unies sur la traite des êtres humains en Asie du Sud-Est (UNIAP) aide le Gouvernement vietnamien à analyser les affaires de traite des personnes pour guider l'élaboration des lois antitraite. Les activités d'analyse ont également permis d'améliorer les foyers d'accueil et de fournir des services.
- En Albanie, l'USAID collabore avec Terre des Hommes/Creative Associates en vue de faire reculer la traite des enfants au moyen d'activités de prévention et de protection. Ces organisations octroient et gèrent des sous-subsidations pour faciliter les activités de prévention et de réintégration dans l'ensemble du pays.
- En Bosnie-Herzégovine, l'USAID coordonne son action avec celle de Catholic Relief Services (CRS) pour étendre l'information relative à la traite à l'enseignement secondaire, améliorer les programmes de réintégration des victimes de la traite intérieure en assurant la formation des travailleurs sociaux et améliorer la mise en œuvre du plan d'action bosniaque contre la traite.
- En République de Moldova, l'USAID collabore avec le PNUD à l'exécution du projet relatif à l'amélioration des chances des jeunes et des femmes de la République de Moldova. Ce projet a créé dans le pays un réseau de foyers de réinsertion autonomes offrant un abri temporaire et des moyens d'éducation. Ce réseau a pour objectif de réduire la vulnérabilité des victimes de la traite retournées dans leur pays d'origine et des diplômés des internats et orphelinats publics à la traite des personnes en République de Moldova en mettant à leur disposition un cadre de vie et d'apprentissage supervisés sûr et abordable où ils pourront acquérir des aptitudes personnelles et sociales et une formation professionnelle, bénéficier de services de santé et de soutien psychologique, et développer une expérience professionnelle concrète qui pourra les préparer à exercer un emploi utile dans leur pays et les aidera à s'intégrer ou à se réintégrer dans la collectivité.
- Au Brésil, l'USAID continue, en coordination avec le Centre de solidarité, de procéder à l'évaluation des droits du travail dans le secteur industriel de l'est de l'État du Pará. Les nouvelles activités entreprises avec les partenaires au Pará aboutiront à un rapport sur les pires violations des droits commises par les employeurs (telles que le travail forcé, la traite des personnes et le travail des enfants) qui dressera un catalogue des violations systématiques des droits fondamentaux des travailleurs garantis par l'OIT.
- À la Jamaïque, l'USAID et une ONG fédératrice locale appelée People's Action for Community Transformation ont organisé des campagnes d'information et de mobilisation s'adressant aux groupes de la population qui sont exposés au risque de la traite, et des campagnes de sensibilisation reposant notamment sur la presse et les organisations locales; renforcé les capacités d'un foyer pour victimes géré par une ONG dans une localité touristique; appuyé une permanence téléphonique pour les

victimes de la traite gérée par une ONG; et dispensé une formation professionnelle à des jeunes vulnérables.

B. Coopération internationale visant à remédier aux causes profondes, en particulier la pauvreté et le sous-développement

486. Dans son discours d'investiture, prononcé le 20 janvier 2009, le Président Barack Obama a déclaré ce qui suit: «Aux populations des pays pauvres nous faisons la promesse d'œuvrer à leurs côtés, de faire prospérer leurs fermes et d'assurer un approvisionnement en eau salubre; de nourrir les affamés et de rassasier les esprits».

487. Lors de la parution du rapport sur la traite des personnes de 2009, la Ministre des affaires étrangères Hillary Clinton a insisté en particulier sur l'importance d'aborder ces questions dans ce contexte:

Aujourd'hui, le Ministère des affaires étrangères fait paraître notre rapport annuel sur la traite des personnes. Il met en exergue la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de la traite, et notamment la pauvreté, l'application laxiste de la loi et l'exploitation des femmes.

488. Un grand nombre des programmes susvisés visent à aider les populations les plus vulnérables face aux actes interdits par le Protocole facultatif. L'aide de l'USAID, par exemple, est fournie en application de la loi de 2005 sur l'aide aux orphelins et autres enfants vulnérables dans les pays en développement (loi publique n° 109-95), promulguée pour faire face à la crise mondiale touchant les orphelins et les enfants vulnérables. Conformément à cette loi, le Ministère des affaires étrangères a nommé un conseiller spécial à l'assistance aux orphelins et enfants vulnérables. Au cours de l'exercice 2008, les États-Unis ont alloué un montant estimatif de 1 860 650 020 dollars au titre de programmes relevant du cadre de coordination de la loi. En vertu de cette loi, sept ministères et organismes fédéraux – Ministères de l'agriculture, de la défense, de la santé et des services sociaux, et du travail, Peace Corps, Ministère des affaires étrangères et USAID – ont fourni, au titre de 2 044 projets exécutés dans 113 pays, une assistance à des organisations non gouvernementales, à des organisations religieuses, à des organismes des Nations Unies, à des organisations internationales et aux partenaires des gouvernements des pays d'accueil, pour aider directement des enfants aux prises avec une situation d'urgence; renforcer la famille, la communauté et la capacité des pouvoirs publics de repérer les enfants les plus vulnérables et d'intervenir en leur faveur; et réaliser des études et des évaluations permettant de sélectionner les interventions les plus efficaces en matière de prise en charge et de protection des enfants.

489. En 2009, le Ministère des affaires étrangères a recueilli des informations sur la contribution apportée par les États-Unis pour combattre les effets débilissants de la pauvreté en aidant les pays en développement à adopter des politiques économiques et sociales et des principes de gouvernance rationnels. Les paragraphes qui suivent s'appuient sur ce travail de collecte d'informations. Voir la note d'information intitulée «The U.S. Commitment to Development» (L'engagement des États-Unis en faveur du développement), consultable à l'adresse <http://www.state.gov/e/eeb/rls/fs/2009/113995.htm>.

490. En 2008, les niveaux d'aide publique au développement (APD) des États-Unis ont sensiblement augmenté dans les différents secteurs et à travers le monde. Les États-Unis sont le plus important donateur du monde sur la base des décaissements annuels nets. Au cours de l'année civile 2008, l'APD des États-Unis s'est élevée à 26,8 milliards de dollars, soit 23 % de plus que pendant l'année civile 2007. Elle a considérablement augmenté entre 1998 et 2008, passant de 8,8 à 26 milliards de dollars entre ces deux dates. Cette augmentation de 196 % en une décennie représente un taux plus important qu'à n'importe

quel moment depuis la période immédiatement postérieure à la Seconde Guerre mondiale. En 2008, plus de 13 milliards de dollars de l'APD des États-Unis ont été décaissés par l'intermédiaire de l'USAID.

491. En 2008, l'APD versée par les États-Unis aux pays les moins avancés a progressé de plus de 40 %, pour s'établir à 6,9 milliards de dollars, contre 4,8 milliards en 2007. Avant le Sommet du G8 de 2005, les États-Unis se sont engagés à doubler leur aide à l'Afrique subsaharienne entre 2004 et 2010. Compte tenu d'une base de 4,3 milliards de dollars en 2004 et des augmentations prévues du montant des décaissements annuels, les États-Unis demeurent déterminés à honorer cet engagement. En 2008, l'aide bilatérale et l'aide multilatérale estimée des États-Unis à l'Afrique subsaharienne se sont élevées à 7,8 milliards de dollars.

492. Déterminés à utiliser l'aide d'une manière plus efficace, les États-Unis se sont associés à la fois à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement de 2005 et au Programme d'action d'Accra de 2008 pour faire avancer la mise en œuvre de la Déclaration de Paris.

493. La *Millennium Challenge Act* (MCA) est un modèle innovant d'aide au développement axé sur l'appui aux bonnes politiques, à l'appropriation nationale et à des résultats mesurables. Ce modèle part du principe que l'aide extérieure est la plus efficace lorsqu'elle renforce la bonne gouvernance, la liberté économique et les investissements qui bénéficient à la population. Les investissements réalisés en vertu de la MCA réduisent la pauvreté mondiale en favorisant une croissance économique durable. Depuis sa création en 2004, la Millennium Challenge Corporation (MCC), qui gère le compte, a approuvé des accords (*compacts*) pour un montant de 6,4 milliards de dollars passés avec 18 pays partenaires. Ces accords profitent à plus de 22 millions de personnes, l'amélioration des infrastructures, des systèmes et techniques agricoles et d'autres services publics stimulant la croissance économique et l'investissement et faisant progresser les revenus locaux.

494. Le 5 mai 2009, le Président Obama a annoncé que son gouvernement s'engageait à consacrer 63 milliards de dollars sur six ans à l'amélioration de la santé dans le monde. En sus d'un financement conséquent au titre de la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose menée à l'échelle mondiale, on mettra davantage l'accent sur la santé de l'enfant et la santé maternelle, la planification familiale, les maladies tropicales, qui sont négligées, et le renforcement des systèmes de santé. Une telle approche globale de la santé dans le monde peut donner des résultats appréciables grâce à un investissement dans des activités visant à:

- Prévenir des millions de nouvelles infections par le VIH;
- Réduire la mortalité des mères et des enfants âgés de moins de cinq ans, en sauvant ainsi des millions de vies;
- Éviter des millions de grossesses non désirées;
- Éradiquer certaines maladies tropicales négligées.

495. Composante essentielle de l'Initiative Santé mondiale du Président, le Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR) reste l'engagement le plus important pris par un pays dans l'histoire pour lutter contre une seule maladie. À la fin de l'exercice 2009, le peuple américain aura investi 25 milliards de dollars dans la lutte mondiale contre le VIH/sida et la tuberculose par le biais du PEPFAR. De surcroît, ce dernier fait du Gouvernement des États-Unis le plus grand contributeur au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme: il a en effet versé plus de 3,3 milliards de dollars et annoncé le versement de 5,3 milliards de dollars depuis le lancement du Fonds en 2002.

496. L'Initiative du Président contre le paludisme (PMI), lancée en juin 2005, est un programme d'1,2 milliard de dollars étalé sur cinq ans. La PMI exhorte les autres gouvernements et le secteur privé à s'associer au Gouvernement des États-Unis pour combattre cette maladie, le but étant de réduire de moitié le taux de mortalité due au paludisme dans 15 pays d'Afrique. Trois ans après son lancement, cette Initiative a permis de toucher plus de 32 millions de personnes. Au cours de l'exercice 2009, l'USAID étendra la lutte contre cette maladie en engageant 585 millions de dollars. Ces fonds contribueront à réduire la mortalité due au paludisme parmi les enfants âgés de moins de cinq ans.

497. Les États-Unis prennent la tête des efforts visant à intensifier massivement la lutte intégrée menée au niveau mondial contre les maladies tropicales, qui sont négligées et frappent environ un milliard de personnes dans le monde. En moins de trois ans, le Gouvernement des États-Unis a fourni 136 millions de traitements à 60 millions de personnes vivant dans huit pays dans le cadre de la réalisation de son objectif visant à fournir au moins 300 millions de traitements intégrés aux habitants de 30 pays d'ici à 2013. Les États-Unis ont invité les autres donateurs à investir dans ce domaine. Plus de 590 millions de dollars de médicaments ont été distribués gratuitement en 2008 dans des pays où les États-Unis ont élargi leurs programmes, faisant fond sur les contributions traditionnelles de l'industrie pharmaceutique.

498. Lors du sommet du G8 de 2005, les États-Unis ont pris la tête des efforts visant à obtenir du G8 l'approbation de l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM). Cette initiative consistait à demander l'annulation totale de la dette que les pays pauvres très endettés (PPTÉ) avaient contractée à l'égard de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et du Fonds monétaire international.

499. Les États-Unis sont le premier contributeur bilatéral à l'Organisation des Nations Unies, aux banques multilatérales de développement (BMD) et au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial). En 2008, les contributions des États-Unis aux organisations multilatérales, y compris l'Organisation des Nations Unies, le Fonds mondial, la Banque mondiale et les autres BMD, se sont élevées à environ 2,9 milliards de dollars. Ces contributions vont à des organisations qui promeuvent la croissance économique, la réduction de la pauvreté et l'amélioration du niveau de vie par le biais de l'aide au développement et de l'aide humanitaire. L'aide fournie par les États-Unis permet de mobiliser des dizaines de milliards de dollars auprès d'autres donateurs.

500. Les États-Unis viennent en aide aux pays les plus touchés par la faim et l'impact de la crise financière mondiale. Le Gouvernement des États-Unis fournit plus de 5,5 milliards de dollars pour combattre la faim dans le monde en 2008 et 2009. S'exprimant à Londres en avril 2009 lors du Sommet du G20, le Président Obama a annoncé son intention de collaborer avec le Congrès en vue de doubler l'aide au développement agricole, qui représenterait ainsi plus d'un milliard de dollars, afin de donner aux «populations les outils dont elles ont besoin pour s'arracher à la pauvreté». Ces fonds doivent inciter les pays partenaires à accroître la productivité agricole et les revenus ruraux en modernisant l'agriculture des pays en développement. En juin 2009, la Ministre Clinton a dégagé sept principes à l'appui de systèmes agricoles viables dans les régions rurales lors de la cérémonie de remise du *World Food Prize* de 2009:

- Accroître la productivité agricole en élargissant l'accès aux semences de bonne qualité, aux engrais, aux outils d'irrigation et au crédit rural;
- Stimuler le secteur privé en améliorant le stockage et la transformation des aliments, ainsi que les routes et le transport ruraux;
- Préserver les ressources naturelles de manière qu'elles puissent être exploitées par les générations futures;

- Développer les connaissances et la formation afin de préparer la prochaine génération de botanistes;
- Établir un lien entre les petits producteurs et les marchés; appuyer la réforme des politiques et la bonne gouvernance; et
- Fournir un appui aux femmes, qui constituent 70 % des personnes vivant de l'agriculture dans le monde.

Ces sept principes guideront les activités à venir et aideront à définir des paramètres de référence. Le Gouvernement des États-Unis fournit depuis longtemps une aide au développement agricole à long terme. Cette aide porte de plus en plus non seulement sur la production agricole durable, mais aussi sur le stockage des produits, la gestion des terres, la commercialisation et la qualité des produits alimentaires.

501. Au cours de l'exercice 2008, les États-Unis ont, par l'intermédiaire de l'USAID et de la MCC, engagé plus d'un milliard de dollars dans plus de 50 pays en développement pour élargir l'accès à l'eau salubre et à l'assainissement, améliorer la gestion des ressources en eau et accroître la productivité de l'eau. Ils se sont également employés à renforcer la coopération au sujet des eaux partagées dans les principaux bassins fluviaux d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient. L'action menée par les États-Unis a permis à plus de 4,5 millions de personnes d'avoir accès pour la première fois à une source d'eau améliorée et à plus de deux millions à l'assainissement de base.

502. Les États-Unis ont engagé depuis 1991 plus de trois milliards de dollars au titre de l'assistance extérieure pour financer des activités de lutte contre les changements climatiques dans le cadre de leur mission de développement. Le Président Obama et la Ministre Clinton ont précisé que les États-Unis sont pleinement déterminés à faire face à la crise climatique et ont proposé une augmentation importante du financement au titre de l'assistance extérieure pour lutter contre les effets des changements climatiques. Pour l'exercice 2010, le Ministère des affaires étrangères, l'USAID et le Ministère des finances demandent plus d'1,2 milliard de dollars d'aide bilatérale et multilatérale pour promouvoir l'utilisation de sources d'énergie non polluantes dans les pays en développement, réduire les émissions de carbone provenant des forêts et de l'utilisation des sols, et aider les pays les plus vulnérables à se préparer aux changements climatiques et à lutter contre leurs effets. Cette demande comprend notamment des augmentations importantes dans tous les domaines, dont 312 millions de dollars au titre de l'adaptation aux changements climatiques – soit un montant presque nonuplé.

503. Les investissements réalisés par les États-Unis dans un très grand nombre d'initiatives de conservation de la nature à travers le monde – depuis l'Initiative du Triangle du Corail jusqu'au Partenariat pour les forêts du bassin du Congo – jouent un rôle essentiel s'agissant de renforcer les capacités locales et de fournir aux pays en développement appui, formation et expertise. Les États-Unis ont investi depuis 2002 plus de 100 millions de dollars par le biais du Partenariat pour les forêts du bassin du Congo (CBFP) pour appuyer la gestion durable des forêts et améliorer les moyens de subsistance de la population de toute la région. La rentabilité de ces investissements dans la région a contribué à attirer d'autres donateurs et à mobiliser au moins 300 millions de dollars d'investissements supplémentaires.

504. Pour que les États-Unis restent à la pointe des efforts déployés pour aider toutes les filles et tous les garçons à accéder à une éducation de base de qualité, le budget du Président pour l'exercice 2010 inclut un milliard de dollars (y compris 20,7 millions de dollars d'aide alimentaire non urgente pour le développement au titre du programme P.L. 480) pour les programmes internationaux d'éducation de base destinés à aider tous les apprenants, y compris les jeunes exposés à des risques et non scolarisés, à maîtriser les aptitudes de base. Le Gouvernement des États-Unis, essentiellement par l'intermédiaire de

l'USAID, appuiera l'assistance fournie dans le cadre de programmes d'éducation de base dans plus de 50 pays d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et d'Eurasie, y compris des améliorations de la question et de l'accessibilité de l'éducation préscolaire, primaire et secondaire. Un montant supplémentaire de 188 millions de dollars a été demandé pour l'exercice 2010 pour des programmes d'enseignement supérieur. En outre, plusieurs autres organismes des États-Unis appuient des activités internationales dans le domaine de l'éducation dans le cadre de programmes qui découlent d'objectifs plus généraux liés à leur mandat; il s'agit notamment du Peace Corps, de la Millennium Challenge Corporation et des Ministères de l'agriculture, de la défense et du travail. Par exemple, le Ministère du travail appuie des programmes scolaires de remplacement comme moyen de faire cesser l'exploitation des enfants dans le cadre du travail, le Ministère de l'agriculture appuie des programmes de repas scolaires et le Ministère de la défense construit des dortoirs et des écoles pour les enfants qui doivent faire un long trajet pour se rendre à l'école.

505. En outre, le Ministère des affaires étrangères favorise la compréhension mutuelle entre la population des États-Unis et celle des autres pays par le biais de programmes internationaux d'échanges et d'éducation. Ces programmes font participer ceux qui jouent ou sont appelés à jouer un rôle de premier plan dans de nombreux domaines aux États-Unis et dans plus de 160 autres pays aux activités proposées dans le cadre d'échanges et de programmes universitaires, pour la jeunesse, culturels et professionnels. Plus d'un million de personnes à travers le monde ont été associés à ces programmes, dont plus de 40 ont par la suite obtenu un prix Nobel et plus de 300 sont devenues chefs d'État ou de gouvernement, fonctions que certaines d'entre elles exercent encore. Le financement de ces programmes n'est pas inclus dans les chiffres de l'aide publique au développement.

506. Les États-Unis sont le plus important pays donateur en ce qui concerne l'aide humanitaire officielle aux victimes de la famine, de persécutions, de conflits armés et de catastrophes naturelles. En 2008, l'aide humanitaire fournie par les États-Unis s'est élevée à environ 4,4 milliards de dollars; elle visait à aider les personnes touchées par une catastrophe sous la forme d'un acheminement rapide d'aliments, d'eau, de matériel d'abri et de structures de soins de santé. Les États-Unis sont également le pays qui fournit l'appui le plus important au titre de la protection des réfugiés, de l'aide aux réfugiés et de recherche de solutions durables à leur situation. En tant que principal pays fournisseur d'aide alimentaire, ils ont versé en 2008 2,8 milliards de dollars au titre de l'aide alimentaire aux pays où sévit l'insécurité alimentaire.

507. Parallèlement au financement de la protection des victimes de conflits et de catastrophes naturelles et de l'aide à leur apporter, les États-Unis ont versé une contribution de plus de 1,4 milliard de dollars depuis 1993 au titre du déminage, de l'aide aux personnes ayant survécu à l'explosion de mines, et de la recherche-développement sur les techniques de détection et de déminage par l'intermédiaire du programme humanitaire d'action antimines. Ces activités ont contribué à faire considérablement baisser le nombre des victimes des mines et d'autres débris de guerre explosifs.

508. Le commerce est un puissant outil de lutte contre la pauvreté, car il stimule la croissance économique, multiplie les chances à saisir et crée des emplois nouveaux et mieux rémunérés. Conscient de ce fait, le Gouvernement des États-Unis a donné l'exemple en assurant la promotion du commerce avec les pays en développement. Les États-Unis sont le premier importateur net depuis les pays en développement, avec 610 milliards de dollars en 2008 (1 089 milliards d'importations moins 479 milliards d'exportations). À l'exception de la Chine, les importations nettes des pays en développement se sont élevées à 325 milliards de dollars en 2008 (733 milliards d'importations moins 408 milliards d'exportations). Ces montants sont de très loin supérieurs aux autres flux financiers vers ces pays et créent des emplois pour des millions de personnes. Les programmes de préférences

commerciales, tels que la loi relative à la croissance et aux possibilités économiques en Afrique, l'initiative des États-Unis pour le bassin des Caraïbes, la loi sur les préférences commerciales en faveur des pays andins et le système généralisé de préférences permettent aux produits d'un grand nombre de pays en développement d'entrer en franchise de droits sur le marché américain. Par ailleurs, les États-Unis jouent un rôle de premier plan en ce qui concerne les programmes de «renforcement des capacités commerciales» (aussi appelés programmes d'«aide au commerce»), qui doivent permettre aux pays en développement de mieux intégrer le système commercial mondial et de mieux en tirer parti, et inculquer aux partenaires commerciaux les compétences nécessaires pour améliorer la protection de l'environnement et du travail. Les États-Unis ont versé à cette fin 9,9 milliards de dollars depuis 2000. Pour l'exercice 2008, le Gouvernement des États-Unis signale une aide au renforcement des capacités commerciales de 2,24 milliards de dollars, soit 59 % de plus que pour l'exercice 2007.

509. Les États-Unis occupent la première place pour ce qui est des flux financiers privés vers le monde en développement, avec des flux nets de capitaux d'un montant supérieur à 99 milliards de dollars en 2007. En outre, les résidents des États-Unis sont à titre personnel les plus généreux du monde, puisque les transferts de revenus des particuliers ont représenté en 2007 plus de 48 milliards de dollars et que les dons qu'ils ont versés cette année-là à des associations caritatives privées se sont élevés à environ 12 milliards de dollars. Ce financement n'est pas inclus dans les chiffres de l'APD.

510. L'Alliance mondiale pour le développement de l'USAID a été créée en 2001 pour forger des alliances public-privé qui permettent de mobiliser les compétences et les ressources des partenaires non traditionnels des activités de développement. À ce jour, l'USAID a développé plus de 900 partenariats public-privé avec plus de 1 700 entreprises locales et multinationales, fondations et autres entités pour traiter de questions de développement qui revêtent un intérêt stratégique mutuel. Ces partenariats ont mobilisé plus de 9,6 milliards de dollars auprès des partenaires. L'Overseas Private Investment Corporation, l'Export-Import Bank des États-Unis, l'US Trade and Development Agency (Organisme des États-Unis pour le commerce et le développement), la Millennium Challenge Corporation et le Bureau du Coordonnateur de la lutte mondiale contre le sida aux États-Unis, ainsi qu'un grand nombre de services du siège et des bureaux extérieurs de l'USAID participent également à la constitution d'alliances public-privé, en exécutant des programmes allant de l'élargissement de l'accès des pauvres à l'eau potable à la fourniture de la technologie nécessaire à la protection durable de l'environnement. En avril 2009, la Ministre Clinton a annoncé au Ministère des affaires étrangères l'Initiative du Partenariat mondial, appelée à diriger et à favoriser la coopération des États-Unis avec les fondations, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, les organisations confessionnelles et la diaspora en vue d'atteindre les objectifs relevant de l'exercice d'une «puissance intelligente» que se fixent les États-Unis.

Deuxième partie

Réponses des États-Unis aux recommandations formulées par le Comité des droits de l'enfant dans ses observations finales

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

1. Les États-Unis sont sensibles aux observations du Comité faisant état des aspects positifs de leur application du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Nous avons pris en considération toutes les recommandations incluses dans les observations finales du Comité, en date du 25 juin 2008 (CRC/C/OPSC/USA/CO/1) (Observations finales du Comité) et nous nous félicitons d'avoir eu la possibilité de communiquer nos réponses dans la deuxième partie.

2. Tout d'abord, les États-Unis attachent un très grand prix au dialogue permanent avec le Comité à propos des questions sur lesquelles celui-ci a fait porter ses observations finales. Nombre de ces questions sont également abordées dans les Directives révisées concernant les rapports initiaux (CRC/C/OPAC/2) (Directives), sur lesquelles les États-Unis se sont appuyés pour établir leur rapport périodique, qui figure dans la première partie du présent document. Au lieu de répéter ici des éléments d'information présentés dans le rapport périodique, ils ont fait une réponse succincte, accompagnée de renvois aux informations concernant le sujet traité qui se trouvent déjà dans le rapport périodique. Dans le cas de questions non traitées dans ce dernier, la deuxième partie fournit une réponse complète.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 9 des observations finales du Comité

3. Les États-Unis ont fourni, conformément aux directives du Comité, de très abondantes données d'un bout à l'autre de leur rapport périodique, qui figure dans la première partie du présent document, en particulier dans la section II. Le système fédéral des États-Unis complique nécessairement la collecte des données dans leur cas. Cela étant, la stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes dont il est question dans la réponse à la recommandation du Comité au paragraphe 11 ci-après abordera un grand nombre des questions en rapport avec le Protocole facultatif.

4. S'agissant des États et des territoires des États-Unis, la section V du rapport périodique des États-Unis fournit des informations sur des questions importantes telles que la législation pénale pertinente en vigueur dans les États fédérés, le District de Columbia et les territoires.

5. En ce qui concerne le commentaire du Comité concernant les définitions, les États-Unis utilisent en règle générale les définitions qui figurent dans le Protocole facultatif et les autres instruments internationaux pertinents qui représentent les obligations internationales que les États-Unis ont contractées. Voir également plus loin la réponse faite par les États-Unis au paragraphe 33 des observations finales du Comité.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 11 des observations finales du Comité

6. Le Ministère de la justice a entrepris d'élaborer une stratégie nationale de prévention et d'interdiction de l'exploitation des enfants afin de contribuer à réaliser cet objectif essentiel, conformément à la loi publique n° 110-401 – Providing Resources, Officers, and Technology to Eradicate Cyber Threats to Our Children Act of 2008 (PROTECT Our Children Act of 2008) – sur la protection des enfants contre les menaces en ligne. Cette stratégie nationale fixera des objectifs à long terme en matière de prévention de l'exploitation des enfants, y compris des objectifs annuels permettant d'évaluer les progrès accomplis par le Gouvernement dans la réalisation de ces objectifs à long terme. À l'heure actuelle, comme le reconnaît le Comité, les États-Unis mettent en œuvre des programmes de grande ampleur pour lutter contre la traite des personnes, y compris des enfants, qui portent tant sur la traite transfrontalière que sur la traite intérieure. Comme l'explique le paragraphe 11 du rapport périodique, l'application à grande échelle par les États-Unis du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (Protocole relatif à la traite) qui traite de la prévention et de la punition de la traite des enfants aux fins de leur exploitation, y compris de leur exploitation sexuelle et de leur soumission au travail forcé, et de l'assistance aux victimes coïncide largement avec les obligations incombant aux États-Unis en vertu du Protocole facultatif.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 13 des observations finales du Comité

7. Comme l'explique la section III.B. du rapport périodique, les États-Unis misent sur une coordination importante entre les organismes fédéraux du pouvoir exécutif et entre les entités gouvernementales fédérales et celles des États fédérés pour s'acquitter des obligations découlant du Protocole facultatif. Nombre de ces programmes prévoient une participation importante des entités non gouvernementales, telles que le Centre national pour les enfants portés disparus et les enfants exploités. Lors de l'établissement de leur rapport périodique, les États-Unis ont sollicité la contribution des entités non gouvernementales intéressées, notamment en organisant deux réunions avec les représentants des organisations intéressées.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 15 des observations finales du Comité

8. Les États-Unis continuent de développer leurs importantes activités de formation et de sensibilisation aux dispositions du Protocole facultatif à l'intérieur comme à l'extérieur du pays (voir les sections III.C., IV.C. et VII.A. du rapport périodique). Les programmes des États-Unis visant à fournir aux victimes des prestations sous forme de services offrent de multiples exemples du rôle crucial que jouent les membres de la communauté en matière de sensibilisation et de fourniture effective des prestations, comme l'explique la section VI.G. du rapport périodique.

9. Comme indiqué en réponse aux recommandations énoncées aux paragraphes 45 et 46 des observations finales, les États ont lancé une nouvelle activité destinée à mieux sensibiliser à l'importance des obligations qui leur incombent en vertu du Protocole facultatif.

10. S'agissant plus particulièrement des programmes scolaires, la section IV.C.5. du rapport périodique fournit des informations diffusées par le Ministère de l'éducation pour appeler l'attention sur la nécessité de protéger les écoliers contre les infractions visées dans le Protocole facultatif. Il s'agit de sensibiliser davantage les enseignants, les chefs d'établissement, les conseillers d'orientation et les autres personnes qui sont en contact quotidien avec les enfants dans le cadre du système scolaire. Toutefois, dans le système fédéral des États-Unis, les activités effectivement entreprises par les systèmes scolaires relèvent des autorités des États fédérés et des autorités locales. Le Centre national pour les enfants portés disparus et les enfants exploités et les Boys and Girls Clubs of America constituent d'importantes sources d'informations pour les écoliers sur le problème critique de la sécurité sur l'Internet par le biais du site NetSmartz.org. Les adolescents disposent de sources d'information en ligne sur le site www.netsmartz.org/netteens.htm et les enfants plus jeunes peuvent se rendre sur le site www.netsmartzkids.org/indexFL.htm.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 17 des observations finales du Comité

11. Les États-Unis ont présenté les informations disponibles sur les crédits budgétaires alloués aux activités visées par le Protocole facultatif dans la section III.E. du rapport périodique.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 19 des observations finales du Comité

12. Les mécanismes et institutions mis en place par les États-Unis pour assurer le respect des droits de l'homme sont présentés dans la section III.G. du rapport périodique. Les États-Unis espèrent que le Comité prendra en considération l'effet exercé par le réseau très dense d'organismes et de services qui s'occupent de protéger tous les droits fondamentaux, effet qui, de l'avis des États-Unis, atteint les résultats visés par le Comité.

13. Les États-Unis ont de nouveau examiné les Principes de Paris, «Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme», joints en annexe à la résolution 48/134 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cet examen les a confirmés dans l'idée qu'ils peuvent mettre en œuvre bien des modalités différentes lorsqu'il s'agit de s'acquitter de leurs obligations en matière de droits de l'homme, au sein du Gouvernement fédéral et des gouvernements des États fédérés et en collaboration avec les ONG et les autres membres de la société civile, sans institution des droits de l'homme proprement dite. Les États-Unis relèvent à cet égard que l'Assemblée générale s'est «félicit[é]» des Principes et a «encourag[é]» la création d'institutions nationales, mais sans prétendre en prescrire la création.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 21 des observations finales du Comité

14. Les États-Unis estiment que les informations fournies du début à la fin du rapport périodique apaiseront les préoccupations du Comité en ce qui concerne l'accent mis par eux sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Les États-Unis estiment comme le Comité qu'il importe de prévenir les infractions visées par le Protocole facultatif. À cette fin, ils ont déployé d'importants efforts pour éliminer les principaux facteurs qui rendent les enfants vulnérables à ces infractions. Les activités qu'ils ont entreprises pour prévenir ces infractions et protéger les enfants, y

compris ceux qui sont les plus vulnérables du fait de la pauvreté, de la marginalisation et d'autres facteurs, sont présentées en particulier dans les sections IV. B. et VII. B. du rapport périodique.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 23 des observations finales du Comité

15. La réduction de la demande est effectivement un élément crucial de la prévention de la commission des infractions visées par le Protocole facultatif. Les États-Unis ont déployé des actions de grande ampleur pour lutter contre la demande, notamment celles dont il est question dans la section IV.A. du rapport périodique.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 25 des observations finales du Comité

16. Les États-Unis considèrent comme le Comité que la lutte contre la prostitution des enfants et la fourniture d'une aide aux victimes doivent revêtir et revêtent effectivement un caractère hautement prioritaire. Le rapport périodique témoigne de l'engagement des États-Unis dans ce domaine. Sa section II.A. analyse les informations disponibles sur l'incidence de la prostitution des enfants et de la pédopornographie aux États-Unis et explique que le pays prend des mesures pour multiplier les données fiables en finançant une enquête nationale sur la prévalence qui pose deux questions principales: combien de mineurs ont-ils été victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales en 2008 aux États-Unis, et combien de victimes étaient-elles connues des autorités de police? La première Étude globale et bilan et analyse statistiques biennaux des formes aggravées de traite, de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et du commerce illégal du sexe aux États-Unis, établie par l'Institut national de la justice du Bureau des statistiques judiciaires du Ministère fédéral de la justice est jointe en annexe au présent document (annexe 2).

17. Comme l'expliquent les sections III.B. et V.G. du rapport périodique, le Gouvernement fédéral collabore avec les gouvernements des États fédérés par le biais d'équipes spéciales et de subventions pour appuyer l'application et la mise en œuvre des lois réprimant toutes les infractions visées par le Protocole facultatif, un grand nombre de ces lois traitant de questions liées à la prostitution des enfants.

18. Les programmes de protection, y compris les campagnes de sensibilisation, sont présentés dans les sections IV.C. et VI. du rapport périodique. Les États-Unis continuent d'accroître les moyens de financement de façon à renforcer les actions de sensibilisation et d'élargir les possibilités de formation.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 27 des observations finales du Comité

19. Les États-Unis n'épargnent aucun effort pour réduire leur rôle de producteur et de consommateur de pédopornographie et combattre la montée de la cybercriminalité impliquant des enfants, y compris la pornographie. Par exemple, des programmes d'application des lois tels que le projet «Safe Childhood», les équipes spéciales de surveillance des infractions contre les enfants sur l'Internet, l'Initiative nationale «Innocence perdue» et l'*Operation Predator*, laquelle est gérée par le Centre de la cybercriminalité du Ministère de la sécurité intérieure, portent tous sur les infractions commises sur l'Internet, et nombre d'entre eux concernent spécifiquement les infractions dans lesquelles des enfants sont impliqués. L'*Operation Joint Hammer* et l'Équipe spéciale

mondiale virtuelle ne sont que deux exemples de la coopération internationale mise en place pour lutter contre la cybercriminalité. Les lois pénales réprimant la pédopornographie en vigueur sont présentées dans la section V.C. du rapport périodique; les activités de détection et de répression sont analysées dans les sections III.B., V.G. et VII.A.1., et les actions de prévention dans la section IV.

20. Comme l'explique le paragraphe 41 du rapport périodique, le Président a, en octobre 2008, promulgué la loi publique n° 110-401 – Providing Resources, Officers, and Technology to Eradicate Cyber Threats to Our Children Act of 2008 (PROTECT Our Children Act of 2008) – sur la protection des enfants contre les menaces en ligne, qui prévoit de nouveaux instruments de lutte contre la cybercriminalité.

21. Au Ministère fédéral de la justice, une section de la Division pénale, la Section de l'exploitation des enfants et de la pornographie infantile (CEOS), créée en 1987, porte toute son attention sur ces questions à l'intérieur du pays, tandis que le Service fédéral de l'immigration et du contrôle des douanes (ICE) du Ministère de la sécurité intérieure axe son action sur la dimension internationale et transfrontalière de l'exploitation d'enfants. Les deux organismes accordent une attention particulière à la pédopornographie. Leur activité est décrite d'un bout à l'autre du rapport périodique.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 29 des observations finales du Comité

22. Les États-Unis ont de nombreuses réalisations positives à leur actif en ce qui concerne la lutte contre le tourisme sexuel, comme l'explique le rapport périodique dans les sections II.B., III.G.; IV.C.; V.B., F., G., L., M.; et VII.A. Comme l'indique le paragraphe 302 du rapport périodique, une législation récente a multiplié les instruments que les responsables des États-Unis peuvent mettre en œuvre contre les personnes qui se livrent au tourisme sexuel.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 31 des observations finales du Comité

23. La section V.J. du rapport périodique fournit des informations détaillées sur la manière dont les États-Unis s'acquittent des obligations découlant de la Convention de La Haye relative à l'adoption internationale.

a) Les paragraphes 262 à 268 du rapport périodique traitent spécifiquement de l'interdiction de l'achat d'enfants. Comme ils l'expliquent, l'article 404 de la loi sur l'adoption internationale réprime l'obtention induite du consentement, ainsi que l'exige le sous-alinéa ii) de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole facultatif et conformément aux articles 4.c et 32 de la Convention de La Haye relative à l'adoption internationale.

b) Les États-Unis ont donné pleinement suite aux obligations qui leur incombent en vertu de la Convention de La Haye. Ils estiment que la nécessité pour les particuliers ou les entités privées à but lucratif d'obtenir un agrément devrait apaiser les préoccupations exprimées par le Comité au sujet du rôle des personnes poursuivant un but lucratif dans le système d'adoption des États-Unis; ces personnes et entités sont toutes tenues de satisfaire à des critères de performance rigoureux. La recommandation tendant à ce que les États-Unis veillent à ce que les personnes agréées «poursuivent uniquement des buts non lucratifs» ne repose pas sur une prescription de la Convention de La Haye ni du Protocole facultatif.

24. En vertu du paragraphe 1 de l'article 22 de la Convention, les fonctions conférées à une Autorité centrale (lesquelles, selon la définition qu'en donne la Convention, englobe les services d'adoption) «peuvent être exercées par des autorités publiques ou par des organismes agréés conformément au chapitre III, dans la mesure prévue par la loi de son État». Les États-Unis conviennent que les organismes accrédités conformément au chapitre III sont tenus de satisfaire à l'exigence de l'article 11 selon laquelle «un organisme agréé doit a) poursuivre uniquement des buts non lucratifs dans les conditions et limites fixées par les autorités compétentes de l'État d'agrément». Toutefois, le paragraphe 2) de l'article 22 prévoit un autre cas de figure que celui du paragraphe 1), et qui ne relève pas du chapitre III. En effet, le paragraphe 2) dispose que les fonctions conférées à l'Autorité centrale par les articles 15 à 21 peuvent aussi être exercées, «dans la mesure prévue par la loi et sous le contrôle des autorités compétentes de [l']État, par des organismes ou personnes qui a) remplissent les conditions de moralité, de compétence professionnelle, d'expérience et de responsabilité de cet État et b) sont qualifiées par leur intégrité morale et leur formation ou expérience pour agir dans le domaine de l'adoption internationale». (c'est nous qui soulignons). Comme le Comité le note au paragraphe 30 de ses observations, il s'agit de la disposition applicable aux personnes agréées.

25. Comme l'a expliqué le rapport explicatif établi par le rapporteur Gonzalo Parra Aranguren,

Le paragraphe 2 de l'article 22 ... habilite tout État contractant à déclarer que les fonctions procédurales conférées à l'Autorité centrale par les articles 15 à 21 peuvent aussi être exercées, mais uniquement dans cet État, par des personnes ou organismes autres que les autorités publiques ou organismes agréés conformément au chapitre III.

(Conférence de La Haye de droit international privé, Actes et Documents de la 17^e session, tome II, Adoption – Coopération (1994), par. 378)

26. Conformément au paragraphe 2 de l'article 22, les États-Unis ont inclus la déclaration ci-après dans leur instrument de ratification de la Convention:

Les États-Unis déclarent, en application du paragraphe 2) de l'article 22, qu'aux États-Unis, les fonctions conférées à l'Autorité centrale par les articles 15 à 21 peuvent aussi être exercées par des organismes ou personnes qui remplissent les conditions prévues par les articles 22a et b, et 32. En outre, ces organismes ou personnes devront respecter la législation et la réglementation fédérales donnant effet à la Convention ainsi que la législation relative à la délivrance de licences et les autres lois et règlements des États applicables aux prestataires de services d'adoption. Ces prestataires de services d'adoption exerceraient les fonctions d'Autorité centrale sous le contrôle des autorités fédérales et autorités des États fédérés compétentes aux États-Unis.

27. Dans le droit fil de cette déclaration, l'article 203 de la loi sur l'adoption internationale fixe les conditions minimales applicables tant à l'accréditation des organismes qu'à l'agrément des personnes, et requiert du Ministre des affaires étrangères qu'il publie une réglementation prescrivant «les critères et procédures à utiliser par les entités accréditantes aux fins de l'accréditation des organismes et de l'agrément des personnes pour ce qui est de fournir des services d'adoption aux États-Unis dans les cas visés par la Convention». Les conditions minimales prévues dans la réglementation sont les mêmes pour les organismes et les personnes, y compris l'obligation d'être autorisé dans au moins un État des États-Unis à fournir des services d'adoption. Pour d'autres précisions sur ces dispositions, voir la section V.J.3. du rapport périodique.

c) Les États-Unis interdisent toutes les formes d'éventuelle sollicitation active visant à obtenir des enfants, comme indiqué plus haut dans leur réponse à la

recommandation énoncée dans le paragraphe 31 des observations finales du Comité. Au paragraphe 26 du rapport initial qu'ils ont présenté au Comité, ils ont expliqué qu'ils avaient indiqué, au cours de la session finale de négociation du Protocole facultatif, que l'expression «fait d'obtenir indûment le consentement» s'entendait du fait d'obtenir sciemment et délibérément le consentement en offrant ou en donnant une contrepartie pour l'abandon de droits parentaux. Aucune délégation n'avait fait de déclaration allant dans un sens opposé. La prise en charge d'un montant raisonnable au titre «(d)es frais médicaux, d'hospitalisation, de soins infirmiers, de médicaments, de déplacement, ou (de) tous autres frais similaires engagés par une mère ou son enfant à l'occasion de la naissance ou d'une maladie de l'enfant» est autorisée par la législation des États-Unis, mais elle ne peut servir à obtenir indûment un consentement. Comme l'explique la section V.J.5. du rapport périodique, le Ministère des affaires étrangères et le Ministère de la sécurité intérieure se sont tous deux dotés d'une réglementation proscrivant expressément l'achat d'enfants. La réglementation du Ministère de la sécurité intérieure précise que le consentement de la mère ne peut être fourni qu'après la naissance de l'enfant, comme l'exige l'article 4 c) 4) de la Convention de La Haye, ce qui diminue la possibilité d'influence liée à la prise en charge des frais prénatals.

d) Les sections II.A., IV. et V.A. du rapport périodique rendent compte, entre autres choses, des activités entreprises par les États-Unis pour prévenir et réprimer tous les cas de vente d'enfants, quel que soit le but de la vente. Comme l'indique la réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 27 des observations finales, la Section de l'exploitation des enfants et de la pornographie infantile de la Division pénale du Ministère de la justice s'emploie activement à réprimer les auteurs d'infractions commises sur l'Internet qui prennent pour cible des enfants.

28. En réponse à une question supplémentaire posée par M^{me} Rosa María Ortiz, Vice-Présidente du Comité des droits de l'enfant (CRC/C/OPSC/USA/Q/1/Add.2), les États-Unis ont fourni les informations ci-après, en y apportant ici une légère modification pour traiter de la vente par toute personne, alors que la question originelle concernait la vente par une mère. Cela étant, les lois applicables sont les mêmes.

29. La réponse à la question de savoir si un acte donné pourrait être poursuivi au regard de la législation fédérale ou de celle des États fédérés serait fonction d'une large gamme de situations. En tout état de cause, nous pouvons assurer au Comité que l'interdiction et la répression pénale de la vente d'enfants telle qu'elles sont prévues par le Protocole facultatif le sont également de manière exhaustive par la législation des États-Unis, y compris dans le cas d'une vente via l'Internet.

30. En particulier, la législation fédérale interdit la vente d'un enfant via l'Internet à des fins d'adoption lorsque le vendeur sait que l'enfant sera contraint de se livrer à une activité sexuelle à but lucratif (art. 1591 du titre 18 du Code des États-Unis) ou sera utilisé à des fins de production de représentations à caractère pédopornographique (art. 2251A du titre 18 du Code des États-Unis), ou lorsque le vendeur transporte l'enfant pour qu'il se prostitue ou se livre à des activités sexuelles (art. 2423 a) ou 242 b) du titre 18 du Code des États-Unis).

31. En outre, le Gouvernement fédéral peut poursuivre toute femme qui vend (ou, dans le cas de l'article 2251A du titre 18 du Code des États-Unis, tente de vendre) son enfant via l'Internet dans les cas suivants:

- La vendeuse sait que l'enfant sera contraint de se livrer à une activité sexuelle à but lucratif (voir l'article 1591 du titre 18 du Code des États-Unis). Cette infraction est passible d'une peine minimale obligatoire de 15 ans d'emprisonnement si l'enfant est âgé de moins de 14 ans et de 10 ans dans les autres cas) ou

- La vendeuse sait que, du fait de la vente ou du transfert, le mineur sera utilisé à des fins de production de représentations visuelles dans lesquelles il se livre ou aide une autre personne à se livrer à une activité sexuelle explicite; ou la vendeuse entend faire advenir une situation dans laquelle ce mineur se livrera à une activité sexuelle explicite à des fins de production d'une représentation visuelle de ladite activité ou aidera une autre personne à se livrer à une activité sexuelle explicite à des fins de production d'une représentation visuelle de ladite activité (voir l'article 2251A du titre 18 du Code des États-Unis). Cette infraction est passible d'une peine minimale obligatoire de 30 ans d'emprisonnement).

e) L'article V.J.12. traite des aspects essentiels des adoptions d'enfants venant de pays qui ne sont pas parties à la Convention de La Haye. L'obligation internationale d'accorder les garanties consacrées par la Convention n'existe pas dans le cas de ces adoptions, mais les États-Unis prennent des mesures visant à protéger les enfants dans le cadre de toutes les adoptions. En fait, ils aimeraient que tous les pays adhèrent à la Convention de La Haye et s'emploient à faire avancer la réalisation de cet objectif avec certains pays, afin que toutes les adoptions internationales d'enfants arrivant aux États-Unis et au départ des États-Unis soient conforme aux dispositions de cette Convention.

f) L'article 303 de la loi fédérale sur l'adoption internationale (IAA) énonce les règles applicables à une adoption visée par la Convention de La Haye impliquant l'émigration d'un enfant résidant aux États-Unis vers un pays étranger. Comme l'a noté le Comité, il s'agit notamment de la règle énoncée à l'article 303 a) 1) B), qui exige que soit donnée la garantie que l'organisme accrédité ou la personne agréée, conformément à la Convention, «i) a déployé des efforts suffisants et fait des recherches minutieuses pour recruter activement des parents adoptifs pouvant adopter l'enfant aux États-Unis; et ii) qu'en dépit de ces efforts, il ou elle n'a pas été en mesure de placer l'enfant aux fins d'adoption aux États-Unis dans les délais impartis». Ces dispositions sont appliquées dans la pratique comme l'énonce l'article 303 a) 2) et b). Le paragraphe a) 2) requiert de l'organisme accrédité ou de la personne approuvée (ou, dans certaines situations, du ou des futurs parents adoptifs) qu'il(s) se conforme(nt) à toutes les dispositions de l'article 303, y compris celle de l'article 303 a) 1) B), et fournisse(nt) à la juridiction de l'État ayant compétence pour connaître de l'affaire les documents se rapportant, entre autres, aux questions visées dans l'article 303 a) 1).

32. De son côté, l'article 303 b) dispose que le tribunal ne rend une ordonnance déclarant définitive l'adoption d'un enfant émigrant des États-Unis ou accordant la garde aux fins de son adoption que 1) s'il a reçu et vérifié pour autant qu'il le juge nécessaire A) les éléments d'information visés au paragraphe a) 2) (y compris les efforts déployés pour trouver des parents adoptifs pouvant adopter l'enfant aux États-Unis); et B) des preuves satisfaisantes du fait que les conditions visées aux articles 4 et 15 à 21 de la Convention ont bien été remplies; et 2) s'il a déterminé que le placement en vue d'adoption répond à l'intérêt supérieur de l'enfant.

33. Les dispositions de l'IAA sont conformes à celles de l'article 4 de la Convention de La Haye, selon lequel les autorités compétentes de l'État d'origine, entre autres choses, «ont constaté, après avoir dûment examiné les possibilités de placement de l'enfant dans son État d'origine, qu'une adoption internationale répond à l'intérêt supérieur de l'enfant».

34. À ce propos, le paragraphe 128 du rapport explicatif de la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants contient l'observation ci-après:

«128. Nonobstant l'acceptation expresse du principe de subsidiarité, un consensus s'est dégagé pour reconnaître que, dans certaines situations, l'intérêt supérieur de l'enfant peut exiger qu'il soit placé aux fins de son adoption à l'étranger, même si une famille peut l'accueillir dans l'État d'origine, par exemple en cas d'adoption par

un membre de la famille ou d'adoption d'un enfant atteint d'un handicap particulier lorsque la prise en charge de ce handicap ne peut être assurée dans de bonnes conditions».

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 33 des observations finales du Comité

35. La section V. du rapport périodique analyse de façon détaillée les dispositions du droit pénal applicables aux infractions visées par le Protocole facultatif au niveau fédéral et à celui des États fédérés en traitant des tentatives de commission de ces infractions ainsi que de la complicité ou de la participation à ces infractions, et en fournissant des informations sur les peines applicables.

36. Ces lois traitent manifestement de la prostitution des enfants, conformément aux articles 2 et 3 du Protocole facultatif. Quant au fait que le Comité s'inquiète qu'il n'existe pas de loi fédérale «définissant ou interdisant la prostitution des enfants en soi», l'article 1591 du titre 18 du Code des États-Unis interdit le fait de recruter, d'inciter, d'héberger, de transporter, de fournir, de se procurer ou d'utiliser un enfant en sachant qu'il serait contraint de «se livrer à une activité sexuelle à but lucratif». Le terme «activité sexuelle à but lucratif» s'entend de «tout activité sexuelle en échange de laquelle une personne donne ou reçoit une chose ayant une valeur». Le fait que le terme «prostitution des enfants» ne soit pas utilisé ni défini en droit pénal fédéral n'altère en rien le fait que la loi traite manifestement des activités prosrites par le Protocole facultatif.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 34 des observations finales du Comité

37. Le Protocole facultatif ne fait pas obligation aux États parties d'être ou de devenir parties à la Convention relative aux droits de l'enfant. Les États-Unis étudient actuellement plusieurs instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels ils ne sont pas partie, et l'administration a l'intention d'étudier la Convention relative aux droits de l'enfant pour déterminer si elle est en mesure de la ratifier.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 36 des observations finales du Comité

38. Comme l'explique la section V.L. du rapport périodique, en sus des cas auxquels s'applique la compétence spéciale à l'égard des aéronefs ou la compétence spéciale maritime et territoriale, la législation fédérale établit la compétence en vertu d'un certain nombre de lois en rapport avec l'application du Protocole facultatif par les États-Unis. Comme l'indique le rapport initial, l'inclusion de l'exercice de la compétence par un État Partie à l'égard de ses ressortissants en tant qu'auteurs ou victimes d'infractions commises en dehors des États-Unis en vertu de l'article 4.2 n'est pas obligatoire et les États-Unis, à la différence de certains autres systèmes juridiques, ne le prévoient pas systématiquement. De même, la disposition selon laquelle tout État Partie doit établir sa compétence lorsque l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et qu'il refuse de l'extrader vers un autre État Partie en raison de sa nationalité ne peut pas être appliquée aux États-Unis car la nationalité américaine n'est pas un motif de refus d'extradition.

39. Néanmoins, en 2008, la loi publique n° 110-457 a ajouté une compétence extraterritoriale supplémentaire pour toute infraction (ou tentative de commettre ou entente

en vue de commettre une infraction) prévue par l'article 1581, 1583, 1584, 1589, 1590 ou 1591

1) si l'auteur présumé de l'infraction est un ressortissant américain ou un étranger légalement admis pour résidence permanente ...; ou

2) si l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur le territoire des États-Unis, quelle que soit la nationalité de cette personne.

(art. 1596 du titre 18 du Code des États-Unis). Les infractions de péonage, d'esclavage et de traite sont analysées dans la section V.L. du rapport périodique.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 38 des observations finales du Comité

40. Les États-Unis savent gré au Comité d'avoir reconnu les efforts qu'ils déploient pour protéger les enfants victimes des infractions visées par le Protocole facultatif dans le système de justice pénale, et qui sont développés dans la section VI du rapport périodique. Ces mesures sont naturellement compatibles avec les obligations découlant pour les États-Unis des dispositions du paragraphe 1 de l'article 8 du Protocole facultatif.

41. En premier lieu, la prostitution n'est pas une infraction fédérale aux États-Unis, qu'il s'agisse d'adultes ou d'enfants.

42. Le Comité se déclare préoccupé par le fait que les lois des États n'exemptent pas encore de façon uniforme d'arrestation et de poursuites les enfants utilisés aux fins de la prostitution. Dans le cadre du système fédéral, le Gouvernement fédéral ne peut pas modifier directement les lois pénales des États, même s'il peut jouer un rôle d'incitation à cet égard. Comme l'expliquent les paragraphes 102 et 103 du rapport périodique, l'État de New York a avancé à grands pas dans le domaine de l'aide aux enfants victimes, notamment en adoptant la Safe Harbor for Sexually Exploited Youth Act en septembre 2008. Le Centre d'études interdisciplinaires sur les enfants de l'Université de la Ville de New York a organisé en février 2009 le troisième Forum de New York sur la politique de l'enfance sur le thème de l'application et de la surveillance du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Dans l'allocution qu'il a prononcée à cette occasion, William A. Scarborough, Président de la Commission permanente pour les enfants et les familles de l'Assemblée de l'État de New York, a présenté la loi en question comme suit:

[L]es jeunes victimes d'exploitation sexuelle ne devraient pas être poursuivies au pénal pour des actes de prostitution; il conviendrait plutôt de créer des services pour répondre aux besoins de ces jeunes en dehors du système judiciaire. Les jeunes victimes d'exploitation sexuelle méritent la protection et les services du tribunal aux affaires familiales, avec des processus en place pour les personnes ayant besoin d'être supervisées, y compris des mesures de déjudiciarisation, des services d'intervention d'urgence, un soutien psychologique et des services de logement d'urgence et à long terme. Très schématiquement, c'est ce que nous avons essayé de faire.

43. Le Centre d'études interdisciplinaires sur les enfants a publié le compte rendu du troisième Forum sur la politique de l'enfance, en y insérant le texte du Protocole facultatif et des observations finales du Comité; il est consultable à l'adresse <http://www.brooklyn.cuny.edu/pub/departments/childrenstudies/>.

44. D'autres États ont créé des médiateurs pour enfants ou bureaux des défenseurs des enfants qui s'occupent également de ces questions, comme l'explique la section III.G. du rapport périodique.

45. Quant à la référence faite par le Comité aux Lignes directrices des Nations Unies en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels, les États-Unis se sont joints au consensus lorsque le Conseil économique et social de l'ONU a adopté ces Lignes directrices dans sa résolution 2005/20. Dans cette résolution, le Conseil économique et social indique que le Comité a adopté les Lignes directrices «en tant que cadre utile pouvant aider les États Membres à améliorer la protection des enfants victimes et témoins dans le système de justice pénale» et a «invit[é] les États Membres à s'inspirer, selon qu'il conviendra[it], des Lignes directrices pour l'élaboration d'une législation, de procédures, de politiques et de pratiques à l'intention des enfants qui sont victimes d'actes criminels ou témoins dans des poursuites pénales». Les États-Unis se sont joints au consensus dégagé sur la résolution 2005/20 sur la base de ce libellé non contraignant. Ils relèvent également que les Lignes directrices se fondent sur la Convention relative aux droits de l'enfant, à laquelle ils ne sont pas partie. Cela étant, les mesures prises par les États-Unis sont pleinement compatibles avec le texte de la résolution.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 40 des observations finales du Comité

46. Comme l'explique la section VI.G. du rapport initial, les États-Unis continuent de développer et d'améliorer les prestations proposées à tous les enfants victimes des infractions visées par le Protocole facultatif.

47. Il ressort des observations du Comité qu'il s'inquiète de ce que les enfants victimes de l'exploitation sexuelle intérieure peuvent ne pas bénéficier des mêmes services que les enfants victimes de la traite en provenance d'autres pays. Comme l'explique la section VI.G.3., la législation réprimant la traite contient des dispositions importantes visant à faire bénéficier également les victimes étrangères des prestations auxquelles ont déjà accès les victimes américaines. Les États-Unis admettent que l'accent ainsi mis sur l'accès des victimes étrangères aux prestations a dans certains cas abouti à une meilleure prise de conscience des besoins de ces victimes et à une prestation de services plus complète à leur intention. Les États-Unis continuent de s'employer à répondre aux besoins des victimes intérieures, comme le montre la section VI.G.1 et 3 du rapport périodique.

48. Les États-Unis ont pris des mesures importantes pour permettre aux victimes étrangères de formes aggravées de la traite de rester aux États-Unis. Les prestations en matière d'immigration correspondantes sont présentées dans la section VI.G.2 du rapport périodique.

49. La formation de toutes les personnes qui travaillent avec les victimes fait l'objet de la section VI.D du rapport périodique.

50. Les recours au pénal et au civil permettant aux victimes de réclamer réparation du préjudice subi sont analysés dans la section VI.G.4 du rapport périodique.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 42 des observations finales du Comité

51. Les activités de renforcement de la coopération internationale entreprises par les États-Unis selon des modalités compatibles avec leurs obligations internationales en matière de droits de l'homme sont abordées dans la section VII du rapport périodique.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 43 des observations finales du Comité

52. La collaboration des États-Unis avec l'Organisation des Nations Unies sur des questions importantes, parmi lesquelles l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu du Protocole facultatif et l'assistance à fournir aux autres pays aux fins de l'exécution des leurs, est une pratique bien attestée. Le rapport périodique, en particulier sa section VII.A., et les présentes réponses aux recommandations du Comité représentent une partie importante de cette activité.

53. Par ailleurs, les États-Unis sont en contact permanent avec les organisations non gouvernementales, notamment dans le cadre des rencontres périodiques organisées à l'occasion du présent rapport et d'autres rapports sur les droits de l'homme.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 44 des observations finales du Comité

54. L'analyse de l'assistance et de la coopération internationales présentée dans la section VII du rapport périodique renseigne sur les activités déployées par les États-Unis pour coopérer avec les gouvernements étrangers et leur fournir une assistance dans ce domaine. La section VII.B indique en particulier ce qui est fait pour éliminer les principaux facteurs, notamment la pauvreté, le sous-développement et la faiblesse des capacités institutionnelles.

Réponse à la recommandation énoncée au paragraphe 45 et 46 des observations finales du Comité

55. Comme l'explique le paragraphe 124 du rapport périodique, le Conseil national de sécurité a récemment diffusé auprès de tous les organismes du Gouvernement fédéral un mémorandum du Conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères transmettant des liens vers le rapport initial des États-Unis concernant l'application du Protocole facultatif et les observations finales du Comité. Le Ministère a transmis des mémorandums similaires contenant des informations de même nature aux Gouverneurs des États, aux Gouverneurs des Samoa américaines, de Guam, des îles Mariannes septentrionales, de Porto Rico et des îles Vierges américaines, ainsi qu'au maire du District de Columbia, invitant ces diverses entités à diffuser le mémorandum auprès des procureurs généraux et des départements et bureaux chargés des droits de l'homme, des droits civils, du logement, de l'emploi et des questions connexes. Pour faciliter l'information du grand public et de la société civile, le Bureau pour la démocratie, les droits de l'homme et le travail du Ministère publie les rapports présentés par les États-Unis au titre des instruments relatifs aux droits de l'homme, les communications connexes et les observations finales des organes conventionnels, notamment ceux qui concernent la mise en œuvre du Protocole facultatif, sur son site Web (<http://www.state.gov/g/drl/hr/treaties/index.htm>). De plus, les États-Unis prennent des mesures supplémentaires pour faire mieux connaître à l'administration à tous les niveaux comme au grand public le Protocole facultatif, les autres obligations des États-Unis au titre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les rapports soumis par les États-Unis concernant l'application de ces instruments.